PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national extraordinaire des 4 et 5 juillet 1951

Sommaire

Le président (Lamine Gueye) 2
Pierre Commin 3
Marceau Pivert 3
Guy Mollet 4
Gérard Vée 5
Guy Mollet 7
Émile Muller (Haut-Rhin) 9
Guy Mollet 14
Charles Lussy 14
Léon Boutbien 18
Josette Poussou 24
Pierre Commin 26
Le président (Augustin Laurent) 27
Marcel Mérigonde 27
Bideberry 29
Etienne Weill-Raynal 31
Paul Alduy 34
Germaine Picard-Moch 36
Marceau Pivert 39
Jean Le Bail 44
Théo Staub 49
André Philip 51
Paul Ramadier 58
Daniel Mayer 63
Francis Leenhardt 69
Édouard Depreux 74
Le président (Albert Gazier) 81
Midon (Var) 81
Roux (Loiret) 84
Jean Capdeville (Seine-inférieure) 87
André Boulloche 90
Augustin Laurent 92
Guy Mollet 98
Hauriou 109
Péridier 111
Charles Lamarque-Cando 114
Le président (Paul Ramadier) 117
Collet 117
Maurice Deixonne 120
Cottereau 126

Fondation Jean-Jaurès

Chazeille 131
Salomon Grumbach 135
Marceau Pivert 142
Guy Mollet 145
Le président (Gaston Defferre) 148
Henri Malacrida 148
Pierre Mauroy 148
Jean Silvandre 152
Georges Brutelle 158
Le président (Gaston Defferre) 158
Collet 158
Guy Mollet 160
Le président 166
Collet 167

Séance du mercredi 4 juillet 1951 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Lamine Guèye, assisté des camarades Cini Achille, des Bouches-du-Rhône, Baur Charles des Jeunesses Socialistes et Glinel, d'Ille-et-Vilaine.

Le président (Lamine Gueye)

Camarades, au nom du Congrès, je me fais un plaisir de saluer les camarades qui ont tenu à venir nombreux assister à nos assises. Tous nous avons conscience de l'importance et de la gravité des problèmes qui sollicitent notre attention, et tous également nous sommes venus ici avec la volonté d'apporter à ces problèmes des solutions qui soient conformes aux intérêts de la République, de la démocratie et de la classe ouvrière.
C'est dans cet esprit que je déclare ouverte la première séance du Congrès extraordinaire, et que je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet - Il n'est pas question maintenant de faire quelque intervention que ce soit, mais il est de règle dans nos Congrès extraordinaires de ne pas convier nos amis des délégations étrangères, nous n'aurons pas parmi nous en conséquence, les représentants de tous les partis frères, mais cependant, plusieurs d'entre eux : notre ami Bohy, Président du groupe Socialiste belge et notre camarade Romita, du Parti italien, ainsi que Mme Casgrain, du Parti canadien rentrent de Francfort avec nous où ils ont participé à la renaissance de la 2ème Internationale, et je suis assuré que le Congrès sera heureux de les saluer et de les avoir parmi nous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Commin sur l'ordre du jour.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Commin

Camarades, une seule question est inscrite à l'ordre du jour, l'examen de la situation politique après les élections.
Toutefois, un certain nombre de problèmes devaient trouver dans ces assises une solution, c'est d'abord l'introduction dans les statuts des dispositions concernant la délégation mixte.
Le Comité directeur, unanime, vous propose de renvoyer ce problème à un prochain Conseil national ayant pouvoir de Congrès, étant entendu que dans cet intervalle, le statu quo subsiste.
Une autre question avait été posée au dernier Congrès national au sein de la Commission des résolutions notamment ; il s'agissait du cumul des mandats des fonctions de Secrétaire général avec une fonction ministérielle.
Le Comité directeur, à l'unanimité moins cinq voix, contre et une abstention, demande au Congrès de renvoyer la décision et la discussion à un prochain Conseil national, ayant pouvoir de Congrès.
Enfin, une décision antérieure faisait obligation de soumettre au Congrès national ordinaire la liste des organisations auxquelles les membres du Parti ne pouvaient donner leur adhésion.
Le Comité directeur vous propose la solution suivante :
1° - une délégation de pouvoir sera donnée pour établir une première liste, étant entendu que seules seront portées sur cette liste les organisations pour lesquelles il y aura un accord unanime du Comité directeur.
2° - la question d'ensemble sera étudiée par le prochain Conseil national, ayant pouvoir de Congrès.
Le dernier Congrès national, d'autre part, avait décidé de renvoyer à ce Congrès extraordinaire le cas Rassiner (?) ; les fédérations ont du recevoir à cet effet un rapport et nous vous demandons que ce soit également reporté au prochain Conseil national, ayant pouvoir de Congrès.
Voici les propositions qu'au nom du bureau, nous soumettons au Congrès.

Le président - Je consulte le Congrès. La parole est à Marceau Pivert.

Marceau Pivert

Camarades, c'est sur le point 2 concernant le cumul entre la fonction de ministre et celle de Secrétaire général du Parti que je veux demander au Congrès une minute d'attention.
Ceux qui, au Comité directeur, ont souhaité que le Congrès prenne position sur ce problème n'ont pas été inspirés par des questions personnelles ; au contraire, nous souhaitons vivement que le Secrétariat du Parti continue son travail d'organisation, mais nous avons une conception du rôle du Secrétariat du Parti qui ne coïncide pas avec celle que l'expérience que nous a révélée, étant donné qu'il y a eu des inconvénients à pouvoir défendre en même temps, dans le passé, la position réelle, constante du Parti et la position temporaire, provisoire, d'un ministre.

Par conséquent, ce problème, si nous sommes loyaux, les uns envers les autres, ce qui est évident, devrait être déterminé par les décisions politiques qui vont sortir de ce Congrès.
Il peut s'agir d'une modification des statuts qui ne serait applicable qu'après avoir été adoptée dans un an par le Congrès national, il n'y a donc pas à passionner le débat. Et si, par hasard, ce Congrès décidait, ou si ses décisions politiques revenaient à empêcher qu'il y ait des ministres Socialistes, on ne comprendrait pas un débat passionné sur ce problème qui n'aurait aucun sens réel. Mais, par contre, si, demain, vous avez encore un Secrétaire général du Parti qui, par suite des circonstances, est ministre, nous disons que le problème se pose.
Nous ne savons pas ce que dira le Congrès, nous ne savons pas quel est son sentiment sur la participation ou la possibilité de participation à l'heure actuelle, la question est donc suspendue, mais je dois dire que la fédération de la Seine l'a déjà posée au Congrès national ordinaire, qu'il a été convenu, entre nous, qu'à la veille des élections, des discussions de ce genre ne convenaient pas, mais que maintenant, si aujourd'hui, vous ajourniez encore, alors on pourrait craindre que le problème de fond soit escamoté.
Or, nous sommes un certain nombre de délégués ici à souhaiter que les problèmes ne soient jamais escamotés et qu'ils soient réglés pour ou contre, afin qu'on sache exactement où l'on en est sur les positions de principe.
C'est pourquoi je demande que le point 2 ne soit pas tranché maintenant, et qu'il appartienne au besoin à la Commission des résolutions de voir dans quelle mesure il prend un caractère d'actualité ou non selon les décisions.
S'il y a des délégués qui considèrent que la participation' n'est pas possible, nous retirons la question en disant : "Puisqu'il n'y a pas de ministres Socialistes, il n'y aura pas cumul, donc pas de question", si, au contraire, la question de la participation est considérée comme possible je demande qu'on étudie cette question.

Guy Mollet

Camarades, Marceau-Pivert vient de dire que certains camarades au Comité directeur avaient demandé que ce problème fût tranché dans cette séance du Congrès extraordinaire. Il y a bien eu quelques camarades qui souhaitaient que le problème soit tranche dans le sens qu'il vient d'indiquer, mais il n'a pas parlé tout à fait de l'ordre du jour, il a touché à la question de fond, et parmi les cinq camarades qui demandaient cela, il y avait le Secrétaire général, car il craignait que ce soit abordé sous cette forme un peu rapide.
Il est facile d'une phrase, si personne ne répond, de dire tout ce que cette situation a présenté comme difficultés, comme inconvénients, si, en contre partie, il n'est pas dit que, dans certaines circonstances, cela pouvait être utile.
Ceci dit, je suis d'accord pour que la Commission des résolutions apprécie, cette nuit ou demain, lorsqu'elle se réunira, l'ensemble du problème, mais s'il devait être tranché par un renvoi avec l'interprétation que Marceau-Pivert donne, je crois qu'il vaudrait mieux peut-être, pour la santé du Parti et en tous cas pour le

Secrétaire général, que le problème soit tranché au fond et réglé de façon sérieuse.

Le président - Personne ne demande la parole ?

Gérard Vée

La fédération de l'Yonne vous demande quelques minutes d'attention, juste le temps nécessaire pour vous rappeler le cas de Maxence Roldes.
Notre camarade a été exclu en 1945 avec un certain nombre d'autres, et vous le savez, l'Yonne avait demandé sa réintégration. Mais par suite de grave maladie, de notre secrétaire fédéral, le dossier n'avait pas été transmis en temps voulu au Parti, et c'est la raison pour laquelle au moment où le Congrès de 1949 a décidé de renvoyer à la Commission nationale des conflits les dossiers de demandes de réintégration alors en instance, le dossier de Maxence Roldes n'avait pas été transmis.
Nous avons demandé que la question soit tranchée lors du dernier Congrès National ; notre ami Georges Brutelle, nous a conseillé de ne pas insister et de doser la question à ce Congrès ci. C'est ce que nous faisons aujourd'hui. Nous vous demandons d'ajouter le nom de Maxence Roldes à la liste des camarades dont les dossiers étaient en instance en 1949.
La fédération de l'Yonne insiste auprès de vous pour que cette décision soit prise ; la fédération de la Dordogne où notre camarade a résidé pendant l'occupation et la fédération de la Seine où il réside maintenant se joignent à l'Yonne pour demander que cette décision soit prise.
Il ne s'agit pas d'une décision de fond, il s'agit simplement de permettre à la procédure instituée de jouer pour ce camarade, afin que la Commission nationale des conflits soit en mesure de statuer. Nous insistons auprès de vous pour que satisfaction nous soit donnée, et j'ajoute que l'Yonne a compté trop de résistants, trop de victimes de l'occupation pour qu'il soit nécessaire d'insister plus longuement auprès de vous pour que cette décision soit prise.
(Applaudissements)

Le président.- Le Congrès est appelé à se prononcer sur le point de savoir s'il accepte de renvoyer à un Conseil national, ayant pouvoir de Congrès, l'examen des questions qui viennent d'être exposées par notre camarade Commin, compte tenu de l'observation présentée par Marceau Pivert et par Guy Mollet.
Ceux qui sont d'avis de prononcer le renvoi sont priés de le manifester ?... C'est accepté.
Il en est de même pour la proposition que vient de développer le camarade Vée.

Georges Brutelle - Pour ce cas particulier, je crois que la décision à prendre est l'envoi de la totalité du dossier à la Commission nationale des conflits qui fera, ultérieurement, un rapport devant le Conseil national.

Un délégué - Il faut disjoindre la 2ème question.

Le président - On a voté distinctement la question de l'Yonne et celles relatives à l'ordre du jour exposées par Commin ; la question de Marceau Pivert a été réglée…

Dans la salle - Non !
(Protestations)

Guy Mollet - Camarades, je vous demande de ne pas créer trop vite d'émotion, on va reprendre les questions les unes après les autres, car il y a des points sur lesquels il est nécessaire qu'il ne puisse pas y avoir une impression d'escamotage, c'est bien ceux-là.
Il y a un problème qui me semble avoir été réglé, c'est celui posé par Gérard Vée.

Le président - Est-ce que le Congrès est d'accord sur la proposition faite par Gérard Vée... C'est acquis.

Guy Mollet - Il reste trois questions : l'une qui a trait à l'établissement d'une liste des organisations pour lesquelles il sera interdit à un militant d'y adhérer ; il était entendu de donner mandat au Comité directeur d'établir une première liste immédiatement qui sera valable. Vous lui déléguez vos pouvoirs sous réserve que cette liste soit adoptée à l'unanimité du Comité directeur ; quant à la liste définitive, elle ne sera acceptée que par le prochain Conseil national ayant pouvoir de Congrès.

Le président.- Je mets la proposition aux voix.
Adoptée.

Guy Mollet - L'autre proposition faite par l'unanimité du Comité directeur est que jusqu'au prochain Conseil national ayant pouvoir de Congrès, la délégation mixte telle qu'elle est prévue continue à fonctionner et que ce soit seulement le prochain Conseil national qui envisage son insertion définitive dans les statuts.

Le président.- Je consulte le Congrès sur cette proposition ?
(Adopté à la majorité)

Guy Mollet - Il reste ce qui était le point 2, le cumul ces mandats entre le poste de secrétaire général et une fonction ministérielle. La majorité du Comité directeur souhaitait que ce soit renvoyé au prochain Conseil national ayant pouvoir de Congrès.
Après l'intervention de Marceau-Pivert et la mienne, il y a une autre proposition faite, à savoir que la Commission des résolutions ait demain à en connaître et que le rapport de la Commission des résolutions il soit décidé soit de renvoyer au prochain Conseil national, comme le suggérait la majorité du Comité

Fondation Jean-Jaurès

directeur, soit d'en décider demain.
Il y a donc choix entre deux possibilités : ou bien d'ores et déjà décider le renvoi au Conseil national comme le Comité directeur le proposait, le statu quo étant maintenu dans l'intervalle, ou attendre la proposition de la Commission des résolutions.
Comme secrétaire général, j'interprète la pensée du Comité directeur et je vous dis que le Comité dans sa majorité a demandé de décider le renvoi ; après l'intervention de Marceau, en mon nom personnel, je préférerais que la décision n'intervienne qu'après la réunion de la Commission des résolutions.
La proposition que l'on vous fait donc maintenant est celle-ci : renvoyer la question à la Commission des résolutions, et sur rapport de celle-ci, décision demain après-midi.
Est-ce que j'ai bien traduit la pensée de Marceau ?

Marceau Pivert - D'accord.

Le président - Est-ce que le Congrès est d'avis de renvoyer la question à la Commission des résolutions, voulez-vous le manifester en levant la main ?
(Il en est ainsi décidé)
Dans la discussion générale maintenant, je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, au début de chaque Congrès ou Conseil national j'essaie de faire un rapide tour d'horizon sur la situation, sur ce qui s'est passé depuis le dernier Congrès ou depuis le dernier Conseil.
Ce qui s'est passé depuis le dernier Congrès sur le plan intérieur se résume à quelque chose d'assez simple : la campagne électorale et ses résultats. Je ne vais donc pas avoir un long exposé analytique à vous faire.
Ce que je voudrais demander au début de cette discussion à nos camarades, c'est d'abord que nous organisions notre travail dans les deux jours que nous avons : je me permets une suggestion, c'est que nous consacrions le reste de la séance de ce matin, toute la séance de l'après-midi et la séance de nuit à attendre les différents camarades qui désirent intervenir sur l'étude de la situation politique actuelle en France.
Demain matin, le Congrès irait au Père Lachaise où aura lieu le transfert du camarade Biondi, et le Congrès ne siégeant pas, la commission des résolutions travaillerait toute la matinée et rendant l'heure du déjeuner s'il était nécessaire pour être en mesure de rapporter sur une ou deux positions demain après-midi.
Demain après-midi, nous aurions alors l'éventuel débat sur les propositions faites et les votes sur les résolutions présentées.
Ceci supposerait, si le Congrès en était d'accord, que d'ores et déjà, tous ceux qui ont l'intention de se faire inscrire le fassent ce matin même de façon que nous envisagions, éventuellement, l'organisation des débats pour que nous terminions cette nuit.
Ensuite, je souhaiterais que nous entendions un certain nombre, aussi grand que

Fondation Jean-Jaurès

possible, de camarades venant des fédérations dans la discussion générale, car lorsqu'on veut analyser la situation politique du pays au lendemain des élections, on a besoin d'entendre les camarades du plus grand nombre possible de fédérations. Et je vais dire pourquoi : s'il s'agissait uniquement d'analyser la situation sur le plan gouvernemental et parlementaire, le problème serait différent. Mais l'étude de la situation politique, au lendemain d'une campagne électorale et d'une bataille électorale, comporte aussi des enseignements qui doivent nous être indiqués quant à l'action sur le plan local ; les camarades doivent nous faire part de ce qu'ils ont trouvé comme difficultés, de ce qu'au contraire ils peuvent avoir trouvé comme moyens d'action, comme moyens de propagande, que leur a-t-on dit, que leur a-t-on opposé ?

J'ai la conviction que dans chaque circonscription, dès le lendemain matin, on se penchait sur les chiffres des élections en on en tirait un certain nombre de leçons, un certain nombre d'enseignements. Eh bien, nous avons besoin que tous profitent des enseignements retirés par chacun, c'est pourquoi je voudrais qu'on entende le plus grand nombre possible de fédérations.

De même, sur le plan du Parti, il faut que nous sachions comment nos camarades ont apprécié la propagande, les moyens mis à leur disposition et qu'ils nous fassent des suggestions quant aux améliorations à apporter ; nous sommes très proches d'une nouvelle campagne électorale, nous avons, au mois d'octobre, la campagne pour les élections au Conseil général, il nous faut tirer bénéfice des enseignements de la campagne récente.

En ce qui concerne maintenant la politique générale sur le plan national, je me réserve d'intervenir dans ce débat pour prendre part à la discussion, mais je ne voudrais pas le faire dès maintenant, aussi me bornerai-je, pour l'instant, à vous donner une impression générale.

Dans 1'ensemble, en ce qui concerne les sièges, au Parlement, nous maintenons et nous améliorons même le nombre de nos sièges ; cependant, je ne voudrais pas laisser passer cette première séance du Congrès sans saluer tous ceux de nos camarades qui dans cette bataille électorale, parmi les élus sortants, ne se retrouvent plus aujourd'hui sur les bancs de l'Assemblée nationale.

Ont été battus parmi les députés sortants nos camarades Allonau (?) du Maine-et-Loire, Damas, de la Guyane, Bianchini, de Corse…

(Lecture)

Ces défaites ont, évidemment, été douloureuses. Certaines plus particulièrement, même que d'autres, mais je voudrais dire que très souvent ce sont ceux-là mêmes des camarades qui ont ainsi perdu des sièges sur le plan électoral, qui ont remporté les meilleurs succès ; je n'en veux pour preuve que trois exemples : qu'il s'agisse de Guillon (?) dans la Gironde, de Gorce (?) dans la Vendée ou de Paul Ramadier, dans l'Aveyron, ils nous ont ramené les plus beaux succès électoraux de l'ensemble du territoire, si bien que nous avons, non seulement à leur dire notre regret de les voir provisoirement écartés des travaux du Parlement, mais les remerciements et l'amitié de tout le Parti pour la splendide partie qu'ils ont, les uns, les autres, menée dans leur région.

(Applaudissements)

Si nous avons ainsi perdu 18 sièges, nous avons vu grossir le Groupe de 27 nouveaux parlementaires dont je vous donnerai rapidement la liste : (lecture)
Le Groupe, hier, dès sa première réunion, a souhaité la bienvenue à ces nouveaux camarades, je veux simplement me borner à dire que nous aurons, à l'Assemblée, un groupe puissant et qui s'apprête à faire du bon travail.
C'est donc, incontestablement, sur le plan parlementaire, un beau résultat. Mais au cours de nos débats, pendant ces deux jours, nous allons avoir à parler, non pas seulement du nombre de sièges ou du nombre de voix qui, s'il apparait, par rapport à 1946, comme en régression, est, et nous le savons tous, la preuve d'un redressement réel par rapport à 1945, ce qui prouve que malgré la politique dont nous savions qu'elle était difficile, que nous avons menée, malgré cette politique et peut-être à cause d'elle, dans l'ensemble du pays, les travailleurs et les républicains nous ont maintenu leur confiance, mais aussi du fait que cette confiance nous ne devons pas la décevoir, car si la victoire républicaine est incontestable, il est bien évident, et c'est la seule chose que je veuille dire maintenant sur le fond, que cette victoire serait ou risquerait d'être dangereusement éphémère si, au gouvernement et au Parlement, on ne savait pas maintenant s'attaquer avec davantage d'énergie, comme nous l'avons demandé, à ce foyer de tous les totalitarismes qu'est la misère.
C'est là l'objet essentiel de nos discussions, car il est bien évident que pour se battre sur ce terrain, seuls les Socialistes sont en mesure d'apporter des propositions et des solutions, c'est à nous de le démontrer !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Muller, du Haut-Rhin.

Émile Muller (Haut-Rhin)

Camarades, nous venons, non pas, comme on pourrait être amené à le croire à première vue, de gagner la première manche d'une bataille, mais de conserver un des outils qui doit nous permettre de gagner cette première manche, je parle de notre représentation su sein de l'Assemblée nationale, représentation qui a été renforcée de quelques unités.
Cette constatation aussi encourageante puisse-t-elle paraître nous amène à en faire une autre : nous avons perdu plus de 600.000 voix par rapport aux élections de 1946 et cette deuxième constatation doit pour nous être le point de départ d'une étude serrée quant à notre action future.
Si je dis action future, je ne pense pas exclusivement à celle-ci sur le plan parlementaire, mais beaucoup plus à celle que nous aurons à mener à travers le pays pour la reconquête de la classe ouvrière, sans laquelle notre action de demain, dans un gouvernement quelconque, sera vouée à l'échec.
Je laisserai à d'autres le soin de parler des majorités possibles de demain, celles-ci ne m'intéressant que dans la mesure où elles seront prêtes à sauver dans la voie du relèvement du pouvoir d'achat des classes laborieuses tâche primordiale de laquelle dépendra l'évolution politique de notre pays.
Et là, j'irai 'peut-être à l'encontre de certains de nos camarades qui se plaisaient

au lendemain des élections à proclamer que la majorité devait être élargie. Je dirai que le problème, qui dans ce cas est un problème purement politique, est mal posé. Poser la question de 1'élargissement de la majorité, sans avoir au préalable défini le but à atteindre que devrait se tracer cette majorité, c'est atteler la charrue devant les bœufs.

Vouloir résoudre le problème de la majorité de demain sur le plan politique avant d'avoir défini ses objectifs sur le plan économique et social, c'est méconnaître les nécessités de l'heure.

Je sais, on me rétorquera que le programme du Parti, aussi bien sur le plan économique que social, est tracé et qu'il pourra servir de base de discussion. Ce que je sais aussi, c'est que ce programme est tracé depuis la libération mais qu'il est resté à travers les différents gouvernements de coalition sous l'influence des dangers qui menaçaient la République, de la part du stalinisme et du néo-gaullisme, et malgré le dévouement et l'ardeur de nos camarades ministres et parlementaires, lettre morte.

Bien sûr, nous avons au courant de ces dernières années arraché des victoires partielles en faveur de la classe laborieuse. Bien sûr, nous sommes arrivés à repousser les attaques de la réaction contre la sécurité sociale et les nationalisations. Mais ce à quoi nous ne sommes pas arrivés, et c'est là que réside le drame, c'est à relever le niveau de vie de la classe laborieuse.

Ais-je besoin de vous rappeler un passage de la résolution de politique générale adoptée à l'unanimité par le 38ème Congrès en l'année 1946 ?

"A défaut d'un gouvernement Socialiste homogène, seule formule que le parti considère salutaire pour le pays, il n'envisagera à l'avenir la participation de ses membres à un gouvernement de coalition qu'à la condition que ses associés au pouvoir acceptent au préalable un programme minimum de réalisations précises répondant aux aspirations de la classe ouvrière ".

Nous avons repris cette formule avec quelques variantes à travers tous nos Congrès nationaux. Nous avons posé comme condition sine qua non à toute participation le relèvement de la condition ouvrière ; nous avons participé pendant cinq ans avec une courte interruption aux différents gouvernements sans que le but que nous nous étions fixé, et qui devait conditionner notre participation, ne fût atteint.

Je reconnais volontiers que la lutte que nous avions à mener sur les trois fronts à dissocié nos efforts. Nous sommes arrivés, grâce à cette lutte à endiguer et le stalinisme et le néo-gaullisme, demain, il nous faudra mener la lutte sur le troisième front pour vaincre définitivement et le stalinisme et le néo-gaullisme, tous les deux issus du mécontentement profond des classes laborieuses, en donnant à celles-ci leur juste part du revenu national.

J'arrive parfois à me demander si je ne suis pas injuste envers mon Parti et la peur de pouvoir l'être, m'amène à me pencher sur les statistiques pour trouver la confirmation des faits. Je ne m'attarderai d'ailleurs pas à vous démontrer l'authenticité de cette constatation, puisque tous nous en sommes convaincus, je vous citerai à titre d'exemple la disproportion résultant de la constatation suivante :

Collection Jean-Jaurès

En 1938, pour acquérir une quantité de provisions d'une composition donnée, le manœuvre ordinaire de la région parisienne devait travailler 12 h 40, en juin 1948, 22 h, et en janvier pas moins de 23 h 37 minutes. Poussée cette étude jusqu'au mois de juin de cette année, et vous constaterez que le pouvoir d'achat de cet ouvrier a baissé de 50% par rapport à 1938.

Cette constatation, à un moment où la production a dépassé 140% de celle d'avant-guerre, où les profits capitalistes ont accru de telle sorte qu'ils frisent le scandale, cette constatation est la confirmation de l'échec de la politique gouvernementale, mais c'est aussi la confirmation de notre impuissance sur le plan économique au sein de ces gouvernements, et alors vous voyez où je veux en venir.

Malgré nos résolutions mettant au premier plan nos préoccupations d'ordre économique, malgré notre décision de ne participer qu'à un gouvernement qui sera décidé à résoudre le problème de la revalorisation du pouvoir d'achat de la classe laborieuse, nous avons continué à participer à ces gouvernements impuissants à résoudre ce problème vital, et lorsque je disais au début que je laisserai à d'autres le soin de parler des majorités possibles de demain, je m'aventurerai à présent sur ce terrain qui n'est plus exclusivement politique, puisque nous avons examiné le facteur économique en disant que quelle que puisse être la majorité de demain. Elle ne pourra compter sur la participation des Socialistes que si elle est décidée, non pas seulement du bout des lèvres mais en fait, à prendre les mesures nécessaires pour le relèvement du pouvoir d'achat des classes laborieuses, et là se dégagent deux points que je voudrais pour ma part aussi nets, aussi clairs que possible pour qu'ils ne puissent prêter à équivoque.

1 - Les salaires :

a) une mise en ordre des salaires s'impose, et cela en partant de la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti- qui tienne compte du budget minimum vital élaboré par les centrales syndicales ; celui-ci gravitant autour des 20 000 frs, le salaire minimum ne pourra pas être inférieur à 100 frs de l'heure pour la région parisienne.

b) suppression progressive des zones de salaires et, dans l'immédiat, réduction des zones existantes résultant des arrêtés temporairement maintenus en vigueur en trois zones : de 0 à 3,75 à 0 - de 5,25 à 9,75 à 4 - de 11,25 à 13,50, à 8.

c)révision automatique du salaire minimum garanti- chaque fois qu'une variation du coût de la vie de l'ordre de 5% intervient.

2 - Les prix :

Fixation de prix plafonds pour les denrées de première nécessité : pain, viande, produits laitiers, vin.

Action sur les prix par une politique souple de subventions.

Vous me direz peut-être que ce programme est quelque peu simpliste. On n'y retrouve ni la réforme fiscale, réforme fondamentale pour pouvoir réaliser la justice sociale, ni le système de distribution, et les autres problèmes vitaux comme celui du logement, celui de l'équipement, celui des nationalisations, celui du crédit, celui de la Sécurité sociale sont passés sous silence.

Confédération des Travailleurs

Eh bien, oui, je l'ai bien dit, il s'agit, avec l'outil que les électeurs nous ont donné et qui ne représente qu'un sixième d'un ensemble hétérogène, de gagner la première manche d'une bataille qui sera décisive. Et parce que cette bataille est décisive, nous n'avons pas le droit de disperser nos forces, elles doivent être concentrées sur un seul point bien précis, je le répète, celui de la revalorisation immédiate du pouvoir d'achat des classes laborieuses.

Serons-nous assez forts pour imposer nos solutions ?

Notre regretté ami Léon Blum nous a donné la réponse lors du 33ème Congrès national, en 1936 ; à la veille du gouvernement de Front Populaire, lorsqu'il disait :

"Persuadé que les difficultés de l'œuvre gouvernementale ne pourront être surmontées que par une liaison constante avec les masses, que par leur appui actif et vigilent, convaincu qu'à ce point de vue la reconstruction d'une centrale syndicale unifiée de la classe ouvrière constituera un facteur de succès d'une importance considérable, le Parti est décidé à tout mettre en œuvre pour rendre plus étroits et plus fraternels encore les rapports qu'il a avec l'organisation économique de la classe ouvrière française, appelée à jouer un rôle primordial dans les destinées du pays"

Il avait raison. Qu'aurait été le gouvernement de Front Populaire sous sa direction sans l'appui des masses ? Que serait notre action de demain sur le plan gouvernemental sans l'appui de la classe ouvrière ?

Reconquérir la classe ouvrière pour pouvoir imposer, sur le plan gouvernemental, nos solutions, voilà quelle est la tâche à laquelle doivent s'attacher tous ceux qui se réclament du Socialisme.

"Je vous déclare, en ce qui me concerne, que je suis résolu à tout affronter, sauf une chose, une mésintelligence avec le Parti, et une mésintelligence avec l'ensemble de la classe ouvrière. C'est là que serait le seul obstacle insurmontable, et insurmontable parce que, en ce qui me concerne, je ne voudrais pas le surmonter".

Autres paroles de Léon Blum lors du même Congrès de 1936.

Eh bien, je dirai pour ma part que s'il n'y a pas eu mésintelligence avec l'ensemble de la classe ouvrière durant les dernières années, il y a eu manque de relations suivies que je voudrais cordiales, pour ma part. Et là, j'en viens à parler d'un problème qui, selon moi, aurait depuis fort longtemps dû être mis au premier plan de nos préoccupations : les relations de notre parti avec le mouvement syndical libre de ce pays.

Il est vrai que par suite d'une politique de concessions unilatérales en matière de politique économique, s'est créé un malaise entre notre parti et les centrales syndicales libres qui devraient faire la force de notre Parti, puisqu'allant vers le même but, l'émancipation des travailleurs.

Dissocier la lutte des centrales syndicales libres de l'action de notre parti, c'est dissocier notre action de celle de la classe ouvrière.

Cette même lutte d'une organisation politique et d'une organisation économique est-elle possible sans porter atteinte à la raison même du syndicalisme libre, à sa liberté d'action, à son indépendance vis-à-vis des Partis politiques ?

Pour ma part, je réponds oui. Le Parti Socialiste a démontré par le passé qu'il respectait l'indépendance syndicale. A aucun moment de son histoire, il n'a porté atteinte à cette indépendance, mais aussi à aucun moment, il faut le rappeler aux syndicalistes qui se retranchent derrière un neutralisme exagéré, le mouvement syndical n'a vu se réaliser une partie de ses revendications avec tant de hardiesse que lorsque le Parti Socialiste fut assez fort pour imposer sur le plan politique les revendications du monde du travail sur le plan économique et social.
Est-il nécessaire de rappeler les réalisations du gouvernement du Front Populaire sous direction Socialiste ?
La semaine de 40 heures, les conventions collectives, les congés payes, le droit syndical.
N'était-ce pas là la preuve de l'attachement du Parti Socialiste aux revendications de la condition humaine, sans pour cela porter atteinte à l'indépendance syndicale ?
Et oui, il faut le proclamer hautement, l'émancipation de la classe ouvrière ne se fera que dans la mesure où le mouvement syndical libre s'associera à l'action du Parti Socialiste, de même que le Parti Socialiste n'arrivera à imposer ses solutions que dans la mesure où il comprendra les aspirations du mouvement syndical libre.
Et alors, les fonctions de militants Socialistes seraient elles incompatibles avec celles de militants syndicalistes et cela au nom de la sacro sainte indépendance syndicale ?
Je réponds non. Les deux sont faits pour se compléter. Pour cela, il faut l'action quotidienne des militants du Parti au sein des organisations syndicales libres, tâche à laquelle nos militants ont jusqu'à ce jour failli et permis par là, aux staliniens de mettre le mouvement syndical au service d'un totalitarisme.
Et, pour en terminer, je citerai encore une fois des paroles de notre regretté Léon Blum :
"Ce qui est nécessaire que nous comprenions bien, pour le faire comprendre autour de nous, c'est qu'il est et qu'il sera toujours impossible à la classe ouvrière de dissocier, d'une façon complète, son action directe de classe de son action politique, et d'arrêter ou de freiner complètement l'une pour la raison que l'on constate un progrès de l'autre".
Camarades, la bataille de demain ce sera donc plus que toute autre la bataille pour la reconquête des masses laborieuses. Nous en sortirons vainqueurs dans la mesure où nous nous associerons à la tâche journalière et bien des fois combien ingrate du mouvement syndical libre dans le respect de son indépendance.
Nous irons vers le Socialisme dans la mesure où nous arriverons par notre action au sein des organisations syndicales libres à regagner la confiance qu'ils n'ont pas perdue, mais qui a été altérée par notre politique d'hier, dictée par les nécessités de l'heure.
Nous irons vers le Socialisme en montrant par notre action de tous les jours que nous sommes le seul Parti à pouvoir se réclamer de la classe ouvrière.
Ainsi, nous irons vers des victoires nouvelles en restant intransigeants quant aux

Fondation Jean-Jaurès

solutions à appliquer sur le plan économique et social. Et alors, forts de l'appui des masses laborieuses, qui auront repris confiance, nous redeviendrons, non seulement la seule espérance des déshérités de ce pays, mais en même temps le Parti de masse qui, demain, sera en mesure de réaliser le bien être dans la paix et la liberté.
(Applaudissements)

Guy Mollet

Je voudrais ajouter un mot : plusieurs camarades ont craint qu'une mauvaise interprétation soit donnée à une partie de ce que j'ai dit tout à l'heure.
J'ai indiqué que j'invitais le plus grand nombre possible de Camarades des fédérations à se faire inscrire, et l'on a pu penser qu'en leur demandant de nous dire ce qu'ils avaient remarqué sur le plan local, j'invitais les camarades à venir nous faire part de ce qu'ils avaient eu telle difficulté, tel candidat qui n'avait pas bien marché ou telle rivalité de personne dans la fédération.
Non ! Ce n'est pas cela, on verra cela une autre fois, ce que j'ai demandé c'est qu'on vienne nous faire part de ce que, sur le plan local, on avait pu trouver d'intéressant et qui ait une signification nationale, qui puisse rendre service à tous.
Et je profite de ce que j'ai repris pour une seconde la parole pour dire à ceux qui se sont fait inscrire, et qui sont très nombreux, qu'on va interrompre les travaux à midi 45, et qu'ils sont invités à se réunir pour que nous organisions entre tous la répartition du temps de parole.

Le président - La parole est à Lussy, du Vaucluse.

Charles Lussy

Camarades, Guy Mollet, tout à l'heure, demandait que les fédérations interviennent au maximum dans ce débat, et je ne sais pas si j'ai mal interprété sa pensée, mais elle m'a paru donner une priorité, en somme, à ce qu'il est convenu d'appeler les militants, sur ce qu'il est convenu d'appeler les élus. Je voudrais simplement faire observer que les parlementaires, à l'heure présente, sont tous des militants qui viennent faire œuvre de candidats et qui sont, par conséquent, peut-être habilités pour venir apporter ici quelques observations.
J'ajoute qu'en ce qui me concerne, délégué de ma fédération, le Vaucluse, c'est en son nom autant qu'en mon nom personnel que je voudrais présenter quelques observations, d'abord sur le passé immédiat, ensuite sur l'avenir immédiat.
Je crois qu'il ne faut pas se fermer les yeux aux évidences. Les comparaisons avec les résultats de 1946 les comparaisons avec les résultats de 1947 pourraient nous inciter à un optimisée dont je pense qu'il n'est pas de commande.
La vérité qui est dans les chiffres, c'est que depuis la libération, notre Parti est le seul à avoir marqué dans les périodes électorales un recul d'une telle importance que depuis 1945, d'une élection à l'autre, il a en fait perdu la moitié de ses suffrages.

Fondation Jean-Jaurès

La chose est grave et elle mérite qu'on s'y arrête et qu'on tâche d'en tirer quelques enseignements.
Je ne suis pas de ceux qui essaient de détourner les responsabilités qui pèsent sur chacun d'entre nous et sur tous pour essayer de les reporter, soit sur quelques uns, soit sur une sorte de fatalité qui nous aurait été imposée par les événements.
Si j'examine plus particulièrement le dernier scrutin, c'est parce qu'il est le plus près de nous et que, par conséquent, son étude est plus facile.
Est-il vrai que nous ayons payé ce que l'on pourrait appeler "la rançon de l'honnêteté", c'est-à-dire que le corps électoral Socialiste nous ait tenu rigueur des concessions que nous avons été amenés à faire tout au long de la législature pour maintenir intacte une majorité qui, sans nous était impossible ?
C'est vrai en partie, ça ne l'est pas entièrement ; si je considère, par exemple, un département tout proche du département de Vaucluse, le département des Bouches-du-Rhône, j'observe deux choses : d'abord que le corps électoral n'est pas le même dans les deux circonscriptions, ensuite que si je compare la première circonscription des Bouches-du-Rhône, celle de Marseille, au département de Vaucluse, je m'aperçois que dans le petit département de Vaucluse, on a perdu à peu près autant de milliers de voix qu'on en a gagnés, au contraire, dans la première circonscription des Bouches-du-Rhône.
Ceci m'amène déjà à une première conclusion, c'est que la manière d'organiser et de mener la campagne électorale compte peut-être pour autant, dans l'incidence du jeu du vote que la politique pratiquée par le groupe parlementaire.
(Applaudissements)
J'ai eu l'honneur de participer, un jour, à la campagne électorale dans les Bouches-du-Rhône et j'ai pu me rendre compte, en effet, qu'elle était un modèle à suivre, un exemple dont il faudrait s'inspirer. Je serai peut-être amené tout à l'heure, en conclusion - et ce sera une préface à ma conclusion - de dire que l'essentiel pour le Parti, je le dis dès maintenant, ce serait, avant toute chose, d'essayer de ressusciter, dans les sections et dans l'âme des membres du Parti, la foi, car sans la foi il n'y a pas d'action possible, sans la foi il n'y a pas de victoire à espérer.
(Applaudissements)
Nous avons payé la rançon de l'honnêteté, nous avons payé aussi la rançon de l'apparentement. Nous avons bénéficié, dans les résultats nominaux, dans le nombre de nos élus de ces apparentements, ce qui permettra demain d'accomplir peut-être une pression plus énergique et une action plus efficace, mais il n'est pas douteux qu'un grand nombre de camarades dans nos sections ont accepté de très mauvais cœur cette position électorale, et je peux bien en parler en connaissance de cause étant dans un département où il m'a fallu par l'apparentement, tendre une main à M. Daladier, qui n'est même pas radical, et l'autre main à M. Couston (?) qui n'est même pas laïque !
Je sais que ceci a créé un malaise et je sais très bien que cela nous a coûté des voix. Mais je ne voudrais pas, encore une fois, qu'on s'enforme sur le mol

oreiller des explications faciles pour échapper à des explications que je crois aussi réelles, et même plus réelles, et dont je regrette, du reste, de ne pas pouvoir aller plus loin dans l'expression de mes sentiments à cet égard, parce que je souhaiterais que pour des discussions au cours desquelles nous aurons cordialement, mais loyalement, à nous dire les uns et les autres ce que nous pensons, nous ne soyons pas en séance publique d'un Congrès.

Je m'en excuse auprès de mes camarades de la presse, mais je pense qu'il y a des choses qui relèvent de la politique intérieure du Parti et que ce n'est qu'à l'intérieur du Parti qu'il faut les discuter. Pour la santé du Parti, il faudra d'ailleurs les discuter, à l'intérieur du Parti, le plus rapidement possible.

Et maintenant, j'en arrive, après ce bref regard sur le passé, à considérer l'avenir. Encore une fois, ce ne sont pas des sentiments personnels que j'exprime, ce sont les sentiments de l'unanimité d'une fédération départementale.

On s'est posé la question, on l'a posée dans la presse - c'est son rôle, c'est son devoir : "Les Socialistes participeront-ils, ou ne participeront-ils pas ?"

La fédération de Vaucluse se refuse à accepter la question posée de la sorte. Il ne s'agit pas de savoir si nous participerons ou si nous ne participerons pas. Le Parti Socialiste est aujourd'hui, dans la majorité républicaine, le Parti le plus important, c'est aux autres Partis qu'il demandera de participer au gouvernement qu'il doit revendiquer pour lui-même, (applaudissements) Voilà la position que nous demandons au Congrès de faire sienne.

Naturellement, il ne suffit pas de lancer les revendications du pouvoir ; il faut dire pourquoi nous le voulons, ce que nous en ferons.

Le Congrès devra donc définir avec le maximum de netteté ce que sera le programme d'action gouvernementale, étant entendu que de toutes manières, ce programme d'action gouvernementale sera celui qui conditionnera, sous quelque forme que ce soit, l'entrée des représentants du Parti Socialiste dans quelque gouvernement que ce soit.

Il faut que ceci soit dit avec assez de netteté pour qu'il ne puisse y avoir aucune équivoque, car il est temps vraiment que prenne fin cette situation curieuse dans laquelle, parce que nous manquons des moyens d'expression que seule peut fournir la puissance de l'argent dont, hélas, nous sommes démunis, nous voyons tantôt - et nous l'avons vu depuis la libération - exploiter au bénéfice d'autres Partis politiques les réformes importantes dont la réalisation a été surtout l'œuvre des Socialistes, et au même moment, nous avons vu, tout au long de la campagne électorale, les candidats du Parti politique qui dispose de la direction du gouvernement depuis plusieurs années avec notre participation, se targuer, à la fois devant le corps électoral, des résultats obtenus par ce gouvernement, et reprocher au Parti Socialiste les charges fiscales dues à des ministres Radicaux-Socialistes.

Eh bien, je dis qu'il faut que cette comédie prenne fin, qu'il serait peut-être même souhaitable qu'un jour prochain on mette au pied du mur les hommes qui n'ont cessé de déclarer que l'équilibre des sociétés nationales devrait être assuré par leurs finances propres, que les crédits d'investissements étaient exagérés, qu'une politique d'économie permettrait par des compressions sévères de réduire

le poids des impôts.
Je serais heureux qu'on puisse leur dire un jour : "Eh bien, puisque vous le croyez, passez donc des paroles aux actes", et l'on s'apercevrait peut-être rapidement, au moment où les difficultés de la vie imposeront, sans nul doute, dans le secteur public et dans le secteur privé de nouvelles augmentations, au moment où la défense de la laïcité consistera d'abord à ne pas laisser dans la rue cette population scolaire qui va en augmentant sans cesse… (applaudissements)… et à laquelle il faudra construire de nouveaux groupes scolaires et, dès cette année, ouvrir de nouvelles classes, c'est-à-dire du nouveau personnel, qu'ils en sont incapables.
Il faut que prenne fin cette démagogie. Il faut qu'on cesse de dresser contre nous des illusions et des fantasmagories. Il faut que l'opinion publique, mal instruite, y voit plus clair.
Nous ne pouvons le faire qu'en posant la question gouvernementale avec netteté et avec clarté. La lutte sur les deux fronts, la lutte contre les menaces de dictature - nous n'avons cessé de le dire - est la lutte contre la misère et le chômage, elle est aussi la lutte contre les mécontentements.
Je ne veux pas, à cette tribune, prolonger mon intervention, en développant longuement tous les articles d'un programme que la Commission des résolutions aura à mettre au point, mais qui, en définitive, se résume dans cette formule tant de fois lancée par nous : justice sociale, justice fiscale, défense de la liberté et de la paix.
J'ai déjà trouvé l'essentiel de ce programme, au surplus, dans les motions d'un certain nombre de fédérations et, tout naturellement, dans la motion de la fédération du Nord : la politique de l'habitation, le contrôle plus sévère exercé à l'égard des déserteurs de l'impôt, un effort pour arriver tout de même à faire disparaître dans les campagnes ce mécontentement qui résulte de la disparité des prix agricoles et des prix industriels, les prix industriels montant alors que la mévente réduit les prix agricoles et que la situation du monde paysan, je le dis, n'est peut-être pas celle que beaucoup de camarades des villes croient à l'heure où je parle.
Cet effort doit être fait.
Un effort doit être fait naturellement aussi pour le développement de la production, de la productivité, indispensable si nous voulons arriver à une harmonie entre les salaires et les prix, et cela conditionne toute une politique favorable au développement des investissements publics et aussi des investissements privés.
Il faudra aussi que nous affirmions notre désir, poussant plus loin la politique déjà amorcée par Guy Mollet, dans sa déclaration ministérielle, d'aboutir, non seulement à un aménagement plus équitable, mais à la suppression des zones de salaires dont j’affirme qu’elles sont des éléments de mécontentements largement exploités contre nous, et notamment au cours de la dernière bataille électorale.
Je ne veux pas aller plus loin dans ce catalogue des revendications qui devront former le programme d'action gouvernementale, je souhaite que de l’esprit de la

fédération de Vaucluse soit, en définitive, et je le crois, l'esprit, non seulement de la grande majorité, mais peut-être de la quasi unanimité de Congrès.
Le Parti Socialiste n'est pas un Parti mineur, il n'a pas à participer obligatoirement au gouvernement que forment les autres, il a le droit de réclamer pour lui-même non seulement les responsabilités qu'il a toujours assumées, mais le contrôle plus efficace de ces responsabilités.
L'œuvre que nous avons à mener au début de cette législature, nous savons fort bien que selon qu'elle sera ou non efficace, elle peut consolider les institutions libres de la démocratie, ou, au contraire, aboutir rapidement à un reflux qui permettrait les revanches des partisans de la dictature.
La partie que nous jouons, par conséquent, n'est-pas seulement celle du Parti Socialiste, elle est celle de la République elle-même ; elle est aussi la politique de notre Parti sans lequel la défense républicaine ne peut pas être assurée dans des conditions efficaces.
Camarades, je crois que tous nous avons perçu les mêmes inquiétudes, que tous aussi sans nous décourager, nous sentons en nous le moyen et la volonté de remonter la pente.
Retrouvons des âmes de combattants et nous retrouverons aussi le chemin de la victoire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Boutbien.

Léon Boutbien

Chers camarades, nous avons tous l'impression que le choix qui nous est soumis est un choix politique difficile, un choix qui n'est pas seulement tactique, qui n'engage pas seulement le Parti dans l'immédiat, mais qui conditionne un peu son devenir, à la fois se situant après une consultation électorale et au début d'une législature.
Certes, nous sommes très à l'aise pour aborder ce problème, puisque, rappelons-le, le précédent, le 43ème Congrès du Parti, a bien spécifié que les apparentements ne sauraient ni altérer le caractère du programme économique et social et de défense républicaine et laïque du Parti Socialiste, ni comporter, ou sous-entendre quelque engagement que ce soit pour l'avenir.
Je crois que c'est dans cet état d'esprit que nous devons engager la discussion sur la tactique de notre Parti.
Nous n'avons pas, par l'apparentement, préfiguré d'une façon quelconque la structure du gouvernement de demain, mais en réalité, nous risquons là encore, et il faut bien le reconnaître, d'être doublement incompris.
L'apparentement qui déjà, comme le signalait Lussy, nous a privés de beaucoup de voix laïques, risque, demain, d'être incompris à nouveau s'il ne se traduisait pas par une participation Socialiste au gouvernement.
Nos adversaires ont accrédité cette idée, très commode pour eux, que le Parti Socialiste était définitivement désigné pour se sacrifier à faire la politique des autres, et il appartient à ce Congrès de dire qu'après la politique de sacrifices qui

a duré des années entières et qui a abouti au succès de la défense républicaine, il appartient que le Parti Socialiste reprenne son autonomie d'action et son vrai visage, car il ne limite l'action du Socialisme, l'action de son parti, à l'action républicaine.
Nous devons faire mieux, et si nous voulons être les défenseurs de la République, ce n'est pas avec le patronat réactionnaire que nous y parviendrons, ce n'est pas avec des éléments qui s'appuient sur des catégories sociales éliminées par le processus de l'Histoire que nous pourrons y parvenir, ce n'est pas davantage non plus en laissant peu à peu à travers notre volonté, notre souci de sauver la République, s'infiltrer à l'intérieur de l'État toutes les formes de conservatisme clérical, réactionnaire ou autre.
Dans ces conditions, nous sommes à l'aise pour poser ce problème de la participation et de le poser en reprenant les possibilités que M. Pleven énonçait. Je crois qu'il y en a une qui ne trouvera, dans ce Congrès, aucun défenseur, c'est la suivante :
"C'est la majorité d'union nationale comprenant tous les partis sans les Communistes..."
Je pense que nous ne devons pas nous aligner sur un anticommunisme en la matière, car s'il y a une notion dont il faut se souvenir, c'est qu'il y a 5 millions d'hommes mystifiés et qu'il faut, coûte que coûte, arracher à l'influence du stalinisme pour défendre la République et pour défendre la paix.
Dans ces conditions, je crois que la première hypothèse doit être exclue.
La deuxième hypothèse est la suivante : "Une majorité composée des Socialistes, du RGR, du MRP et des Indépendants et Paysans",
Alors, là, voyez-vous, nous pouvons très bien établir un programme, nous savons déjà quelles sont les avances qui ont été faites par un certain nombre de ces groupes, et nous voyons les Indépendants, brusquement, les Radicaux, se pencher sur les problèmes du pouvoir d'achat et faire des déclarations dans la presse qui sont pour le moins surprenantes après le contenu de leur campagne électorale.
Il y a là une variation très curieuse ; les indépendants se rendent bien compte qu'ils ont besoin de la caution Socialiste pour faire leur politique, alors qu'ils veulent faire une expérience néolibérale qui est contraire à toute orientation politique dans le sens où nous la voulons.
il n'y a pas de confusion possible à entretenir : lorsque pendant la campagne électorale, on a entendu les éléments avec lesquels les partenaires ont conquis leurs voix, il est certain que nous nous sommes aperçus qu'il y avait un fossé fondamental entre eux et nous, car ils ont fait la campagne contre les conquêtes de la Résistance, contre les mesures de sécurité sociale, de nationalisations.
Nous associer à eux sur le plan gouvernemental, ce serait pour le moins curieux et je ne crois pas que cela permettrait Parti de retrouver l'élan et le dynamisme qui lui a quelquefois, il faut le reconnaître, manqué.
Dans ces conditions, il reste la troisième hypothèse envisagée par M. Pleven : "Une majorité plus à droite, ne comprenant pas les Socialistes".
Et, en effet, une majorité est possible sans que nous y soyons. Sous ne sommes

pas indispensable au gouvernement et nous n'y sommes pas indispensables pour les raisons que je vais essayer d'exprimer.
Tout d'abord, tenons compte de nos forces réelles. Il faut bien entendu poser le problème sous cet angle : notre Parti n'a pas plus d'adhérents que le Parti ouvrier belge, je dirais presque qu'il en a moins. Nous n'avons pratiquement plus de presse, sinon une presse régionale ; nous n'avons plus de presse centrale, je ne citerai pas les tirages, tout le monde les connaît Nous avons, malheureusement, des cadres qui vieillissent très rapidement et nous ne voyons par arriver les jeunes pour remplacer les vieux camarades.
Nous avons un Parti qui se modifie dans sa composition sociale d'une manière progressive : nous avons de moins en moins d'ouvriers dans le Parti, nous avons, par contre, de plus en plus d'artisans, de petits commerçants de fonctionnaires, de classes moyennes.
Nous appuyons notre politique, au fond, sur une réalité sociale différente de celle que nous souhaitons et nous voulons à la fois, précisément, garder cette clientèle, parce qu'elle porte un devenir, mais en mène temps accrocher à cette clientèle, et faire la grande synthèse que le marxisme avait prévu, les ouvriers, car les ouvriers et les classes moyennes, normalement, s'intègrent dans les mêmes exigences économiques.
Or, si aujourd'hui, nous voulions, en quelque sorte, nous aligner sur des revendications qui ne portent pas un avenir humain, c'est que nous méconnaîtrions le rôle du Parti Socialiste. Notre Parti n'est pas le Parti des opportunités d'une époque, il est et doit rester surtout le Parti d'un avenir humain, et c'est précisément quand on voit le problème sous cet angle, qu'on est tenté de dire que le problème de la participation au gouvernement risquerait d'avoir des avantages, peut-être, des inconvénients, certainement.
Les avantages ? Nous savons très bien que dans la structure actuelle de la démocratie française, le rôle de l'exécutif est important ; nous savons très bien que la prise de l'exécutif conditionne beaucoup de solutions, mais à la condition que nous ayons tout le pouvoir.
En réalité, qu'avons-nous fait ? Nous avons freiné les excès de nos partenaires dans les coalitions gouvernementales, mais le fait d'avoir freiné n'a pas été traduit sur le plan populaire. Or, je considère qu'une efficacité gouvernementale ne doit pas se manifester au centre, mais doit se traduire chez les militants, à la base. Cependant, on s'aperçoit d'une chose effroyable, c'est l'ignorance des faits politiques par les citoyens français, je suis frappé par ce fait et les efforts les plus louables, les plus valables faits par le Parti, au sein du gouvernement, se sont retournés contre lui, parce qu'ils n'ont pas été expliqués à la population.
Il y a une carence de l'information de la République qui est colossale et il faudra remédier à cela rapidement, car nous ne pouvons pas continuellement laisser aux staliniens seuls le soin d'informer l'opinion publique de ce qui se passe au gouvernement,- et ils en ont les moyens, ils ont des milliards et des milliards à leur disposition pour faire leur action de propagande, en face de la République qui est incapable de se justifier aux yeux de l'opinion, faute de moyens.
Il faut rectifier cela d'une façon rapide et énergique.

En ce qui concerne notre présence au sein de l'exécutif, je dis que si le rapport des forces au sein de l'assemblée nouvelle nous permettait d'impulser la politique dans le sens des solutions Socialistes, j'en serais d'accord, mais ne faisons pas de discussions dans l'abstrait et voyons les possibilités.
Est-ce que les Socialistes s'associeraient à un gouvernement présidé par Paul Reynaud ? Est-ce qu'ils pourraient être représentés par certains Radicaux RGR comme Daladier ? Est-ce que nous allons nous associer à cette décomposition progressive de la 4ème République par les mœurs de la 3ème ?
Est-ce que nous ne sentons pas que nous sommes en train de laisser se décomposer la 4ème République à une vitesse plus grande que la 3ème, précisément par l'introduction dans les institutions et dans les mœurs de ces méthodes de basse politique qui sont, au fond, en contradiction avec toute notre raison d'être et notre justification ?
Vous n'avez pas été surpris par le contenu de la campagne des gauches républicaines, associées aux responsabilités, et qui ont dit : "Si vous êtes contre les nationalisations, contre la Sécurité sociale, contre la fiscalité, votez radical" ?
C'est avec ces mêmes hommes que l'on ferait l'expérience, aujourd'hui, de gouverner ?
Il semble bien, voyez-vous, que si l'on veut poser le problème sur des noms, il y a peut-être dos noms avec lesquels on peut collaborer, mais il y a certainement la grosse majorité des noms proposés qui sont inacceptables pour les Socialistes aujourd'hui et qui nous compromettraient à jamais devant les populations ouvrières de ce pays.
Il est évident que notre rôle ne restera pas inactif pour autant, car si certains camarades s'évertuent à oser les conditions de la participation, moi je voudrais, au contraire, pour le Parti, poser les conditions de la non participation, puisqu'il ne suffit pas de dire : "Nous ne participerons pas" et de s'endormir ; à partir du jour où le Parti déclare qu'il ne participe pas au pouvoir, il doit renforcer son action dans le pays, de telle manière qu'il puisse justifier cette position, et il faut que nous posions les conditions de la non participation.
Aujourd'hui, nous pouvons très bien impulser une politique sociale sans être au Gouvernement. Nous serons la majorité d'appoint indispensable, et l'on s'aligne toujours sur les majorités d'appoint comme nous avons pu le voir au cours de la précédente majorité, ce qui nous a fait nous aligner sur les 50 voix radicales d'appoint.
La question du pouvoir d'achat, la suppression des zones de salaires, l'échelle mobile sont autant de réalisations immédiates et urgentes ; elles doivent être réalisées dans un bref délai, mais vous savez très bien aussi qu'il ne suffit pas d'augmenter nominativement le salaire pour augmenter le pouvoir d'achat automatiquement, car les risques d'inflation subsisteront et tant qu'on ne voudra pas toucher à la structure économique du pays, les solutions proposées ne seront pas bonnes.
Je pense que le problème n°1 pour nous, c'est la défense de la condition humaine et sociale qui doit être liée intimement à l'augmentation de la

Fondation Jean Jaurès

production et de la productivité françaises qui conditionnent, en fait, les possibilités d'une augmentation du standard de vie.
Mais comment faire cette politique d'augmentation de la productivité avec un patronat conservateur qui n'a rien compris ?
Il faut bien se rendre compte de la structure réelle de l'économie française ; il faut se rendre compte à quel point le conservatisme reste vigilent ; il faut bien se rendre compte qu'il y a des bourgeois qui n'ont rien compris et rien oublié et qu'il ne suffit pas de faire du sacrifice sur le plan gouvernemental pour faire comprendre mieux la signification des événements.
Alors, finirons-nous par supporter la responsabilité des autres ? C'est le moment de le dire, et de le dire d'une manière nette, sans s'endormir.
A mon sens, la tâche immédiate du Parti, c'est d'abord sa réorganisation. C'est un travail à la base de reconstitution de tous les organismes du Parti qu'il faut, un effort accru des militants ; et puis je ne crois pas que nous irons à la conquête des masses ouvrières par les réunions publiques ; je ne crois pas qu'il suffise de faire des réunions publiques pour reconquérir la classe ouvrière et je voudrais que le Parti sorte un peu de schématiques dogmatismes qui consistent à considérer les solutions Socialistes comme des abstractions. Il faut nous lancer dans des solutions pratiques et même empiriques.
Dans les entreprises où cela est possible, il faut chercher les solutions aux difficultés de l'heure et aussi les possibilités de distribution équitable du revenu national.
Il y a des entreprises où nous pouvons, dans certaines branches métallurgiques qui sont sous contrôle syndical FO, et où le milieu est déjà favorable, tenter des expériences avec certaines catégories d'un patronat qui, lui aussi, veut faire une expérience en avant-garde, et voir comment sur une expérience isolée, localisée, on peut ensuite tirer des conclusions plus générales pour légiférer sur la question.
Je crois que si l'on ne part pas de cette démonstration empirique sur des faits vécus, on fera toujours des lois qui seront dans l'abstrait, comme on s'en est déjà aperçu, ne serait-ce que pour les Comités d'entreprise, où le législateur a pensé le rôle du Comité d'entreprise, mais a oublié de se demander comment se traduirait l'esprit de la loi à l'échelon de l'entreprise à laquelle il était destiné.
Nous avons négligé les grands problèmes de la formation des cadres, de la promotion ouvrière, de la sélection militante ; nous avons négligé notre rôle d'avant-garde, parce que nous nous sommes endormis, il faut bien le dire, collectivement, en laissant aux quelques Camarades sacrifiés au gouvernement le soin de faire tout le travail au nom du Parti.
Nous nous sommes trop laissé aller à une facilité, nous avons trop laissé quelques camarades en flèche qui ont supporté tout le poids de la responsabilité ; ils ont été incompris et quelquefois peu soutenus par le Parti, et c'est là que nous avons senti la crise profonde du mouvement.
C'est une crise - je parle après avoir assisté à la Conférence Internationale de Francfort - qui, hélas, menace, je crois, l'ensemble du Socialisme démocratique dans le monde si nous n'y prenons garde ! Le Socialisme moderne ne peut pas

se poser dans les mêmes termes que le Socialisme du 19ème siècle, et les conditions de lutte du mouvement ouvrier sont changées. Si nous ne faisons pas l'effort de doctrine nécessaire pour changer les vieilles méthodes, nous mourrons avec elle. Nous devons dépasser le capitalisme et créer les conditions d'une société nouvelle, non pas simplement en fonction d'un Parlementarisme bourgeois, mais en fonction des classes sociales que nous voulons exprimer.
Pour conclure, je voudrais rappeler les problèmes actuels.
Nous avons voté des résolutions sur l'Indochine, sur l'Union Française, nous pouvons voté des résolutions sur la politique internationale, et je dirai que nous pourrions très bien reprendre les textes mêmes que nous avons votés il y a un mois et demi en matière de politique intérieure, si nous voulons faire un programme, mais je mets en garde le Congrès contre le fait que ce n'est pas sur un programme gue nous allons nous départager, parce qu'on peut toujours sur ce point arriver à se mettre d'accord, mais sur les intentions cachées derrière le programme.
Vous sentez bien qu'on va venir nous demander notre participation avec un programme, et que si l'on nous propose des têtes de chapitres, il n'y aura pas les solutions pratiques pour les appliquer : nous trouverons toujours des partenaires éventuels pour exiger notre participation, qui se déclareront d'accord sur les titres, mais lorsque nous serons au pied du mur pour réaliser, nous aurons été, une fois de plus, les victimes de l'expérience et les "cocus".
Je veux, en guise de conclusion, vous rappeler ce qu'écrivait dans Le Monde, Duvergier, et qui me parait très juste :
"Quand le Parti Socialiste, pour sauver le régime, aura accepté, un à un tous les compromis, quand les ouvriers et les salariés qui lui demeurent encore fidèles par tradition seront trop fortement tentés de l'abandonner, ce jour là les Communistes récolteront beaucoup plus de 25% des suffrages. Leur marche en avant reprendrait elle deviendra, irrésistible, à moins d'un fascisme plus sérieux et plus dur qu'un boulangisme conservateur".
Ce sont des hommes qui n'appartiennent pas au Parti, mais qui voient la réalité économique démocratique française qui lancent le signal, et je crois qu'ils ne sont pas les seuls à partager cette inquiétude.
Je sais très bien que le choix est difficile, je sais très bien que si la non participation est facilement acceptée, elle sera plus difficilement comprise par le pays, du moins dans l'immédiat.
Je sais très bien aussi qu'il y a des camarades qui iront à la participation d'une manière résignée comme la petite barque qui suit le navire, mais je crois que l'heure est venue, après avoir transmis le relai de la défense républicaine au pays, de ne pas laisser le monopole de la classe ouvrière, les revendications sociales, et le devenir humain à ceux qui les trahissent et nous entraînent à une guerre dont ne sortirions que dans la paix des cimetières.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Josette Poussou.

Josette Poussou

Camarades, vous allez entendre un autre son de cloche que celui exprimé à cette tribune par notre camarade Léon Boutbien.

Je crois qu'il s'agit aujourd'hui de tirer les conclusions d'un scrutin qui se caractérise par le fait qu'aucun Parti de gouvernement ne peut se glorifier d'avoir obtenu un triomphe, ni déplorer un désastre. Il ressort, en effet, de ces élections le désir nettement exprimé par la majorité du peuple français de résister à l'aventure et au coup de force. Les partis de totalitarisme ont beaucoup perdu de leurs illusions et, espérons le, de l'audace qu'ils y puisaient.

Cependant, la nouvelle Assemblée Nationale aura une physionomie différente de l'ancienne et pourrait être axée vers un conservatisme social. Il est à noter que le Parti Communiste qui perd de nombreux sièges, ce qui était prévu par la mise en application de la nouvelle loi électorale, a subi un échec réel qui se traduit par une diminution sensible de ses voix, surtout dans les circonscriptions plus faibles.

Ceci montre bien que le pays a dit "non" au totalitarisme stalinien, comme il a dit "non" au césarisme. Mais je ne suis pas du tout de l'avis de certains camarades qui pensent que l'un de ces dangers, celui du RPF, est aujourd'hui conjuré. S'il n'y a pas eu le raz-de-marée tant claironné par le Général de Gaulle, nous devons nous tenir sur nos gardes. N'oublions surtout pas que le succès du centre, en donnant à ce mot le sens le plus large, est dû au jeu des apparentements, et il y a même lieu d'observer certaines anomalies dans le rapport des voix et des sièges.

Il reste maintenant à examiner les répercussions que ces résultats peuvent avoir sur le gouvernement de demain et prendre les mesures que cette situation impose.

Comment une majorité gouvernementale peut-elle être constituée ?

Quelles sont les conditions d'une participation Socialiste possible et quels sont, par ailleurs, les empêchements absolus à cette participation pour éviter toute intrusion, aussi bien des Communistes que des RPF, ainsi que toute menace que pourrait constituer la collusion des deux ?

Il est indispensable que la majorité soit constituée par l'ensemble des autres partis, mais ce qu'il faut surtout, c'est que cette majorité soit soudée par un programme bien défini et nettement accepté avant toute formation gouvernementale.

Mais l'acceptation de ce programme dont je laisse à d'autres camarades plus qualifiés le soin d'en préciser les termes, n'aurait qu'un résultat illusoire, car l'expérience nous a démontré qu'un programme ne vaut que par les hommes qui ont mission de l'appliquer. Il s'agit donc aujourd'hui d'obtenir les ministères économiques qui sont devenus les véritables ministères clé, donnant à ceux-là seuls qui les détiennent le pouvoir d'appliquer les mesures sociales susceptibles de donner satisfaction aux masses laborieuses, trop souvent leurrées par la surenchère démagogique d'autres partis politiques.

Il faut que le Parti Socialiste sache imposer un programme comportant l'amélioration de la situation matérielle et morale des travailleurs et une

Fondation Jean-Jaurès

consolidation définitive de la paix mondiale.
Par ailleurs, si une accentuation des lois laïques allait ne pouvoir être envisagée au cours de cette législature, il importe qu'en aucun cas la participation Socialiste puisse être accordée à un gouvernement susceptible de menacer les conquêtes acquises dans ce domaine.
Il en est de même pour la sécurité sociale et pour les nationalisations.
Vous me permettrez d'ajouter, camarades, que toute participation du Parti Socialiste au gouvernement, resterait sans profit pour notre développement si, dans l'ordre intérieur, nous ne nous prononcions pas pour une action vigilante et pour la rénovation de nos méthodes.
Sans tomber dans un féminisme d'une autre époque, j'estime devoir signaler à votre attention que les femmes auxquelles la Constitution a accordé le droit de vote, composent aujourd'hui, c'est un fait, les 53% du corps électoral.
Au cours de la dernière campagne électorale, notre Secrétaire général à la propagande, Pierre Commin, soulignant toute l'importance de ce facteur, m'a souvent répété qu'il était indispensable d'éclairer les femmes sur les nouveaux devoirs qui leur incombent pour arracher un certain nombre d'entre elles à leur apathie qui se traduit, tantôt par la passivité et tantôt par l'abstentionnisme.
Je suis assurée que notre secrétaire à la propagande enverra aux fédérations des circulaires en ce sens. Nous souhaitons qu'elles ne restent pas lettres mortes, car nous constatons avec regret que l'on n'a pas fait grand chose pour affranchir les femmes de tous les mauvais bergers, dont les uns les éblouissent par des promesses démagogiques d'une vie meilleure soi disant réalisée dans cet Eden soviétique, dont le rideau de fer, de plus en plus baissé ne réussit pourtant pas à masquer entièrement les camps d'esclavage et de torture, tandis que d'autres Partis s'efforcent de les maintenir dans une crainte mystique.
Nous n'insisterons jamais assez sur le rôle prépondérant, fait de grandeur et de noblesse, que la femme doit accomplir dans l'évolution de la société moderne. L'éducation Socialiste peut avoir ses racines au sein même de la famille qui doit constituer la première cellule sociale. La femme, faisant en grande partie la vie de l'homme, nul n'est plus intéressé que la démocratie et que la Socialisme à son éducation première. J'espère, camarades, que le Parti Socialiste saura le comprendre.
Notre action de propagande doit tendre à ranimer en chacune d'elles cet esprit de résistance à l'injustice et à l'oppression qui est un des éléments constitutifs du Socialisme.
Fiers héritiers de nos précurseurs et fidèles à la mission qu'ils nous ont léguée, c'est H nous qu'il appartient d'éclairer les consciences incertaines, de faire revivre cette fierté républicaine sans laquelle la République mourrait et avec elle le Socialisme, de sauver dans la société présente ses biens les plus précieux, ceux à défaut desquels il serait vain de travailler à la société future, la raison, la culture, les vertus humaines, le droit pour les peuples et pour les individus de penser et d'agir librement.
Voici, camarades, schématiquement exposé un peu de notre action de demain, si nous voulons réellement que triomphe cet idéal auquel nous sommes, les uns et

les autres si passionnément et si fidèlement attachés, cet idéal qui porte en son principe et en ses aspirations, non seulement la certitude d'un meilleur avenir, mais les moyens de réaliser cette espérance.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Camarades, je vous rappelle que nous allons tenir une réunion immédiate de tous les orateurs qui se sont fait inscrire, afin d'organiser les débats et la répartition du temps de parole.

Le président - La séance sera reprise à 15 h sous la présidence d'Augustin Laurent, avec comme assesseurs : Borra, de Constantine, Adien, Gabrielle, de Seine-et-Marne, et Aumadouin Dicko, du Soudan.

Guy Mollet - Je rappelle la réunion du Comité directeur à 14 h.

Le président - La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national extraordinaire des 4 et 5 juillet 1951

Séance du mercredi 4 juillet 1951 (après-midi)
La séance est ouverte à 15 heures sous la présidence d'Augustin Laurent, avec comme assesseurs : Borra, Midou, Gabrielle Adien, Amadoun Dicko.

Pierre Commin
Camarades, écoutez une communication nous avons réuni, avant le déjeuner, les délégués qui se sont fait inscrire peur participer à la discussion générale, et nous sommes arrivés à un accord sur la répartition du temps de parole ; c'est ainsi que dans quelques minutes lorsque les fédérations de la Seine et des Bouches-du-Rhône nous auront donné la répartition entre leurs orateurs nous pourrons l'afficher au tableau.
Il est bien entendu que la discussion se poursuivra ce soir, en séance de nuit, de 21 heures jusqu'à la fin du débat. Toutefois, pour nous permettre de terminer ce soir le débat sur la politique générale, nous avons dû demander à ceux de nos camarades qui comptaient intervenir sur la question de la laïcité, de bien vouloir se réunir cet après-midi en commission, ainsi demain matin ils pourront rapporter sur ce problème, étant bien entendu, d'ailleurs que ce rapport devra être préalablement soumis à la commission des résolutions également demain matin.
Un certain nombre de camarades interviendront notamment sur les questions internationales, c'est le cas de notre ami Marceau Pivert; nous entendrons également les interventions de nos camarades jeunes, de telle sorte que contrairement à ce que proposait Guy Mollet ce matin, le Congrès tiendra demain matin une séance, pendant qu'en même temps siégera la Commission

Fondation Jean-Jaurès

des résolutions.
Voici les propositions que nous soumettons à votre approbation. Nous les avons étudiées très sérieusement, pour nous permettre d'aboutir ce soir même, à la fin de la discussion, de telle manière que la Commission des résolutions puisse être nommée et se mettre au travail dès demain matin.

Le président (Augustin Laurent)

Je donne la parole au premier orateur inscrit, le camarade Mérigonde, de la fédération de l'Oise.

Marcel Mérigonde

Camarades, il n'entre pas dans mon propos de venir ici tirer une ligne de conduite pour le Parti, même en tenant compte de ce qui nous a manqué à la fédération de l'Oise, pour conserver un siège que nous avions depuis trente et un ans, mais je me permettrai d'attirer l'attention du Congrès sur un problème crucial, celui de la presse.
Dans beaucoup de fédérations comme la nôtre, le problème de la presse est un problème terriblement difficile à soutenir, la plupart du temps, les journaux fédéraux ne s'adressent qu'aux militants du Parti. L'action de ces journaux ne dépasse pas souvent le cadre des sections, et est, pour les camarades des sections une charge supplémentaire, ce qui fait que beaucoup de camarades qui seraient prêts à venir dans nos sections, les désertent, en raison des sacrifiées financiers qui leur sont demandés.
Je pense qu'une des grandes tâches de ce Parti, pendant les cinq ans qui nous séparent officiellement d'une nouvelle consultation générale, est de se pencher sur le problème de la presse ; il serait inadmissible qu'un de nos grands journaux, comme Le Populaire, puisse disparaître un jour, faute d'efforts et faute d'appui, de la part, non seulement des élus, mais de tous les militants. Car si ce journal n'est peut-être pas ce qu'il devrait être, il n'en est pas moins vrai que tous les matins, à la Radio on entend les éditoriaux de notre journal, et ces éditoriaux ont pour l'opinion Socialiste une importance capitale.
En ce qui concerne la province, nous estimons qu'au lieu de la conception du journal fédéral, nous devrions en arriver à la conception d'un journal régional, avec édition spéciale, ce qui permettrait d'avoir des journaux d'information, lus tous les jours, non seulement par les membres du Parti, mais par ceux vers qui on veut aller, auxquels on s'adresse par dessus les journaux d'information, dirigés, comme ceux que nous avons, à l'heure actuelle, dans notre pays.
Je pense que si le Parti n'est pas capable de faire cet effort, dans notre bataille nous aurons perdu le principal outil, car sans la presse. Il nous sera impossible de conserver même les positions que nous avons en ce moment dans les fédérations.
Il faut en finir avec le patriotisme de fédération, et arriver à la solidarité de la fédération, pour le plus grand bien du Parti Socialiste.
Je me permets de jeter ce cri d'alarme, j'espère qu'il sera entendu ; je sais qu'il

préoccupe beaucoup le Parti, je sais que depuis cinq ans le Parti a eu à faire face à de nombreuses tâches ; la première maintenant, c'est celle qui consiste à donner une arme dans toute la France, à tous les militants, pour défendre la pensée Socialiste.

Il y a un autre aspect de la question ; nous avons eu, dans toutes les fédérations, une quantité d'affiches, de Paix et Liberté. Très bien, ces affiches Paix et Liberté, là où le Parti Socialiste est fort, là où il se présente comme le Parti antistalinien numéro un ; il en va différemment, là où le Parti Socialiste est pris en sandwich et où toutes les voix retirées au Parti stalinien vont à celui qui est le plus anti-Communiste, c'est-à-dire au RPF, nous en avons fait, chez nous, l'expérience.

Je demande que l'on tienne compte de la possibilité d'action de nos camarades, pour diffuser ces affiches avec le maximum de compréhension et d'efficacité.

En ce qui concerne la documentation, je me permets de dire, au nom de la fédération de l'Oise, à notre camarade Commin, que nous apprécions fort la nouvelle publication politique, nous sommes heureux que cette publication apporte à la fédération ; mais nous lui demanderons, à la veille de consultations électorales, de faire très rapidement un schéma permettant de retrouver rapidement les numéros intéressants et permettant la bataille.

Je voudrais, si c'était possible, que l'on reprenne "Arguments et ripostes", d'un classement facile, d'un maniement extrêmement souple ; ce sont les meilleures armes de la propagande Socialiste.

Si, faute de crédits, nous ne pouvons pas y arriver, un aménagement de la documentation politique serait excellent.

Une des misons principales de baisse du nombre de voix dans le Parti est» à mon avis, l'espèce de neutralité vis-à-vis du syndicalisme. Mous avons donné au syndicat et à la classe ouvrière des éléments et des outils magnifiques de bataille, nous leur avons donné les conventions collectives, nous leur avons donné le salaire minimum garanti, nous leur avons donné légalement les comités d'entreprises ; mais la plus grande déception que j'ai eue, au cours de la campagne électorale, c'est la réflexion d'un ouvrier à qui je disais que les conventions collectives étaient une arme magnifique dans les mains de 1a classe ouvrière, et que les comités d'entreprises permettaient de gérer les affaires du patronat, cet ouvrier m'a dit : " Chez nous, nous sommes incapable de vérifier la gestion du patronat, car nous ne sommes pas suffisamment éduqués."

Alors, en même temps que l'action politique, il appartient au Parti Socialiste de faire l'éducation syndicale, d'abandonner peut-être un peu la Charte d'Amiens et de faire ce que les Suédois, ce que les camarades Socialistes nordiques ont réalisé : une entente et un accord parfaits entre la sociale démocratie et le syndicalisme. Nos camarades savent que maintenant pour ces pays nordiques jamais on ne sépare l'œuvre du syndicalisme de l'œuvre de la sociale démocratie.

La presse et le syndicalisme sont deux armes dont le Parti Socialiste doit se servir s'il veut, demain, assurer sa magnifique victoire sur l'obscurantisme et assurer à tous des lendemains qui chantent, non pas des lendemains dont parlent

certains, mais ceux que nous espérons, les uns et les autres, pour le plus grand bien de la classe ouvrière.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bideberry.

Bideberry

Mes camarades de la fédération de la Seine, qui font partie de la minorité de cette fédération, m'ont demandé de m'en tenir exactement à l'objet de ce Congrès, c'est-à-dire d'indiquer quelle était leur position, en ce qui concerne la tactique que devra suivre le Parti dans les jours à venir.
Mais si cette tactique peut 'être d'abord étudiée en fonction des résultats et en fonction de la situation actuelle, ils estiment que bien plus, elle doit être examinée en fonction de l'évolution qui est en puissance dans les faits eux-mêmes, et qui découle de la situation dans laquelle nous nous trouvons au moment où se déroule ce Congrès.
En quelques mots, quelle est cette situation ?
D'une part, des charges budgétaires considérables pour les jours qui viennent, et avant le 1er janvier 1902, la nécessité de faire face, d'une façon courageuse, aux charges de la sécurité collective, enfin, la nécessité d'une amélioration immédiate des conditions de vie dos masses laborieuses.
En présence de cette situation, nous voyons les divers groupes parlementaires hésiter, et déjà s'orienter vers un gouvernement de transition, qui serait chargé de prendre les mesures les plus sévères immédiatement, pour laisser ensuite, après avoir, - suivant la formule consacrée, - essuyé les plâtres de ce gouvernement, faire un gouvernement qui soit à l'image exacte de l'Assemblée, c'est-à-dire orienté vers le centre.
Eh bien, le Parti pourrait, en présence de cette situation, penser que le verdict des électeurs, demande de se retirer et de laisser les autres groupes organiser le pays comme ils l'entendraient, et prendre les mesures qu'ils entendraient prendre. Au contraire, nous pensons que nous sommes toujours persuadés que les solutions du Parti Socialiste sont les seules qui sont, à l'heure actuelle, en mesure de redresser la situation du pays, et c'est pourquoi nous préposons les mesures suivantes :
D'abord impossibilité absolue de participer à un gouvernement de transition qui ne saurait qu'expédier les affaires courantes et continuer les erreurs passées ; le Parti ne pourrait trouver là qu'une impopularité augmentée devant des mesures sévères, et nous ne pourrions y trouver la satisfaction de notre programme.
Par contre, nous n'irons au gouvernement que pour faire quelque chose dans le sens de ce programme, ou nous n'irons pas.
C'est pourquoi, nous pensons qu'il convient de proposer à l'ensemble des groupes du Parlement, sans autre exclusive que celle du groupe stalinien et du groupe césarien, un programme volontairement limité, mais efficace, qui ne comprendrait que quelques têtes de chapitres. Je vais vous citer quelques têtes de chapitres :

D'abord, alignement des salaires et traitements au niveau des prix, et après cet alignement, institution de l'échelle mobile au minimum vital ; construction annuelle de 250 000 logements au moyen d'ouvertures de crédits, c'est-à-dire même au risque d'inflation ; poursuite de la politique d'investissements, en vue de l'augmentation de la production ; réforme fiscale - tout le monde la connaît - lois répressives contre les ententes économiques tendant à la raréfaction des produits et à la hausse des prix ; participation, en fonction de nos ressources, à la sécurité collective, à la construction d'une économie européenne.

Ceci constitue le programme positif. Mais comme le Parti est tout de même devenu, depuis cinq ans, un parti de conservation, c'est-à-dire un parti de conservation des conquêtes qu'il a faites depuis la Libération, grâce à son sacrifice, conservation du statu quo, en matière scolaire, conservation des prestations de la Sécurité sociale, conservation du principe des nationalisations, sans que l'on s'oppose toutefois aux réformes élémentaires qui permettront de faire cesser les abus.

Voilà donc le programme simple, mais ferma que nous proposons.

Nous voudrions aussi garantir l'ensemble des camarades et l'ensemble du Parti contre tout glissement, contre toute circonstance exceptionnelle qui pourrait faire qu'au cours des mois à venir, les participants au gouvernement pourraient se montrer moins durs sur la réalisation des conditions, nous pensons que la participation au gouvernement ne pourrait être effective que si ces conditions étaient acceptées par les autres parti ; elle ne pourrait être continuée au delà du mois de janvier 1952 que si pette participation au gouvernement était avalisée par une réunion soit au Conseil National, soit au Congrès du Parti. Voilà une mesure de sécurité et de sauvegarde peur l'ensemble du Parti, pour vérifier que les mesures demandées seront effectivement exécutées et entreront dans les faits.

La situation est très complexe, elle est excessivement délicate, pour que nous puissions d'une part, être responsables de l'arrivée au pouvoir, dans l'immédiat, de la réaction, par un refus systématique, sans examiner la situation avec les autres partis, et d'autre part, nous ne pouvons pas accepter une participation qui nous ferait perdre notre véritable physionomie.

Il conviendrait alors, si nous nous trouvions en présence d'une hostilité marquée, que le Parti se réserve, casse une forée politique pour les mois à venir ; car vous avez vu que le Parti Communistes prépare à exploiter l'agitation des revendications ouvrières au cours des mois d'octobre et de novembre, déjà il a mis au sein des délibérations les plus importantes de la CGT des états-majors de combat qui font augurer que l'agitation sociale sera extensivement longue et dure dans les mois qui vont venir. Il faut donc que le Parti se garde comme la force politique qui permettra d'apporter à 1’ensemble des masses laborieuses du pays, les satisfactions qu'elles doivent attendre, et non pas de s'enliser de plus en plus.

Voilà les conditions que nous avons posées, à cette minorité de la fédération de la Seine, dont je serai le seul orateur, pendant qu'avant tout, il convient d’émettre en avant l'efficacité et la raison.

(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Weill-Raynal.

Etienne Weill-Raynal

Mes chers camarades, pour déterminer l'attitude politique que nous devons prendre, il faut évidemment tenir compte des résultats des dernières élections, à la fois en ce qui concerne les suffrages, et en ce qui concerne la répartition des sièges à 1'Assemblée nationale.

En ce qui concerne les suffrages, il faut reconnaître la réalité : ces élections ont marqué un glissement général vers la droite; tous les partis situés dans la géographie politique, à gauche, ont perdu des voix par rapport à 1946.

Les Communistes ont perdu 8 ; les Socialistes ont perdu 19%. Le MRP a perdu 53%. Le RGR un peu moins, 8%. Les Indépendants et les modérés ont gagné 1%. Il est très vrai qu'il y a un tassement général de la gauche vers la droite.

Pour le Parti Communiste, il y a un cas particulier, car il a essayé de profiter du mécontentement, et cela a constitué une force attractive ; il y a eu 1'ensemble des craintes qu'il a inspirées, et cela a constitué une force répulsive, qui l'a emporté sur la force attractive.

Quant au RPF, il a gagné tout ce que les autres partis ont perdu ; et par rapport à 1946, ses gains sent considérables. Je sais bien que si l'on compare sa situation par rapport à ce qu'elle aurait été si les élections avaient eu lieu immédiatement après les élections municipales de 1947, on constate qu'il a moins gagné qu'il ne l'espérait, mais c'est le résultat du maintien pendant trois ans d'une majorité républicaine qui a déjà les espérances.

Voilà le résultat pour les suffrages. Quant à la répartition des sièges, vous savez qu'est intervenu le jeu des apparentements ; si nous considérons l'ancienne Assemblée, il y avait une majorité qui allait de 300 à 350 membres, suivant les scrutins ; il y avait une opposition de Communistes de 180 ; une opposition de Gaullistes et PRL qui faisaient dans l'ensemble 220 ; 100 à 150 députés votant blanc.

Quelle est maintenant la physionomie de l'Assemblée ? L'opposition est numériquement à peu près la même, 225, mais la répartition est différente, c'est la division en deux masses presque égales, d'une part les Communistes, d'autre part le RPF par conséquent, on conçoit que la situation soit toute différente.

Dans ces conditions, quelle est la majorité qui peut se dégager ? Ou bien que la majorité de 400 qui se trouve au centre soit une majorité stable, au bien il se constitue une majorité de droite, comprenant le RPF et une partie des députés de droite de la majorité.

Quel va donc être, dans ces conditions, le rôle du Parti Socialiste ? Dégager de cette majorité républicaine qui a eu comme programme un programme négatif, maintenir la république, dégager une majorité d'action, pour exercer une politique active en matière sociale.

Le groupe est plus nombreux que dans l'ancienne Chambre, mais suivant que l'on considère que la majorité sera large ou qu'elle sera étroite, son rôle sera plus

ou moins considérable. Si la majorité est large, il est relativement faible ; si la majorité est plus restreinte, son rôle sera plus important.
Que doit-il donc faire ? Il doit essentiellement poser les véritables problèmes, et cela n'est pas facile.
Il y a quelques jours M. Paul Reynaud s'est emparé de deux lignes que j'avais mises dans un article écrit pour le Populaire, où je disais que le Parti Socialiste et le MRP, avaient été devant le suffrage universel les victimes de la politique qui avait été suivie depuis quatre ans. Il en a conclu que le suffrage universel avait condamné la politique qui avait été suivie au point de vue social par le MRP et par le Parti Socialiste. Voilà ce qu'il disait dans Le Monde ; je me suis adressé à la courtoisie de ce journal et j'ai plaisir à reconnaître qu'il m'a donné satisfaction en me permettant de publier les lignes qui suivaient cette insertion des lignes citées par M. Paul Reynaud et qui en changeaient singulièrement le sens. Je montrais que nous avions été très injustement rendus responsables de la politique d'orthodoxie financière qui nous avait été imposée et que nous nous étions efforcés d'atténuer au profit des classes travailleuses, des économiquement faibles.
Néanmoins, le fait est là, bien que ce soit injuste, on nous a rendus responsables d'une politique que nous nous étions efforcés d'atténuer. Aussi la conclusion que M. Paul Reynaud a tirée de cette constatation est très différente de celle que nous en tirons nous-mêmes ; la conclusion de M. Paul Reynaud est celle-ci : c'est que l'on doit être social pour défendre, que pour être social, il faut d'abord défendre le franc. Nous disons au contraire que pour défendre le franc il faut d'abord être social.
Il y a en effet là un problème fondamental sur lequel notre ami Lénart a si justement attiré l'attention, c'est que l'inflation monétaire ne peut pas être combattue en elle-même si on laisse faire l'inflation des prix ; précisément, l'inflation des prix produira l'inflation monétaire ; nous considérons donc que le problème essentiel est la lutte contre la hausse des prix.
A cet égard, une cause permanente de cette hausse des prix est l'existence d'une condition qui est un des traits les plus importants de la société actuelle, sur lequel la grande presse fait volontairement le silence, c'est l'existence de ces coalitions interprofessionnelles permanentes qui stérilisent la production, qui empêchent les stocks de s'écouler et qui maintiennent la hausse des prix.
Vous voyez que dans ces conditions, on pourrait porter devant l'opinion publique le problème qui est au fond le problème fondamental, l'impuissance du régime actuel à résoudre ce problème et la nécessité d'une réforme de structure de la société, telle que l'ont opérée nos camarades Socialistes de Grande-Bretagne ou de Scandinavie ; mais nous pensons que l'opinion publique n'est pas mûre pour poser ainsi le problème.
Mais d'autre part, les problèmes actuels urgents sont assez graves pour que l'examen de ces problèmes et les solutions que nous apporterons, en fassent ressortir la démonstration nécessaire ; c'est pourquoi je vais très rapidement énumérer les problèmes actuels qui se pose et qu'il faut résoudre immédiatement, et pour lesquels noua avons des solutions à apporter :

Problème numéro un : amélioration du pouvoir d'achat nous devons, pour la rentrée de la future majorité dans le gouvernement, réclamer le maintien de la loi de février 1950, avec l'adaptation automatique du salaire minimum garanti-. Nous demandons que l'on restreigne les zones de salaires, et pour montrer notre volonté, nous demandons que l'on rétablisse immédiatement le maximum à 10% et que l'on rétablisse les commissions départementales.
Nous demandons l'égalité des prestations familiales et la révision des cotisations sociales dans le monde agricole, avant, le 1er janvier 1952. Voilà le premier problème.
Deuxième problème : expansion et extension économiques. Nous demandons le maintien des investissements actuels dans le secteur civil, le dépôt, avant la fin de l'année d'un plan d'investissement productif de cinq ans, parallèlement un plan de reconstruction et de construction de logements et d'écoles ; nous demandons pour la rentrée, le dépôt d'une loi anti-trust, puisque nous considérons que les coalitions professionnelles constituent un problème fondamental ; enfin, puisque l'on parle d'armement, nous demandons un contrôle des marchés de guerre, de manière à empêcher au moins certains abus, et permettre de prélever un impôt très lourd sur les bénéfices que peuvent apporter ces marchés.
Troisième problème : la réforme fiscale ; nous demandons que les recettes du budget pour 1952 comportent une réduction des impôts, d'où répercussion sur la hausse du coût de 1a vie ; nous demandons que dans le projet de réforme fiscale qui devra être inséré dans la prochaine loi de finances, on voit la suppression de la taxe à la transaction et un remaniement des recettes, et également que l'on prenne des mesures contre la fraude fiscale.
Voilà un ensemble de mesures qui correspondent aux problèmes réels, immédiats, qui constituent, en quelque sorte, les conditions positives de notre participation à une majorité gouvernementale ou parlementaire.
A côté de ces conditions positives, nous avons, en quelque sorte, des conditions négatives que nous devons imposer ; en premier lieu, le maintien des nationalisations existantes ; en ce qui concerne la révision de la Constitution, nous nous prêterons aux ajustements que l'expérience a révélés nécessaires, mais nous devrons maintenir la primauté, le dernier mot, à l'Assemblée nationale issue du suffrage universel. Enfin, il y a une dernière condition négative, en quelque sorte, sur laquelle nous devons nous montrer intransigeants, c'est le maintien intégral de la laïcité, telle qu'elle fonctionne actuellement, car nous considérons que la laïcité est un élément fondamental de la république. Un de ces éléments est la représentation démocratique, un autre est le maintien des libertés républicaines, le troisième est la laïcité, que nous considérons, peur notre part, comme relevant non seulement de la tradition républicaine, mais je puis dire de la tradition nationale tout court ; elle est, à nos yeux, la continuation de l'ancien régime qui n'admettait pas l'intrusion d'une puissance spirituelle extérieure. Aujourd'hui, nous pensons que l'on ne doit pas admettre que la société civile soit menée par une doctrine qui relève d'un chef spirituel extérieur.

Voici les conditions que nous présentons, nous pensons qu'elles peuvent servir de base à une tactique que je ne me charge pas ici de déterminer, mais je pense que c'est avec ces conditions essentielles que nous resterons fidèles au Socialisme, à la démocratie, à la République, c'est-è-dire que nous resterons fidèles à nous-mêmes.

Le président - Je suis heureux de signaler au Congrès la présence dans la salle de notre camarade Braque nous l'invitons à prendre place, comme d'habitude, à la tribune.
La parole est à Alduy.

Paul Alduy

Camarades de France et d'Outremer, ce n'est pas aujourd'hui du problème de l'Union Française que j'ai l'intention de vous entretenir, mais des problèmes de politique générale, du redressement du Parti.
Au nom de cette fédération des Hautes-Pyrénées qui, n'ayant jamais eu d'élu, a tout de même gardé ses 12% des suffrages, et conquis 55% des suffrages par rapport aux dernières élections cantonales, je voudrais simplement vous rappeler cette phrase de Jaurès qui, à mon avis, résout le problème qui nous préoccupe les uns et les autres; Jaurès disait : "La démocratie, c'est la force et c'est la lumière".
Au moment même où il écrivait ces paroles, il ajoutait que si le Boulangisme était arrivé à prendre, en France, et à gagner des suffrages, c'était parce que les hommes étaient à la fois désespérés et épouvantés de ne pas être gouvernés.
Camarades, c'est précisément dans cette phrase : "La démocratie est la force et la lumière", que nous devons chercher les raisons de notre échec, car c'est un échec ; car, qu'on le veuille eu non, il nous manque 700 000 voix, et ces 700 000 voix nous manquent pour deux raisons, parce que le problème de l'autorité, dans la démocratie, est trop souvent ignoré par nos camarades, c'est parce que nous n'avons pas sous la main un programme de réformes constructives, un programme d'action immédiate et concrète, à présenter à nos électeurs dans chaque circonstance.
D'abord, un problème d'autorité, je n'hésite pas à le dire "autorité" ; s'il y a tant d'hommes qui quittent le Socialisme et passent à toutes sortes de partis, c'est parce qu'ils ne sentent pas, aussi bien dans le gouvernement que dans le Parlement, que dans les fédérations, ce sentiment de l'autorité, cette volonté d'action et d'énergie, sans laquelle on ne peut rien dans les circonstances actuelles du monde.
Je pense que poser le problème de participation ou de non participation, n'est pas la question. Il s'agit de savoir si nous voulons mener une politique d'autorité dans le gouvernement, il s'agit de savoir si nous voulons très rapidement réaliser, au moins sur le plan parlementaire, un certain nombre de réformes qui, jusqu'à présent, sont restées lettre morte.
Autorité dans le gouvernement, si demain nous avons la direction du gouvernement, il ne faudra pas que l'on voie des chefs de services et des

Fondation Jean-Jaurès

directeurs d'administrations torpiller nos camarades en permanence, comme on le voit tous les jours ; Il ne faudra pas que l'on voie de hauts-commissaires ne pas suivre les instructions du gouvernement, mais favoriser nos adversaires dans les territoires d'Outremer.
Il y a également un problème d'autorité dans nos fédérations, c'est -à-dire un problème d'organisation dans chaque village, dans chaque commune, dans chaque canton, le responsable doit être là ; s'il y a des fédérations qui ont ces responsables, combien y en a-t-il qui n'en ont que très peu ? qui n'en ont presque nulle part ?
Problème d'organisation et de direction volontaire dans chaque fédération, dans chaque canton, dans le Parlement.
Problème d'autorité, de réforme des méthodes d'action parlementaire, car nous ne pouvons pas continuer à vivre avec un simulacre d'Assemblée Nationale ; il faut que la prochaine Assemblée Nationale donne le visage de l'autorité dans la démocratie, de manière à n'avoir pas besoin d1 aller chercher d'autorité Ailleurs, chez des généraux eu chez des staliniens.
Si nous sommes capables de prendre en main cette autorité, cette autorité de la démocratie, il faudra également que nous réalisions très rapidement, d'ici les prochaines élections cantonales, un certain nombre de réformes. Je ne vais pas m'étendre sur tel ou tel point, je voudrais simplement vous rappeler qu'à mon avis, il y a au moins deux raisons pour lesquelles la fraction parlementaire n'a pas eu l'efficacité voulue :
La première, c'est que trop de catégories sont délaissées ou ne sont pas suffisamment soignées par les parlementaires; nous constatons qu'en ce qui concerne les agriculteurs, les artisans, les petits commerçants, il est nécessaire d'avoir d'ici trois ou quatre mois au plus tard, un certain nombre de textes concrets, pratiques, efficients sur lesquels nous puissions réaliser notre action de propagande, sans laquelle nous ne pourrons rien demain.
Demain, nous risquons encore d'enregistrer de nouveaux échecs.
Je dirai ensuite que mous avons peut-être trop manqué d'esprit offensif dans les batailles que nous avons pu mener, trop souvent nous comptons sur la doctrine, mais la doctrine c'est un soleil qui nous éclaire peut-être, mais croyez-vous que le soleil nous éclaire quand nous fermons notre porte ? Eh bien, c'est cette porte qu'il faut savoir ouvrir à la doctrine, la porte de la maison France.
Je demande que dans ce programme il y ait un certain nombre de choses précises.

Le président - Camarades, un exposé comme celui que nous sommes en train d'entendre doit être écouté dans le calme par le Congrès. Il y a des groupes dans tous les coins de la salle ; je demande aux camarades de laisser les conversations et maintenir le calme dans le Congrès.

Paul Alduy - Je ne vais pas m'étendre sur le programme d'action que nous connaissons tous. Mais je voudrais simplement marquer le fait qu'il y a cinq ou six points sur lesquels nous devrions insister tout de suite, avant le mois

d'octobre. D'abord l'extension de la Sécurité sociale à toutes les catégories de citoyens qui ne l'ont pas ; ceci me paraît essentiel ; ensuite, lorsqu'on parle d'échelle mobile, on semble oublier que l'échelle mobile des salaires et traitements n'est que le maintien du statu quo ; ce qu'il faut arriver à engager, c'est la bataille pour le rapport fixe entre le salaire et la productivité, c'est là qu'est la formule d'avenir et non pas ailleurs. C'est par là que nous pourrons améliorer la condition de la classe ouvrière, et non pas seulement par le maintien de l'échelle mobile qui n'est que le maintien du statu quo.
J'en arrive à un troisième point, réforme du crédit, insistons sur ce point, dans tous les domaines, crédit agricole, crédit touristique, crédit aux petits artisans, on a trop souvent oublié le petit artisan qui est seul capable de remplacer maintenant l'instituteur trop souvent défaillant ; ne l'oubliez pas dans votre action de demain.
Quatrième point, réforme de la Constitution, réforme des méthodes parlementaires. Vous devez arriver à introduire au Parlement un régime de travail qui permette d'aboutir à une certaine efficacité.
Je terminerai par un dernier point, après ces points essentiels, n'oubliez pas non plus l'Union Française, n'oubliez pas que sans la démocratie, et sans une organisation de l'économie dans les territoires de l'Union Française, sans le respect de 1a personne humaine, vous allez à des catastrophes, demain vous allez à un nationalisme exaspérant dans tous ces territoires ; ne l'oubliez pas, camarades, pensez-y, méditez sur les résolutions du dernier Congrès, du dernier Conseil national, consacrées à l'Union Française.
J'en ai terminé ; je voudrais simplement dire ceci : on nous parle trop souvent de cette expression un peu trop commode, il faut avoir la foi pour refaire le Parti. L'expression est certainement très belle et très imagée, mais ce n'est pas cela dont nous avons besoin, nous avons besoin d'hommes d'action, d'hommes d'autorité, qui sachent constituer autour d'eux des équipes, qui sachent gouverner aussi bien leur fédération que leur groupe, que le gouvernement ; c'est avec ces hommes d'action et des équipes d'action, avec des chefs, dans le respect de la démocratie que nous ferons le Parti.
(Applaudissements)

Le président - Je passe la parole à Germaine Picard-Moch.

Germaine Picard-Moch

Camarades, ceux d'entre vous qui étaient déjà délégués par leur fédération, dans les Congrès d'avant guerre, savent que s'il m'arriva alors de prendre, à plusieurs reprises, la parole, en revanche je suis demeurée silencieuse, ou à peu près, depuis la Libération et ils ont sans doute compris la raison de cette discrétion, motivée surtout par le désir de ne jamais avoir l'air de parler à titre de personne interposée. Mais aujourd'hui, j'abandonne ce scrupule.
C'est la fédération de l'Hérault qui m'a mandatée, sachant que Germaine Picard n'est pas seulement la femme d'un ministre, mais qu'elle est une militante de la base et qu'elle entend le rester.

Coll. Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je vous demande seulement de bien vouloir m'entendre uniquement comme déléguée de ma fédération et en mon nom personnel.
Mon intervention sera double, ou plutôt elle sera divisée en deux parties, l'une et l'autre étant bien la conclusion et la leçon tirées du scrutin. La première partie, à beaucoup d'entre vous paraîtra inintéressante ou prématurée, mais je vous indique, comme je vous l'indiquais à Bordeaux, que ceux qui le pensent ont tort.
Cette première partie a pour but de rendre hommage, au nom de la fédération de l'Hérault, à la mémoire et aux convictions de Léon Blum, par mieux que des paroles, par un acte et par un résultat.
Lorsqu'il y a un peu plus de 85 ans, je suis devenue membre du Parti, j'ai pris ma carte à la 16ème section de la Seine, dont le secrétaire était Louis Lévy, mais j'ai vraiment adhéré avec tout mon être, un soir où j'ai entendu Léon Blum dire : "Nous sommes partisans de l'égalité totale des sexes" ; si l'on me dit que le vote des femmes nous ferait perdre des sièges, je réponds : "Tant pis, plutôt un recul passager que l'injustice."
Il rappelait la phrase de Nietzche : "Nous ne travaillons pas pour le plus proche, mais pour le plus lointain".
Non que je sois féministe, au sens, disons classique pour ne pas dire bourgeois, du mot, mais j'ai été bien souvent sollicitée pour parler dans des réunions féministes, et je n'ai jamais accepté de faire partie d'une autre organisation quelle qu'elle fût, que le Parti.
(Applaudissements)
A ceux qui parlaient de justice je répondais : Je ne crois à la justice que par le triomphe du Socialisme. Ce n'est donc pas par féminisme que je rappelle cette phrase de Léon Blum, c'est parce que la grandeur du Socialisme m'apparaissait dans le combat pour la justice.
Oui, mais Léon Blum disait : "recul passager, parce que, ajoutait-il, il dépend de nous d'atteindre les femmes pour leur faire comprendre ce qu'est le Socialisme, et elles ne pourront pas, alors, être des adversaires du Socialisme."
Léon Blum, je ne puis, honnêtement, m'empêcher de vous adresser un hommage et d'y associer les amis qui sont dans cette salle, où, tant de fois, vous nous avez fait sentir ce que sont la grandeur et la noblesse, sans lesquelles l'intelligence n'aurait pas fait de vous l'homme que l'Échelle Humaine voilait le plus grand de tous. Léon Blum, la fédération de l'Hérault vous dit aujourd'hui, par ma bouche : C'est la deuxième législature de la France libérée, la première législature qui s'ouvre après votre départ, mais vous restez vivant parmi nous ; la fédération de l'Hérault au groupe parlementaire une femme, la seule nouvelle élue de toute la France Socialiste, méritante, certes, mais pas seule méritante, et je me tourne vers la fédération du Rhône.
Ce n'est ni le moment, ni le lieu de dire comment une institutrice fut envoyée dans un poste du département, ni comment sous l'occupation allemande elle fit preuve d'un Socialisme authentique, se faisant la mère et l'infirmière des blessés ; à la Libération elle remplit les fonctions de maire, la logique voulait

Collection Jean Jaurès

que puisqu'elle en faisait les fonctions elle en occupât le poste, de sorte qu'elle fut élue maire. Bien que battue de peu aux élections cantonales, elle fut cependant la mandataire des décisions municipales auprès des pouvoirs publics, elle a usé ou tout au moins exposé sa santé à porter la parole et la contradiction Socialistes d'un bout à l'autre du département.

Tous ces mérites n'auraient pas suffi à faire d'elle ce qu'elle est devenue si elle n'avait pas été présentée avec le numéro deux sur une liste qui, sans être assurée, espérait cependant avoir au moins deux sièges. Ne croyez pas, camarades, que cette désignation fût des plus faciles ; sa personne n'était pas en cause, mais les plus vieux de nos militants, les meilleurs de nos militants, ceux qui n'hésitaient pas à faire appel à elle pour la propagande et l'organisation, disaient : Une femme, avec le numéro deux, cela va faire perdre des voix, et les plus ardents disaient : cela va même faire du tort à Jules Moch, est-ce que vous ne croyez pas qu'il est assez attaqué comme cela! Il aura assez de mal à repasser. Mais les viticulteurs n'hésitèrent pas, ils se sont chargés de la réponse, et avec eux les mineurs du bassin voisin. L'instituteur Communiste Calas est remplacé au Parlement par l'institutrice Socialiste Madeleine Laissac.

(Applaudissements)

Ce n'est pas être féministe, n'est-ce pas Josette Poussou ? N'est-ce pas Commin ? d'affirmer que d'autres auraient pu capter un suffrage dans un pays où 53% des électeurs sont du sexe féminin ? C'est être Socialiste et vouloir au moins cette forme là de la RP.

Non seulement Madeleine Laissac n'a pas fait perdre de voix à la liste, mais elle est bien arrivée deuxième, par les voix comme par le classement, avec même des signes préférentiels à côté de son nom.

Vous pouvez trouver un certain nombre, des centaines de milliers de voix féminines, qui se laissent guider le dimanche matin par celui qui vient de prêcher, mais qui seraient convaincues si les orateurs savaient les toucher.

Voici pour la première partie ; je vous répète, je voudrais presque vous adjurer, sans intérêt, de croire que c'est quelque chose de tout à fait utile, de penser à cela dès maintenant, qu'il faut préparer les lendemains pour qu'il y ait des élections normales.

Et plutôt que de me résigner, je voudrais vous adjurer de faire cette propagande auprès des femmes.

Voyons, Alduy disait tout à l'heure : "Nous avons perdu 700 000 voix, ces élections sont un échec".

Non Alduy, ce n'est pas un échec, car logiquement nous aurions dû perdre bien davantage. Et il nous sera facile d'en regagner quelques centaines de milliers simplement si tous les orateurs éloquents qui défilent à cette tribune vont s'adresser aux femmes de ce pays.

Ma deuxième partie sera plus brève et surtout d'ordre plus politique. Louis Lévy, qui était secrétaire de la 16ème section en 1925, se rappelle certainement des interminables débats qu'on avait alors à propos de la participation et de la non participation. Et je me rappelle les motions qui la réformaient, signées Louis Lévy et Jules Moch tandis que Germaine Picard votait les motions

Renaudel la recommandant. Et les camarades, goguenards, disaient : "Que va-t-il se passer chez eux ? " Habituellement, il ne se passait rien.
Cette fois-ci, au lendemain des élections, on nous affirma qu'il ne fallait pas participer que l'heure avait sonné de la cure d'opposition ; j'en fus troublée, je ne compris pas ; et j'écrivis sur une feuille de papier, à l'encre rouge, ce que j'ai appelé les réflexions de la solitaire. Il faut deux minutes pour les lire. C'est en style télégraphique.
On parle de cure d'opposition jusqu'à la chute d'un gouvernement, d'hypothèque à lever pour démontrer qu'un gouvernement ne peut vivre sans nous. Très grave responsabilité. Il faut laisser ce genre de manœuvre à de Gaulle qui a déclaré le 19 juin : Nous attendrons les difficultés financières. Les électeurs qui ont voté SFIO, malgré la participation, malgré les mesures impopulaires, malgré le réarmement allemand. Ce n'est pas une défaite d'avoir perdu 700 000 voix, logiquement combien devions-nous en
perdre ?, combien veulent qu'on gouverne et qu'il n'y ait plus de crises ministérielles à chaque occasion. Il faut que ce soit le Parti Socialiste et non le RGR ou le MRP qui soit l'animateur de la politique du "Halte à la misère" qu'il faut mettre en numéro un la lutte contre le Communisme.
En attendant, je le répète, si le Parti avait le monopole de s'embusquer pour les difficultés et les faillites, et les chutes, comme ce serait grave !
Nos conditions de participation sont à exprimer dans une motion. Boutbien préfère qu'on établisse les conditions de la non participation, c'est-à-dire qu'au lieu de déclarer nous participons si… nous déclarions nous ne participons pas, à moins que… J'avoue que cela évoque un mauvais souvenir pour moi, puisque vous savez que pour distinguer Foch de Pétain on rappelait que Foch disait : Nous serons vainqueurs si..., tandis que Pétain déclarait toujours : Nous serons battus à moins que... Ne jouons pas sur les "si" et les "à moins que".
J'ai fini. Un camarade, ce matin, lorsque je suis arrivée lisait le discours de Léon Blum en 1936, il disait : "Il ne faut pas rester coupé des masses, c'est la seule chose à laquelle je ne suis pas prêt". C'est parce que je suis persuadé que les masses nous veulent que je vous dis : laissez les portes ouvertes".
(Applaudissements)
Et pourtant, une confidence pour finir : les ministres ont bien besoin de vacances.

Le président - La parole est à Marceau Pivert.

Marceau Pivert

Camarades, notre Congrès doit être un acte, plus qu'une suite de discours ; il ne faut pas de faire d'illusions sur l'état d'esprit dans lequel ont voté beaucoup d'électeurs, on a voté plutôt contre les Communistes que pour les beaux yeux des Socialistes.
Dans les régions ouvrières, on a voté Communiste, sachant parfaitement le danger que cela comportait, mais parce que les gens étaient malheureux et ne trouvaient aucun autre moyen d'exprimer leur misère.

Je ne vous dissimulerai pas non plus que beaucoup éléments ont voté pour nous, parce qu'ils considéraient que c'était le moindre mal.
Le problème est donc aujourd'hui de passer à une autre forme, sinon nous irons à une nouvelle catastrophe. Le Parti a perdu beaucoup de son sang, en défendant l'indépendance du pays et la démocratie bourgeoise ; et aujourd'hui l'occasion se présente, en raison même de ces sacrifices antérieurs, de passer à un autre genre d'exercice.
La majorité n'existe pas ; il y a une majorité arithmétique sur le papier, pour repousser les gaullistes, et encore, on n'a même pas eu le courage au M.R.P. d'exclure les apparentés.
Mais si l'on totalise les élus décidés à une politique sociale, on n'a pas d'illusions à se faire ; il n'y a pas possibilité d'additionner les chiffres pour une véritable majorité de combat comme nous l'entendons.
Par conséquent, la principale question qui se pose est de savoir comment faire comprendre cela à une certaine partie de l'opinion qui ne va pas au fond des choses, qui se figure, parce qu'il y a des apparentements qu'il doit y avoir au gouvernement l'association de toutes ces contradictions. Précisément, nous devons en morne temps que noua prenons une position, faire l'éducation politique, peut-être même dans des milieux prolétariens qui ont encore beaucoup à apprendre.
Le danger totalitaire n'est pas écarté ; le danger totalitaire reparaîtra si nous ne trouvons pas le moyen d'imposer des solutions aux causes profondes qui font qu'il y a cinq millions d'électeurs populistes et que le parti RPF a maintenant le plus grand nombre d'élus ; il y a des causes profondes ; il faut s'attaquer à ces causes.
Or, camarades, c'est le rôle du Parti Socialiste d'expliquer la situation dans laquelle nous sommes et d'inviter à l'action dans une certaine direction.
Je n'apprendrai rien à personne ici en rappelant ce que Marx a très bien dit avant mol, que la guerre que nous sommes en train de payer une deuxième fois aboutit dans chaque nation à une nouvelle défaite infligée à l'ouvrier par les maîtres et seigneurs du sabre, de la terre et du capital. C'est dans son livre sur la guerre civile en France.
Nous pouvons maintenant faire cette démonstration que la guerre, c'est en effet, le prolétariat qui la paie.
Faisons la comparaison entre les salaires avant 1933 et maintenant ; cela fait à peine la moitié ; faisons la comparaison entre les prix ; ils sont multipliés par vingt. Le volume des bénéfices est 30 fois supérieur.
Par conséquent, la raison d'être du Socialisme, c'est d'abord de lutter contre la guerre, en trouvant une réponse aux problèmes fondamentaux de la société d'aujourd'hui, dans une transformation sociale.
Comment voulez-vous que le Parti Socialiste fasse comprendre cela, s'il est associé à une politique qui fait peser sur les plus pauvres les charges de la guerre, par une fiscalité qui va chercher les impôts chez les gens qui ne gagnent pas plus de 150 000 par an, presque le minimum vital ?
Comment voulez-vous justifier une politique dans laquelle on ne trouve pas le

moyen de donner plus de 11 500 frs à certains fonctionnaires, comme je le signalais, dans la région parisienne, où il y en a encore à 11 500 frs, alors que pour un soldat, avec tout son équipement on compte de 50 à 60 000 frs par mois. Un ouvrier ou un petit fonctionnaire ne touche que 12 ou 15 000 frs par mois. Voilà la société dans laquelle nous sommes !

Il y a une contradiction fondamentale entre les solutions que le Parti Socialiste peut apporter à ces problèmes et les solutions que ces messieurs les Libéraux qui sont dans une situation d'euphorie particulière, vont avoir à nous proposer. Alors, nous examinerons cette contradiction, et il faudra choisir entre une politique libérale et une politique qui ne serait même pas Socialiste, mais qui serait démocratique et sociale.

Nous sommes dans une société où il y a libéralisme en apparence, mais dirigisme corporatif des professions par les capitalistes, en réalité.

Le Parti Socialiste ne peut pas se résigner à accepter cette structure, il doit la condamner et attaquer tous les procédés employés par la classe dirigeante. C'est la fiscalité incorporée aux prix, pour empêcher de vieilles entreprises de crouler, parce qu'elles ne sont pas rentables, cette vieille classe dirigeante le Parti Socialiste doit la mettre en accusation, et le programme Socialiste consiste dans l'organisation de la transformation sociale dans la liberté, par le consentement commun, par l'effort de la majorité des travailleurs, par conséquent il faut un fonds national régulateur des prix européens, pour éponger tous les surprofits et pour reprendre, là où les capitalistes les ont accumulés, les superbénéfices qui sont à l'origine de cette société.

Dans un article intéressant, on laisse entendre que les conditions de vie extrêmement dures devront être imposées aux peuples de l'Europe occidentale qui doivent se réarmer ; voilà pourquoi, camarades, le Parti Socialiste saura s'associer intimement à cette politique ou bien il la dénoncera ; dans le premier cas, il disparaîtra comme force politique ; dans le deuxième cas c'est lui qui devra prendre la direction de la transformation sociale.

En face de certaines conséquences de la législation qui vient de s'achever, il n'y a pas de législation possible, il y a même des lois qui n'ont jamais été appliquées.

Un très net examen du rapport qui a été présenté au Comité directeur en 1948, a preuve qu'il y avait, par exemple, la loi du 4 avril 1947, sur les stocks, qui n'a jamais été appliquée ; il n'y a pas eu un seul ministre pour déterminer, par décret, le volume des stocks possibles.

Dans les périodes de modification des prix, des lois sont votées, mais en réalité, c'est le dirigisme économique ; toutes les dispositions sont prises pour que du côté du secteur nationalisé on retire à la collectivité les possibilités qu'elle a actuellement. C’est M. Petch qui inventa la taxe de 33% pour la société France-Rayonne (?) ; c'est lui qui fera l'opération de retirer le contrôle de l'État pour le remettre au secteur privé. C'est lui qui a liquidé Francolor. C'est par conséquent la classe dominante qui continue à prendre pied et à remonter pierre par pierre les vieilles féodalités.

Est-ce que cette politique, au lendemain des élections va changer ? Il y aurait

des chances qu'elle continue mais avec la publicité du Parti Socialiste, il nous paraît impossible qu'elle puisse continuer.
Il y a donc actuellement une politique Socialiste qui s'oppose fondamentalement à la politique libéraliste et de conservation sociale ; c'est ce qui fait que la participation à un gouvernement, dans cette Chambre, ne nous paraît pas possible logiquement, loyalement, honnêtement ; aussi Il faut parler clairement au pays, nous devons faire comprendre cela ; c'est pourquoi nous avens encore d'autres argumenta centre le danger de participation, noua sommes prêta à faire une démonstration publique.
Il y a un danger sur lequel on doit insister, c'est quand la classe ouvrière est déchirée, divisée comme elle l'est, 1'expérience redoutable de participer au gouvernement est extrêmement dangereuse; par conséquent, il faut que le Parti Socialiste se montre comme le véritable représentant de la classe ouvrière, mais il faut qu'il fasse la preuve qu'il peut reconquérir la classe ouvrière et ensuite, si des rapports de force s'établissent la participation au m un autre sens ; ce sera un sens offensif, parfaitement défini au point de vue du climat, un sens dans lequel, au gouvernement, certains délégués du Parti pourront mener la lutte directe dirigée dans le pays contre les féodalités financières et autres.
On a fait adopter à la classe ouvrière des positions de recul, et le Parti Socialiste a joué un rôle plus ou moins volontaire, de caution, à l'égard de certaine politique qui, actuellement, doit être complètement révisée.
Maintenant, le programme minimum que nous proposons est probablement celui que tous les délégués ici, souhaitent voir sortir de ce Congrès. Il faut voir la manière dont on utilisera ce programme minimum ; on ne peut pas demander la nationalisation complète et immédiate des industries chimiques ou des hauts-fourneaux, mais il y a certaines choses que nous avons le devoir de fixer comme limite à toute possibilité de participation : ne pas toucher aux lois laïques, l'échelle mobile, le contrôle des prix, l'organisation des stocks, le contrôle collectif sur les spéculations et les hausses, un certain nombre de points sur lesquels je me permets de passer rapidement, car ce serait refaire des discours qui ont été faits.
Il y a quelque chose de plus, il y a pour le Parti à l'heure où nous sommes, la manifestation de ne plus être traîné par la main à des positions humiliées. Nous avons le droit de reconquérir notre dignité ; nous ne voulons plus voir, comme par le passé, la réaction sociale exiger que nous ne soyons pas au Ministère des Finances, ou à la présidence du Conseil ; il faut que le Parti soit au contraire chargé des postes les plus délicats.
Non, c'est fini, cela ; le Parti, en tant que tel a le droit de dire très clairement à tous ceux qui, actuellement, revendiquent notre alliance, ce qu'il est et ce qu'il souhaite.
Il souhaite qu'il y ait une position unanime dans le pays qui dise : Voilà exactement ce que l'intérêt de la république et de la classe ouvrière exige comme minimum. Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités.
Mais les négociations, s'il doit y en avoir, seront publiques, tous prendrez un engagement écrit, de faire 1*application de ce programme dam les délais les

plus rapides. Mais il y a de grandes chances qu'on nous invite à participer à des négociations qui traînent en longueur, on adoucira les angles, et en mettra encore les mêmes formules, des choses tout à fait contraires à ce que nous souhaitons.
Nous demandons donc que le Congrès donne mandat à ses négociateurs, à son Comité directeur, au groupe parlementaire, de ne pas modifier une seule virgule à cette proposition qui sortira d'ici et qui marquera aux yeux du pays la position minimum du Parti Socialiste.
Nous ajouterons plus, nous demanderons à la commission des résolutions le droit, lors du vote final, de ne pas donner l'autorisation à quiconque de modifier, même en cas de circonstances exceptionnelles, les décisions du Congrès.
Nous avons été, malheureusement, entraînés antérieurement, de gré ou de force, après avoir pris des décisions de Congrès, à prendre des attitudes qui les contredisaient quelques semaines plus tard ; nous savons bien qu'il y a toute une gamme de positions sur ces problèmes fondamentaux depuis ceux qui veulent participer toit de suite, jusqu'à ceux qui ne veulent, à aucun prix, en en te aire parler. Là gamme est étendue, il y a toutes les tonalités, mais il faut marquer une limite, une frontière. Ce qui sortira d'ici devra être clair pour tout le moment, et on n'y touchera plus ; ce n'est pas simplement un programme à négocier, à marchander avec d'autres partis, c'est au contraire, un moyen de mettre les autres partis au pied du mur.
Nous travaillerons ainsi à la restauration de la notion de Parti, de la notion de démocratie, car chacun devra prendre ses responsabilités en face de l'opinion publique.
Je vais terminer ; il est bien entendu que nous avons également prévu la possibilité du soutien ; ce n'est pas nouveau dans l'histoire du Parti. L'expérience et la démonstration de Léon Blum sont encore vivantes pour nous. Braque, lui-même, l'a dit bien souvent : soutenir une politique qui serait évidemment garantie par l'engagement de ne pas toucher au droit de grève, à l'école laïque, à la Sécurité sociale, aux nationalisations, et ne pas nous ramener le Sénat, ces cinq conditions nous pouvons les envisager, à condition qu'il n'y ait pas le RPF dedans ; cela nous donnerait la liberté, tout en soutenant le gouvernement, d'aller devant le paya pour proposer une meilleure politique que celle que le gouvernement ferait ; c'est le but à atteindre pour les militants Socialistes.
La signification de ce Congrès est peut-être encore plus que politique, elle doit instaurer cette notion d'indépendance que nous réclament et qui a été battue par les circonstances que nous venons de traverser.
Mon dernier mot sera celui-ci : nous sommes des militants libres, d'un parti libre, et nous posons nos conditions pour une participation que nous savons, à l'avance, pratiquement impossible. Mais nous voulons, précisément, faire la démonstration ; quand nous l'aurons faite, nous aurons le droit d'aller dire aux autres militants, même aux militants Communistes : tâchez donc de faire comme nous dans votre parti. Il y en a qui commencent à réfléchir ; tâchez de vous comporter en hommes libres. Donnez des mandats impératifs à vos

délégués pour nous retrouver tous unis dans la grande bataille qui sera inévitable, parée que la réaction essaiera de profiter de sa supériorité. Mais c'est seulement avec des hommes libres comme nous, seulement au sein d'un grand Parti comme le nôtre, où tous les militants révolutionnaires libres doivent se réunir, qu'il est possible de conduire cette bataille et de la gagner.
Camarades, il dépend du Congrès, d'en faire la preuve aux yeux du pays et aux yeux de la classe ouvrière tout entière.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Le Bail.

Jean Le Bail

Camarades, s'il me fallait résumer en une formule l'attitude du Parti Socialiste, dans les jours qui vont venir, je dirais qu'il doit continuer, mais ne pas recommencer, continuer à offrir aux partis républicains de les entraîner vers la démocratie sociale, mais en même temps ne pas recommencer, c'est-à-dire ne pas laisser glisser la république, en permettant un recul du Parti Socialiste.
Nous avons trop dit que le Parti devait se sacrifier à la République, même en reculant ; le Parti Socialiste, au nom même des intérêts de la République n'a plus le droit de reculer.
Il est parfaitement exact que le Parti Socialiste est la sauvegarde et l'espoir de la République, mais précisément parce qu'il est cette sauvegarde et cet espoir, il n'a plus le droit de perdre encore des voix.
Toute la politique que nous allons mener demain doit, à mon avis, être déterminée par cette volonté de reprendre une place à laquelle nous avons droit.
Ce que le pays regrette et ce qu'il cherche enfin, dans le parti Stalinien, même quand les électeurs lui donnent provisoirement leurs voix, ce qu'ils regrettent et de qu'ils cherchent c'est le grand Parti de gauche et de bataille sociale dans un progrès inlassable.
Nous savons, nous que le Parti est resté cela, mais le pays qui ne comprend pas toujours, l'a quelquefois oublié. Eh bien, il faut apprendre au pays qu'il n'y a qu'un espoir, quand on veut aller à gaucher c'est de suivre l'action du Parti Socialiste, et c'est pour cela que je dépasse tout de suite la solution de la participation ou de la non participation.
Pour moi, le problème est d'arriver à faire que demain soit au pouvoir, soit dans l'opposition, le Parti redevienne le grand espoir de tous ceux qui veulent être à gauche et aille sans cesse vers plus de démocratie sociale.
C'est pour cela qu'immédiatement, je suis contre cette position du soutien, le soutien est inacceptable pour les autres, il est indigne pour nous.
Il s'agit de savoir si nous avons une majorité, il s'agit de savoir pour nous, si on est, ou si l'on n'est pas cette en majorité ; si l'on est, on va jusqu'au bout. On en a les inconvénients, mais on en a les avantages. Tandis que le soutien, c'est une de ces solutions fausses dans lesquelles on n'a aucun des avantages, sans avoir tous les inconvénients. Ou bien alors, c'est une solution hypocrite, dans laquelle on a l'air d'être à l'écart du gouvernement, mais dans laquelle on est obligé

Fondation Jean Jaurès

finalement, chaque fois que la vie d'un gouvernement est en danger, de lui donner sa voix, c'est-à-dire que chaque fois qu'il s'agit d'obtenir un avantage on n'a pas la force de pression qu'on peut avoir au gouvernement, mais en même temps chaque fois qu'il s'agit de se compromettre on a tous les inconvénients.
Par conséquent, le problème qui se posera à nous demain, ne le compliquons pas, c'est ou participation ou indépendance du Parti. Quelle que soit la solution, il faut que le Parti apparaisse comme le grand Parti de l'énergie républicaine, de l'énergie de la démocratie sociale, c'est pourquoi cette énergie doit se manifester dans trois domaines.
Il faut d'abord que le Parti apparaisse plus nettement encore comme le Parti qui défend et qui améliore la condition ouvrière. Ne compliquons pas, ne noyons pas notre programme. Nous avons été au point de départ, le Parti des salariés, le parti des humbles que nous appelions à la révolution sociale, c'est là qu'est notre base, et s'ils nous ont été enlevés, dans une certaine mesure, il faut les reconquérir.
(Applaudissements)
Je vous parle aujourd'hui comme représentant, - et je n'en tire pas de gloire, je trouve que ce n'est pas assez, - du département qui donne encore au Parti le plus fort de voix Socialistes ; je suis le représentant d'une ville qui est, avec Roubaix, la seule ville de quelque importance, ville ouvrière, où le Parti soit encore en tête.
(Applaudissements)
Ma fierté, aujourd'hui, est de pouvoir vous dire que dans le canton le plus ouvrier de Limoges, dans le canton nord, c'est là précisément que ma liste a conquis le plus de voix.
Quand je parle de l'énergie gouvernementale dans l'indépendance, j'essaie de vous traduire non pas seulement la volonté de mes camarades du Parti, mais la volonté de ces masses ouvrières que je sens autour de moi et que je fréquente» de ces masses ouvrières qui sont restées fidèles à l'idéal Socialiste précisément parce qu'elles sont pauvres et modestes et parce qu'elles n'ont pas été corrompues par l'atmosphère de la libération.
C'est en vous parlant en leur nom que je vous dis c'est cette condition là qu'il faut relever. Il est encore inadmissible que les ouvriers de la chaussure ou de la porcelaine gagnent encore en moyenne 12 ou 13 000 frs. C'est à ceux-là qu'il faut penser, c'est autour de ceux-là qu'il faut bâtir une politique, et tout cela s'arrangera normalement, si vous faites vraiment la politique de la classe laborieuse, de la classe ouvrière, de ces salariés modestes, et pas seulement de certaines catégories de salariés, des salariés des industries nationalisées, mais de tous ceux qui sont restés en panne dans le secteur privé.
C'est la classe ouvrière que nous devons garder, parce qu'elle a et la plus fidèle et la plus sûre pour nous. Il faudra lui donner à cette classe ouvrière, la sécurité dans une formule de l'échelle mobile, dans la suppression progressive des zones de salaires. C'est cela la bataille de demain.
Quand nous aurons appuyé notre action sur cette politique sociale, énergique, il faudra avoir le courage de faire la vraie gestion dans une société Socialiste ;

Collection Jean-Jaurès

nous ne sommes pas, - je crois que la formule avait été mal comprise, - les gérants de la société capitaliste. La société capitaliste n'est plus nous sommes arrivés à un stade intermédiaire, nous devons être les gérants d'une société pré-Socialiste, et prendre toutes nos responsabilités.
Si je voulais résumer l'évolution doctrinale du Socialisme, je dirais qu'il y a eu quatre périodes du Socialisme : le Socialisme sentimental, qui se cherchait chez des penseurs comme Rousseau, le Socialisme utopiste, qui essaya d'appuyer le sentiment sur des rêves, le Socialisme doctrinal, je n'aime pas l'appeler scientifique, car au fond de même je ne crois pas qu'il soit scientifique ; la science constate, elle ne prévoit pas de cette manière.
Le marxisme est une belle doctrine qui a essayé de démontrer que le Socialisme allait dans le sens logique de 1'évolution humaine. Il fut suivit par la sociale démocratie, avec un grand Français, Jaurès.
Le Socialisme a essayé d'arracher tout ce que le capitalisme pouvait lâcher. Mes camarades, je ne dis pas que le capitalisme ne puisse pas lâcher encore quelque chose, mais ce que je nie, c'est qu'on puisse faire le bonheur de la classe ouvrière sans arriver à transformer la production, sans arriver à enrichir une nation comme la nôtre.
Le gâteau a été largement partagé déjà, et c'est la richesse qu'il faut payer, c'est-à-dire que nous sommes arrivés à une quatrième période où, que le Socialisme soit au gouvernement ou qu'il n'y soit pas, c'est la société qu'il faut gérer.
Il faut arriver à prouver que nous ayons la responsabilité gouvernementale ou que nous ne l'ayons pas, il faut arriver à prouver que nous avons toujours des solutions qui permettent au pays de vivre et à la classe ouvrière de progresser.
Voilà pourquoi je vous dis que l'énergie doit maintenant se manifester dans la réforme des nationalisations ; ne laissez pas dire aux réactionnaires qu'il faut réformer les nationalisations car, quand ils parlent de réforme, c'est la destruction des nationalisations qu'ils entendent.
(Applaudissements)
La réforme des nationalisations doit être faite par ceux dont elles sont le bien, elle ne doit être faite ni par les réactionnaires qui étaient contre, ni par les Communistes qui étaient contre et qui les ont sabotées. (Applaudissements)
Les nationalisations sont notre bien. Si vous voulez sauvegarder l'avenir du Socialisme, il faut avoir le droit de dire sans honte, demain, que vous voulez plus de nationalisations, que vous voulez une généralisation des nationalisations ! mais pour le dire, il faut que celles qui existent marchent. Il ne faut pas que les adversaires puissent dire : les secteurs nationalisés sont un domaine de kommando Communiste, pour la guerre civile.
Il ne faut pas qu'on puisse soupçonner la gestion nationalisée d'être une mauvaise gestion.
Il faut que nous fassions la preuve que la nationalisation est capable d'apporter à la fois aux ouvriers qui travaillent et à l'ensemble du pays, plus de bien-être.
Il faut reprendre notre travail à la base dans ce domaine et, je le répète, ce n'est pas aux autres à proposer cela car ils en sont incapables. C'est à nous à prendre les devants et à le faire.

Voilà ce qu'est 1'énergie Socialiste.
Dans un dernier domaine, et ce sera pour moi un point essentiel, l'énergie Socialiste doit se manifester dans la restauration de l'autorité de l'État.
La République aussi, c'est notre bien, la démonstration n'est pas à faire ; c'est la grande épreuve des cinq années qui vont venir tous le savez bien ; vous savez bien que le redressement que nous avons opéré à la veille des élections est un répit et c'est là qu'il faut affirmer qu'il ne faut pas recommencer, qu'il ne faut pas accepter de glisser plus longtemps.
Restons très unis dans le cadre républicain contre les généraux insolents auxquels on a laissé tenir un langage que les Républicaines de vieille branche n'auraient jamais accepté.
(Applaudissements)
On a toléré qu'on parle d'avance d'un rendez-vous manqué, - je le sais bien, - mais d'un rendez-vous aux Champs-Élysées ; la République a toléré cela.
Elle a toléré, tout dernièrement, que le même général accorde au Parlement le droit de constituer physiquement un gouvernement ; on nous accorde la permission physique de constituer un gouvernement républicain !
Est-ce que ces silences des républicains vont continuer ou bien est-ce que ce général saura que le République ne tolérera plus pareil langage ?
(Applaudissements)
Si vous êtes capables de cela, si vous êtes capables de le faire dire à tous les républicains de ce pays, de nouveau vous galvaniserez les masses et vous ne laisserez pas à d'autres le privilège, dont ils sont incapables, de sauver la République contre les pouvoirs personnels, car la république ne peut être sauvée que par des républicains ; son sort ne peut pas être entre les mains de défenseurs totalitaires.
La ruse qui a permis au Parti Communiste d'entrer au Front populaire n'est plus admissible, et nous savons que s'il faut défendre la République nous ne pourrons plus la défendre qu'avec des hommes aux mains purs, des hommes qui n'essaient pas de barrer la route à un pouvoir personnel pour instaurer sous une autre forme la dictature.
Voilà le langage qu'il faudra tenir en empêchant les républicains de glisser et en même temps, il va falloir parler le langage de l'énergie, à l'égard du Parti Communiste, et non seulement tenir le langage mais encore passer aux actes.
(Applaudissements)
Vous n'avez pas le droit, au nom des principes républicains, d'abandonner la classe ouvrière à cette propagande qui est faite avec l'argent de l'étranger. Il n'est pas possible que ce pouvoir de l'argent arrive à briser la propagande normale que nous pouvons mener ; il n'est pas possible quand les nôtres sont au gouvernement, que chaque jour, à l'atelier, 1'ouvrier soit en proie à cette observation d'une propagande, d'un néo-fascisme qui s'appelle le bolchevisme, qui dénature tout, et salit tout.
Il n'est pas possible que dans les industries nationalisées et dans les industries privées, les responsables de l'ordre laissent la classe ouvrière perdre peu à peu sa liberté.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Il faut, en même temps, que vous rétablissiez l'autorité de l'État républicain, dans les administrations publiques ; il ne faut plus qu'il y ait des facteurs ou des cantonniers qui reçoivent indirectement de l'argent de l'étranger, pour faire une propagande porte à porte. Vous n'avez plus le droit de fermer les yeux, car vous savez que c'est comme cela que nous arriverons à perdre des batailles électorales.
Je m'excuse de citer ma fédération ? Elle a le plus fort pourcentage de militants Socialistes, elle a un journal qui tire à plus d'exemplaires que tous les journaux réunis du département ; elle a les deux tiers des municipalités rurales elle a toutes les municipalités des petites villes, sauf une : 24 conseillers généraux sur 29, et des parlementaires qui, je crois, n'ont pas ménagé leur peine.
Eh bien, malgré cela, nous avons été battus dans les campagnes car la propagande du porte à porte, menée, je vous le dis, par l'argent, car nous avons été battus par l'argent et pas par autre chose. Si nous avons recalés dans les campagnes, dans les campagnes qui étaient en retard avant guerre et qui avaient voté Communiste, car pour moi le Parti Communiste n'est pas un parti de progrès, c'est un parti de mécontentement, et c'est très différent, nous avons maintenu nos positions en ville, là où les hommes sont moins capables de subir la pression du porte à porte, mais dans les hameaux nous avons été battus, alors que nous tenions dans les bourgs, ce qui prouve que cette propagande individuelle, que nous ne pouvons pas demander à nos militants, après leur journée de travail, n'est faite que par des gens qui ont de l'argent et tout le temps devant eux.
Cette propagande là il faut la briser ; il est inadmissible qu'il y ait des hommes qui se servent de leur temps dans leur administration publique, pour travailler pour le compte de l’étranger.
(Applaudissements)
Il est inadmissible qu'il y ait des chefs dans les administrations qui les protègent, par une lâcheté que l'État républicain doit briser.
(Applaudissements)
Enfin, sur le plan politique, nous n'avons plus le droit de tolérer que des hommes déclarent qu'en cas de guerre avec un État étranger les travailleurs français ne lèveraient pas pour la défense de leur pays.
A partir du moment où une république renoncerait à défendre l'honneur de la nation et de ses travailleurs elle accepterait la défaite» et je suis sûr que le Parti Socialiste ne peut pas admettre cela.
Voilà dans quel domaine nous aurons à déployer notre énergie-, et le travail, si nous admettons cela, n’est-il pas simple ?
Ce n'est pas à nous, camarades, de refuser de participer à cette tâche, c'est aux autres à dire s’ils nous acceptent ou s’ils refusent.
Je vous demande deux choses : de ne pas leur proposer ce qu’ils ne pourraient pas accepter ; je vous demande de prendre vous-mêmes l'initiative de la gestion ordonnée des nationalisations, de prendre vous-mêmes l'initiative du redressement de la République et de l'autorité de l'État républicain. Mais en

même temps, je vous demande d'être intransigeants sur le problème de la condition ouvrière.
On nous acceptera avec cela, ou on nous refusera avec tout cela.
(Applaudissements)
Voilà la bataille que nous devons mener demain, si vous acceptez la discussion sur ces bases, si vous portez la discussion sur ces bases, devant les autres groupes républicains, quoi qu'il arrive, le Parti sortira vainqueur de l'épreuve. Il retrouvera plus de sérieux encore, il retrouvera ce qui lui est nécessaire, cet esprit de Bataille avec une conscience entièrement tranquille.
Notre grande faiblesse, la faiblesse de nos militants, c'est qu'ils ne savent pas mentir, c'est qu'ils ont besoin pour soutenir leurs candidats d'avoir une foi intacte, cette fol, vous la retrouverez dans la droiture, dans le sens avisé, sérieux des réalités républicaines et Socialiste et dans cet esprit de bataille qui sauvera, en mime temps, le Parti, la République et l'avenir de la démocratie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Staub.

Théo Staub

Je veux d'abord commencer par rendre hommage à l'aide efficace du Parti, ainsi qu'au matériel de propagande que nous avons reçu qui était abondant et excellent. Il nous a servi à toucher, alors que nous avion» des réunions partout, des gens qui sans cela n'auraient pas connu notre point de vue. Le matériel que nous avons reçu de l'organisme Paix et Liberté a pu servir, dans une moindre mesure, à condition d'en soustraire tout ce qui pouvait apporter de l'émotion à certains.
Mais si le matériel du Parti a été abondant et excellent, je dois néanmoins formuler une réserve, une critique, en effet, à part l'affichette contre le double danger stalinien et gaulliste, toute notre attaque a été dirigée contre les seuls staliniens; on a donné l'impression injustifiée, mais l'impression que nous leur réservions nos coups. L'affiche "Staline aux cibles" est très bien, mais j'aurais aimé pouvoir afficher à côté "de Gaulle aux cibles". Très bien les brochures contre le Parti Communiste, mais j'aurais aimé, si cela était possible, avoir des brochures contre le RPF.
Nous avons réussi à détacher un certain nombre d'électeurs du Parti Communiste ; c'est un succès, je me réjouis de ce succès ; mais nous sommes restés à mi-chemin, leurs voix se sont perdues dans la nature, leurs voix ne sont pas venues vers nous, parce que notre anti--stalinisme du fait qu'il ne s'accompagnait pas évidemment d'un antigaullisme non moins vif, semblait rejoindre l'anticommunisme bourgeois. J’entends bien que cette impression était fausse, mais je pense qu'il ne faut pas surestimer l'intelligence de l'électeur moyen qui a besoin qu'on lui souligne les choses.
Le Parti a mené, sur le terrain parlementaire, la lutte sur les deux fronts, mais il faut le faire savoir. Nous allons avoir une nouvelle campagne électorale, je pense qu'il faut que sur le terrain même de la propagande nous nous attaquions

Fondation Jean-Jaurès

aux deux fronts.
Ceci dit, je veux indiquer l'incidence que peut avoir une question particulière sur les élections, j'entends la question de la défense de l'école laïque ; je n'empiète pas sur le rapport de la Commission qui se réunit en ce moment, rapport que vous entendrez demain et qui sera transmis à la Commission des résolutions ; c'est uniquement un problème politique que je veux évoquer.
Nous venons d'avoir successivement des élections cantonales et législatives ; on nous a posé des questions et cela non pas seulement de la part des adversaires, mais des hésitants, des sympathisants ; la question qui revenait toujours était la question de l'école. Nous avons, dans un certain canton, plus que triplé le nombre de nos voix parce que nous avons été les seuls à dire nettement que nous étions partisans de la nationalisation de l'enseignement.
Dans la campagne législative, on nous a reproché parfois les apparentements, nous nous sommes défendus ; on nous a reproché la Commission scolaire, nous nous sommes défendus, en disant qu'il s'agissait d'attendre que le Parti ait la parole, qu'il n'y avait rien de définitif, mais, camarades, vous ne trouvez pas que nous avons bonne mine après la déclaration de Paul Boncour ; vous ne croyez pas qu'il est regrettable de voir de telles manifestations.
Je tiens à vous dire, et je suis sûr d'être l'interprète de l'ouest, que toute concession en ce domaine, mènerait le Socialisme, dans nos régions, à l'éparpillement ou à la sécession.
Or, que feront dans l'avenir, demain, le MRP, le RPF, les Indépendants ? Seront-ils prêts à se rallier à nos positions ou même à se contenter du statu quo ?
Écoutez ce que dit le journal le Courrier de l'Ouest : " Il existe maintenant une majorité en faveur de la liberté effective de l'enseignement ; pour la première fois depuis 1870, le Parlement est en état de concrétiser les vœux scolaires des partisans de l'enseignement privé".
Et encore : "Dans la nouvelle Chambre, les chiffres sont inversés, l'existence d'une majorité parlementaire rend inutile la réalisation d'une majorité gouvernementale ce fait nouveau doit permettre à la majorité d'agir elle-même, en dehors et au-dessus du gouvernement."
C'est d'ailleurs ce que confirmait Maurice Schuman dans L'Aube du 30 juin : "Il ne semble pas douteux que la nouvelle majorité veuille aller vite et agir de telle sorte que les mesures budgétaires pour 1952 soient en pratique les mesures qui ont été adoptées ; c'est pourquoi nous pensons que les autres partis doivent, s'ils posent la question des subventions, s'attendre à voir le Parti Socialiste faire une opposition catégorique."
Je voudrais pouvoir dire, camarades, que non seulement nous ne participerons pas à un gouvernement, mais que nous ne ferions même pas partie de la majorité dans un gouvernement qui n'engagerait pas son existence sur le statu quo scolaire minimum. Je ne veux pas envisager les autres conditions possibles, d'autres le feront.
J'adjure les camarades qui ont la chance de militer dans de meilleures conditions que nous, de ne pas songer à la moindre concession.

La majorité devra vouloir demain une politique véritable. Nous ne voulons pas la participation, nous ne pouvons pas la tolérer ou la subir sans compromettre nos chances; le Parti peut retrouver son audience auprès de tous, en prenant une fois de plus la tête d'une nouvelle résistance, nous le pouvons et nous le devons.
On a parlé bien des fois, depuis le début de ce Congrès, de la foi dans le Parti ; eh bien, la foi, ne l'oubliez pas, camarades, se manifeste sous une forme certaine et étymologiquement la foi ce n'est pas autre chose que la fidélité ; nous devons au Parti d'être fidèles, même s'il y a par ailleurs des inconvénients ; et nous sommes sûrs que cet appel sera entendu.
(Applaudissements)

Le président - Philip devant partir au Conseil national demande à prendre la parole maintenant.

André Philip

Camarades, je vendrais examiner tout d'abord les principaux problèmes sur lesquels notre nouvelle législature va avoir à définir sa politique, afin de préciser ensuite quelle doit 'être, à l'heure présente, l'attitude politique du Parti.
D'abord, il y a un fait qui domine tout. C’est qu'après une période de 18 mois de stabilisation économique, de stabilisation relative des prix, nous sommes entrés à nouveau dans une période de pénurie économique. Période de pénurie un peu différente de celle qui a caractérisé les années de l'immédiat après-guerre, puisqu'elle provient surtout de la pénurie des matières premières et non plus essentiellement de la pénurie des produits alimentaires, mais qui pose sur le plan international un certain nombre de problèmes qui pour être résolus, exigeront des décisions internationales auxquelles devra s'adapter la politique économique de chaque pays, quels que soient par ailleurs, le gouvernement au pouvoir dans l'un ou l'autre de ces pays, et les doctrines dont lui-même prétend s'inspirer.
Le fait essentiel, c'est que nous sommes entrés dans une période qui est caractérisée, d'une part, par la tendance à une diminution du nombre de biens qui seront mis à la disposition de la population civile, et d'autre part, par l'accroissement du prélèvement militaire qui sera effectué sur ces biens.
La première chose, c'est l'insuffisance générale mondiale des matières premières qui provient, elle-même, de plusieurs causes.
Depuis la fin de la guerre, la production des matières premières ne s'est pas accrue au même rythme que la production industrielle dans son ensemble. Par suite de l'aggravation de la situation internationale, un stockage général des matières premières a commencé, un renversement de la spéculation s'est produit, conduisant à une hausse générale des prix, dans presque tous les pays du monde, en raison des augmentations escomptées plutôt que réelles des dépenses militaires, qui ont tendu à être consolidées par les hausses des salaires qui ont suivi, entraînant à leur suite un accroissement de la hausse des prix des produits agricoles, et par là même l'augmentation des prix des denrées alimentaires.

Fondation Jean-Jaurès

Ce mouvement, semble-t-il, va continuer, par suite de sa répercussion sur la structure du commerce international.
Le résultat, en effet, du changement de la conjoncture, depuis six mois, a été, dans une bonne mesure, de libérer l'Europe dans ses rapports avec les États-Unis, et le déficit commercial de l'Europe a sensiblement diminué par rapport à l'Amérique, mais il a augmenté, au contraire, de façon très sensible, vis-à-vis des territoires d'Outremer et de l'ensemble des pays neufs qui sont les principaux fournisseurs de matières premières».
Ces pays neufs ont vu, actuellement, les prix des produits qu'ils vendent, augmenter de 45 à 50%. Le problème qui se pose pour eux, en présence de revenus nouveaux supplémentaires, c'est de réussir à les utiliser à des investissements ou à des accroissements de leur production industrielle, sinon, le résultat de ces revenus supplémentaires chez eux, serait de créer une demande plus grande de denrées alimentaires, ce qui se traduirait pour nous, par une nouvelle augmentation de toutes les denrées alimentaires d'origine coloniale ?
Au moment où se pose le problème de la répartition des matières premières internationales et de stabilisation des prix, les pays neufs répondent en posant, le problème de la fourniture par l'Europe de produits industriels, et alors que nous pensions lutter contre l'inflation chez nous, par une diminution de nos exportations, nous nous apercevons qu'en présence d'une augmentation de près de 30% du prix des matières premières indispensables au fonctionnement de nos industries, si nous n'augmentons pas nos exportations de produits fabriqués, nous serons incapables d'obtenir de nos partenaires, ni la répartition internationale indispensable des matières premières, ni la stabilisation de leurs prix, ni la stabilisation des prix des produits alimentaires d'origine coloniale et l'origine des pays neufs, ce qui fait que vraiment non seulement la France, mais aussi le monde entier, se trouvent, à 1’heure actuelle, orientés dans le sens d'une nouvelle inflation, basée sur l'insuffisance des matières premières essentielles à 1’industrie, et cela crée dans l'ensemble des pays un problème qui n'est pas un problème français mais qui est un problème général.
Au moment où deviennent par conséquent plus rares et à des prix plus élevés, les matières premières dont dépend notre production industrielle, sur ce volume d'ensemble de la production industrielle, il va être nécessaire de faire un prélèvement militaire.
Je ne reviens pas ici sur le problème international que nous avons discuté à notre dernier Congrès, oh, nous avons pris position par la motion que nous avons votée à l'unanimité, nous constatons qu'une organisation de la défense européenne est aujourd'hui, malheureusement, nécessaire, mais nous avons aussi constaté que si l'organisation de notre sécurité se fait aux dépens de la production et de la consommation civiles, si l'effort militaire aboutit à une nouvelle aggravation du niveau de vie des masses travailleuses, nous n'aurons pas, en réalité, organisé une sécurité quelconque, nous serons tombés simplement dans le piège que nous tend Staline, qui est, sans guerre, de mettre la main sur les pays de l'Europe occidentale, l'un après l'autre, comme conséquence de leur contradiction économique et de leurs conflits sociaux

résultant de l'injustice sociale et de la misère.
Tel est donc le problème qui, je le répète, n'est pas national, mais est international, et se pose partout.
Ce que nous avons à faire, en France, à l'heure actuelle, c'est d'une part, envisager les moyens par lesquels une production réduite pourra être distribuée dans la population et d'autre part, les moyens par lesquels cette production pourra être accrue dans toute la mesure du possible.
Premièrement, la production étant ce qu'elle est, si l'on ne veut pas retomber dans une nouvelle inflation, c'est-à-dire arriver à l'établissement de l'équilibre entre l'offre et la demande par la dévalorisation générale de tous les prix et de tous les revenus, dont nous savons que les travailleurs par une expérience amère sont les principales et immédiates victimes, le problème qui va se poser tout de suite au prochain gouvernement, sera de réaliser l'équilibre entre le volume de la production telle qu'elle existe maintenant et l'ensemble des revenus tels qu'ils existent maintenant, ce qui veut dire que si nous ne voulons pas que par la hausse des prix ce soient les revenus ouvriers qui se trouvent diminués, ce sont les autres revenus, les revenus des classes sociales favorisées, qui doivent l'être par le système fiscal.
Ne nous faisons pas d'illusions, actuellement un énorme effort fiscal supplémentaire est poursuivi, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Si nous ne voulons pas que se généralise, en France, l'inflation, c'est un nouvel effort fiscal, réparti justement, qui sera nécessaire, qu'il faudra accomplir dans le sens qu'a indiqué le programme de notre dernier Congrès, c'est-à-dire avec l'augmentation des impôts pesant sur le capital, d'une part, sur les revenus des sociétés et sur les revenus privés, élevés, de l'autre, avec un renforcement efficace du contrôle, joint à une simplification générale du système fiscal, en particulier dans le domaine des impôts directs.
Nous savons qu'il faut ici, écarter l'illusion de certains qui pensent réaliser l'équilibre par le seul moyen de l'emprunt ; l'emprunt n'a, dans les conditions actuelles, que des possibilités extrêmement limitées, sous la forme d'emprunts spécialisés, en vue de certains buts, buts déterminés, comme certaines entreprises nationalisées ou comme la politique du logement.
Pour réaliser l'équilibre entre l'ensemble des dépenses qui existent et l'ensemble des revenus, une ponction générale doit être effectuée, qui doit porter sur les gros revenus, sur les gros capitaux.
Le premier travail de la législature devra être d'abord, la simplification du système fiscal, l'établissement d'une justice fiscale, pour que ceux qui, jusqu'ici, par la fraude, ont échappé à l'impôt, soient maintenant obligés de prendre leur juste part des sacrifices nationaux.
Mais ceci n'est point suffisant, il est en même temps indispensable, devant une production qui sera une production réduite, au moins pendant un grand nombre de mois, d'assurer la répartition des moyens dont on dispose, en vue des buts essentiels. C'est-à-dire que, comme les États-Unis nous le montrent à l'heure présente, nous sommes obligés de revenir, devant la pénurie des matières premières, à certaines interdictions d'emploi, à une répartition des matières

premières essentielles, à une différenciation dans la politique du crédit et dans la politique des investissements, afin d'encourager, d'une part, la production, d'autre part la consommation, qui correspondent à la justice sociale, et aux nécessités immédiates, et au contraire, décourager systématiquement l'usage de matières premières dont nous ne pouvons plus nous payer de luxe au moment où les devises se font de plus en plus rares dans les circonstances présentes.
Donc, d'une part, politique fiscale d'un côté, faisant peser le poids essentiel sur les capitaux et sur les revenus importants, d'autre part, orientation systématique de la consommation vers les produits d'utilité sociale, avec restriction des usages qui vont vers le luxe ou vers un gaspillage que nous ne pouvons plus nous permettre dans l'état de pénurie nouvelle, dans lequel nous entrons.
Enfin, le problème fondamental est celui de l'augmentation de la production, augmentation de production suffisante pour être capable, tout à la fois, de supporter les charges nécessaires de l'organisation de la sécurité nationale et de fournir le minimum indispensable pour que la classe ouvrière puisse non seulement maintenir le niveau de vie trop bas qui est le sien aujourd'hui, mais pour qu'elle puisse, pour certains biens fondamentaux, comme le logement et le vêtement, obtenir une amélioration sensible de ses conditions de vie.
Mais l'augmentation de la production suppose aujourd'hui trois choses essentielles : la première est le développement des investissements publics qui sont l'élément dominant de l'ensemble de la production industrielle du pays.
Je dois vous rappeler, ou même vous signaler car la presse n'y a pas fait un sort très important, qu'il y a un mois et demi s'est tenue à Genève la réunion annuelle de la Commission économique européenne de l'ONU, qui réunit à la fois les représentants de l'Est et ceux de l'Ouest.
Chaque année, vous le savez, La Commission européenne de l'ONU, produit un tableau général de l'évolution économique de la production des différents pays dans l'année.
Le rapport de cette année-ci comportait une attaque violente contre le gouvernement français, un jugement extrêmement sévère de la politique économique suivie par la France.
Les chiffres montrent que de 1949 à 1950, alors que la production industrielle avait continué à augmenter dans tous les autres pays de de l'Europe, la France était le seul pays où elle plafonnait.
Le rapport de l'ONU dit nettement que la politique du gouvernement français a été une politique de restriction de la production et comme conséquence de cette diminution de production, diminution des investissements dans les grandes industries de base.
Comme j'étais président de la délégation française, c'est moi qui, - Oh ! ironie !... - ai dû défendre la politique libérale du gouvernement français contre l'accusation de dirigisme insuffisant qui lui était faite par le rapport de la commission économique européenne de Genève.
Sur ce point, tout le monde, il faut le reconnaître, est d'accord ; nos amis Anglais font, à l'heure actuelle, un effort prodigieux de développement des investissements dans les industries de base. Mais l'exemple nous est donné

surtout par les États-Unis d'Amérique. On a parlé, à différentes reprises, des États-Unis, comme si c'était le pays du capitalisme libéral, je Voudrais vous rappeler au sujet des États-Unis et de l'exemple qu'ils ont donné dans la production, quelques chiffres :

Lorsque, d'abord, a éclaté l'affaire de Corée, les États-Unis étaient déjà, depuis longtemps, sortis de la petite dépression de l'année 1949, et de février à juin 1950 leur production industrielle a augmenté de 10%.

Je voudrais rappeler aussi que pendant la période de guerre, de 1940 à 1944, au moment où les États-Unis ont fait cet effort prodigieux qui nous a permis, à tous de gagner la guerre, leurs dépenses de défense nationale sont passées de 2% du revenu net en 1940 à 45% fin 1944, que le pourcentage de la consommation civile dans la même période de la guerre de 1940 à 1944, est tombé de 80 à 50% du revenu national net, mais qu'en même temps, cette consommation civile qui était tombée de 80 à 50% du revenu national, avait, en pleine guerre, augmenté de 15% en chiffre absolu, par rapport à la consommation civile de l'avant-guerre, et qu'en 1950, enfin, la consommation civile qui était remontée à 70% du revenu national, dépassait de 40% le revenu de 1949.

Aujourd'hui, nos amis Américains sont engagés de nouveau dans un immense effort de réarmement ; la part du réarmement, dans le revenu national passe de 7 à 18% mais dans leurs dépenses de réarmement, 30% servent non pas à faire des canons et des avions, mais à augmenter la production de l'acier, à augmenter la capacité de transport des chemins de fer, à créer de nouvelles écoles professionnelles pour augmenter la capacité de production des travailleurs, à développer la fondation de main d'œuvre, à créer de nouveaux logements ouvriers.

C’est cela qu'ils appellent, eux, la défense nationale, parce qu'ils savent que c'est cela qui vient en première ligne si l'on veut une défense nationale efficace.

(Applaudissements)

Je voudrais que nous regardions ensemble l'exemple qui nous vient d'Amérique, celui qui nous vient d'Angleterre, que nous regardions les critiques qui nous sont adressées par la Commission économique européenne de Genève pour nous rendre compte que si nous voulons vraiment poursuivre, en France, une politique de défense nationale. La première chose à faire, c'est l'accroissement des investissements dans les industries du charbon, de l'électricité, et dans l'ensemble des entreprises nationalisées, qui ont été restreintes comme crédits au cours des derniers mois, et dont au contraire, le développement et le progrès sont la condition sine qua non d'un accroissement de la production industrielle générale pour notre pays.

D'abord, accroissement de la production et des investissements publics, et en même temps accroissement des investissements privés, dans la mesure où ils correspondent au plan général de développement économique, et cela, par le double moyen de la différenciation de la politique de crédit, accordant les crédits là où l'augmentation de production est nécessaire et les restreignant au contraire, dans tout ce qui correspond à des opérations de pur stockage, de commerce ou de spéculation, et transformation de notre impôt sur les sociétés,

qui doit être beaucoup plus lourd qu'il ne l'est encore à l'heure actuelle, mais à condition d'effectuer un abattement de 50 $ pour la part des bénéfices qui iront à de nouveaux investissements correspondant au programme général de développement de la production.

Je n'insiste pas là-dessus, vous savez que c'est une thèse que je répète depuis longtemps dans les Congrès, pour parvenir à accroître, comme il est nécessaire, la production industrielle du pays, il faut élargir les marchés, assurer une meilleure division du travail, une spécialisation des entreprises, par une meilleure concurrence internationale, l'abaissement des barrières douanières et la réalisation progressive par étapes, de l'utilisation économique de notre marché européen.

Je me permets d'insister, car il ne s'agit plus maintenant de petites réformes et de petites transformations. Boutbien le disait très justement ce matin, le problème qui est posé à la France, aujourd'hui, est celui d'une véritable transformation de sa structure économique, une transformation totale, une véritable révolution industrielle moderne, comme celle qu'il y a eu aux États-Unis, il y a trente ans, et qui se poursuit maintenant en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Je vous le dis, faites attention, car ces dernières années si nous avons progressé, nous avons progressé beaucoup plus lentement que les autres pays du continent européen. Nous venons d'atteindre et de dépasser légèrement le niveau de production de 1929, mais les Pays-Bas l'ont dépassé de 65%, la Grande-Bretagne de 80%, la Suède de 140%.

Je vous cite des chiffres particulièrement inquiétants, qui paraissent dans le rapport de la Commission économique de Genève.

L'augmentation de production réalisée en Europe de 1949 à 1950 se répartit ainsi : les pays du nord de l'Europe ont couvert 45% de cette augmentation contre 48% l'année précédente ; les pays du sud-ouest de l'Europe dont fait partie la France, ont couvert 25% seulement, contre 34% l'année précédente ; les pays de l'Est de l'Europe, les satellites de 1a Russie soviétique, ont couvert 30% contre 22% l'année précédente.

Pour la première fois, depuis la fin de la guerre, les satellites russes de l'Europe orientale ont dépassé, comme pourcentage d'augmentation de production, non pas encore les pays du nord de l'Europe, mais les pays du sud-ouest et en particulier la France.

Nous sommes devant le développement industriel formidable des États-Unis ; nous sommes devant un effort fait dans les conditions abominables que vous savez, mais effort qui commence à porter ses fruits, du coté de la Russie et des pays de l'Europe orientale.

La France est parmi les pays qui sont aujourd'hui en retard, et ce retard peut nous mener à une catastrophe qui rendra, en fait, impossible, totalement impossible, l'établissement d'une véritable politique de sécurité et de défense nationales.

Ayant ainsi analysé ces problèmes, je suis arrivé à ma conclusion politique : la majorité de l'Assemblée qui vient d'être désignée par le suffrage universel, dans

la plupart des partis, a été élue sur un programme de libéralisme économique, sur un programme de politique d'emprunt, sur un programme de diminution de redevances fiscales; elle a été élue sur un programme qui est le contraire de celui que les événements internationaux imposent et imposeront à cette majorité, qu'elle le veuille ou non… (applaudissements)… d'ici cinq ou six mois.

Seulement, je crois, camarades, qu'il faut laisser à ceux-là mêmes, le soin de découvrir leurs erreurs, en se frottant à la réalité. Ce n'est que dans cinq ou six mois, lorsqu'ils se rendront compte que le programme qu'ils ont défendu aux élections et pour lequel ils se sont fait élire est hors du temps et de 1’ espace, lorsque les nécessités internationales les auront contraints à revenir à une politique inverse de celle qu'ils prônent aujourd'hui, lorsqu'auront été orées les instruments permettant de faire une autre politique, que nous pourrons agir. Car même si aujourd'hui les autres partis étaient d'accord pour appliquer la politique que je viens de vous définir, nous ne pourrions pas la faire, car depuis un an, on a détruit tous les moyens d'action économique.

Il faut rétablir un ministère de l'Économie nationale, il faut rétablir les moyens de contrôle et de répartition, car si l'on ne crée pas d'abord les instruments, la politique poursuivie s'effondrera encore dans l'inefficacité par l'absence de moyens d'action.

Je crois que le rôle du Parti, à l'heure présente, est de rester provisoirement dans la réserve, c'est de ne pas participer au gouvernement qui va se constituer, c'est de le juger à ses œuvres, de le soutenir lorsqu'il fera quelque chose, de le combattre lorsqu'il poursuivra une politique que nous estimerons contraire à l'intérêt général du pays.

Je crois que d'ici cinq ou six mois la situation internationale amènera un certain nombre de changements ; je ne voudrais pas que dans l'intervalle le Parti se compromette dans une politique qui lui ferait perdre définitivement la face, vis-à-vis de l'ensemble des éléments ouvriers qui lui font encore confiance.

Boutbien, ce matin, terminait son exposé, en lisant un passage de l'article vraiment remarquable que publiait hier, dans Le Monde, Maurice Duverger. Je voudrais terminer en lisant un autre passage de ce même article :

"Le problème de l'avenir du régime, dit-il, se pose en termes très clairs, la démocratie française ne peut pas vivre sans un authentique parti de gauche non Communiste; aucun parti de gauche, non Communiste, ne peut être solidement construit, à l'heure actuelle, sans le Parti Socialiste, mais un Parti Socialiste fort d'un programme cohérent et applicable, fout nouveau glissement à droite du Parti Socialiste qui lui ôterait définitivement l'espoir d'une renaissance et l'enliserait un peu plus dans un néo-radicalisme modéré, fût-il demeuré anti--clérical, créerait les conditions d'un créerait les conditions d'un effondrement rapide du régime démocratique."

Entre les différents risques qui nous menacent, je crois que le pire serait que le Parti se déconsidère maintenant. Les élections ont montré qu'il avait encore quand même, une certaine puissance, une certaine possibilité d'appel auprès des travailleurs. Je voudrais que nous nous placions dans une situation où nous

puissions faire appel aux classes fortes, jeunes, du pays, où nous puissions attirera nous tous ceux qui sont dégoûtés de tout, qui cherchent désespérément quelque chose de neuf.
Je crois que c'est seulement dans la mesure où le Parti, maintenant, affirmera sa liberté, qu'il pourra être vraiment le rassemblement des vraies forces démocratiques.
(Vifs applaudissements)

Le président - la parole est à Paul Ramadier.

Paul Ramadier

Mes chers camarades, je veux tout d'abord vous remercier au témoignage d'amitié que vous m'avez donné ce matin et mi m'a vraiment comblé. Rien n'est plus réconfortant, à travers les vicissitudes de la vie politique que de sentir autour de soi de chaudes sympathies, c'est un espoir, mais peut-être aussi y avait-il, dans les applaudissements par lesquels vous avez bien voulu me saluer, une critique du régime électoral sur lequel nous avons voté.
Pour ma part, je revendique ma responsabilité dans le vote nécessaire de la loi sous laquelle ont eu lieu les élections, il était indispensable de poser le problème aux électeurs sous la forme dans laquelle, en définitive, il a été posé, c'est-à-dire sous une forme négative. Par l'apparentement, nous avons amené le corps électoral à se prononcer à la fois contre le Communisme et contre le Gaullisme et, ainsi, a pu se dégager une masse d'élus qui ne soient inféodés ni à l'un ni à l'autre des mouvements, grâce à quoi il sera possible, à cette législature, d'accepter le pari que lui offre le général de Gaulle.
Il est un peu le prophète des rendez-vous manqués, il avait prédit la dissolution prochaine de la législature dernière ; la dissolution n'a pas eu lieu, et la législature a poursuivi sa besogne à peu près jusqu'à son terme normal, exactement dans les conditions qui avaient été prévues par le vote de la Constitution, où l'on envisageait qu'avant les élections, dans l'année qui précédait le gouvernement, le Parlement pourrait choisir la date la plus opportune, c'est ce qui fut fait, et le Général de Gaulle a reçu, ainsi, un premier démenti.
Il a, depuis, récidivé en donnant rendez-vous aux Champs-Élysées, et voici que, le 18 juin, les Champs-Élysées sont restés déserts. Sans doute, l'animation de ses partisans a été quelque peu marquée par des résultats électoraux qui ne répondait, ni par- le nombre des voix, ni par le nombre des sièges, aux espoirs a ans lesquels on les avait entretenus.
Et voici maintenant le troisième pari : "Laissons les partis agir, ils se dévoreront les uns les autres, et notre heure viendra"
Il est sur, en effet, que si les partis se dévorent les uns les autres, l'heure de la dictature viendra mais, une fois de plus, je crois que les républicains sont, dans ce pays, en état de faire mentir le général de Gaulle et de lui opposer la réplique des faits.
Seulement, entendez-moi bien, en relevant ce parent, en acceptant le loi

électorale, en posant au suffrage universel la question telle qu'elle a été posée, en pratiquant l'apparentement, nous avons, en même temps, pris à notre charge, pour notre part tout au moins, le pari contre les entreprises de dictature et, croyez-moi, nous jugeons bien souvent à l'avance les avantages que nous pourrons retirer de telle ou telle attitude, telle ou telle propagande, telle ou telle réforme, position, que nous prendrions à notre charge et que nous essaierions de réussir. Nous faisons beaucoup plus rarement entrer dans nos calculs ce qui arriverait si nous ne prenions pas en charge la besogne essentielle qu'à la veille des élections nous avons définies comme étant d'abord négative, et qui reste la besogne essentielle de cette législature comme de la dernière. Il faut que nous barrions la route et à la dictature de gauche et à la dictature de droite, et aux Communisme et au Gaullisme, et les résultats que nous avons obtenus aux élections et qui sont précieux, qui constituent, en définitive, une victoire, nous donnent l'instrument mais non point le résultat. C'est, je crois, dans cet état d'esprit, qu'il faut que nous abordions la législature présente.

La tâche de la dernière législature a été pénible, difficile, je ne crois pas que la législature prochaine ait une tâche plus aisée, nous avions, dans la dernière législature, deux partis essentiels de la majorité, et les Radicaux qui formaient une sorte d'axe assez menu, puis quelques Indépendants qui venaient d'une manière plus ou moins régulière renforcer nos effectifs mais, en définitive, l'accord était assez simple à 1'intérieur de cette majorité.

Il n'en sera certainement pas de même demain : les partis à peu près égaux se répartissent les effectifs de ce qui est entre les deux extrêmes, la balance ne penche d'aucun côté, si même on essaye de grouper les partis de la majorité suivant quelque critère que ce soit, on s'aperçoit que les fanatiques du libéralisme économique contrebalancent ceux d'une politique sociale. Si l'on se place au point de vue de la politique laïque, on s'aperçoit également qu'il y a une division par parties égales. Ce qui, sans doute, aggrave la situation, c'est qu'il y a eu, sur la droite de la majorité, une démagogie tantôt cléricale, tantôt libérale, qui a donné au groupe de droite une liberté d'allure et de décision moins grande, et qui les amène à se bercer, parfois, de certaines illusions.

Eh bien, il faut que nous tirions la situation au clair. Il y a des radicaux qui veulent poser le problème des subventions à l'enseignement, et qui prétendent avoir une majorité pour les voter. Ont-ils réfléchi que s'ils peuvent peut-être - ce que je ne sais pas - obtenir une majorité sur un texte de loi, en même temps ils détruiront la possibilité d'une majorité de gouvernement, car leur majorité en faveur des subventions aux écoles libres comprend l'accord bénévole du Rassemblement du Peuple Français qui s'exclut, en même temps, de toute participation à une majorité quelconque.

De même, lorsqu'il s'agit de le démagogie libéraliste, ce néologisme affreux, on est bien obligé de constater qu'il est en dehors du temps et de l'espace. Philip, tout à l'heure, l'a démontré, peut-être en poussant certaines couleurs un peu trop au noir, suivant la tendance naturelle de son tempérament, mais s'il y a quelques exagérations dans le coloris, le dessin général est exact. Il n'est pas douteux, qu'à l'heure actuelle, il y a un déséquilibre social, que ce déséquilibre social on

ne le guérira pas en établissant la liberté des profits et qu'il faut, de toute manière, imprégner notre politique financière, notre politique économique, notre politique ces salaires, voire notre politique des distributions des richesses et des marchandises, préoccupations sociales qui peuvent avoir leur lace, à l'heure actuelle, une place de premier rang.
A partir du moment où la production s'est tout de même relevée, où nous avons dépassé le niveau d'avant-guerre et même, comme le marquait tout à l'heure Philip, le niveau de 1919, nous sommes au plus haut point qu'ait jamais atteint la production française, il y a des possibilités de justice sociale qui, il y a quatre ans ou il y a même deux ans, n'existaient pas.
Je dis qu'en une telle situation, si la France laissait passer l'occasion de rétablir cet élément essentiel de son équilibre politique et de son équilibre économique, elle commettrait une faute mortelle, car ce problème n'est pas, en effet, un problème de stricte justice, il est un problème politique. C'est dans l'injustice de la répartition des richesses, de la répartition des revenus, que se trouve l'aliment de la propagande Communiste. C'est, d'autre part, dans les craintes qu'inspire ce déséquilibre, dans les craintes de subversion possible en tout cas de gène apportée au développement de la production, que se trouve l'un des obstacles principaux à notre équilibre monétaire et je ne crois pas, pour ma part, qu'il soit possible d'envisager une stabilité du franc fondée sur la confirmation de la répartition actuelle des revenus, et sur l'infériorité des revenus du travail par rapport aux revenus du capital.
(Applaudissements)
Ce n'est pas seulement du point de vue Socialiste, c'est du point de vue national, c'est du point de vue politique, c'est du point de vue économique le plus simple et le plus général, que ces nécessités s'imposent.
Eh bien, malgré cela, une certaine démagogie libéraliste a permis à certains partis, oh ! non pas d'enregistrer des victoires, non pas même de marquer des progrès dans les voix, mais de confirmer les positions électorales et d'enregistrer un certain nombre de succès nouveau.
De là, naissent chez eux des illusions singulières et je pense que c'est, à l'heure actuelle, le principal obstacle que nous trouvons à la solution du problème gouvernemental.
Il y a des hommes, et qui sont nombreux, qui, dans une position physique assez incommode, tournent le dos au Gaullisme mais, cependant, de temps en temps, tournent la tête et lui adressent des clins d'œil ! M. Paul Reynaud, par un paradoxe, chante, en s'adressant au général de Gaulle : "Viens avec moi petit"... (rires)… D'autres, comme M. Daladier, font le compte et, en prenant leurs illusions pour des réalités, s'imaginent qu'il y a une majorité - disons le mot, ce sera plus simple - une majorité de droite, même sans les Gaullistes ou, en tout cas, avec un peu de la France gaulliste qui se détacherait, qu'un savant coup de ciseaux aurait détaché.
Eh bien, il est certain que tant que cet état d'esprit subsiste, que tant que les possibilités d'une majorité de ce genre n'ont pas été explorées, tant que leur impossibilité n'a pas été montrée, aucune majorité stable, aucun gouvernement

stable ne pourra être constitué.
Il faut que les illusionnistes reconnaissent qu'ils ont été victimes d'un mirage, ou que 1'expérience leur apprenne la différence entre le mirage et la réalité par une chute rapide. Mais si on laisse se former des luttes, elles obscurciront l'atmosphère, elles rendront la législature impossible.
Il ne sera pas possible de constituer un gouvernement stable si l'on prélude par un débat, par un vote sur les subventions aux écoles libres ; il ne sera pas possible de constituer une majorité si l'on dit d'abord : "condamnation de toutes mesures de direction de l'économie quelle qu'elle soit".
Il faut que la situation soit claire et soit nette, et je pense qu'il appartient au Parti Socialiste de la clarifier en disant, non pas ce que nous voulons, non pas notre programme de Parti, non pas nos idées profondes, nous les avons déjà exposées avant les élections dans le manifeste qu'a voté le Congrès, mais comme le disait, je crois, Le Bail, tout à l'heure, en termes excellents, que nous formions un programme commun, qui soit acceptable par tous, qui ne heurte aucune idée de ceux qui veulent collaborer, mais, bien entendu, qui ne heurte pas non plus, ni nos pensées, ni les nécessités profondes du développement économique et politique à un pays.
Il ne suffit pas d'ailleurs que nous formulions ce programme, facile à définir, et que beaucoup ici ont déjà tracé dans ses grandes lignes, il faut, en même temps, que nous affirmions qu'il y a dans cette Assemblée une majorité pour suivre et soutenir ce programme et que nous revendiquions dans cette majorité notre place, et, j'ajoute, dans le gouvernement qui en sera l'expression et qui devra réaliser cette politique.
Depuis longtemps, je suis de ceux qui peuvent qu'il n'y a que deux positions possibles : ou bien la participation, ou bien l'opposition. On ne peut pas rester - tout au moins bien longtemps - dans la position incommode qui consiste à soutenir ; cela peut être une solution de transition pour quelques jours, pour quelques semaines, mais le soutien se transforme bien vite en une opposition. Comme quelqu'un le disait tout à l'heure, le soutien permet d'aller proposer au pays une politique plus efficace, mais, permettez-moi de dire qu'à ce moment-là le soutien s'est transformé en opposition. A partir du moment où l'on s'en va dire dans le pays : "Nous votons pour le gouvernement, mais celui ci ne fait pas ce qu'il peut et ce qu'il doit", on ruse, et il y a dans cette opposition, peut-être parfois un peu sournoise, quelque chose qui, à la fois, détruit les possibilités actuelles du gouvernement au pouvoir et, en même temps, menace les possibilités du lendemain.
Nous devons donc réclamer, revendiquer notre place au pouvoir, non point dans n'importe quel gouvernement, non point avec une majorité qui ferait fi de nos idées, qui tournerait le dos au verdict électoral, mais dans une majorité correspondant exactement à ce que nous avons voulu, à ce qu'a voulu le pays, à ce que la loi électorale a permis de lui demander et à quoi il a répondu : ni gaullisme, ni communisme.
Si nous fondons sur ce verdict, nous sommes en droit de dire que cette majorité gouvernementale, qui fera une politique de développement de la production, qui

fera une politique d'équilibre social, de justice social, qui maintiendra l'idée laïque, qui maintiendra notre politique internationale de sécurité collective, correspondra à ce que le corps électoral aura voulu. En excluant les extrêmes, il a assigné aux partis qui sont entre les extrêmes l'obligation de se mettre d'accord, et cet accord ne peut pas se réaliser sans qu'on tienne compte mutuellement des pensées des uns et des autres.

Il faut, de toute nécessité, pour qu'il y ait un véritable accord, que chacun abandonne les outrances ou les pensées personnelles qui ont pu être développées dans la campagne électorale pour retenir seulement ce qui est en sorte la pensée commune, pour retenir seulement ce que la majorité du pays a consacré.

Je ne dis pas que l'application de cette politique soit, dans les circonstances présentes, extrêmement facile ; je crois qu'infiniment de doigté est nécessaire. Nous sommes en bordure de l'abîme, trop de faiblesse nous conduit inéluctablement vers une alliance imprudente qui peut ouvrir aux gaullistes certaines portes devant lesquelles, jusqu'à ce jour, ils ont refusé de s'arrêter ; au contraire, une outrance dans l'intransigeance peut nous amener à une opposition stérile.

L'opposition est parfois nécessaire, et elle le sera peut-être dans une parias importante de cette législature, mais elle doit être constructive, elle doit constituer un appel à la majorité, une revendication du pouvoir non pas seulement pour notre Parti, mais pour l'idéal républicain.

Si, au contraire, nous exagérions l'outrance, nous risquerions de nous isoler et je crains fort qu'à ce moment ne s'exerce sur nous, sur le Parti, sur les militants du Parti, l'attirance de l'autre abîme : l'abîme Communiste.

Nous avons connu le Parti Communiste, dans ces élections, en général, dressé violemment, l'injure à la bouche : nous savons aussi que la route qu'il suit fait bien des méandres et nous ne savons pas si demain nous ne nous trouverons pas en présence d'un nouveau virage et si le Parti Socialiste s'isolait dans une opposition intransigeante, il pourrait se faire que cette opposition intransigeante de nous amène seulement à côtoyer l'abîme, et parfois peut-être même à y sombrer.

Nous verrions de nouveau se produire le noyautage de nos Sections, et au bout du compte, nous risquerions de perdre, comme cela a faille se produire dans le passé, une indépendance qui n'aurait pas pour la sauver les occasions comme celle que donna, en 1936, l'arrivée de Léon Blum et du gouvernement de Front Populaire au pouvoir.

A ce moment-là, la politique de Léon Blum a marqué les limites de l'abîme, elle a imposé aux Communistes, après un soutien à éclipses, d'entrer dans l'opposition, elle a sauvé l'indépendance du Parti ; si demain cette possibilité n'existait pas, je ne sais pas s'il y aurait pour nous quelque salut.

Ainsi donc, nous av.ons à suivre une voie étroite et difficile. Nous faisons une confiance entière au Groupe parlementaire, mais je demande à nos camarades de considérer que la meilleure manière, pour le Parti, de sauvegarder son indépendance et de suivre sa route, c'est de se réclamer de ce qu'il y a de

commun dans le verdict du suffrage universel, et en s'armant ainsi de la volonté populaire, de réclamer une majorité qui corresponde, et des responsabilités qui correspondent à cette majorité.
Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais vous dire de la situation présente.
Vous me permettrez d'ajouter un mot, qui est peut-être un mot de trop, mais je pense que dès le lendemain des élections, nous devons nous préoccuper du régime électoral, et j'ai bien l'impression que, là aussi, la volonté du suffrage universel s'est manifestée de la manière la plus claire.
L'apparentement a été accepté comme un expédient provisoire pour sortir d'une impasse, il a été mal toléré, il a été cependant compris, mais compris à condition qu'on ne recommence pas, et c'est le scrutin d'arrondissement qui a, incontestablement, recueilli toutes les voix. J'ai été, pour ma part, frappé d'une unanimité que je n'avais jamais constatée jusqu'à ce jour.
Je demande à nos camarades parlementaires de réfléchir à cela et d'en tirer rapidement et promptement les conclusions nécessaires.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Daniel Mayer.

Daniel Mayer

Camarades, je voudrais très rapidement souligner devant vous quelques enseignements de la campagne électorale qui ne me semblent pas avoir été suffisamment précisés à cette tribune.
Je crois, en particulier, qu'on a sous estimé à la fois un grand succès et un échec relatif.
Le grand succès, parce que le Parti oublie bien souvent ce qui est le résultat de ses propres efforts, surtout lorsqu'ils sont victorieux - c'est que si le RPF a perdu des centaines et des centaines de milliers de voix depuis 1947, c'est parce que le Parti Socialiste a forcé, a contraint tous les républicains à empêcher la dissolution que quelques-uns acceptaient au lendemain de 1947.
Et il faut que nous ayons le courage de nous rappeler, cela, parce que c'est notre mérite propre, tous les autres républicains acceptaient, en 1947, la dissolution, c'est-à-dire le triomphe du RPF, et c'est le Parti Socialiste qui a dit : "Non, nous n'acceptons pas la dissolution," et c'est ainsi que nous avons les résultats actuels.
Je voudrais dire que ce qui me parait essentiel dans cette bataille, c'est la victoire de la République, parce que le pays, pour la première fois, a dit : "Pour combattre le fascisme, le bolchevisme n'est pas compétent, parce qu'il est lui-même une autre forme de fascisme, et pour combattre le bolchevisme, le fascisme n'est pas compétent, parce que, lui aussi, comme le bolchevisme, veut supprimer les libertés républicaines".
Voilà l'essentiel et la grande leçon des élections ! Autrement dit, le Pays a dit, sous une forme excellente : "Pour défendre la République, il faut être républicain".
Mais, me permettra-t-on de dire que pour combattre le bolchevisme, il ne faut

Contribution Jean-Jaurès

pas, quand on est Socialiste, faire uniquement de l'antibolchevisme ?... (applaudissements)… Le meilleur moyen de combattre le bolchevisme, c'est de combattre plus fort que lui la réaction et le capitalisme.
(Applaudissements)
Oui, oui, il faut le faire d'abord par la propagande et ensuite par les actes, et puisque chacun parle de sa propre campagne, et si quelques journaux ont donné quelques échos de la mienne, je dois vous dire que c'est parce que ce sont les Socialistes qui sont allés contre Isorni que nous avons, en réalité, démontré aux Communistes qu'ils ne pouvaient pas parler au nom de la République !
(Applaudissements)
Le meilleur moyen de combattre le bolchevisme demain, beaucoup plus, Le Bail, que de s'attaquer au facteur et au cantonnier, ce sera de faire la révolution avant le Parti Communiste pour que le facteur et le cantonnier revienne vers nous !
Car le deuxième enseignement de cette campagne, l'échec relatif de notre Parti, c'est que le Parti Communiste a, sans doute, perdu des voix, oui, mais, malheureusement, ce n'est pas nous qui les avons récupérées, et ce ne serait une victoire complète que si les ouvriers du bolchevisme venaient vers le Socialisme démocratique.
En réalité, on a assisté, sous la forme électorale, en France, à quelque chose qui ressemble singulièrement à ces grandes et tragiques migrations politiques que l'on a connues en Allemagne lorsque, en 1933, les Communistes sont allés vers Hitler, et lorsque, vers 1945, les nazis sont revenus vers le parti bolchevik.
En vérité, beaucoup de Communistes ont voté RPF et beaucoup de Communistes, dégoûtés du communisme, ne viennent malheureusement pas vers la démocratie sociale, alors qu'ils devraient venir vers cette forme supérieure de démocratie sociale qui s'appelle le Parti Socialiste.
C'est en cela qu'il y a une manière d'échec.
Lorsqu'on nous dit qu'il y a d'une part, les républicains et puis, d'autre part, les Communistes ou le RPF, je dis que le- problème est mal posé : il y a d'un côté les totalitaires, RPF et Communistes ensemble, qui peuvent se transmuter de l'un à l'autre, qui connaissent une sorte de loi des vases communiants entre eux, et il y a, d'autre part, les partis de la démocratie sociale et les partis de la République.
Le problème qui se pose maintenant pour nous est donc de ramener à la démocratie les ouvriers bolcheviks, et non pas de les faire passer d'un totalitarisme à l'autre totalitarisme.
Pour cela, il est, par conséquent, nécessaire que notre Parti soit le pôle d'attraction, non pas seulement sur le plan politique, mais le pôle d'attraction sur le plan des réalisations de demain.
Il faut que vers nous, qu'autour de nous viennent se cristalliser, non point peut-être dans nos rangs, non pas en prenant la carte du Parti, c'est entendu, mais viennent se cristalliser parce que nous serons le centre attractif le plus nombreux, et les radicaux qui suivent Édouard Herriot et répugnent à Édouard Daladier, et les MRP qui suivent les syndicats chrétiens et répugnent au

cléricalisme classique.
Vous savez, dans le temps cela s'appelait utiliser les conflits secondaires de la bourgeoisie et j'aimerais qu'on revienne à des formules de ce genre qui sont le résultat des leçons que nous ont donné nos maîtres, l'enseignement qui était le nôtre. Moi qui ai passé mon temps à combattre les radicaux, moi qui ai passé une partie de ma jeunesse, et depuis que je suis moins jeune, une grande partie de mon temps aussi à dire que je ne suis pas totalement satisfait de la politique d'Édouard Herriot, je dis que tous nos efforts doivent être, dans la lutte intérieure du Parti radical, aider les républicains d'Édouard Herriot contre Édouard Daladier.
Et nous ne devons pas non plus ignorer ce qui se passe à l'intérieur du MRP ! La participation, ce n'est pas à nous à répondre à cela, la seule chose que nous devions dire, pour ce qui nous concerne, c'est que nous n'accepterons jamais d'être membres d'un gouvernement où il y aurait comme ministres, eux-mêmes membres de Partis associés, à la République, des hommes qui, dans leur circonscription, se sont associés, apparentés au RPF
Prenons, car cela ne me gêne pas du tout de donner des noms, l'exemple de M. Lionel de Tinguy du Pouët, je n'accepte pas qu'il puisse, étant donné la manière dont il a été élu, ministre d'un gouvernement de 3ème force demain !
Nous avons assisté aussi, et c'est une leçon qui a son importance, à une sorte de grand courant de salubrité et de moralité : tous les hommes qui avaient quitté le Parti au long de la législature ont été balayés par le courant universel, et vous savez dans cette circonscription où nous avons retrouvé notre député Robert Verdier, nous sommes contents de son élection, mais peut-être plus encore du fait que Paul Rivet ait été renvoyé à ses études et au Musée de l'Homme, comme nos camarades de l'Allier doivent être satisfaits de voir que le citoyen Pouillet (?) élu par la volonté du Parti, a perdu son mandat par la volonté des électeurs Socialistes.
Ce grand courant de salubrité ne sera peut-être pas une leçon pour les ambitieux, mais il est la preuve que (le corps électoral qui passe son temps, théoriquement, à dénigrer les Partis, accepte la discipline des Partis et remet de l'ordre moral, parce que les Partis eux-mêmes n'ont pas pu ou n'ont pas su effectivement le faire.
Il y a eu aussi toute une série d'hommes qui ont tenté des mouvements et je dois dire que ce n'est pas l'échec ridicule et cinglant qu'ils ont essuyé, notamment dans certaines circonscriptions de la Seine, que doit faire dire que le problème qu'ils posaient ne se pose pas quand même ! Ce n'est pas parce que M. Claude Bourdet et un certain nombre d'autres n'ont eu que très peu de voix que le problème d'une gauche, demain, ne doit pas se poser. Mais il ne peut se poser que si nous voulons qu'il se pose et dans les formes où le Parti Socialiste dira que ce problème doit se poser.
Sans aucun doute, je crois, pour ma part, que de grands regroupements sont nécessaires de tous ces démocrates qui étaient venus vers nous au lendemain de la Libération et qui n'ont pas su rester, pace qu'ils n'étaient pas suffisamment disciplinés, ou que peut-être nous n'avons pas su les accueillir comme il aurait

convenu que nous le fassions.
Et le problème de l'unité ouvrière ? N'est-ce pas, camarades du Nord, que le problème de l'unité ouvrière continue à se poser malgré le bolchevisme, et à cause du bolchevisme ?
Nous ne devons accepter à aucun instant de considérer comme un fait accompli qu'il y ait un Parti de la classe ouvrière qui ne serait pas nous. Le Parti de la classe ouvrière, qui est celui du Socialisme et de la démocratie, c'est le nôtre. Nous n'acceptons à aucun moment l'idée que l'unité ouvrière n'existera plus. Nous n'acceptons pas l'idée de la division ouvrière comme quelque chose de définitif, et c'est nous qui devrions aller porter le problème de l'unité devant les masses ouvrières en disant que cette unité ne peut se réaliser que dans un Parti qui est libre et qui se détermine librement…
(Applaudissements)
Mais pour cela, il faut que nous fassions comprendre aux autres groupements républicains que nous ne sommes pas seulement le Parti des 2 800 000 voix, que nous ne sommes pas le Parti des 104 députés SFIO, non, nous sommes le Parti qui doit exprimer ,aujourd'hui, à ce Congrès, demain, au Parlement et dans le pays la volonté permanente des 2 800 000 Socialistes, sans doute, mais également des 5 millions de Communistes qui, sur le plan social, n'ont pas d'autre expression sincère que le Parti Socialiste lui-même, et non pas le Parti Communiste pour lequel ils ont voté.
Nous devons aussi exprimer les aspirations sociales, plus ou moins confuses, d'un certain nombre d'hommes et de femmes qui ont voté pour le RPF à cause de 1'hypocrisie de son programme social, à cause de sa propagande qui fait qu'en Allemagne le nazisme, c'était national, mais c'était Socialiste au moins dans l'étiquette !
Nous devons, par conséquent, être demain les interprètes, sur le plan social, de toutes ces grandes masses Socialistes sans le savoir, même si elles s'expriment, et surtout si elles s'expriment avec d'autres Partis et sur d'autres étiquettes.
Alors, voyez-vous, moi je suis désolé de dire à André Philip, et puis aussi un peu à Paul Ramadier - parce que je crois profondément et que je sens plus profondément encore ces choses - que je ne peux pas répondre, comme ils le font, l'un et l'autre, lorsque Philip nous dit : "Pas de participation", lorsque Paul Ramadier nous demande de poursuivre une sorte de combat négatif. Non, moi je dis que ce n'est pas à nous à répondre à ces questions là !
S'il y a une Assemblée politique, en France, qui n'ait pas à répondre à la question pure et simple de savoir si le Parti Socialiste doit participer, c'est - et ce n'est pas un paradoxe - essentiellement le Congrès national extraordinaire du Parti Socialiste !
Nous devons, nous, dire : "Le gouvernement, entité, quelle qu'elle soit, doit faire un certain nombre de choses pour faire rentrer dans la démocratie ces vagabonds de la classe ouvrière qui semblent quitter le foyer national, Jour faire rentrer dans la vie quotidienne, pour faire rentrer au foyer de la France des hommes qui ont quitté la République".
Nous devons faire cela, nous devons avoir essentiellement une politique de

logements, et non pas une politique de prêts à des propriétaires particuliers, mais une politique générale, une politique d'HBM, la politique d'Henri Sellier, et non pas seulement la politique de Claudius Petit.
(Applaudissements)
Nous devons avoir une politique de locaux scolaires, je m'en excuse auprès des camarades de la Défense laïque, mais je crois qu'au lieu de faire une Commission spéciale, le meilleur moyen de défendre la laïcité, c'est de construire des écoles publiques.
(Applaudissements)
Nous devons, par conséquent, dire : "Voilà ce que nous voulons faire", et le problème n°1 est celui du salaire. Non pas de la réouverture de cette course que nous n'avons cessé de critiquer nous-mêmes et de dénoncer à toutes les tribunes publiques, mais le problème du salaire en tant que pouvoir d'achat.
Nous devons dire : "Voilà le moyen, et est-ce que Vous comprenez - "V" avec un "V" majuscule - vous partenaires, vous concurrents, que c'est cela le meilleur moyen de défendre la République ? Si vous le comprenez, le problème de la participation, c'est vous qui l'aurez soulevé par l'affirmative ; si vous ne le comprenez pas, c'est vous qui le résoudrait par la négative, mais pour ce qui nous concerne, nous n'avons pas h dire ni que nous voulons des portefeuilles ni que nous ne voulons pas être au gouvernement. Être au gouvernement, ce n'est pas une fin en soi, cela ne vaut que si l'on peut faire quelque chose qui est l'application, non pas de son propre programme, mais des mesures qu'on croit nécessaires pour la défense de la République et la défense de la démocratie".
Lorsque les autres auront répondu, alors c'est nous qui donnerons, ou ne donnerons pas, la réponse définitive aux questions auxquelles on aura répondu, mais nous ne pouvons, nous, que poser ces questions, car nous n'.avons pas d'interlocuteur ? Quel est l'homme qui a été chargé de faire le gouvernement ? A quel moment nous a-t-il proposé quoi que ce soit ? Quel sera le contour de sa majorité ? Personne n'en sait rien ! Alors, Philip, comment peux-tu répondre non, alors, Ramadier, comment peux-tu répondre, oui, a priori ?
Le Congrès commettrait la pire des erreurs politiques s'il disait oui ou s'il disait non. Ce sera peut-être non, mais qu'il laisse à d'autres la responsabilité de la rupture du front de la République et des défenses réelles des institutions républicaines, et s'il dit oui, alors il s'enlève à l'avance toutes les armes de la discussion, toutes les armes de la négociation et toutes les pressions possibles qu'il peut faire sur des partenaires éventuels.
Je voudrais maintenant, en un dernier propos, et très rapidement, - Augustin, sois rassuré - donner un sentiment sur ce qu'il me semble juste d'appeler la tonalité de notre propagande.
Germaine Picard-Moch - dont j'aimerais, pour ma part, saluer son retour à une tribune d'un Congrès national - vous disait tout à l'heure qu'on aurait peut-être pu trouver des milliers et des centaines de milliers de voix avec une propagande qui n'aurait pas commencé à la veille de la campagne électorale, mais à la fin de la dernière campagne électorale précédant celle-ci… (applaudissements)… car, en fin de compte, la propagande, c'est quotidien et permettez-moi de vous dire

que c'est plus grave que les problèmes de participation ministérielle. La propagande, c'est ce qui amène non pas des bulletins de vote, mais ce qui amène des esprits, ce qui amène des cœurs !
J'aimerais d'ailleurs qu'on ne fasse pas seulement un effort de propagande, interrogez Pierre Commin tout à l'heure et nos camarades du Secrétariat, et demandez-leur combien on a vendu de brochures d'éducation dans le Parti ?
La propagande, c'est le slogan de dernière minute, mais l'éducation, c'est ce qui reste dans l'esprit des militants, et c'est plus exactement même ce qui forme des militants.
Alors, les propagandistes, c'est très bien, mais les éducateurs, c'est un peu mieux, et j'aimerais qu'on commence à reprendre un peu, non pas seulement des brochures de propagande sur les problèmes de l'heure, mais des brochures un peu plus anciennes sur la permanence du Socialisme et sur le but réel de sa doctrine et de ses buts qui sont, je vous assure, rien moins qu'électoraux ou de tactique gouvernementale.
J'aimerais aussi que l'on n'attende pas que sa caisse soit en déficit et qu'il soit question de nombreuses difficultés pour aider Le Populaire et empêcher que, demain peut-être, Le Populaire ne paraisse plus !... (applaudissements)… non pas à cause de son équipe qui a fait un travail énorme et auquel on ne rendra jamais suffisamment hommage, non pas parce que René Naegelen n'est pas un bon administrateur, ou Robert Verdier un bon rédacteur, mais parce que les militants du Parti eux-mêmes ne sont pas les meilleurs clients et les meilleurs propagandistes pour le quotidien du Parti.
(Applaudissements)
J'aimerais aussi que l'on ait confiance dans son parti, dans tous les hommes de son parti. Vous avez applaudi Ramadier tout à l'heure, pourquoi attendez-vous que vos hommes soient battus pour les acclamer ? (Applaudissements)
Est-ce qu'il n'y avait pas un peu de remord dans l'accueil chaleureux que vous avez fait à Paul Ramadier tout à l'heure ?
(Applaudissements)
Et le problème qui se pose - et ce sera la fin de mon exposé - c'est aussi un peu un problème de langage.
Oh ! je sais bien, du temps de Jaurès, on ne parlait pas de "goulot d'étranglement", du temps de Jaurès, on ne parlait pas de "césure" ou de "ciseaux dans les statistiques" mais j'aimerais bien qu'on n'en parle pas non plus maintenant !
Lorsque je vois des camarades bien intentionnés aller au peuple avec le langage de la technique, aller au peuple en présentant le Socialisme comme une suite de monographies, de statistiques, lorsque je les vois mettre tout leur talent oratoire et toute leur force persuasive au service de la quantité d'acier ou de charbon que l'on devra mettre dans tel ou tel pool international, je leur dis : rappelez-vous donc la grande leçon de nos ancêtres, aller au peuple, ce n'est pas lui parler le langage de la technique, c'est lui parler le langage humain, le langage du cœur, le langage de l'âme, de langage de l'esprit.
(Applaudissements)

Contribution Jean-Jaurès

Et je dis camarades, à Paul Ramadier que je n'aime pas beaucoup les batailles négatives, parce qu'après tout, le meilleur moyen de transformer une bataille négative en une bataille positive, c'est d'aller à la bataille avec l'esprit de la victoire en vue, et non l'esprit de la position de repli quelle qu'elle soit, môme si elle vous est imposée par les adversaires.
J'ajoute que la. législature d'hier, c'était la reconstruction de la France et que la législature de demain, ce doit être la législature de l'embellissement de la France, et ce que nous devons dire au peuple pour qu'il ne déserte pas le foyer, pour qu'il ne soit pas ingrat à l'égard de la République et de la démocratie, c'est qu'après tout, nous n'avons qu'à reprendre la formule de Jean Jaurès :
"Nous voulons dans cette maison reconstruite hier par nos soins qu'il y ait du pain dans la huche, mais aussi des rosés sur la table de la salle à manger".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Francis Leenhardt.

Francis Leenhardt

Camarades, nous avons fait beaucoup de sacrifices au cours de la dernière législature, beaucoup de concessions à nos partenaires de la majorité pour la défense des institutions. Mais nous avons eu aussi beaucoup de révolte contre l'incompréhension de ces partenaires et la série des crises ministérielles, dont nous avons été obligés de prendre l'initiative, prouve la combattivité que nous avons apportée à la défense du pouvoir d'achat, et cependant, à travers ces concessions et ces révoltes, il est apparu dans le pays, et c'est cela qui a été dénoncé par nos adversaires, finalement, une politique d'immobilisme, et c'est sur cet immobilisme que les principaux reproches ont été faits à la législature sortante.
Pourtant, ceux qui nous faisaient reproche d'immobilisme, le RPF ou les indépendants, bien souvent sont de ceux qui, demain, s'ils avaient le pouvoir pratiqueraient le même immobilisme, car ce n'est pas une absence de politique, c'est une volonté de ne pas agir pour laisser les seules lois capitalistes régler la répartition du revenu national. A Marseille, nous avons dénoncé nous-mêmes l'immobilisme, nous l'avons dénoncé en montrant que c'était nos partenaires qui en étaient responsables, et je pense que ce n'est pas étranger à l'augmentation du nombre de voix que nous avons obtenues.
Mais maintenant, le problème qui se pose est celui de savoir si cet immobilisme peut continuer ?
Il ne peut pas continuer en raison des résultats qu'il a apportés, et dont je citerai deux exemples :
Le premier résultat, c'est que si vous additionnez les voix gaullistes et les voix Communistes aux dernières élections, c'est-à-dire les voix des Français et des Françaises qui veulent changer le régime, vous arrivez à 47%. Par conséquent, nous n'avons échappé qu'à 3% près à la majorité coalisée des adversaires de la République, de ceux qui auraient été partisans de changer le régime. Ces 3% près, ils tiennent peut-être seulement au fait que nous avons réussi à faire des

Fondation Jean-Jaurès

élections en juin, ce qui était favorable, et au fait que nous avons réussi à faire voter la loi d'apparentement, mais c'est une faible marge et cela nous oblige à réfléchir sur la nécessité d'agir autrement demain qu'hier.
La seconde raison pour laquelle nous ne pouvons pas continuer dans l'immobilisme, c'est que notre pays bat tous les records de l'injustice sociale parmi les pays libres de ce côté ci, en Occident, par rapport aux pays au-delà du rideau de fer.
Rappelez vous la pensée de Léon Blum : "La grandeur d'un pays se mesure au degré de justice sociale qu'il donne à son peuple" ; eh bien, en ce moment, notre pays n'est pas très grand, il arrive l'un des derniers, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle c'est en France et en Italie que le communisme recrute le plus grand nombre d'électeurs, tandis au que dans tous les pays où le Socialisme est/pouvoir, on cherche les Communistes avec une lanterne la plupart du temps.
On parle beaucoup de cette injustice sociale, mais dans la bouche de nos partenaires, ce n'est qu'un mot, et je voudrais que le plus souvent possible nous rappelions les trois chefs essentiels de cette injustice sociale qui atteint un degré inacceptable : le premier chef, c'est, que depuis 37 ans, l'inflation continue chez nous sans arrêt, en dépit des affirmations apportées par tous les Gouvernements que la hausse des prix va s'arrêter, que la baisse va être réalisée, et c'est ainsi qu'alors que dans la plupart des pays du monde, les prix d'avant-guerre ne sont multipliés que par deux ou par trois, dans notre pays, les prix d'avant-guerre sont multipliés par 25 fois, ce qui est un record que personne ne nous envie !
Le second fait que je voudrais souligner et qui montre à quel point l'injustice est scandaleuse, c'est le fait qu'alors que la production de notre pays a atteint 140% du niveau de 1938, les calculs sur la part des salaires dans le revenu national ont ressortir que les salaires d'aujourd'hui sont inférieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre.
Une récente étude donne le chiffre suivant : la rétribution horaire d'un ouvrier qualifié était calculé, en dollar, en 1937, à 0.41 $, en 1942 à 0.29 $ et en 1950, cette rémunération horaire n'est que de 0,35 $, c'est-à-dire inférieure de 6 points à la rétribution de 1937.
C'est tout de même extraordinaire qu'ayant porté l'augmentation de la - production à ce niveau, nous n'ayons pu constater qu'une régression de la part des salaires dans la répartition du revenu national ; cela a d'ailleurs beaucoup étonné les Américains de voir que l'aide qu'ils ont apportée par le plan Marshall n'ait pas permis, dans notre pays, une amélioration de la condition ouvrière.
Le troisième exemple d'injustice, c'est celui de la fiscalité ; on pourrait citer beaucoup de chiffres, je n'en donnerai qu'un : c'est que 89% des impôts directs payés par les salariés, et non seulement les salariés, mais les industriels et les commerçants, sont fournis par les classes qui ne représentent que 40% de la production du revenu national !
Et alors, ce qui est étonnant, à mon avis, c'est que dans ces conditions, le Parti Communiste ait perdu des voix, alors que nous lui donnions toutes les chances, par l'incompréhension de nos partenaires, d'en gagner encore davantage !
Comment redresser cette situation dans la législature qui vient ?

Fondation Jean Jaurès

J'avoue que j'attends avec beaucoup de curiosité les précisions qui seront données, non pas sur les buts, mais sur les moyens à employer. Car j'ai entendu dire que dans la législature de demain il fallait améliorer le niveau de vie, j'applaudis, mais je demande à ce qui affirment cela sur quelle part du revenu national vous allez prélever la part nécessaire pour augmenter le niveau de vie précisément ?

Est-ce que vous allez le prélever sur les frais de fonctionnement de l'État ? Est-ce que vous allez faire le prélèvement sur les crédits de la reconstruction, alors que la crise du logement constitue une plaie sociale dramatique dans notre pays ? Est-ce que vous allez le prélever sur les investissements qui sont nécessaires à l'accroissement de la production ? Est-ce que vous allez le prélever sur la nécessité de ce réarmement pour la défense de notre sécurité ?

Je n'entends pas de réponse et je constate simplement que jusqu'à présent, aucun choix n'a été fait, et quand aucun choix n'est fait, eh bien, automatiquement, c'est l'aggravation de la misère, car le réarmement, par les hausses de prix qu'il a entraînées jusqu'à présent, a déterminé cette aggravation de la condition ouvrière, cette dégradation du pouvoir d'achat.

Alors, comment arriver à relever le niveau de vie ?

Je ne ferai qu'une énumération pour qu'elle me conduise à la seule conclusion qui me paraisse ne pas être illusoire, pour que nous tenions compte de l'expérience faite hier avec l'incompréhension de nos partenaires de la majorité.

On proposera des hausses de salaires, mais les salaires sont libres aujourd'hui, et il y a dans certaines tranches de la production des patrons qui, depuis neuf mois, font traîner les discussions sans aboutir à des accords ; il y a la position qui consiste à relever le minimum garanti ; je pense qu'il conviendra qu'il soit réajusté dans les derniers indices des prix, mais ce ne sera qu'un ballon d'oxygène. Alors, quelle solution ?

La baisse naturelle des prix, nous dira-t-on, parce qu'il y aura une détente internationale qui permettra d'enregistrer le fléchissement du cours des matières premières ? Mais à cela, il faut opposer trois objections :

La première, Le Figaro d'hier donnait des chiffres précis qui montraient que nous n'avons pas encore répercuté, dans le textile et dans les cuirs, notamment, la hausse des matières premières de septembre de l'année dernière, et, par conséquent, si les matières premières ont baissé, ou baisseront, tout au plus pourrons nous éviter que les prix de détail subissent les hausses importantes promises aujourd'hui.

Et puis, nous allons avoir la hausse naturelle des prix agricoles, nous connaissons en ce moment les pressions pour que le prix du blé, qui est insuffisant, soit fixé à un niveau qui risque d'être trop haut, et puis, même si la baisse des matières premières internationales se produisait, ce que nous souhaitons tous, le jeu des ententes professionnelles, dans notre pays, est tel que ces baisses ne joueraient pas, car les ententes professionnelles jouent à sens unique, jouent à la hausse, et elles représentent une trop grande force, une trop grande cohésion - jusqu'à ce que nous ayons appliqué à ces forces les mêmes armes anti-trust que dans d'autres pays - pour que nous puissions assister, dans

notre pays, à une baisse naturelle des prix.
Alors, la baisse autoritaire ? Mais vous savez bien que les ministres des Finances et des Affaires économiques qui se sont succédé dans ces dernières années se sont acharnés à démolir l'instrument, comme André Philip le disait tout à l'heure, à empêcher que les services qui pourraient agir sur les prix conservent les effectifs et les cadres suffisants.
Et puis, il faut bien le dire, nous en avons fait l'expérience lorsque Léon Blum a déclenché son offensive de baisse, si elle n'a pas produit d'effet durable, c'est parce qu'elle a heurté des intérêts particuliers très forts et des intérêts particuliers dont beaucoup de nos partenaires ont reçu le mandat de leurs électeurs de les défendre.
Par conséquent, de ce côté là également, dans l'immédiat, nous ne pouvons pas attendre de possibilité de relever le niveau de vie.
Alors, on propose l'accroissement de la production et de la productivité. Bien sût, mais cet accroissement de la production et de la productivité ne peut être obtenu qu'à deux conditions sur lesquelles, jusqu'à présent, nous n'avons pas l'accord des partenaires.
La première condition, c'est qu'on fasse des programmes, que l'on fasse un plan de cinq ans pour le logement, que l'on fasse un plan de cinq ans pour les investissements et pour la production, et que l'on distribue ensuite le crédit d'une façon sélective, de façon à encourager la production dans les domaines qui sont désignés comme les plus utiles à la collectivité par le plan.
J'ai été frappé hier soir en entendant l'audition à la Radio où l'on avait mis en présence, pour voir quels étaient les moyens de redresser le niveau de vie, Pierre Cot, Paul Reynaud, Robert Lacoste, Léo Hamon, et un ou deux autres, de constater l'indigence de pensée et de solution de nos partenaires !
Pour Pierre Cot, il suffit de changer la politique extérieure et tous les problèmes sont réglés ; pour Reynaud, il suffit de restaurer la confiance - vous savez à quel prix - et tout est réglé ; seul Lacoste soulignait que c'était uniquement par l'intervention de l'État, c'est-à-dire le contraire de l'immobilisme, que l'on pouvait orienter la production dans un sens utile, et que cette notion de planification assortie de la répartition du crédit dans les domaines où il manque actuellement, alors qu'il abonde dans d'autres, pouvaient seules permettre d'agir.
Je pense que nous arriverons, à la faveur de l'exemple américain, à convaincre nos partenaires de la nécessité de la planification, idée foncièrement Socialiste, mais il faut même avec cela qu'une autre condition soit réalisée, à savoir que nous obtenions la collaboration de la classe ouvrière qui a été dupe de son effort de production dans les dernières années, puisque je rappelais, il y a quelques instants, que son pouvoir d'achat a reculé dans le temps où la production s'est considérablement accrue.
Or, vous ne pourrez obtenir la collaboration de la classe ouvrière dans cet effort d'expansion de la production et de l'augmentation de la productivité dont elle se méfie, que si vous lui donnez les garanties qu'elle sera bénéficiaire de cette augmentation de la production et de la productivité, alors qu'elle ne l'a pas été hier, et vous ne pouvez lui donner ces garantie qu'en lui accordant une échelle

mobile prévoyant que le budget fixe sera amélioré dans sa structure et ses pourcentages dans la mesure où la production et la productivité enregistreraient des résultats bénéficiaires.
(Applaudissements)
Et, enfin, la dernière solution qu'on nous proposera, et c'est la plus efficace pour distribuer le revenu national, c'est la réforme fiscale.
Je suis tellement convaincu que c'est la seule arme efficace que, pour ma part, je demanderai l'autorisation au Parti de ne plus être candidat à la présidence de la Commission des Affaires économiques que j'ai assurée pendant cinq ans et d'être désigné pour entrer à la Commission des Finances où il y a, par suite de décès, malheureusement, certaines vacances en ce moment, car c'est là seulement, aussi longtemps que le Ministère des Affaires économiques ne sera pas créé indépendant des Finances, que le combat pour la distribution du revenu national peut être réalisé.
J'en arrive à ma conclusion : dans l'immédiat, il est évident quo face b 1'aggravation automatique de l'injustice sociale que font peser les tâches du réarmement, le problème immédiat n'est pas celui de l'amélioration du niveau de vie, il est beaucoup plus modeste, il est la sauvegarde du niveau de vie actuel, si faible et si insuffisant soit-il.
Or, pour sauvegarder le niveau de vie actuel, ou pour que demain une augmentation nécessaire du salaire minimum vital interprofessionnel garanti ne soit pas une duperie, il n'y a, malheureusement, pas trente six moyens, étant donné que nos partenaires veulent le minimum d'intervention de l'État dans la vie économique, il n'y en a qu'un que l'expérience nous oblige à désigner, c'est 1'échelle mobile.
Le seul moyen d'arrêter la situation à laquelle nous assistons depuis plusieurs années entre les hausses de prix que l'on ne veut pas combattre et les crises sociales qui en sont un peu plus tard la sanction, le seul moyen de mettre fin à la spéculation de nos partenaires sur la capacité de la classe ouvrière de souffrir une aggravation de ses conditions de vie, c'est l'échelle mobile.
Le seul moyen d'éviter que le réarmement soit payé par les salariés, c'est encore l'échelle mobile.
Le seul moyen d'arrêter la dégradation des accords de salaires réalisés dans les conventions collectives, c'est encore l'échelle mobile.
Le seul moyen d'empêcher le freinage du commerce, le ralentissement de la production par baisse du pouvoir d'achat, conséquence du retard des salaires sur les prix, c'est encore l'échelle mobile.
Le seul moyen de déterminer une lutte enfin sérieuse contre l'inflation, c'est que celle-ci cesse de partager la nation entre gagnants et perdants, entre profiteurs de l'inflation et victimes de l'inflation.
Le seul moyen de supprimer ce crime constant d'enrichissement que constitue, pour les producteurs, les hausses de prix, lorsqu'elles sont subies avec de longs retards sur les salaires, c'est l'échelle mobile.
Le seul moyen de conduire certains Partis à sortir de leur libéralisme et à se battre sur le front des prix pour arrêter la dépréciation monétaire, c'est encore

l'échelle mobile.
Le seul moyen de provoquer une action sérieuse pour arriver à la stabilisation, c'est cette solution.
Nous avons tout essayé, nous avons essayé la baisse autoritaire avec Léon Blum, puis nous avons dit très justement : "Puisque vous laissez les prix évoluer librement, vous devez rétablir la liberté des salaires", mais, comme le disait très justement Albert Gazier dans Le Populaire-Dimanche, du 10 juin, la politique de liberté des conventions collectives et des salaires n'a pas permis l'augmentation suffisante du pouvoir d'achat, c'est pourquoi il faut maintenant instaurer l'échelle mobile, pour que la classe ouvrière puisse profiter aussi des progrès de la production et de la productivité.
Nous n'avons donc le choix, si nous voulons être honnêtes et sérieux - et je suis le premier à le regretter, car je ne considère pas cette solution comme une panacée, mais comme un palliatif et comme un paratonnerre dans la conjoncture de réarmement où nous sommes - qu'entre l'échelle mobile et l'aggravation automatique de la misère par le réarmement et par le maintien de la seule échelle mobile des profits.
C'est pourquoi, tout en réservant entièrement les modalités de l'échelle mobile, pour faciliter la discussion avec nos partenaires, la fédération des Bouches-du-Rhône a fait de l'échelle mobile une condition essentielle de sa participation.
L'aggravation de la misère en fabriquant de nouveaux contingents de staliniens rendrait illusoire, on l'a dit ici, mais il faut en tirer les conclusions pratiques, la défense de la République et la défense de notre sécurité.
Vous me répondrez que la majorité de la nouvelle Assemblée est un peu plus à droite, la seule leçon à en tirer, c'est que le Parti doit être beaucoup être plus à gauche, c'est qu'il doit démasquer le caractère réactionnaire des positions de certains de ses partenaires.
(Applaudissements)
Nous n'avons pas à nous incliner devant la position des autres, mais à défendre les nôtres avec un acharnement supplémentaire pour une République sociale et fraternelle.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Édouard Depreux.

Édouard Depreux

Camarades, je voudrais bien tout d'abord que fut entendu entre nous que, quelles que soient les décisions du Congrès, aucun Socialiste ne quittera la Mutualité en donnant l'impression qu'il garde de la campagne électorale je ne sais quelle âme de vaincu ou je ne sais quel complexe de scepticisme ou d'infériorité.
S'il y a trois mois, on nous avait demandé des pronostics sur la campagne électorale, nous n'aurions pas tous été aussi certains de remporter incontestablement une très utile victoire négative sur les forces de dictature clandestinement apparentées du Rassemblement du Peuple Français et des

staliniens !
Peut-être pouvons-nous été aidés un peu par le Général de Gaulle, moi je ne demande pas qu'on lui coupe la parole, il n'est pas mauvais que, de temps à autre, il donne des précisions sur son programme et qu'il nous montre les qualités psychologiques avec lesquelles il manie les députés réactionnaires sortant de la quatrième force, mais enfin, nous avons certainement puissamment contribué à ce barrage.
Le Rassemblement du Peuple Français, depuis les élections municipales de 1947, qu'il avait politisées à outrance, a perdu de très nombreuses voix et nous connaissons l'histoire du boulangisme : un mouvement comme celui-là est condamné à une victoire rapide ou à une désintégration non moins rapide.
(Applaudissements)
D'autre part, les staliniens ont perdu 500 000 voix, un dixième du chiffre de leurs voix. Bravo, mais ici, bien entendu, notre joie n'est pas sans mélange.
Lorsque nous analysons le scrutin département par département, et ville par ville, nous voyons, malheureusement, que trop souvent Socialistes et Communistes ont perdu du terrain aux mêmes endroits et que dans de rares cas, ils en ont gagné aux mêmes endroits.
Il y a donc peut-être eu une oscillation du pendule politique après la poussée à gauche de la libération vers la droite beaucoup plus que ce que nous désirons passionnément, le détachement des ouvriers staliniens des chefs qui les ont abominablement mystifiés, trompés, dupés, au profit d'un véritable Parti révolutionnaire, le nôtre, et ceci montre qu'il nous reste une tâche immense à accomplir : La République vit, bravo, reste maintenant à assurer le fonctionnement du régime.
Nous avons soumis aux électeurs des problèmes d'ordre constitutionnel, la vie se charge de mettre à l'ordre du jour les vrais problèmes : les problèmes sociaux, les problèmes économiques, les problèmes du niveau de vie des travailleurs, et je n'accepte pas, pour ma part, cette sorte d'enjeu spectaculaire d'un Congrès qui devrait dire : "Nous sommes pour ou contre la participation ministérielle", c'est le type accompli du faux problème, ou du problème superficiel.
Il s'agit de savoir d'abord avec quelle volonté de combattivité et d'autonomie, quelle que soit la vraie décision prise, les Socialistes sortiront de Se Congrès de là Mutualité.
Autonomie Socialiste, permettez-mai de vous dire que tout est là. J'ai entendu, tout à l'heure, comme vous tous, avec beaucoup d'admiration et d'intérêt le très beau discours de Le Bail, mais je voudrais lui dire ici que je n'accepte pas de me laisser enfermer dans le dilemme : ou la participation ou l'opposition, d'autant plus que j'ai vu les chiffres. Si nous sommes dans l'opposition, Communistes plus RPF, plus Socialistes, cela fait une majorité, c'est donc l'impossibilité pour tout gouvernement républicain de vivre, et en disant : "où la participation ou l'opposition", en ayant l'air de ne choisir ni l'une ni l'autre, on se condamne, en réalité, à choisir l'opposition, et je dirai presque l'opposition à tout prix, car nous ne sommes pas indifférents au libre fonctionnement du régime parlementaire.

Comment ? Le soutien serait toujours, en toutes circonstances, indigne d'un parti comme le nôtre ?
Mais c'est plus d'un quart de siècle d'admirable histoire Socialiste que vous rayeriez d'un trait de plume, car, à ma connaissance, Jaurès, quelles que soient ses préférences personnelles, avant l'unité, n'a jamais participé au gouvernement, et pourtant qu'il se lève le Socialiste ou le républicain qui oserait dire qu'il n'a pas manqué de son empreinte la vie parlementaire de son pays, beaucoup plus qu'un certain nombre d'entre nous qui ont été ministres dans certaines circonstances !
Est-ce que sous la direction intelligente de Léon Blum, nous n'avons pas su soutenir avec efficacité le gouvernement radical présidé alors par Édouard Herriot ? Et j'ajoute, sans aucune arrière-pensée polémique subalterne, le rassemblement des gauches n'existait pas, que si seulement la moitié des sénateurs radicaux l'avait soutenu avec autant de méthode que nous, il aurait vécu plus longtemps !
Il est donc démontré, au moins par l'histoire, qu'il y a des moments où le soutien est efficace.
Ah ! ne dites pas que dans la dernière législature, les Socialistes ont commencé à soutenir un gouvernement Bidault et qu'ils ont ensuite cessé de le soutenir ; il serait trop facile de dire qu'il y a des gouvernements auxquels nous avons participé et que nous avons dû, à un moment donné, quitter, - et je n'en tire pas du tout un argument de principe contre la participation ministérielle dans tous les temps et dans toutes les circonstances - ce que j'analyse, aujourd'hui objectivement avec vous, c'est les possibilités de participation ministérielle, en fonction de certain climat social et économique, en France, en 1951.
Je dis bien en France, car il est probable que si j'étais Socialiste autrichien, j'accepterais la participation à un gouvernement chrétien-social, qui est en réalité un gouvernement bourgeois, parce que nos camarades, là-bas, exercent une influence bienfaisante sur les destinées de la classe ouvrière et que dans leur propagande de tous les jours, ils ont su faire la différence entre le gouvernement et la propagande du parti maîtresse absolue de ses expressions. Lisez les comptes-rendus de la dernière campagne pour les élections du Président de la République et vous verrez si nos camarades n'ont pas été libres vis-à-vis des gens avec lesquels le suffrage les a condamnés à collaborer au gouvernement !
D'une manière séduisante, la fédération du Nord nous dit : "Nous sommes le premier des Partis républicains, par conséquent, c'est à nous de revendiquer la direction du pouvoir, voici notre programme", programme très sympathique, et je dois dire que si cela devait se terminer par un oui ou par un non, je ne serais pas effrayé par une telle perspective, mais, camarades, je vous demande d'évoquer certains précédents et certains scénarios.
Sous la législature précédente, lorsqu'un Socialiste était candidat à la présidence du Conseil, un certain nombre de radicaux lui disaient : "La discipline, je l'exige des vôtres, au nom de vos principes ; la discipline, je la refuse aux vôtres, au nom de mes principes".
Guy Mollet a un programme ; le Parti, à l'unanimité, approuve ce programme,

puis on vient devant la Chambre, un certain nombre de radicaux votent pour, d'autres votent cotre, d'autres s'abstiennent, et il y a une quatrième catégorie qui, sans s'abstenir, déclare ne pas prendre part au vote. Et croyez bien que si l'on changeait la Constitution - et l'on aurait raison - en exigeant l'investiture avec la simple majorité, on s'arrangerait encore probablement au nom des forces sociales et économiques qu'on représente, parce qu'on redoute la victoire Socialiste, pour qu'il y ait encore des votes pour, des votes contre et des abstentions.

Quand, par ailleurs, Jules Moch est arrivé, de haute lutte, avec cette précision mathématique qui est la sienne, à conquérir les 311 voix fatidiques, je crois vraiment qu'on n'a pas, ensuite, facilité autant qu'on le pouvait la composition du gouvernement !

Alors, un autre qu'un Socialiste pose sa candidature. "Programme ? Rien de plus simple dit-il, le vôtre, je l'admets". Il obtient la majorité. Nous sommes nous, un peu étonnés, dans notre naïveté, qu'on soit partisan ou adversaire d'un programme suivant la direction ministérielle, mais cela nous porterait h croire qu'il ne faut pas être indifférent à la question de personne au moment de la constitution d'un gouvernement.

Puis, ce programme qu'on accepte, on le soumet à d'autres et on trouve bien quelqu'un dans la majorité qui demande à changer quelques virgules, quelques points, petites modification de détail et l'on nous dit alors : "Vous n'allez pas prendre vis-à-vis du pays la responsabilité de la rupture pour une question secondaire", et lorsqu'on isole chacun des votes, on a chaque fois raison, seulement, camarades, alors on est pris dans l'engrenage !

Ce que je voudrais bien, c'est qu'il soit convenu ici, entre nous, que si l'on soumet un programme aux autres, il est bien entendu que nous garderons notre entière liberté d'action pour le cas où l'on nous proposerait, ou des modifications de caractère programmatique ou même d'autres modifications.

Je n'aime pas l'expression "tout ou rien", parce qu'en régime parlementaire on est un dépassé, surpris quelquefois, mais il est bien entendu que le seul programme valable, que le seul programme qui nous parait acceptable, c'est le programme qui, sur le point essentiel, permettra à la République et au Parti Socialiste dont les intérêts sont solidaires, de vivre, c'est-à-dire de prendre comme objectif n°1 contre tous les sectarismes, toutes les timidités, les pusillanimités, le maintien d'abord, l'élévation ensuite du niveau de vie des travailleurs, sans quoi le fascisme stalinien et le boulangisme gaulliste prendraient très vite, croyez-moi, une éclatante revanche.

Tout à l'heure, Le Bail nous disait qu'il faudrait aller jusqu'à révoquer les postiers Communistes et les cantonniers Communistes. Je lui répondrai que le vrai problème, c'est de créer un climat social tel que le Parti Communiste ne puisse plus compter sur les cantonniers et les facteurs, parce qu'on les aura arrachés, par la justice sociale et la prospérité, à cette abominable propagande.

(Applaudissements)

Il n'y a pas de problème stalinien en Suède ; pas un cantonnier, pas un postier n'a été révoqué, mais on a dressé un admirable exemple de barrage de justice

sociale, et l'on envisage aujourd'hui cette mesure d'élévation à trois semaines des congés payés au lieu de quinze jours !
Camarades, c'est cela l'efficacité Socialiste, et c'est cela l'efficacité républicaine !
Que nous ayons un certain nombre de préjugés vis-à-vis de nos partenaires d'hier, et plus grand encore vis-à-vis de ceux qui nous seraient imposés aujourd'hui, qui s'en étonnerait ? On nous dit quelquefois : "Vous, Socialistes, vous êtes des doctrinaires", et l'on veut opposer l'expérience à la doctrine. Mais qu'est-ce que cela, veut dire ?
Qu'est-ce que c'est qu'une doctrine qui ne serait pas fondée sur l'expérience de tous les jours, qui ne serait pas, selon l'admirable expression de Bracque, de l'expérience condensée, et qui tous les jours ne serait pas corrigée par les leçons nouvelles de l'expérience ?
Je dis, et je suis sûr de ne pas avoir la contradiction d'André Philip, que pour faire baisser les prix, je suis prêt à employer tous les moyens, mène libéraux, paraphrasant l'expression que vous connaissez de Jules Guesde qui voulait faire la révolution par tous les moyens, même légaux. Mais ce sont nos partenaires qui, eux, refusent les procédés qui ne sont pas libéraux, alors que tous les jours, ils pratiquent un dirigisme professionnel pour empêcher la baisse, un dirigisme bureaucratique, paperassier, paralysant les libres initiatives pour assurer la sécurité du profit contre l'intérêt général.
Regardez les grandes leçons politiques qui se dégagent de l'histoire de la République depuis la libération et vous y verrez trois fois les mêmes hommes empêchant les mêmes solutions efficaces : contre Mendès-France sous le gouvernement présidé par le Général de Gaulle, ils ont prôné leur prétendu libéralisme pour empêcher de tarir à la source le marché noir, dont vous savez quelle a été la nocivité. Ils ont empêché la continuation de l'expérience de baisse autoritaire de Léon Blum qui réussissait tellement qu'elle avait redonné espérance, pas seulement aux Socialistes, mais à tous les démocrates de ce pays dans l'efficacité du régime parlementaire, et jamais on ne dira assez que la faute majeure de la législature, cela a été le coup de poignard dans le dos donné à notre camarade André Philip qui contre les marchands de bestiaux et un certain nombre d'intérêts privés, menait la bataille courageuse de défense républicaine.
Si cela doit commencer demain, nous pensons que nous défendrons mieux la République, car nous ne sommes pas indifférents une seconde à la défense de nos institutions, à notre place normale, car, voyez-vous, le place normale de l'opposition elle est indiquée, dans un Parlement, elle est bienfaisante, elle n'est pas au sein d'un gouvernement car en conciliant les contraires, on multiplie les inconvénients de l'une et l'autre politique, on va à l'impuissance et on travaille contre le régime qu'on veut sauver.
Alors ? Augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs ; impératif n°1 pour nous et je dis bien, par tous les moyens.
Échelle mobile : quand on est condamné par la faillite antérieure de la politique des prix à la revendiquer oui, mais lutte par la contrainte s'il le faut contre les prix excessifs, taxation lorsque c'est nécessaire, non pas par esprit de système,

mais parce que l'expérience prouve que dans l'Amérique paradigme, ou prétendue libérale et capitaliste, on a résisté mieux que chez nous, par économie dirigée -je m'en excuse auprès de ceux qui se tournent vers les États-Unis pour chercher des exemples,- et il y a bien des exemples qui infirment les thèses de certains et confirment les nôtres !

La hausse des prix n'est pas contemporaine de la guerre de Corée ; en dépit des légendes officielles, elle est antérieure de plusieurs mois à cette guerre, il est vrai, bien sûr, que la guerre de Corée, que le réarmement lui ont donné tout son essor, mais, camarades, elle n'a pas atteint l'économie américaine, l'économie anglaise, l'économie hollandaise comme la nôtre qui est des plus vulnérables.

Alors, cela ne sert à rien de dire que demain nous marcherons tous ensemble pour défendre la République si nous sommes en désaccord total, non pas sur un problème philosophique à longue échéance, mais sur le problème terre à terre, immédiat qui se pose aujourd'hui h tout gouvernement.

Il ne me suffit pas, à moi, qu'on dise : on participera à un gouvernement qui défend la laïcité, qui défend les nationalisations, qui défend la Sécurité sociale. Certes, ce sont des conditions auxquelles je tiens, mais je veux en même temps un accord sur le programme positif et, en ce qui concerne les nationalisations, Le Bail a dit des choses excellentes tout à l'heure, mais là aussi, je vous en prie, n'ayons pas de complexe d'infériorité, n'ayons pas l'air de plaider je ne sais quelles circonstances atténuantes ! Il s'agit du capitalisme privé qui a été responsable de nos transports, de nos ressources en énergie pendant un certain nombre d'entrées Or, qu'a-t-il fait pour le développement de la production et de la productivité ? Qu'a t-il fait pour le développement de nos barrages ? Quels sont donc ses états de service qui lui permettent aujourd'hui d'être un censeur si impitoyable ?

Bien sûr, en dehors même de l'abominable noyautage Communiste, il y a une maladie infantile des nationalisations sur laquelle nous devons nous pencher avec l'esprit critique désirable de véritables révolutionnaires.

La classe ouvrière de ce pays a-t-elle montré une telle maturité politique quand les syndicalistes sont passés du stade de la revendication au stade de la cogestion ? N’ont-ils pas traîné trop longtemps derrière eux un long passé historique qui pesait sur leurs épaules ?

Problème que nous devons poser avec affection à la classe ouvrière, car nous ne sommes pas là pour frapper, mais pour dire les erreurs, qui sont les nôtres en même temps, et pour célébrer les incontestables victoires.

Faisons le bilan, comparons avec les nationalisations à l'étranger ; ne laissons pas dire, d'ailleurs, que les nationalisations en régime capitaliste, ce sont les socialisations, montrons bien partout la différence.

Combattons l'étatisme bureaucratique, combattons les tonnes de paperasse qui viennent se dresser contre les libres initiatives créatrices, exigeons une politique de logement, une politique de constructions scolaires, exigeons une politique extérieure qui, après avoir dressé l'inévitable barrage - dont nous nous réjouissons profondément - contre l'agresseur soutenu par l'Union soviétique, provoque toutes les occasions de conférences internationales, et essayant de

joindre aux négociations sur la Corée, les négociations qui pourraient être bienfaisantes du point de vue de l'intérêt français sur l'Indochine.
On me permettra, de ne pas entrer dans les détails. Je pense que ce Congrès sera unanime pour dire que nous avons une véritable occasion de lancer ce message que le monde entier attend de la France républicaine.
Nous voudrions une diplomatie qui, dans le cadre des nations libres, soit plus autonome et plus efficace, fidèle aux alliances, fidèle' aux pactes et multipliant les contacts avec toutes les puissances neutres d'Europe et du monde entier, avec la Yougoslavie, comme avec la Suisse, avec Israël comme avec les pays arabes, comme avec l'admirable Inde du Pandhit Nheru, pour travailler au progrès de l'humanité tout entière.
Nous voudrions un gouvernement dans lequel nous aurions des responsabilités majeures qui devrait adresser à l'Europe ce message de la construction européenne dans la liberté, d'une Europe qui serait une préface de quelque chose de plus vaste que 1'organisation internationale, dans la liberté et par la liberté, car, voyez-vous, on ne défend pas la liberté par des discours, on la défend par les actes, on la défend par des constructions.
Camarades, je voudrais qu'au-delà des apparentements passagers qui vous ont unis à tel ou tel Parti de la majorité, vous pensiez, avec la ferveur de ma conviction, à notre apparentement indélébile, celui-là, avec les travailleurs en lutte, et s'il fallait choisir entre une participation ministérielle à tel ou tel gouvernement que ce soit et la participation aux luttes quotidiennes de la classe ouvrière, qu'il soit bien entendu que, pour faire reculer le stalinisme c'est la participation aux luttes de la classe ouvrière que nous choisirions.
(Applaudissements)
C'est cela l'objectif majeur. Oui, la gauche française se cherche et ne se trouve pas toujours et il y a eu pas mal de faux pas, il y a eu pas mal de fausses manœuvres quand on a tenté de la créer en dehors du Parti Socialiste.
Fiers de notre organisation, fiers des services passés, nous lançons ce message à tous les travailleurs, à tous les démocrates, à tous les républicains de bonne foi : il faut avec nous et chez nous créer enfin ce grand Parti de gauche non stalinien qui permettra de libérer le pays de l'effroyable pourriture du Kominform.
Comment ! les Communistes ont perdu 500 000 voix et nous nous en réjouirons ! Mais c'est des millions de voix qu'ils devraient perdre quand ils exécutent les mots d'ordre de trahison permanente contre la nation, contre l'Internationale, contre la classe ouvrière ! Seulement, camarades, l'anticommunisme conservateur a fait, lui aussi, la preuve de sa nocivité partout où il a été appliqué, il a servi les staliniens !
Qu'on ne s'y trompe pas : c'est nous, et nous seuls qui pourrons dresser le barrage. C'est nous qui devons libérer la politique française de l'hypothèque que fait peser sur elle la force, malgré tout, trop considérable, encore du Parti Communiste.
En avant pour la libération dans l'autonomie Socialiste avec un Parti plus viril, plus combattif, retrempé dans le sens d'une propagande incessante.
Avec la classe ouvrière, toujours, avec les staliniens, jamais.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Nous avons encore vingt orateurs inscrits pour la séance de ce soir qui doit commencer à 21 h très précises.
Je vais vous donner la liste des camarades qui restent inscrits, et je vais leur demander, à l'appel de leur nom, si quelques-uns renoncent à la parole, afin d'alléger la séance de nuit et s'ils pensent que les interventions qui ont été faites précédemment expriment leur opinion.
Midon, Var - Roux, Loiret - Capdeville, Seine-Inférieure - Bouilloche, Seine-et-Marne - Minjoz, Doubs - Hauriou, Haute-Garonne - Peridier, Hérault - Aug. Laurent, Nord - Roiron, Loire - Guyon, Gironde - Lamarque-Canto, Landes - M.A.Garou, Gironde - Le Coutalier, Morbihan - Irma Rapuzzi, Bouches-du-Rhône - Gontier, Alpes-Maritimes - Montalat, Corrèze - Alvin, Oise -Andrieux, Bouches-du-Rhône, - Humblot, Marne - Cormier, - Guy Mollet.
(Le délégué du Doubs renonce à la parole).
Camarades, je vous demande d'être présents dans la salle à 20 h 45, de manière que la séance puisse reprendre à 21 h précises.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire des 4 et 5 juillet 1951

Séance du Mercredi 4 juillet 1951 (soirée)
La séance est ouverte sous la présidence d'Albert Gazier
Assesseurs : Rachel Lempereur (Nord), Gustave Robert (Pas de Calais), Vernon (Lozère) Laroche (Aisne).

Le président (Albert Gazier)
Mes camarades, nous avons encore un certain nombre d'orateurs inscrits. Je vais donc tout de suite donner la parole à Midon, du Var.

Midon (Var)
Mes chers camarades, c'est au nom de la fédération Socialiste du Var que je prends la parole à cette tribune. Et je dois indiquer que, respectueux de la consigne qui avait été donnée par notre camarade Guy Mollet, ce matin, c'était notre ami Albert Camax (?) sénateur, qui aurait dû être l'interprète de cette fédération. Mais il a voulu que ce soit un militant qui vienne traduire les sentiments Socialistes varois.
Ma tâche est extrêmement facilitée, car nous avons une certaine analogie avec la fédération de la Haute-Vienne, et presque l'essentiel a été dit par notre ami Le Bail. C'est à peu près cette position-là qui a été défendue au sein du Congrès de la fédération Socialiste du Var.
D'ailleurs, à 1 000 kilomètres de distance, nous avons eu les mêmes pensées. Nous pensons, voyez-vous, que nous avons également une représentation Socialiste extrêmement importante, puisque, dans le Var, on se félicite de

Collection Jean Jaurès

posséder 101 municipalités sur 150, d'avoir 21 Conseillers généraux sur 30, de posséder 2 Conseillers de la République sur 2, et d'avoir renouvelé le mandat à nos deux parlementaires.
(Applaudissements)
Vous devez bien comprendre que, dans une fédération qui a une assise Socialiste aussi formidable, nous avons épluché sérieusement la situation qui résultat de la période électorale.
Nous avons mis, comme dans les autres fédérations, l'accent sur les salaires et les prix, et nous indiquons qu'à nos yeux, c'est certainement la pièce maîtresse qui doit conditionner les efforts que nous devons faire dans un futur gouvernement.
Il est désespérant de voir, lorsque vous allez faire des réunions dans des secteurs ouvriers, que tout votre travail de documentation ou d'argumentation peut être démoli en quelques secondes, simplement par l'énumération des amendements qui ont été déposés aux contre-projets qui peuvent favoriser telle ou telle catégorie de travailleurs.
Nous disons que, là, le Parti doit se battre ; il doit se battre pour l'amélioration des travailleurs, et c'est certainement sur cette plate-forme qu'il fera le meilleur travail pour contrebalancer le bourrage de crâne du parti stalinien qui spécule justement sur la misère du peuple, pour faire son infâme propagande.
Effectivement, la fédération a mis l'accent sur le problème du pouvoir d'achat, mais nous avons parlé également du travail du futur Parlement ; il s'agissait d'abord de délimiter quel est le secteur dans lequel nous travaillerons, au sujet des nationalisations, et comme le Parti a mis dans son programme électoral, la nationalisation de la sidérurgie, nous pensons qu'il faut que le Parti, même s'il doit être battu, pose, à la rentrée parlementaire, le principe de cette nationalisation qui apportera, à une couche de travailleurs, l'assurance que les Socialistes veulent se battre pour empêcher que le capitalisme exploite, non seulement tous les gens qui ont besoin des produits sortant de leurs usines, mais exploite aussi le prolétariat, que je connais d'une façon remarquable, puisque j'ai été pendant 5 ans, Secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle.
Bref, nous disons que le Parti doit, en toute honnêteté, définir la limite dans laquelle il doit travailler pour les nationalisations.
L'on nous reproche de vouloir faire exactement comme les Staliniens, mais là, nous devons marquer la différence qui existe entre la position du Parti Socialiste et celle du parti stalinien.
Nous devons également, en tenant compte des déclarations faites par Guy Mollet - et c'est la fédération du Var qui le rappelle - voir à la révision de la Constitution, et à l'organisation du travail parlementaire. On s'est plaint que le travail parlementaire faisait la plus mauvaise des propagandes pour le régime lui-même. Il faut que nos camarades disciplinent les travaux au sein du Parlement, sans cela nous dénigrons le régime et la République, au travers des faits scandaleux que nous avons vus dans la législature défunte.
Nous devons encore - et c'est là où je mettrai l'accent - approfondir le fossé qui doit nous séparer du Parti stalinien. J'entendais, à cette tribune, au cours de nos

débats, des camarades dire que parler du Parti Communiste, c'était tomber dans un excès d'anticommunisme qui n'était pas de bon ton dans notre Parti. Je prétends que, si vous voulez réellement faire de la propagande pour toucher les 5 millions d'électeurs qui ont encore apporté leurs voix au Parti Communiste, il faut, que vous le vouliez ou non, faire de l'anticommunisme à bloc et pas simplement du bout des lèvres. Il faut faire le même travail que les Communistes pour essayer de ramener tous ces ouvriers égarés par la propagande stalinienne.

Notre camarade Le Bail citait le cas de militants appartenant à des secteurs nationalisés qui se permettaient, pendant leurs heures de travail - tel, par exemple, un releveur du gaz ou de l'électricité - de faire signer l'Appel de Stockholm ou de donner un tract Communiste, par la même occasion ; je prétends qu'il est du devoir des Socialistes d'empêcher cela pendant les heures de travail ; vous dégoûterez les militants locaux si vous ne trouvez pas la possibilité de faire cesser ce moyen de propagande.

Si ces ouvriers agissent ainsi, c'est qu'ils sont sûrs de l'impunité ; cela veut dire qu'au stade de la direction pendant la période où les ministres Communistes étaient au pouvoir, ils y ont mis leurs créatures, et ce sont ces créatures qui font agir les petits lampistes.

Il faut donc, en remontant à la filière, que, dans les secteurs nationalisés, si nous trouvons de ces créatures qui, pendant les heures de travail, font de la propagande partisane, nous ayons le courage de demander l'application des lois républicaines, et des lois tout simplement, pour empêcher les agents de Staline d'agir ainsi.

Nous allons aller à des élections. Si l'on peut se féliciter, dans le fond, du résultat de cette période électorale, il faut avoir le courage de dire qu'elle aurait été certainement plus fructueuse, si le Parti ne s'était pas endormi, dans bien des fédérations. On ne gagne pas une bataille électorale dans les trois semaines de la campagne. A un moment, en raison des positions que nous étions dans l'obligation de prendre au Parlement, nous étions comme paralysés dans la propagande. On avait peur de venir devant les militants, dans des réunions publiques et contradictoires ; on a laissé au Parti Communiste le monopole de fait des réunions publiques. Je dis que, pour un militant ou pour un propagandiste Socialiste, aucune position n'est difficile à défendre.

Nous devons reprendre immédiatement la propagande, et faire marcher les élus parlementaires. Vous devez, à côté de l'action parlementaire qui peut être expliquée par un élu, avoir toujours, au titre de la fédération, un propagandiste qui, sur chaque problème, sur chaque position, sera chargé de défendre la position du Parti Socialiste. Vous pourrez expliquer quelle est votre situation, à cause de la faiblesse des effectifs au Parlement, ce qui vous fait prendre des positions qui, bien souvent, ne sont pas très agréables. Mais vous aurez toujours l'orateur de la fédération qui expliquera que, si nous avions eu une majorité parlementaire, telle que nos camarades travaillistes, c'est ainsi que les Socialistes, en pareille matière, aurait fait.

Si nous reprenons ce travail de propagande, je suis persuadé que l'augmentation

de nos voix ira en s'accroissant. Mais pour cela, il faut bien se séparer du Parti Communiste. Si nous avons perdu tant de voix aux élections, c'est qu'à Ha Libération, nous avons toujours été avec les Communistes. C'est ce qui a diminué notre autorité, dans l'opinion publique de ce pays.
Si nous faisons ce barrage et si nous apparaissons aux yeux de l'opinion publique comme étant le meilleur barrage du communisme, je suis sûr que le Parti reprendra le nombre de voix qu'il avait en 1946.
Voilà ce que je voulais vous dire au nom de la fédération Socialiste du Var qui a pris l'engagement de continuer le combat et d'être toujours tournée vers la propagande.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Roux, du Loiret.

Roux (Loiret)

Camarades, dans la séance de nuit du Congrès, je me permettrai d'apporter quelques réflexions de ma fédération sur la campagne électorale et ensuite de dire quelques mots sur la situation politique.
La campagne électorale s'est traduite pour nous par une perte de voix. Je me suis livré à quelques calculs et de ces calculs, j'ai tiré une réflexion que je vous livre. C'est dans les chefs-lieux de canton que nous avons perdu le plus fort pourcentage de voix ; c'est dans ces chefs-lieux de canton que nous nous étions fait accrocher le plus sévèrement à propos des zones de salaires.
La loi électorale, avec les apparentements, nous a conduits à une situation difficile. Nous avons été obligés de mener une partie de la bataille contre les réticences de nos propres amis. Je ne sais si ce travail a été fait dans tous les Départements, mais à la Commission de Contrôle des bulletins nuls, un de nos camarades qui y était délégué a contrôlé 1/3 des bulletins nuls, et on a trouvé 800 bulletins Socialistes rayés.
Nous en avons tiré la conclusion que c'étaient de nos amis, des Socialistes, qui, vraisemblablement, à cause des apparentements, avaient tenu à manifester leur mécontentement.
Voilà quelques renseignements que nous livrons à vos réflexions.
La perte des voix des Communistes, chez nous, a été sensible, et là aussi, nous avons une petite réflexion à faire. En 1946, la propagande Communiste, sous l'étiquette de la loi Croizat, avait porté beaucoup chez les vieux. Indiscutablement, là, ils ont perdu. C'est une loi naturelle, songez-y. Chez nous, d'après les chiffres examinés, il y a un déchet du Parti Communiste.
Que nous donnent ces élections ? Elles nous donnent - et c'est là que nous allons aborder la question politique -une Chambre plus à droite que la précédente, tout le monde le dit. Et avec cette Chambre plus à droite que la précédente, on entend ici des programmes foudroyants. Il y aurait un ministère purement Socialiste et 300 députés Socialistes, nous ne proposerions probablement pas grand chose de plus.
Et c'est cela que, sérieusement, on va demander demain ? Voyons, camarades !

Cercle Jean-Jaurès

Je suis un habitué des Conseils nationaux et des Congrès, et depuis 3 ans, on a rédigé un assez grand nombre de programmes sur lesquels il est si facile de se mettre d'accord entre nous. C'est élémentaire. On prend les têtes de chapitres du programme Socialiste.

Et l'on va reprendre ce que nous avons tous dit pendant trois semaines aux électeurs. C'est la partie la plus facile. Mais notre inquiétude est ailleurs, à nous militants.

Ce programme, demain, qu'est-ce que ce sera ? Demain ce sera pire qu'hier. Nous savons tous que la Chambre est plus à droite ; ce sera encore un peu plus de libéralisme économique, ce sera encore un peu plus d'attentisme, et nous verrons ce que fera la prochaine Assemblée avant de se mettre en vacances. Vous comparerez le travail qu'elle fournira, après une période électorale, avec ce que celle de 1936 avait fourni, par exemple.

Ce sera donc un peu plus d'attentisme. Mais il y a des problèmes qu'il faudra aborder franchement. N'y aura-t-il pas d'impôts ? N'y aura-t-il pas le problème du prix du blé ? N'y aura-t-il pas, hélas, des problèmes du service militaire, de la durée du service militaire ? N'y aura-t-il pas une échéance au sujet du réarmement ?

Tout cela, le met-on dans notre programme actuel ? Le met-on dans nos exigences ?

Au dernier Congrès, où je n'étais pas, notre camarade Jules Moch a un peu fait peur aux délégués Socialistes en proposant certaines mesures gouvernementales. Et bien, ma fédération et moi-même restons persuadés que tous nos beaux programmes, sur le plan gouvernemental, se traduiraient à peu près par ce que disait notre camarade Jules Moch.

Donc, mes amis de ma fédération m'ont chargé de dire que le programme que nous pouvons établir n'est qu'un aspect de la position du Parti Socialiste. Il y a autre chose de plus important, il y a une prise de position politique, un acte de volonté à accomplir de la part de notre Parti.

Proposer, comme nos camarades du Nord, que ce soit un Socialiste qui soit chargé de former le gouvernement ? Je veux bien. On rappelait aujourd'hui les expériences passées ; j'ai là, tout près de moi, quelqu'un qui sait comment les choses se sont passées.

Nous savons tous que les programmes vont s'amenuisant, s'effilochant, et alors il faut répondre franchement, à ce Congrès, à la question politique qui est posée.

Nous ne croyons pas, nous, à la réalisation d'un programme que nous pourrons présenter dans l'actuelle législature, et c'est pour cela que nous disons très nettement : "Non" à la participation Socialiste au gouvernement.

Nous demandons au Parti de revenir à des thèses passées, éprouvées. Nous lui demandons de revenir à la politique du soutien. Je ne ferai pas un long discours - c'était bon dans ma jeunesse au Parti - sur les avantages comparés de la participation et de la non-participation. C'est ainsi que j'ai commencé au Parti.

Mais il faudrait - et là, c'est un acte de volonté du Parti - que nous levions une autre hypothèque, au sein de notre Parti. Nous en avons levé une, et je m'en félicite ; nous avons levé la peur du communisme. Celle-là a disparu. Et pour

moi qui, en 1945, à mon retour d'Allemagne, avait quelque peine à connaître le Parti qui, à ce moment-là, recevait des délégations fraternelles, comme si on avait oublié l'expérience de 1934, et comme si on avait oublié 1939, je vivais avec ces deux souvenirs et j'avais été assez choqué par ce qui se faisait en 1945-1946.

Aujourd'hui, on est revenu à une plus saine conception de ce qu'est le danger stalinien, et j'en suis très heureux. Cette hypothèque est levée. Mais il y en a une autre. Il ne faudrait pas, dans le Parti, que l'on croit que le fait de ne plus avoir de ministres Socialistes amènera toutes les catastrophes possibles à notre pays. Il semble qu'on ne puisse plus concevoir la France sans ministres Socialistes. Est-ce que la participation serait devenue un dogme ? On nous affirme que non. Alors, si c'est non, c'est donc qu'il y a des moments où cela peut se produire.

Et ma fédération vous demande de constater que l'heure est sonnée où il n'y aura plus de ministres Socialistes. On peut faire quelque chose dans l'opposition ; cela a été rap» pelé ici, avec les grandes périodes du passé du Parti, et je suis persuadé que dans la politique du soutien, nous pouvons encore obtenir beaucoup de choses, -je vais peut-être même assez loin - plus de choses même que par la participation, parce que l'action du Parti sera plus vive. La pression qu'il exercera, il l'exercera de toutes ses forces et non pas par l'intermédiaire de quelques ministres.

Donc le soutien paie, le passé l'a prouvé.

Et puis, notre Parti ne doit plus vivre avec des mots. J'entends presque tout le monde dire : "Il faut que nous reprenions la classe ouvrière, il faut que nous reprenions 1 million, voire 2 millions de voix au Parti Communiste". C'est la question, mais ce n'est pas avec des mots, avec des motions que l'on reprendra les éléments du Parti Communiste. C'est par des actes.

(Applaudissements)

C'est par des actes au cours des campagnes électorales. Les quelques endroits où nous avons pu mordre un peu, ou tout au moins nous faire écouter avec une certaine sympathie, c'est lorsque nous avons montré les quelques votes du groupe Socialiste, au Parlement, où il avait été seul à voter quelque chose. C'est avec ces exemples-là que nous avons été écoutés.

Voilà la position qu'il faut reprendre aujourd'hui. Notre Parti ne doit pas vivre avec le régime ; il ne faudrait pas oublier que nous sommes encore un Parti anticapitaliste. On a dit que le capitalisme avait disparu ; je n'en suis pas tellement sûr ; peut-être n'a-t-il pas exactement la même forme que précédemment, mais dans les bilans des Sociétés, croyez vous que la notion de profit a disparu ? Non.

Nous ne devons pas vivre dans ce régime ; nous devons vivre en préparant le nôtre, le régime Socialiste.

Ce qu'il faut donc pour combattre le stalinisme, ce sont des actes, et ces actes, nous pouvons les montrer à la classe ouvrière, si nous savons reprendre notre indépendance.

Et là, je demanderai au groupe parlementaire Socialiste, qui est plus fort que le groupe précédent, dans lequel il va y avoir plus de compétence et plus de bonne

volonté, je lui demanderai de jouer le rôle de fanion pour le Parti Socialiste, de fanion pour notre propagande, c'est-à-dire de déposer des projets issus directement de notre programme électoral et de les amener jusqu'à la discussion, n'y eut-il que les voix Socialistes.
C'est avec cela que nous pourrons, dans le Parti, avoir une certaine audience auprès des catégories que nous voulons reprendre.
Ne pas participer au gouvernement, c'est, pour ma fédération, retrouver des amis qui nous ont quittés, c'est redonner confiance à la classe ouvrière et arracher au stalinisme une partie du prolétariat. C'est faire de nos responsables des militants politiques. Ils ont été un peu trop des fonctionnaires politiques. Et enfin, c'est redonner à la vie parlementaire une base populaire et par là, c'est contribuer à défendre notre régime.
Que l'action de notre Parti fasse que les électeurs trouvent, dans la vie parlementaire, quelque chose de leur propre vie, et le groupe parlementaire sera plus solide qu'avec tous les immobilismes qui se sont succédés depuis 3 ans.
Nous défendrons, dans le Loiret, jusqu'au bout, l'indépendance Socialiste et nous souhaitons que, les cruelles expériences électorales que nous venons de subir, une fois passées, le Parti, par un acte de volonté, par un acte de décision courageux, reprenant les traditions du passé, soit capable, avec toute son indépendance, de se lancer dans une nouvelle bataille.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Capdeville.

Jean Capdeville (Seine-inférieure)

Camarades, ma fédération m'a demandé de traduire très vite, ici, à la fois son inquiétude et ses espoirs.
Cette après-midi, nous avons entendu un certain nombre de raisons, en sens divers, nous recommandant, soit d'être favorables à une participation, soit de nous en éloigner. Pour nous, nous pensons que c'est du résultat des élections que nous devons, aujourd'hui et demain, choisir et définir notre tactique au Parlement.
Ce matin, Guy Mollet nous a demandé de dire les conditions dans lesquelles nos fédérations respectives s'étaient trouvées dans la campagne électorale, les difficultés que nous avions rencontrées, et ce qu'il y avait à redresser et à réparer.
Pour nous, nous pensons que, dans l'immédiat, l'hostilité et l'incompréhension certaines d'un grand nombre de militants à la loi électorale adoptée par l'Assemblée, ont été une des causes d'une perte de voix certaine. Mais cela a été une des causes immédiates. Il y avait des causes beaucoup plus profondes que nous avons retrouvées les uns et les autres, non seulement dans les interpellations des divers contradicteurs, mais aussi et surtout dans les incertitudes, dans les craintes de nos camarades mêmes et surtout d'un grand nombre de sympathisants.
Ils nous ont dit : "Voyez-vous, la collaboration du Parti, depuis 5 années, au

sein du gouvernement, avec des Partis modérés, a porté au Parti un coup redoutable". Cela, je le crois, et c'est parce qu'elle a été, à la fois, mal comprise et mal expliquée.
Et puis, on n'a pas dit ici l'incidence certaine du vote de ce que j'appellerai les cinq classes nouvelles d'électrices et d'électeurs, des jeunes qui ont voté cette année et pour lesquelles nous n'avons fait, je le crois, à peu près aucun effort de propagande. Et ceux-là, inquiets de leur sort sur le plan social, sur le plan du lendemain, se sont portés, parce qu'ils n'avaient aucune expérience politique, vers ceux qui leur promettaient tout, et n'ayant aucune espèce d'éducation, n'ont pas su se rendre aux raisons que nous leur apportions.
Et là, j'en vois une des raisons, non pas dans le manque de propagande, dans le manque de moyens donnés par la direction du Parti, mais très souvent dans le fait que, dans la plupart des fédérations, on a rencontré un esprit à la fois de scepticisme et de découragement, parce que nos camarades, à la base, comme on dit souvent, n'ont pas eu le courage de lire ou de prendre connaissance des documents que nous leur apportions ou que le Parti leur envoyait. Ils ont été incapables, au bureau, au chantier ou à l'école, de dire à ceux-là les raisons pour lesquelles nous avions dû défendre la République au Parlement, dans des conditions difficiles et surtout difficilement explicables.
Cette désorganisation, ce manque d'enthousiasme et de foi des sections, des fédérations, ne peuvent pas être imputés à la Direction nationale du Parti.
Mais lorsque nous faisons l'examen fidèle, l'autocritique de ce que nous avons fait et obtenu, nous devons avoir le courage de dire que, dans un grand nombre de fédérations, ce qui devait être fait ne l'a pas été, et que, dans beaucoup de cas, nous n'avons pas donné à nos camarades, à la fois les arguments et les armes leur permettant de se défendre contre les attaques ou contre les insinuations des uns ou des autres.
Certes, ces critiques, nous les avons connues pendant toutes les campagnes électorales. Dans beaucoup de cas - et en particulier, dans une fédération comme la mienne qui, contrairement à beaucoup d'autres, a conservé intacte sa base ouvrière et où aucun des éléments que l'on considère comme étant la substance vraiment active du Parti ne nous a quittés - ces éléments ont été sceptiques sur notre volonté de maintenir à tout pris, aussi bien les nationalisations que la Sécurité Sociale et le statuquo en matière laïque, et surtout ils ont manifesté leur crainte de ne pas voir, demain, le Parti capable de mener la lutte, la lutte essentielle pour la revalorisation du pouvoir d'achat de toutes les catégories de travailleurs, du secteur privé ou du secteur public.
Le Parti se doit, demain, devant ces critiques et devant ces dangers, dangers qui se présentent pour lui et venant de l'opinion même de la classe ouvrière, de ne pas accepter de jouer. Nous sommes aujourd'hui le Parti le plus fort d'une majorité possible. Nous n'avons plus à passer sous les fourches des Partis modérés ; nous devons profiter, camarades, de ces lendemains d'élections où, même les éléments qui n'ont pas les mêmes opinions que nous sur le plan économique, sont encore soumis à l'influence de leurs électeurs. Ceux-ci ont encore manifesté des exigences. Si, aujourd'hui, nous sommes capables de leur

imposer notre volonté, nous devons, en effet, les amener à nos solutions.
Le Parti doit, non seulement proposer, mais il doit à la fois s'imposer et imposer ses solutions, surtout en face de la campagne qui se développe dans la presse, qui se développe dans les Partis, au Parlement où l'on dit : "Nous verrons au mois d'octobre, nous ferons alors un gouvernement qui prendra des solutions". Je vous en supplie, camarades, ne constituez pas un gouvernement de vacances ; ne faites pas un gouvernement de transition.
Les éléments qui nous sont restés fidèles, la partie de la classe ouvrière qui est restée foncièrement Socialiste, les éléments sérieux et sains, ceux qui veulent un lendemain meilleur, ne comprendraient pas que le Parti accepte de donner à ses parlementaires le droit de prendre des vacances agréables, et qu'avant de partir, ils n'essaient pas de mettre au point et de traduire dans la réalité les mesures capables de sauvegarder le pouvoir d'achat de la classe ouvrière.
Ne commettons pas ces erreurs de tactique ; ne nous laissons pas prendre à ceux qui vous disent : "Nous aurons le temps au mois d'Octobre". La misère n'attend pas ; la gêne des foyers ouvriers est présente, elle, et si nous partions, elle serait et elle resterait dans ces milieux ouvriers. Nous devons prendre des solutions, des résolutions et des décisions avant le départ en vacances ; nous devons traduire dans les faits notre volonté de voir le pouvoir d'achat s'améliorer.
Et oui, si demain rien n'est fait pour aller contre la misère, si demain, rien n'est fait pour apporter des solutions dans ce sens, vous aurez, au lendemain d'une victoire électorale éphémère, fourni les meilleures armes aux Partis totalitaires que nous avons battus.
Notre programme ne peut pas être une base de discussion ; il doit être accepté. On parle ici, à la fois, de suppression de zones de salaires, d'échelle mobile, de contrôle des prix. Ce ne sont pas des impératifs de Congrès, mais des volontés efficaces d'aboutir à un résultat. Nous devons proposer de soumettre cela à nos Parlementaires éventuels, et s'ils ne l'acceptent pas, je dis tout net que le Parti ne peut pas accepter, demain, de participer à une équipe gouvernementale qui serait une équipe d'expédition des affaires courantes-, rien de plus. Car on pourrait encore une fois nous reprocher d'être partisans du régime capitaliste.
Et si la partie de la classe ouvrière qui, contre vents et marées, restant foncièrement Socialiste, nous a fait confiance, voyait que le Parti, avant le départ en vacances, n'est pas capable de traduire, sur le plan parlementaire et gouvernemental, ces vérités, elle nous abandonnerait.
Camarades, le Congrès doit dire sans ambiguïté que nous n'acceptons point que le Parti soit un appoint ; il dirigera ou il s'abstiendra et c'est pour cela que nous vous demandons de justifier cet indivisible espoir des militants Socialistes qui nous ont fait encore confiance.
C'est la seule chance que nous avons ; nous devons la saisir, parce que c'est le sort de la République et de la paix que nous jouons. Je suis persuadé que vous n'irez pas le décevoir ; je crois que ce sera à la fois le vœu du Congrès et le nôtre.
(Applaudissements)

Le président- La parole est à Boulloche, de la Seine-et-Marne.

André Boulloche

Camarades, c'est encore quelqu'un qui répond à l'appel de Guy Mollet qui est devant vous. Notre fédération de Seine-et-Marne a analysé objectivement et sans indulgence les leçons de la campagne électorale qu'elle vient de mener.

Nous sommes parvenus à quelques constatations : une première d'abord : c'est que, si nous avons augmenté le nombre de nos sièges, puisque nous sommes passés de zéro à un, - et nous nous en félicitons - nous avons perdu, comme tout le monde, à peu près 20% de nos voix. Je le dis simplement pour demander que, demain, nos camarades du groupe parlementaire se rappellent que, s'ils sont un peu plus nombreux, ils ont perdu un pourcentage appréciable de leurs voix.

D'autre part, nous estimons qu'étant donné les contacts que nous avons eus au cours de la campagne, c'est un succès remarquable que, malgré toutes les attaques que nous avons subies, malgré la création du RPF, malgré tous les espoirs que nous avons déçus, il y ait encore 2 800 000 électeurs qui nous ont conservé leur confiance, 2 800 000 électeurs qui ont compris ce que nous avons sauvé au cours des 5 dernières années.

Dans la trêve actuelle, ces 2 800 000 électeurs supporteraient-il une seconde déception ? Nous ne le pensons pas, et nous ne pensons pas non plus que la République survivrait à un affaiblissement profond de notre Parti.

Nous avons eu conscience de nous être maintenus sur le plan parlementaire, grâce à un mécanisme critiquable, et cela nous crée des devoirs impérieux. Cela nous crée d'abord le devoir de nous rappeler que nous sommes le Parti de la classe ouvrière, même si elle a pu se détacher partiellement de nous, et que c'est d'elle que nous devons tirer notre force.

Cela nous crée surtout le devoir de nous rendre compte des espoirs que nous portons car nos parlementaires ne représentent pas seulement ceux qui ont voté pour nous ; ils représentent aussi, comme le disait tout à l'heure Daniel Mayer, et il avait cent fois raison, ils représentent aussi ceux, plus nombreux, qui en votant pour le stalinisme ont cru voter pour le Socialisme.

Nous sommes, et nous seuls sommes les véritables représentants de la classe ouvrière, actuellement abusée par la propagande la plus grossière et la plus monstrueuse qui ait probablement jamais existé, et abusée en grande partie par notre faute, à nous Socialistes, car nous avons trop négligé -cela a été dit aussi, notre devoir d'information de la classe ouvrière.

Prenons conscience de cette faute et ne la répétons pas, et prenons conscience de la mission que nous donnent les espoirs immenses de plus de 7 millions d'électeurs qui, par la force des choses, se trouvent placés en nous.

En examinant cette situation, notre fédération, comme beaucoup d'autres, a été tenté de poser le dilemme en ces termes : participation ou non participation.

Et bien, nous pensons qu'on ne peut pas poser le problème de cette façon. Quelle que soit la réaction sentimentale que nous pouvons avoir, une approche objective des problèmes qui se poseront demain, est indispensable.

Et le problème n'est même pas de poser des conditions de participation. Les

apparentements avaient esquissé une majorité, et dans cette majorité, nous sommes le groupe le plus nombreux. Cela a été dit. Mais nous sommes aussi le groupe que les Staliniens ont pris pour objectif numéro 1. Pendant toute la campagne, tous les camarades s'en sont rendu compte. Et nous sommes les seuls à pouvoir répondre aux Staliniens, parce que nous sommes le vrai Parti de la classe ouvrière et que nous seuls pouvons apporter les solutions.

Et c'est à nous, par conséquent, qu'il revient de définir les points principaux du programme de la majorité de demain, et d'exiger l'application de ce programme.

Surtout, n'allons pas proclamer, a priori, que le pays a voté à droite, que le gouvernement de demain sera un gouvernement réactionnaire auquel nous ne voulons pas participer.

Une telle attitude serait partiale et serait jugée telle dans le pays. Proclamons, au contraire, que le premier problème est Économie, que ce problème a un nom, que c'est celui du pouvoir d'achat des travailleurs, que nous entendons lui consacrer nos forces, que, dans ce domaine, nous voulons imposer nos solutions et - j'y reviendrai - recevoir à ce sujet, des garanties concrètes.

Cette attitude n'est-elle pas plus digne d'un grand Parti comme le nôtre, qu'une opposition a priori ? Nous ne pouvons pas ne pas donner sa chance à cette assemblée qui se réunit demain pour la première fois. Mais nous avons le devoir de lui dire nettement que, si elle ne s’engage pas dès maintenant dans le chemin qui mène à la justice sociale, c'est la disparition de nos libertés et de nos institutions républicaines ; elle ne doit pas se laisser prendre au mirage d'une représentation inexacte, car le recul du nombre des députés staliniens risque de n'être qu'un répit passager.

Le problème reste entier et le programme du prochain gouvernement doit être, avant tout, économique, et il doit comporter, notamment, 1'énumération qui, d'ailleurs, n'est pas limitative, la réalisation d'une réforme fiscale basée sur la justice, la progressivité, la répression de toutes les fraudes, l'échelle mobile à l'indice des prix d'une part, et à la productivité de l'entreprise, d'autre part, et la suppression des zones de salaires qui vous a été réclamée partout et avec juste raison dans notre Département de Seine-et-Marne, l'assainissement de l'appareil de distribution, l'accélération de l'effort d'équipement, la lutte contre le malthusianisme, le capitalisme, par la mise en œuvre d'un plan de rationalisation de l'industrie.

Mais l'acceptation d'un programme avec majorité ne saurait constituer, à nos yeux, une garantie suffisante. C'est peut-être là que nous différons des positions d'un certain nombre de fédérations qui ont été exposées à cette tribune.

Comme l'a très exactement dit, ce matin, Boutbien, on se met d'accord sur des têtes de chapitres, et puis quand on en arrive à la réalisation des paragraphes, on s'aperçoit qu'on est "cocu".

Il nous faut, au départ, exiger des garanties sérieuses contre ce risque, garantie qu'une déclaration ministérielle ne saurait donner.

Tout d'abord, la primauté absolue qui doit être donnée aux questions économiques, doit avoir sa traduction dans la structure même du nouveau gouvernement. L'application sincère du programme minimum nécessite la

création, maintes fois réclamée, et jamais obtenue, du Ministère unique de l'Économie, groupant, sous une même autorité politique, les services actuels du Ministère des Finances, du Ministère du Budget, du Ministère de l'Économie nationale et certains autres services. La création de ce ministère doit être une condition sine qua non de notre participation car elle seule permet de mettre un terme à la technocratie réactionnaire des hauts fonctionnaires des ministères économiques.
Enfin, le choix des hommes sera pour nous la meilleure des garanties. C'est pourquoi nous revendiquerons, pour l'un des nôtres, - et en cela nous rejoignons la fédération du Nord - ou bien la présidence du Conseil, ou bien le Ministère de l'Économie, tel qu'il vient d'être défini.
De telles conditions seront-elles acceptées ? Il serait téméraire de répondre, aussi bien par oui que par non. Mais elles auront au moins le mérite de mettre nos interlocuteurs au pied du mur et de leur permettre de prouver immédiatement la sincérité de leurs intentions.
Si ces conditions étaient rejetées, nous ne pourrions envisager, pour l'instant, de participer, et le soutien ne pourrait qu'être conditionné par le respect des éléments de programme, mentionnés ci-dessus. Nous aurions garde alors de ne pas nous laisser enfermés dans une opposition passive et stérile, mais de lui donner, au contraire, un aspect constructif.
Et d'ailleurs, on ne saurait, sens mauvaise foi, nous taxer d'intransigeance, car toute politique ne permettant pas une amélioration sensible et immédiate du niveau de vie des classes laborieuses ne ferait qu'ouvrir la voie à une aventure totalitaire dont le pays ne se remettrait pas.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Augustin Laurent.

Augustin Laurent

Camarades, j'ai été trop sévère tout à l'heure, en ma qualité de Président, pour les camarades qui ont défilé à cette tribune pour ne pas m'engager à faire le maximum d'efforts pour respecter les 25 minutes qui sont imparties à la fédération du Nord qui n'a qu'un orateur d'inscrit dans le débat, et pour essayer de condenser les observations que je me proposais de faire, comme beaucoup de camarades ; je crois que le mieux est de vous donner les grandes lignes du projet de résolution que notre Congrès fédéral a établi.
Nous avons, naturellement, constaté, en analysant les résultats obtenus dans le pays que le Parti Socialiste n'avait pas enregistré - car on a bien raison de dire qu'il ne serait pas bon de faire preuve d'un optimisme qui ne correspondrait pas à la réalité - celui qu'il était en droit d'attendre, d'espérer en raison même de la droiture de la politique qu'il a menée et de la justesse des solutions qu'il n'a cessé de préconiser depuis un certain nombre d'années.
Mais cependant ce résultat souligne - et je crois que la résolution devra le mentionner - que le but que s'est assigné le Parti et d'autres formations républicaines a été atteint en ce sens que l'accès au pouvoir a été refusé h- ceux

Fondation Jean-Jaurès

qui l'espéraient. Il faut le dire, non seulement la majorité absolue convoitée, annoncée par le RPF n'a pas été atteinte, mais, depuis les élections municipales moment où le RPF a figuré sur l'échiquier politique de notre pays, il a perdu, nous devons le dire et le répéter, pas loin de 2 millions de suffrages.
Quant au Parti stalinien, il faut que nous disions aussi son échec relatif, mais indéniable : il ne s'exprime pas seulement par la diminution de son effectif parlementaire, mais aussi et surtout par la perte de près de 500 000 suffrages et nous devons, camarades, retenir à cet égard que c'est la première fois, non pas seulement depuis la libération, mais depuis avant la guerre, que le Parti stalinien recule, qu'il perd des voix, car, pour une fois, il ne s'agit pas du nombre de ses élus, mais du nombre de ses suffrages. Je vous rappelle - et ici les camarades voudront peut-être réfléchir et méditer sur un certain nombre de questions qui ont été mises en évidence sur les réalisations, sur l'immobilisme de certains Gouvernements - qu'au Congrès de 1937, aux élections cantonales, c'est-à-dire un an après la politique du Front Populaire, et malgré le bilan extrêmement intéressant que pouvait afficher le gouvernement qu'avait dirigé Léon Blum, le parti stalinien n'en avait pas moins gagné 75 000 suffrages, alors que nous étions en droit de dénoncer sa carence du fait qu'il avait refusé de prendre les responsabilités dans l'action gouvernementale que dirigeait Léon Blum.
Nous aurons à dire que pour n'être pas le principal bénéficiaire de sa clairvoyance et de son effort, le Parti Socialiste n'en a pas moins le droit de rappeler qu'il a été le seul à avoir le courage de dire, à un moment où d'autres ne voulaient pas se rendre à l'évidence, que le danger des deux fronts existait et qu'il fallait combattre aussi bien, aussi énergiquement l'un que l'autre, si nous voulions sauver les institutions républicaines.
Appelé à définir les positions politiques pour demain - c'est la tâche du Congrès national extraordinaire d'aujourd'hui - il doit constater ce Congrès :
1- qu'il semble que dans la nouvelle Assemblée, issue du scrutin du 17 juin, une majorité d'hommes décidés à défendre les institutions démocratiques contre le stalinisme et le néo-Gaullisme existe ;
2 - qu'au sein de cette majorité, et c'est cela que nous voudrions qu'on dise d'une manière assez claire, assez particulière, autre Parti apparait comme l'élément dominant, il s'avère le plus fort, non pas tant du point de vue numérique, mais du point de vue de son influence et des espérances qu'il incarne dans une partie importante du monde du travail.
C'est cette situation que nous devons avoir sous les yeux et présente à l'esprit qui autorise le Parti Socialiste à faire connaître qu'il est prêt à assumer la charge de former un gouvernement dont la composition serait à l'image de la majorité républicaine qui s'est affirmée dans la lutte sur les deux fronts et à laquelle majorité il appartient de se déclarer prête à reprendre la bataille sur le troisième front, celui de la misère.
Le Parti Socialiste est donc autorisé, selon nous, à revendiquer la direction du gouvernement et il estime que l'action gouvernementale doit avoir les objectifs suivants : En politique intérieure, la France sera toujours le pays dont le gouvernement sera le plus attentif à toutes les possibilités d'organiser la paix

entre les peuples par la sécurité collective, par le désarmement général et simultané.
Pour l'heure, la France respectera les engagements qu'elle a pris dans le cadre de la sécurité collective, l'effort de sécurité matérielle, par le réarmement, ne peut pourtant pas aller au-delà des limites normales pour un pays comme le nôtre, épuisé par des guerres successives. Donc, nécessité de pratiquer une solidarité internationale effective, organisation d'un pool des matières premières et d'un pool financier, définition d'une politique européenne et la création d'organismes lui permettant de s'exprimer.
En matière de politique économique et sociale, le Parti Socialiste doit dire que, convaincu qu'il ne saurait y avoir de défense nationale réelle sans justice sociale, il revendique la direction du gouvernement pour combattre avec d'autres républicains, s'ils acceptent, le désordre économique, l'inflation et la réduction du niveau de vie des travailleurs qui constituent des risques sérieux de désagrégation interne.
Les moyens ? Organisation des importations et exportations, lutte contre le stockage spéculatif, par la distribution judicieuse du crédit, taxation des denrées essentielles le cas échéant, abolition des pratiques des puissantes coalitions économiques dont le dirigisme corporatif a pratiquement supprimé toute possibilité de concurrence, organisation des marchés industriel et agricole.
Le Parti revendique la direction du gouvernement pour rétablir l'équilibre social par une redistribution plus équitable du revenu national.
Les moyens ? Application de l'échelle mobile aux salaire minimum interprofessionnel garanti à partir duquel des accords de salaires doivent être obtenus par les travailleurs dans le cadre des conventions collectives ; suppression progressive des zones de salaires et rétablissement des commissions départementales du coût de la vie ; politique de logements de grande envergure ; refonte du système des allocations familiales, et tout en affirmant la nécessité de l'équilibre budgétaire, et de la défense de la monnaie, le Parti déclare que la politique de reconstruction et d'équipement doit être poursuivie sans fléchissement et, par ailleurs, il agira en sorte que les charges du réarmement nécessaire soit supporté par les classes privilégiées de la nation.
A cet effet, il devrait proposer un impôt spécial sur les superbénéfices des entreprises travaillant pour l'armée, un impôt sur le chiffre d'affaires des sociétés, un nouvel aménagement de l'impôt sur les grands revenus, une action efficace contre la fraude, en attendant la refonte de tout le système fiscal qui la facilité.
Sur le plan politique, il juge nécessaire un fonctionnement amélioré des institutions républicaines et, à cet effet, il propose une réforme de la Constitution réglant, notamment, le problème de la majorité constitutionnelle.
Enfin, le Parti rappelle les principes énoncés au Congrès de Nancy sur la question de la laïcité. Toujours partisan de l'application intégrale des lois laïques sur 1'ensemble du territoire de la République française, ainsi que du principe de la nationalisation de l'enseignement primaire, le Parti pourra se déclarer prêt, selon nous, à s'en tenir au statu quo en matière scolaire, si une

telle position peut faciliter l'accord entre républicains.
Il n'est pas besoin d'ajouter que dans cet ordre d'idée, nous demandons, naturellement, une politique plus active de constructions scolaires.
Voilà, camarades, les points les plus importants qui constituent ce que nous appelons le programme d'action que la Parti Socialiste devrait soumettre, si le Congrès en était d'accord, aux diverses formations appartenant à la majorité républicaine, parce qu'il pense, le Parti Socialiste, que cas formations sont aussi soucieuses que lui d'empêcher que la nouvelle législature soit condamnée à l'immobilisme ou à l'impuissance.
Je crois que déjà un certain nombre de camarades ont mis l'accent sur ce point : il n'est guère possible d'aller au-delà dans l'incertitude, que dis-je, dans l'inconnu où nous sommes de es que représente exactement cette majorité du centre.
Nous espérons, et un certain nombre d'indications nous permettent de le dire, qu'il y a dans ces formations une majorité d'hommes décidés à défendra les institutions républicaines contre le gaullisme et le stalinisme, mais, malheureusement, nous ne sommes pas du tout informés du contenu politique qu'il y a derrière les étiquettes qui vont être données à tous les groupes, sous-groupes, groupuscules qui sont en train de se constituer, et qui se constituent du reste après un certain nombre d'opérations de caractère assez sordide, ne serait-ce que pour la conquête des présidences !
Le Parti ne peut, à notre avis, raisonnablement faire autre chose que de dire : "Les autres formations républicaines n'ont pas encore dit très clairement sur quelles bases elles entendaient faire démarrer la nouvelle législature, mais le Parti Socialiste, au contraire, dit : "Voilà es qu'il faut faire". Il a parlé, il faut maintenant que d'autres parlent et disent aussi clairement, aussi nettement que lai ce qu'ils entendent faire au départ de cette législature".
Quelqu'un a dit à cette tribune : "Gardons-nous de faire preuve d'intransigeance", ce camarade avait raison, mais nous pouvons tout de môme bien dire que le programme que nous esquissons, n'est pas, n'est-il pas vrai, le programme Socialiste. Ce n'est pas un programme spécifiquement Socialiste ; ce que nous suggérons aujourd'hui, ce n'est pas autre chose qu'un programme minimum capable de recueillir l'approbation de ceux qui veulent, avec nous, engager l'inéluctable bataille contre le front de la misère, car il est bien vrai que c'est le problème n°1 de l'action qui doit s'ouvrir, qui doit commencer dès les premiers pas de la législature.
Camarades, je disais que je ne serais pas long, mais je voudrais encore, tout de même, donner quelques autres informations. Je voudrais dire au Congrès que le pays est très attentif à ce qui va se passer demain et je suis convaincu qu'il saura gré au Parti Socialiste, à notre Parti, d'avoir fait tout de suite connaître ses intentions et d'avoir dit sur quelles bases il voulait précisément travailler avec d'autres républicains, si ceux-ci sont disposés, comme lui, à travailler d'une manière efficace à empêcher une recrudescence des forces réactionnaires gaullistes et à empocher que s'accroissent à nouveau les possibilités d'action du stalinisme auprès de la classe ouvrière qu'i1 a su berner depuis de si

nombreuses années.
Je voudrais, en concluant, revenir rapidement à deux points qui ont été mis en évidence sur les causes de notre échec et les tâches qui s'imposent au Parti.
On dit généralement, et il y a du vrai, que c'est la politique générale du Parti, et surtout la participation, qu'il a accordée au gouvernement depuis quelques années qui sont à l'origine de la diminution de nos suffrages.
Je dis qu'il serait puéril de nier qu'il y a là véritablement une des raisons qui nous ont fait perdre un nombre de voix assez important : 650 000, mais je dis qu'il y en a d'autres, il n'y a pas que cette raison, il y a des raisons locales, il y a des raisons de différents ordres que je n'ai pas du tout l'intention d'analyser, néanmoins il y en a une dont je veux par 1er au Congrès, c'est la nature des rapports qui existent entre l'action politique du Socialisme et l'action syndicale.
N'oubliez pas que nous n'avons pas pu dans la bataille électorale compter sur la plus petite aide, la plus petite participation des éléments du syndicalisme libre à notre action, et s'il est vrai que les élections ne se font pas dans les quelques semaines qui précèdent la campagne électorale, mais tout au long des années qui séparent des scrutins, alors nous pouvons dire que sur ce plan, dans la vie quotidienne et au cours d'un certain nombre de faits sociaux, nous n'avons pas profité d'une aide et d'une bienveillance de la part des organisations syndicales libres.
Ici, alors, se pose un problème que le Parti aura, à mon avis, raison d'examiner le plus rapidement possible : on cite souvent dans nos Congrès l'exemple des autres pays amis, eh bien, voulez-vous que je vous dise ce à quoi j'ai pu assister lors des émouvantes funérailles de notre grand camarade Louis de Brouckère, à Bruxelles ? un orateur fut désigné pour prendre la parole, Max Bouzet, au nom de l'action commune.
L'action commune, qu'est-ce que c'est ? Tout simplement un organisme qui réunit les dirigeants du Parti, des Syndicats, des Coopératives, de la Mutualité Socialiste, et qui est chargé d'organiser toutes les possibilités d'action où la convergence des efforts est possible sans nuire à l'autonomie ou à la dépendance de l'un ou l'autre de ces organismes.
Vous savez quand on cherche les perspectives par lesquelles un Parti comme le notre, le Socialisme démocratique, en France, peut essayer de trouver des possibilités de regagner la masse de tous ceux qui ont été dégoûtés par l'action des staliniens ou qui n'ont pas compris les efforts qui ont été réalisés par notre Parti pour sauvegarder les institutions républicaines, quand on songe au nombre de tous ceux qui sont désaxés, qui ont perdu absolument toute confiance dans l'avenir, on s'aperçoit qu'il y a quelque chose à faire en vue de trouver une possibilité d'accord entre tous les éléments qui sont attachés à la démocratie et au Socialisme, et c'est peut-être la formule travailliste.
Croyez-vous que nous avons fait l'expérience, à Lille, d'une liste travailliste à la tête de laquelle se trouvait un élément absolument douteux, et je voudrais pouvoir dire à la tribune de ce Congrès autre chose, étant donné véritablement ce que représente l'individu qui était à la tête de cette liste, et bien, malgré cela, à cause de la formule, à cause de l'étiquette de Parti travailliste, il a en dépit de

ce qu'on a pu écrire que le bonhomie était un gangster, recueilli près de 9 000 suffrages dans notre circonscription !
Il y a là quelque chose qui doit vous faire réfléchir, compte de ce qui existe dans les autres pays ; je sais bien que ce n'est pas pareil, que nous avons des attaches différentes, que nous ne voyons pas les problèmes de la même manière en France qu'en Belgique, qu'en Suède, qu'au Danemark et dans les autres pays nordiques, mais il est bien vrai, chers camarades, que là où nous pouvons encore enregistrer des résultats importants sur le plan électoral, c'est parce que nous conservons encore des moyens d'action, parce que nous avons des liaisons entre les militants syndicalistes et Socialistes et les militants de la coopération qui semblent pourtant si loin de l'action Socialiste en ce moment.
Il y a certainement quelque chose à faire dans cette direction ; ce n'est pas le moment, ce n'est pas l'heure, je m'en rends compte, d'examiner plus à fond ce problème, mais je tenais à le souligner.
On a dit aussi qu'il fallait considérer l'action, non seulement sous l'angle parlementaire, mais sous l'action nécessaire à entreprendre tous les jours dans le pays ce qui était le travail de nos fédérations et de nos sections.
Oui, camarades, il y a un très gros travail à faire dans cette direction. On a dit qu'il fallait avoir la foi, certainement, mais la foi Socialiste, camarades, c'est une foi raisonnée, et pour l'avoir, il faut connaître, et pour cela il faut s'instruire, s'éduquer; il faut en vérité, que le Parti s'attache à cette nécessaire œuvre d'éducation de ses militants.
C'est vrai, par exemple, que si la propagande de la campagne électorale avait duré quinze jours de plus, à cause de l'enthousiasme, en tous cas du dynamisme que nous avions soulevé, les uns et les autres, dans les derniers huit jours, nous aurions enregistré d'autres résultats, (applaudissements)
Pourquoi ? Parce que nous étions parvenus à éclairer mieux les camarades, les militants et même les simples adhérents de nos sections.
C'est dans cette direction là, camarades, qu'il faut diriger nos efforts. Il ne faudra plus laisser une seule élection partielle, une seule élection cantonale se dérouler sans que le Parti soit présent. Il n'est pas admissible qu'il y ait des fédérations qui laissent passer l'occasion d'avoir un candidat dans une élection cantonale ; il faut qu'en toutes occasions, le Parti fasse connaître sa doctrine, son programme et son action,
Il faut faire ce que nous faisions dans le passé : là où l'on s'est battu, mais battu vraiment, battu tous les jours, battu chaque dimanche, par des réunions de contact avec les éléments de base, on a obtenu des résultats importants.
Je puis vous citer quelques exemples significatifs :
A Tourcoing, on a repris 2 700 voix aux staliniens, et c'est le résultat d'une action presque quotidienne, en tous cas hebdomadaire des camarades, nous ne sommes que trois ou quatre à la mairie, mais les camarades profitent de leur présente à l'hôtel-de-ville pour faire des réunions nombreuses dans les quartiers et aussi pour y faire de la propagande Socialiste, et ainsi on enregistre de nouvelles adhésions, puisque la section de Tourcoing dépasse 500 adhérents maintenant.

Camarades, lorsque nous aurons défini nos tâches pour l'action parlementaire, nous devrons prendre en mains les résultats électoraux et travailler en vue des élections cantonales qui approchent ; il faudra dire à chacune de nos fédérations : "Voilà les cantons où vous allez devoir présenter des candidats, préparez cette campagne électorale d'une manière méthodique, nous vous aiderons dans la mesure où nous pourrons vous apporter l'aide matérielle dont vous pourrez avoir besoin, mais n'oubliez pas que les résultats vraiment sérieux et intéressants pour les élections ne s'obtiennent pas en huit jours, en dix jours de propagande, mais par une constante action entre les scrutins.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, je voudrais d'abord, avant d'en venir à des conclusions, refaire rapidement une analyse des résultats passés.
Beaucoup de choses ont été dites, je serai donc bref sur certains points, et d'abord je voudrais m'associer à ceux des camarades qui ont tenu à mettre l'accent sur le fait qu'au départ il y a une victoire, et une victoire certaine des républicaine.
Un camarade, cet après-midi, je crois que c'était Daniel Mayer, insistait sur le fait qu'en dehors de nos rangs, des quantités de gens avaient pu, à une certaine période, douter de cette éventuelle victoire républicaine. Je voudrais ajouter qu'il n'est pas jusque dans nos rangs qu'il y ait eu des camarades à douter de cette possibilité de victoire, il y a une heure où l'on nous a parlé de baroud d'honneur.
Ah ! nous nous répétons souvent - les hommes politiques sont condamnés à se répéter à moins de se trahir - mais il y a des heures où des hommes, chez nous, ont pu se demander si l'heure de l'abandon n'était pas arrivée.
Nous avons tenu, et nous avons gagné : les instituions républicaines sont aujourd'hui préservées, - peut-être pas définitivement - nous en parlerons dans un instant- et il n'est plus personne, même dans les rangs Communistes
qui s'imagine que Maurice Thorez soit susceptible de devenir Président du Conseil en France, et même dans les rangs RPF, pour croire que le général de Gaulle ait ses chances.
C'est une victoire, et nous n'avons pas le droit de la sous-estimer. Le fascisme, en France, n'est pas passé, et s'il n'a pas passé, c'est grâce à nous, c'est grâce aux Socialistes !
Les résultats ? En ce qui nous concerne, j'ai parlé ce matin des sièges, je voudrais parler ce soir des voix. C'est exact, par rapport aux élections de 1946, il y a un déchet de quelques 600 000 voix. Il faut voir pourquoi et où les voix sont allées.
Les voix que nous avons perdues, quand on analyse les résultats dans les différentes fédérations - et je dois dire que nombreuses sont les fédérations qui ont répondu à notre appel s'il y en a encore qui ne l'ont pas fait - on s'aperçoit

Fondation Jean-Jaurès

qu'il est très rare qu'elles soient allées au parti Communiste, en dehors de quelques cas très précis.
Un certain nombre de nos voix perdues se sont reportées vers les Radicaux, ou vers l'UDSR, là où ces listes sont apparues cette fois-ci qui n'existaient pas les fois précédentes, et où des hommes qui avaient voté pour nous à une certaine période sont retournés à leurs amours d'antan.
Quelquefois, mais beaucoup plus rarement, un certain nombre de nos voix ont pu aller au RPF. Il s'agit là, souvent, d'hommes qui, à la Libération, étaient venus à nous dans l'enthousiasme de l'époque, maie nous ont quitté depuis.
Plus nombreux parmi ceux qui nous ont quittés sont ceux qui se rangent dans deux catégories : dans les régions rurales, un certain nombre d'hommes ont cessé de voter pour nous pour rejoindre les démagogues professionnels, ceux qui se sont institués les paysans et qui ont fait une surenchère invraisemblable, à telle enseigne qu'on serait assez curieux de les voir mis au pied du mur et appliquer leur absence de programme, et puis il y a eu, cette fois, un transfert des abstentions.
Je crois qu'il y a un certain nombre d'hommes qui pensent Socialiste et qui, pour des raisons que j'analyserai tout à l'heure, n'ont pas voté pour nous, mais se sont abstenus, et que si le nombre des abstentions ne s'est par là même augmenté, c'est que, par contre, un certain nombre de conservateurs et réactionnaires qui, les fois passées, n'avaient pas voté, sont, cette fois, allés aux urnes.
Et maintenant pourquoi cette perte ?
Une perte nouvelle d'ouvriers, disait un camarade, et je crois que c'était Boutbien ? Ah ! je le dis comme je le pense, c'est inexact. C'est inexact, et je voudrais en trouver une preuve encore dans l'analyse des scrutins.
A l'intérieur des fédérations, c'est presque toujours dans les milieux ouvriers que nous maintenons et améliorons nos suffrages et, plus encore si on se réfère aux chiffres officiels, on s'aperçoit de ceci, c'est que ce sont celles de nos fédérations qui ont gardé le plus longtemps, et qui gardent encore, des assises ouvrières, qui, dans le pays, assurent à notre Parti une place d'une importance telle que nous serions de loin au premier plan de la politique française s'il en était de même dans toute la France !
Une simple liste par ordre alphabétique, je n'ai retenu, dans une statistique qui est à la disposition de tout le monde, que celles des fédérations qui, en France, dépassent 25% des électeurs, c'est-à-dire celles où 1 électeur sur 4 a voté Socialiste, et j'y trouve quoi ?
Les Basses-Alpes avec 38, Landes, 31,7, l'Ariège, avec 27, Nantes 1ère, 26,
L'Aude (?), avec 30,7, Pas-de-Calais, 2ème, 25,6, Les Bouches-du-Rhône, 25,1, Haute-Vienne, 32,2, La Gironde, 2ème, 27,6.
Ce ne sont pas là des fédérations qui ont perdu les contacts avec les ouvriers, je n'en crois pas un mot qu'il s'agisse d'une perte d'influence dans les milieux ouvriers, j'ai la conviction inverse ; c'est là, au contraire, qu'on est en train de retrouver quelque chose de sérieux comme appui pour le Parti Socialiste.
Alors quoi ? La politique générale?
C'est exact, le fait que notre politique ait été difficile à comprendre pour certains

a eu des répercussions. Ceci d'ailleurs, parce que nous n'avons pas toujours eu la possibilité de la faire connaître, parce que, comme le disait Laurent, il y a un instant, là où nous avons dit aux camarades, lors de nos passages chez eux, ce qu'il en était, au fur et à mesure l'enthousiasme renaissait, le courage réapparaissait et les camarades auraient voulu avoir quelques 8 à 10 jours de plus pour aller à leur tour répercuter ce qu'ils venaient d'entendre et d'apprendre !
Mais, comment se fait-il qu'ils l'apprenaient seulement ce qu'ils auraient dû savoir ?
Eh bien, il y a là une carence des militants qui, trop souvent, ne lisent pas ce qu'on leur envoie ; j'ai fait à peu près mon tour de France pendant la campagne électorale, je suis allé aider des camarades dans pas mal de circonscriptions et j'ai constaté avec stupéfaction qu'ils étaient surpris quand je leur apprenais un certain nombre de choses, alors que cela fait deux ans que la documentation intérieure et le bulletin intérieur leur fournissaient, mot pour mot, la documentation que je leur apportais !
On ne lit pas chez nous ou, plus exactement, on lit la presse, et c'est un autre aspect du problème.
Quelle presse ? Pas la nôtre, ou rarement la nôtre. Si nous avons une presse régionale, pas toujours suffisamment puissante, nous n'avons pas une presse centrale, nationale suffisante. C'est, camarades, un des problèmes les plus graves qui va être posé à l'ensemble des républicains, et pas seulement aux Socialistes.
Nous en sommes à nous demander si nous arriverons à sauver notre organe national et les craintes les plus pessimistes sont autorisées ; l'Aube est susceptible de connaître le même sort, ce qui veut dire qu'en France, 3 700 000 Socialistes, 2 300 000 chrétiens-sociaux, 5 millions de républicains, sans compter les femmes, les enfants dans la maison qui ont manifesté leurs préférences politiques, peuvent, dans un délai très bref, ne plus avoir de moyen d'expression national.
Pourquoi ? Parce qu'hélas, la presse - je m'en excuse auprès des représentants de la presse - a souvent manqué à son rôle. La presse devrait avoir, aurait dû avoir un grand rôle d'éducation et elle a failli : on vend du papier, et pour vendre du papier, il est absolument nécessaire de satisfaire ce qu'il y a de moins beau dans la mentalité des lecteurs. Il faut, en première page, être capable de publier la photo de la dernière pin-up gangster, on arrive à des choses qui, sur le plan moral, commencent à poser de sérieux problèmes, on en arrive à ce qu'au même pont, dans un délai d'un ou deux mois, des gamins vont se suicider, parce que le pont est devenu le pont des suicidés, on en arrive à ce qu'une fille annonce le jour où on l'arrête, à la suite d'une tentative d'assassinat : "Je voulais qu'on parle de moi dans les journaux" !
A se demander s'il va falloir que le Parti Socialiste en vienne à proposer qu'on applique en France l'interdiction, sauf si la police en a besoin pour sa propre enquête, de toute publicité pour tout ce qui est sale !
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Ce jour là, le problème de la presse se posera autrement : quand on n'aura plus à aller chercher dans les journaux, et quand les lecteurs n'y trouveront plus cette publicité malsaine, alors peut-être leurs préférences se porteront-elles sur des journaux qui leur apporteront le contenu qui sera le plus près de leurs propres convictions ?
Il y a la presse, il y a aussi d'autres problèmes !
Augustin Laurent vient de parler de nos rapports avec le syndicalisme, là il y a des choses graves à dire. Il faudra que nous étudiions ce problème seuls, d'abord, avec les syndicalistes ensuite, il y a le problème de l'apparentement. C'est vrai qu'il n'a pas été compris partout, que tous n'ont pas été convaincus, et notamment dans les milieux de l'enseignement où l'on a quelquefois des défenseurs de la laïcité qui ont des idées assez erronées du problème.
(Applaudissements)
Il est arrivé souvent qu'on a un peu douté de notre Parti ; j'ai dit mainte fois à mes amis de l'enseignement - j'en suis, j'appartiens à la maison, je les connais bien - que la laïcité, çà se défend tous les jours, tous les jours !
(Applaudissements)
Il y a peut-être aussi parfois chez nos camarades un manque de foi. On l'a dit ici ce matin, c'est vrai.
Il y a aussi un manque de travail local, parce qu'enfin, je veux bien que la politique générale ait ses retentissements, mais dites-moi la politique générale, c'est national, alors, pourquoi y aurait-il une telle différence de département à département ? Pourquoi, même dans le cadre d'un même département, y aurait-il de telles différences de canton à canton et de ville à ville ?
Ce n'est plus la politique générale là qui intervient, il y a bien là des défaillances individuelles, des camarades qui, parce qu'ils ont cessé d'y croire, ou parce qu'ils n'ont pas été satisfaite, n'ont pas fait l'effort qu'il fallait faire.
Alors, c'est trop facile de rejeter la responsabilité toujours ailleurs que sur soi. Il y a une responsabilité du Parti, c'est possible, il n'est pas question pour nous de la jeter sur d'autres, mais ce qui est un peu désagréable, parfois, c'est que les reproches montent des coins où l'on s'est le moins bien battu !
(Applaudissements)
Enfin, je voudrais, après avoir dit ce qui s'est passé pour nous, essayer de voir ce qui s'est passé pour les autres, la situation des autres partis.
Le Parti Communiste : il est en perte évidente. Bien sûr, il y a la perte de sièges, la perte de voix, mais il y a pire que cela pour eux, bien pire : leurs journaux ne sont plus lus, partout la presse Communiste s'effondre, on distribue les numéros gratuitement, pendant la campagne électorale surtout, les cartes d'adhésion à la CGTK et surtout les prises de timbres, les cartes d'adhésion au Parti Communiste ont baissé d'une façon effrayante. Dans les réunions publiques organisées par eux, il y avait rarement du monde, dans beaucoup de régions de France tout au moins.
Alors, on dit : "Mais tout de même, à quelques 500 000 près, ils ont presque retrouvé leurs suffrages, pourquoi ?"
Il y a, à mon avis, deux raisons essentielles :

Collection Jean Jaurès

La première : le contrôle qu'ils ont réussi à maintenir sur l'organisation générale de la CGT. Car si les syndicats libres, au nom de l'indépendance du syndicalisme, non seulement n'aident pas les Socialistes qui les défendent, mais encore, au besoin, sont leurs plus sévères critiques,… (applaudissements)… il n'en est pas de même dans la CGT, où l'on n'est pas préoccupé de l'indépendance du syndicalisme, je vous assure !
Et puis, la deuxième raison, c'est qu'il y a en France une immense majorité, une immense masse de femmes et d'hommes légitimement mécontents de leur situation actuelle, plus encore mécontents quand ils font la comparaison entre le sort qui leur est fait et le sort d'autres membres de la même nation, et ces femmes et ces hommes ont le sentiment que s'ils ne votaient pas Communistes, ils n'exprimeraient pas leur mécontentement, et que si jamais leur suffrage pouvait se porter sur d'autres, cela pourrait être interprété comme une preuve de quasi satisfaction.
Voilà les deux éléments essentiels, mais alors quelle doit être l'attitude à l'égard du Parti Communiste ?
Politique d'autorité de l'État, comme le disait Le Bail cet après-midi - il le disait d'ailleurs avec un remarquable talent - certes, si l'on veut dire par là que l'on sanctionnera toutes les fautes, que l'on punira tout homme, Communiste ou non, non pas du fait qu'il est Communiste, mais du fait qu'il commet un délit, du fait qu'il abuse de l'autorité qui lui est conférée, du fait que dans l'exercice de sa fonction, il cesse d'exercer honnêtement cette fonction, ou môme qu'on écartera des postes d'autorité ou de sécurité ceux sur qui on ne peut pas compter.
D'accord, si c'est cela qu'on veut dire. Mais, si l'on prétendait s'engager vers l'interdiction du Parti Communiste, alors les Socialistes devraient être les premiers à dire non.
(Applaudissements)
Oh ! je sais, c'est difficile d'être républicain, mais çà l'a toujours été, et ce n'est pas à partir de l'instant où nous mêmes nous commencerions à mettre le doigt dans l'engrenage que nous sauverions la République, c'est à cette heure là, au contraire, que nous créerions toutes las conditions nécessaires à l'étouffement, à l'écrasement de la République !
Comment alors ?
Débourrer les crânes, cela a été dit par beaucoup, je passe vite. Propagande, que sur tous les projets à l'Assemblée Nationale, il y ait un contre-projet Socialiste. Et puis, être, nous-mêmes, dans l'ensemble du pays, les champions de l'unité ouvrière, montrer que les défenseurs des ouvriers sont les Socialistes, et le leur prouver par les faits, et non seulement par les discours.
Il faut nous battre pour faire triompher, sur le plan parlementaire et gouvernemental, l'essentiel de nos propositions sur le plan social, c'est évident, certains que nous sommes en faisant cela qu'au fur et à mesure que nous ferons reculer la misère, nous amènerons de nombreux électeurs qui, jusqu'à maintenant, sont des électeurs bolchevicks, à devenir à la fois révolutionnaires, il ne faut pas qu'ils cessent de l'être, mais Français en même temps, c'est-à-dire Socialistes.

Fondation Jean-Jaurès

Le RPF, il était déjà en déclin. Nous savions tous, dans nos départements, dans nos circonscriptions respectives, les déchirements internes, et le coup qu'il vient de recevoir peut accélérer sa décomposition. Un parti de ce genre - et cela me gêne de donner l'étiquette de parti à un agglomérat comme celui-là - une ligue de ce genre ne peut vivre que de mouvements et de succès ; du fait que cela n'a pas de programme, du fait qu'il n'y a rien sur quoi d'appuyer de raisonnable, il faut une atmosphère passionnelle, il faut une atmosphère de succès ; à partir de l'instant où cette atmosphère disparait, la raison reprend ses droits, elle fait apparaître les failles, elle fait apparaître les insuffisances, et tous les espoirs sont permis !

Cependant, nous aurions tort de nous tromper et de croire que le danger est écarté.

La comparaison est dure, mais elle s'impose : Adolphe Hitler venait de subir sa plus sévère défaite électorale quelques semaines avant de monter au pouvoir, victorieusement cette fois !

Nous n'avons pas le droit de nous y tromper : il faut être encore vigilent, et ceux-là doivent savoir, eux et tous nos adversaires, que toute tentative de prise du pouvoir par le néofascisme, nous trouverait dressés contre elle par tous les moyens et au prix de n'importe quel sacrifice.

Passons à d'autres Partis, à ceux qui s'affirment décidés à ne pas laisser toucher aux institutions républicaines.

Le MRP - Le MRP a subi un recul important, et souvent même très important, et cependant, je vais peut-être étonner un certain nombre de nos camarades, l'estime que les résultats obtenus par lui peuvent, à bien des égards, être considérés par le MRP comme constituant un succès. Il faut, pour cela, essayer de voir d'où vient le MRP. Si l'on se reporte aux heures de la Libération, alors l'échec parait catastrophique, c'est évident ; mais si l'on remonte plus loin, je ne vais pas remonter jusqu'au Sillon, jusqu'au père du MRP, au Parti Démocrate Populaire, on s'aperçoit alors que le MRP est en droit de dire à l'heure qu'il est qu'il a réussi à asseoir dans le pays, à asseoir dans le pays une place sérieuse pour un mouvement chrétien social.

Je crois même qu'après l'épuration que les électeurs viennent de faire, dans le MRP, qu'après que les électeurs conservateurs, réactionnaires, ayant voté MRP dans les lendemains de la Libération, parce qu'ils ne pouvaient pas voter pour d'autres viennent de retourner à leurs origines, la tendance syndicaliste, la tendance sociale du MRP doit, normalement, avoir vu renforcer ses propres positions.

Il semble donc que sur le plan social, on devrait trouver là un groupe animé de préoccupations, non pas semblables aux nôtres mais susceptibles de rejoindre les nôtres. Mais, il y a un mais, un problème très sérieux

nous est posé par le MRP, c'est que, malheureusement, il ne se contente pas toujours d'être chrétien, que souvent il entend se comporter comme un parti catholique, voire parfois comme un parti clérical. Je ne suis pas sur qu'ils le désirent tous, mais très volontiers je dirais même que je suis sûr qu'il est un certain nombre d'entre eux qui souffrent de cette situation, cependant leurs

Collection Jean-Jaurès

voisins RPF, d'une part, et, très certainement l'Église, d'autre part, jouent sur eux de toute leur pression.
Alors ? Actuellement, le centre nous dit-on est de quelques 270 députés qui auraient signé des engagements en faveur de l'école privée. L'Église va-t-elle essayer de marquer des points nouveaux ? Va-t-elle engager la bataille ? Il va falloir que tout le monde parle clair, eux et nous.
A la Libération, les laïques de ce pays ont fait preuve de beaucoup de modération, alors que la conduite de la plus grande partie de l'Église catholique française aurait justifié et permis même facilement de prendre une position très dure dans les lendemains de la Libération contre l'enseignement privé, contre l'enseignement catholique.
Les laïques, à l'intérieur du CNR, et nos propres représentants, ont voulu tenir compte de deux choses : d'une part, le courage incontestable d'un certain nombre de catholiques, mais surtout de la volonté de ne rien faire qui puisse alors porter atteinte à l'unité à peine reconstituée de la Nation. Ils ont alors accepté de maintenir, en France, le statu quo.
Depuis, tout a changé. Il est vrai que le crédit de l'école laïque a été quelquefois quelque peu terni. Nous sommes des défenseurs des nationalisations, nous savons parfois dire qu'il y a eu des fautes commises dedans quand on les a politisées en particulier ; parce que nous sommes des défenseurs d'une école laïque, nous avons le droit et le devoir, de la même façon, de dire que là où un instituteur stalinien, du fait qu'il est stalinien, cesse d'être laïque, il porte à l'ensemble de l'école laïque un coup très dur qui risque d'être mauvais pour nous.
(Applaudissements)
Par ailleurs, dans les mêmes heures, les destructions d'écoles, l'augmentation permanente du nombre des enfants, donc d'élèves, ont créé des problèmes de locaux : et c'est ainsi que l'Église croit peut-être, aujourd'hui, l'heure venue de son succès. Je voudrais d'abord dire qu'ils sont des fous.
A l'heure où le monde et la France affrontent des dangers, les dangers que l'on sait, que l'on connait tous, est-ce que, vraiment, l'heure est venue de réouvrir ce vieux conflit qui était quelque peu oublié et qui, peut-être môme, était en voie d'apaisement ? Est-ce que l'heure en est venue ? Je dis que c'est de la folie d'y penser !
Mais, s'ils en sont là, et s'ils doivent engager cette bataille, alors qu'ils entendent bien cet avertissement que je ne fais pas dans des termes solennels - je n'ai aucune facilité pour la solennité - mais qu'ils doivent considérer tout de même : non seulement nous nous battrons sur tous les terrains pour empêcher qu'ils ne puissent remporter cette première bataille, mais encore il faut qu'ils sachent que s'ils devaient sortir provisoirement victorieux de cette première bataille, du fait qu'ils auraient engagé le conflit, nous redeviendrions libres. Qu'ils sachent que dans un avenir rapide, ils perdraient, eux, les batailles définitives, et ce n'est plus alors au statu quo scolaire que ni les Socialistes, ni les laïques ne sauraient s'arrêter.
(Applaudissements)

Venons en aux Radicaux et Radicaux-Socialistes.
C'est d'ailleurs, je l'avoue, un peu plus difficile d'émettre un jugement, du moins un jugement d'ensemble, car le radicalisme, n ne sait pas exactement où cela commence ni où cela finit ! Mais il est incontestablement un certain nombre de radicaux, solides, sincères, qui ont empêché l'union avec le gaullisme. Cette-victoire a été possible grâce à leurs efforts, et il faut savoir rendre justice aux autres ; chez d'autres partis voisins, et chez les radicaux, en particulier, un assez grand nombre d'hommes ont su se battre.
Et il en est qui, même aujourd'hui, mènent un combat terriblement difficile à l'intérieur de leur propre mouvement, contre les réactionnaires plus ou moins gaullisants du RGR et si demain des menaces nouvelles contre les institutions se levaient, elles nous trouveraient dressés côte à côte, ces hommes là et nous.
En ce qui nous concerne, nous devons éviter soigneusement tout ce qui pourrait diminuer leurs efforts et nous couper d'eux.
(Applaudissements)
Puis, plus on glisse vers le RGR, vers les Indépendants, les Paysans, les modérés, et plus on retrouve nettement les adversaires du Socialisme, représentant eux-mêmes des intérêts qui sont les plus opposés au Socialisme eu même à la démocratie sociale. Ils n'ont comme parenté avec nous que le fait d'accepter d'œuvrer dans le cadre des institutions républicaines, c'est la seule.
Par ailleurs, essayer de parler de leur doctrine économique, ce serait leur faire un crédit qu'ils ne méritent guère. On parle beaucoup de libéralisme, on nous dit que ce sont des libéraux, c'est vite dit ! Sauf M. Paul Reynaud qui est un homme du passé, qui rêve encore de ses souvenirs de jeunesse et d'école et qui croit à la liberté du capitalisme privé, mais qui est capable, dans certaines occasions, de voter avec nous contre les ententes professionnelles, tous les autres sont, au contraire, des représentants permanents des grands intérêts professionnels ou des grands intérêts de telle ou telle branche, de telle ou telle catégorie de la nation, ce sont les hommes qui dénoncent, comme on l'a dit à cette tribune trois ou quatre fois aujourd'hui, le pseudo-dirigisme de l'État, mais imposent le pseudo-dirigisme de la profession, mille fois plus injuste, puisque uniquement créé au profit de quelques-uns, et non pas au profit de la Nation.
D'ailleurs, ces hommes, toutes leurs diatribes contre les impôts nouveaux, contre les subventions, contre tout ce que vous voudrez, s'effacent toujours, et immédiatement, comme la neige fond au soleil, chaque fis que cela va mal pour eux et qu'ils ont besoin de l'intervention de l'État pour protéger les intérêts menacés de leurs propres capitaux privés.
Et s'ils étaient demain au pouvoir, soyez tranquilles, ce sont ceux-là mêmes qui sauront, non dans l'intérêt de la Nation, mais dans leur intérêt personnel, adapter les méthodes honnies contre lesquelles ils se sont fait élire !
Alors, voyons maintenant où nous en sommes ?
Les adversaires des institutions républicaines, dans l'Assemblée nationale, sont restés en nombre à peu près égal. Je me suie amusé à un petit jeu qui consistait à faire un hémicycle dans lequel j'avais mis les bolchevicks à l'extrême droite, immédiatement à côté des RPF et ayant mis les deux hémicycles l'un sur l'autre,

Fondation Jean-Jaurès

celui de la Chambre sortante, celui de la Chambre nouvelle, je me suis aperçu de quelque chose de remarquable, c'est qu'à deux unités près, le nombre total des adversaires de la République sont les mêmes dans la Chambre actuelle que dans la Chambre sortante !
Il y a simplement un peu moins de coco et un peu plus de gaullistes, la proportion entre eux s'est modifiée, mais le total des deux est identiquement le même.
Mais alors, à l'intérieur des républicains, Socialistes, non Socialistes ou antisocialistes, on s'aperçoit quand on fait le même travail qu'un y a un glissement certain vers les modérés, vers les libéraux, ceux dont on dit qu'ils sont libéraux, mais glissement néanmoins moins net qu'ils ne le prétendent, puisque quand vous faites le total de ce qu'il y avait avant, dans la dernière Chambre, de modérés, PRL, Indépendants, Paysans, on arrive assez près de 75/80, alors qu'ils doivent être de l'ordre de 89/90 dans la nouvelle.
Ce qui est important, alors, c'est que ce glissement, ils le proclament partout, et la presse à leurs ordres en parle tous les jours. C'est à ces hommes là qu'il va falloir nous adresser pour leur dire :
"Messieurs, nous sommes, nous, des Socialistes, c'est-à-dire, même si vous ne vous en rendez pas compte, un Parti nettement différer des autres, et nous préparons la naissance d'un régime économique entièrement différent de celui qui est en train de mourir. Il y en a parmi vous qui le savent, il y en a qui, à ca.use de cela, se battent, s'accrochent désespérément aux heures de survie du capitalisme qui meurt, il y en a d'autres qui, par contre, l'ignorent, d'autres encore qui, depuis la libération, nous ont surtout vu agir sous des aspects de démocrates et de patriotes et, qui, à cause de cela, s'imaginent qu'ils peuvent ainsi nous entraîner sans cesse à ce qu'ils croient être des abandons. Vous nous connaissez mal : démocrates et patriotes, nous avons prouvé que noue l'étions. Nous le sommes, nous le resterons ; si demain on veut toucher à la démocratie ou à la patrie, nous nous battrons encore partout, je dis bien partout, dans les usines, dans les chantiers, dans la rue, aussi bien qu'au Parlement et au gouvernement, nous ferons les sacrifices nécessaires, depuis celui de notre liberté d'action déjà un instant consenti, jusqu'à celui, au besoin, de notre vie, maie quand nous nous battons, nous, pour le mieux être des travailleurs, quand nous nous battons pour l'amélioration de la condition humaine, c'est normal, c'est notre raison d'être, puisque si nous sommée démocrates, dans le même temps, nous sommes en plus des Socialistes. Mais vous ? Vous qui êtes des adversaires du Socialisme, vous qui vous rendez compte que notre but d'amélioration de la condition humaine des travailleurs ne peut se réaliser qu'en faisant disparaître vos privilèges ?
Alors, nous vous posons une question : est-ce que vous êtes assez patriotes, est-ce que vous êtes assez démocrates pour consentir les sacrifices nécessaires pour sauver la République et la Patrie que vous dites aimer comme nous ? Car nous en sommes là. Nous avons ensemble gagné une ta&taille défensive, noue avons ensemble gagné une bataille puisque le fascisme, la dictature, quoiqu'en soit la forme, ont reculé, nous les avons empêchés de passer, seulement vous savez

bien, comme nous, que ce n'est pas durable, voue savez bien, comme nous, que la défense républicaine, que la sécurité nationale et, au-delà, la sécurité internationale et la paix ne seront pas défendables longtemps si on n'assure pas en France davantage de justice sociale.
Alors, sans avoir les mêmes préoccupations que nous, que dire, en sachant que cela vous coûtera des sacrifices, êtes-voue prêts à faire ces sacrifices pour sauver la patrie et la république, car il ne faut pas que vous vous fassiez d'illusions, vous ne pourrez pas amener à l'amour de la patrie et de la République, et vous ne pourrez pas parler longtemps de république et de liberté à des hommes qui souffrent de l'injustice sociale et du sort qui leur est réservé, des hommes qui, un jour, se retourneront vers vous et vous diront : "Mais enfin, la liberté, la justice sociale, la démocratie, la République, tout cela ce sont des articles de luxe dont vous êtes les seuls à profiter, et dont nous ne profitons pas !"
(Applaudissements)
Il va donc falloir que vous nous disiez, vous, les Républicains non Socialistes, si vous êtes capables de comprendra tout seuls ou, si, au contraire, vous attendrez que les événements vous contraignent à comprendre ? ".
Camarades, malgré les apparences, je ne suis pas loin du tout du problème de la participation, car ils ont raison les camarades qui parlent d'un programme facile. Il y en a eu un d'excellent établi au dernier Congrès, il y a les propositions qui émanent de la fédération du Nord et d'autres fédérations qui sont vraiment bonnes aussi, et je suis sûr que demain notre Commission des résolutions mettra sur pied quelque chose de solide, non pas un programme Socialiste, Augustin Laurent avait raison de le souligner, mais un programme actuellement applicable, un programme auxquels ceux dont je parlais tout à l'heure, s'ils étaient patriotes et républicains, pourraient répondre oui.
Ils ont raison aussi ceux de nos camarades qui nous disent que nous devons revendiquer toutes les responsabilités y compris les responsabilités suprêmes du pouvoir sur ce programme, C'est vrai que nous sommes prêts à tous les efforts pour œuvrer dans le sens ainsi tracé, mais, et il faut que les républicains non Socialistes le sachent bien, pour sauver les institutions et la patrie, et non pour sauver le régime capitaliste, ce qui nous mènerait à la mort, et de la République et de la patrie !
Direction du pouvoir, participation sur les bases de ce programme ainsi défini, oui ; sinon, non.
(Applaudissements)
Pour faire une autre politique que celle du relèvement du pouvoir d'achat, qu'on la fasse sans nous ; mais cette politique que nous préconisons, grâce à nos efforts, grâce aux succès que nous venons de remporter, est actuellement possible dans le cadre des institutions auxquelles, je répète, nous ne permettrons pas qu'il soit porté atteints.
Je dis cela, camarades, d'abord pour nous-mêmes, pour que demain les organismes chargés de décider de la participation connaissent l'atmosphère et la volonté de notre Congrès et ne puissent accepter la participation que sur ces

bases, et sur ces bases seulement, et ensuite pour les autres; je ne dis pas que nous souhaitons ne pas participer, encore que le secrétaire général du Parti ne le cache pas, ce serait pour notre Parti la situation la meilleure si nous ne pensions qu'à nous et à notre Parti, mais ce serait en même temps la preuve que les républicains non Socialistes font bon marché des intérêts de la République et de la patrie ! Je dis que s'ils peuvent compter à fond sur nous pour appliquer ce programme, ils peuvent, dès maintenant, s'apprêter à travailler sans nous, et, au besoin, contre nous, s'ils refusent !

Et, maintenant, avant de terminer, camarades, quelques toutes dernières idées : j'ai dit ce que devraient être pour les Socialistes, à mon avis, les bases de l'action gouvernementale, mais ce n'est pas tout, au Parlement - et je sais que c'est d'ailleurs la volonté du groupe Socialiste qui l'affirmait hier - il faut que sur tous les projets, sur toutes les questions, il y ait un contre-projet Socialiste.

(applaudissements)

Il faut - et je n'insiste pas longuement sur cet aspect souligné par plusieurs - il faut absolument que l'éducation Socialiste retrouve sa place. Il y a, malheureusement, à l'heure actuelle, une désaffection pour la chose écrite, et trop peu de camarades comprennent qu'il est nécessaire d'amener à penser Socialiste des dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui ont rejoint nos rangs depuis la Libération avec tout leur cœur, bien sûr, mais pas encore avec leur conscience ou leur esprit de Socialistes.

Former las jeunes ? J'ai eu quelques impressions réconfortantes dans cette campagne électorale : j'ai constaté que dans les coins où l'on se battait - et j'entends par là où l'on était prêt à se battre de toutes les façons - il y avait des jeunes ; ce n'était pas vrai partout cependant et qu'il me soit permis de ne pas me souvenir trop des exemples moins bons !

Il faut aussi que nos camarades se rendent compte de la période difficile que le Parti traverse, non pas sur le plan national, mais sur le plan local.

Notre Parti a eu trop de succès, nous sommes beaucoup trop riches en élus ! C'est fantastique ce que nous avons comme députés, comme conseillers de la République, comme conseillers de l'Union Française, comme conseillers généraux, comme maires, comme conseillers municipaux, seulement cela se traduit par quelque chose de très grave, c'est qu'il y en a trop parmi ces camarades qui, à partir de l'instant où ils prennent conscience du sérieux du mandat électif qu'ils remplissent, oublient un peu qu'ils devraient rester des militants.

(Applaudissements)

J'ai déjà dit ce qu'il fallait du problème de la presse, je n'insiste pas.

Par ailleurs, camarades, dans d'autres attitudes à l'égard du pays, à l'égard des travailleurs de toutes sortes, je crois que nous avons souvent commis une erreur, et Bracke nous la rappelle chaque fois, nous essayons de dire à ces amis, ou à ceux qui sont susceptibles de devenir ces amis, "Voici ce que nous avons fait, ce que nous voulons faire, ce que nous faisons pour vous". Sh bien, je voudrais que nous retenions tous l'enseignement de Bracke qu'il nous a souvent répété et que nous disions : "Voici ce que vous devez faire, voici ce que vous avez à faire,

nous ne sommes, nous, que vos mandataires, ce n'est pas nous qui remporterons votre victoire : ou bien, vous la remporterez ; vous-mêmes, ou bien, nous sommes incapables de la remporter pour vous".
Car, il faut absolument, camarades, que nous appelions les travailleurs de ce pays à sortir de l'amorphisme actuel, à sortir de cette sorte d'apathie, d'attente qui fait qu'en dehors des périodes électorales, on ne les voit plus, on ne les trouve plus et qu'ils ne manifestent leur activité que pour venir nous reprocher de ne pas avoir fait assez pour eux.
Camarades, nous traversons des heures difficiles. Il arrive même que certains de nos amis du Parti voient déjà les choses en noir, mais ce sont les mêmes qui les voyaient déjà, ainsi il y a trois ans, deux ans, dix-huit mois, et en réalité nous venons de traverser des difficultés aussi grandes, et peut-être même plus grandes, que celles que nous affrontons maintenant. Or, nous les avons surmontées, et nous les avons surmontées, parce que nous ne nous sommes pas laissés aller, continuons.
Le pays nous a manifesté par son vote que les travailleurs sont des millions encore à avoir confiance en nous ; méritons leur confiance, mais pour cela, ayons la même confiance, nous-mêmes, dans l'avenir du Socialisme démocratique, sans quoi nous cesserions d'être dignes de parler en son nom.
Depuis 1945, camarades, depuis la libération, je vous le disais tout à l'heure, le Parti, avec succès, a montré qu'il était à la fois Français et républicain.
Eh bien, l'heure est venue de montrer au peuple de France que notre Parti est toujours digne de son beau titre, dans l'Internationale reconstituée depuis quatre jours grâce à notre persévérance, de section Française de l'Internationale ouvrière et Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, j'ai encore neuf orateurs d'inscrits, je leur demande donc d'abréger sensiblement leurs interventions.
La parole est à Hauriou, pour 12 minutes.

Hauriou

Camarades, malgré l'appel très émouvant qui vient d'être lancé par Guy Mollet, je voudrais indiquer la position de la fédération à laquelle j'appartiens, la Haute-Garonne, et les raisons qui l'ont entraînée à prendre cette position.
La fédération de la Haute-Garonne, dans son Congrès de dimanche dernier, s'est prononcée à l'unanimité contre la participation et pour le soutien conditionnel.
Certes, ce n'est pas que nous nions les difficultés de l'heure, et noue savons qu'elles proviennent surtout de ce que les élections, par la force des choses, se sont déroulées avec un programme négatif : barrer la route, à la fois, au stalinisme et au néo-gaullisme, et peut-être plus exactement sauver la démocratie, alors que gouverner demande un programme positif.
Or, il y a, et nous le savons tous, des divisions profondes au sein de la majorité républicaine : les deux lignés de séparation qui, hélas, existent traditionnellement dans notre pays, celle qui est inscrite sur le plan social et

Fondation Jean-Jaurès

économique et celle qui s'organise autour de l'idée de laïcité, ces deux lignes passent en plein milieu de la majorité actuelle.
Nous allons même plus loin dans l'examen des difficultés de l'heure présente et noue savons que dans l'Assemblée Nationale qui se réunit demain, il va y avoir deux pôles d'attraction : la majorité républicaine, celle qui a été élue le 17 juin dernier, et la Rassemblement du Peuple Français.
Entre ces deux pôles d'attraction, il y a une masse d'Indépendants qui, selon, seront attirés vers l'un ou l'autre, selon que l'un ou l'autre marquera, en fait, plus ou moins d'efficacité.
Et cependant, malgré les graves difficultés de l'heure présente, nous persistons à penser que le Congrès devrait dire clairement qu'il ne peut pas accepter la participation au gouvernement.
La raison ? Elle a déjà été dite ce matin, et avec beaucoup plus de talent que je puis le faire, c'est parce qu'il est indispensable de préserver les chances du Parti Socialiste, lequel est lui-même absolument nécessaire à la démocratie.
Le Parti Socialiste, au cours de la dernière confrontation électorale a perdu environ 650 000 voix. Or, comme le notait notre Secrétaire général tout à l'heure, il y a, non seulement au sein de la majorité républicaine un glissement à droite, qui est incontestable et peut se chiffrer par 35 ou 40 sièges, mais il est infiniment probable qu'au début de cette législature, les hommes qui sont groupés dans le Rassemblement des Indépendants, et également ceux qui ont les mêmes attaches qu'eux, du côté du régime capitaliste, vont vouloir tenter une expérience libérale ou plus exactement, peut-être, continuer à accentuer cette répartition injuste du revenu national, à laquelle nous ne voulons absolument pas nous associer.
Si le Parti Socialiste commettait l'erreur de participer à un gouvernement présentant ce caractère, il se compromettrait d'une façon redoutable et il perdrait, vraisemblablement, d'une façon définitive, les chances de reconquérir une classe ouvrière que nous voudrions tous avoir tout entière à nos côtés.
Cela, déjà, beaucoup l'ont dit, mais ce que la fédération de la Haute-Garonne voudrait qui soit compris par le Congrès, c'est la nécessité de prendre, à l'heure actuelle, une position claire.
Beaucoup pensent que la solution consiste à établir, à la suite de notre Congrès, un programme minimum et à proposer ce programme aux autres Partis républicains en leur demandant s'ils sont d'accord pour travailler avec nous à la réalisation.
Cette méthode peut, en effet, a priori, paraître louable, mais elle nous parait avoir un inconvénient grave, c'est qu'à partir du moment où la méthode du programme et des négociations autour du programme est acceptée, nous allons rendre très difficilement surmontables les réticences d'une grande partie des membres du MRP et d'un certain nombre de représentants du RGR à gouverner sans le Parti Socialiste, et nous allons très vite être l'objet, au cours de ces négociations, de pressions dont le sens sera : "Si vous ne participez pas au gouvernement, nous non plus, et, par conséquent, nous serons obligés très vraisemblablement d'abandonner progressivement des parties importantes de ce

programme et d'accepter de participer sur des bases qui seront encore extrêmement éloignées de celles que le Parti Socialiste aura primitivement apportées.
Nous pensons, au contraire, que si dès le début, nous affirmons qu'étant donné la composition actuelle de l'Assemblée Nationale, il nous appâtait impossible de participer, sans doute il y aura du côté du MRP, et du côté du RGR beaucoup de mécontentement, mais nous pensons que ces partis, devant une position affirmée de façon catégorique, se feront, au bout de quelque temps, une raison, et qu'un gouvernement pourra se constituer au sein de la majorité républicaine sans que le Parti Socialiste y prenne part.
Bien entendu, il faudra que nous fassions ce qui est nécessaire pour que lés institutions républicaines puissent fonctionner, et, en particulier, il sera indispensable que nous votions l'investiture, et nous apporteront notre soutien conditionnel à ce gouvernement, j'entends par là que s'il présente des dispositions proches du programme du Parti Socialiste, nous les voterons, si elles sont plus éloignées sans être cependant directement contraires, nous pourrons nous abstenir et si elle heurtent de front ce qu'il y a de capital dans notre programme, nous prendrons position contre.
Peut-être, ne sera-ce là, dans une certaine mesure, qu'une position d'attente, car ainsi que le disait tout à l'heure notre Secrétaire général, il est vraisemblable que si les gens du Rassemblement des Gauches, si les Indépendants, si une partie du MRP ne se rendent pas compte, à l'heure actuelle, des réalisés sociales, auxquelles il faut faire face, bien vite les faits leur enseigneront qu'il faut s'attacher à répartir d'une façon plus équitable le revenu national et que le premier effort à faire dans ce pays, c'est de revaloriser le pouvoir d'achat des travailleurs. A ce moment là, s'ils demandent au Parti Socialiste de leur servir de guide, nous pourrons réviser nos positions.
Mais nous pensons, justement, que, pour pouvoir dans quelque temps, donner son plein sens à la part que le Parti Socialiste a prise à travers les élections dans la majorité républicaine, il est indispensable qu'au départ nous donnions l'impression, et que nous prenions une attitude très claire, à. savoir que dans les conditions politiques actuelles - je dis bien dans les conditions politiques actuelles - nous ne pensons pas pouvoir participer au gouvernement.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Péridier, de l'Hérault.

Péridier

Camarades, nous nous rendons compte à quel point, après le discours de notre Secrétaire général, nous apparaissons importuns en retenant encore votre attention quelques instants, mais nous ne pouvons pas fuir le mandat qui nous a été donné par notre fédération, qui nous a demandé de faire connaître son point de vue à ce Congrès.
Bien entendu, nous ne serions pas marxistes si dans la fédération de l'Hérault, nous n'avions pas, nous aussi, essayer de tirer les enseignements du scrutin du

17 juin, pour tirer la ligne de conduite que notre Parti doit mener demain.
Comme beaucoup de camarades, nous avons constaté que dans l'ensemble de la France, notre Parti a perdu un certain nombre de voix, mais je tiens à rassurer certains camarades, notamment notre camarade Depreux, en lui disant que cela ne nous a pas plongés dans un pessimisme excessif. Car, en effet, comme certains l'ont rappelé, nous considérons que l'on ne peut pas faire une comparaison avec 1946, et, par ailleurs, nous n'oublions pas que d'autres Partis, comme le parti stalinien ont aussi perdu des voix et nous pensons que pour le Parti stalinien qui est resté dans l'opposition, qui a fait une démagogie outrancière, perdra 500 000 voix, c'est quelque chose de beaucoup plus grave que la perte des voix que nous avons pu enregistrer, alors que nous avons assumé pendant ces dernières années des responsabilités extrêmement lourdes.
Mais, surtout, voyez-vous, si nous ne sommes pas complètement pessimistes, ce n'est pas tellement parce que nous étions sous le coup de 1'euphorie, de la victoire, uns victoire d'ailleurs que nous avons su ramener à ses justes proportions en tenant compte des facteurs favorables qui nous ont permis de remporter cette victoire, mais parce que nous serions de vulgaires "imbéciles" si nous ne nous réjouissions pas du résultat que nous avons acquis régulièrement, grâce à la combattivité et à l'esprit d'unité des camarades de la fédération de l'Hérault, cette victoire qui a permis de consolider les positions Socialistes dans notre département, puisque, désormais, sur six députés qui compte notre département, nous en aurons trois Socialistes, et que sur neuf parlementaires, nous en aurons désormais cinq !
Il est bien évident que cela nous permettra demain, justement, d'envisager avec la plus entière confiance l'avenir de la fédération Socialiste de l'Hérault.
Mais, si nous nous sommes surtout réjouis de cette victoire, c'est parce qu'en analysant le scrutin dans le département de l'Hérault, nous avons pu constater qu'il nous était possible demain, si nous le voulions, de reprendre les quelques voix que nous avions perdues. Je ne veux pas insister sur les questions locales, je veux simplement rester sur le plan des constatations qui peuvent avoir une valeur sur le plan national, et je veux souligner ce qui peut être fait, certainement, dans toute la France, car, en effet, comme le disait notre Secrétaire général, c'est dans les coins où nos camarades ont eu une âme de vaincu, que nous avons été battus, au contrée, chaque fois que nous avons voulu nous battre, nous sommes sortis victorieux.
J'ai le droit de dire que dans notre département, nous nous sommes battus un peu partout. Nous n'avons pas hésité à. relever le défi que nous ont lancé les staliniens qui prétendaient que notre camarade Jules Moch ne parlerait pas dans l'Hérault, nous avons mobilisé nos camarades, nous nous sommes battus, et nous nous sommes battus, non seulement à coups de paroles, mais aussi à coups de poings, et une seule réunion a suffi pour que les staliniens comprennent.
Ainsi, notre camarade Jules Moch que les staliniens poursuivent, je n'ai pas besoin de vous le dire, de leur haine farouche, parce qu'il a su courageusement, en 1947, sauver les institutions républicaines, a pu devant des auditoires nombreux et attentifs, développer partout le programme Socialiste.

Je crois qu'il y a là un enseignement que nous devons retenir sur le plan national.
Nous devons aussi nous souvenir que ces élections ont tout de même démontré qu'un certain mécontentement régnait dans le corps électoral à l'égard de la politique qui a été poursuivie. Il nous appartient, par conséquent, de nous demander si nous devons continuer la politique que nous avons menée. Il ne s'agit pas, je pense, à l'heure actuelle, de remettre en question, du point de vue doctrinal, la question de la participation ou de la non participation, je pense que c'est réglé et que le parti admet désormais, suivant, d'ailleurs, l'expression de Karl Marx "que la question de participation doit être une question de circonstances, de temps et de lieu".
Il s'agit, par conséquent, pour nous, de savoir si vraiment, à l'heure actuelle, les circonstances doivent nous permettre de continuer notre participation.
Jusqu'à ce jour, pour quelle raison avons nous accepté une politique de concessions ? Nous l'avons simplement acceptée, parce que, au lendemain de la victoire RPF aux élections municipales et à la suite de la création du Kominform, nous avons dit que par tous les moyens, il fallait sauvegarder les institutions démocratiques et républicaines.
Est-ce qu'à l'heure actuelle, ces institutions républicaines courent le même danger ? Oh ! sans doute, le danger stalinien comme le danger néogaulliste n'ont pas disparu, mais nous pensons, malgré tout, qu'à la suite du barrage que nous venons de faire à ces élections, ce danger ne se présente pas avec la même acuité, et c'est pour cette raison que la fédération de l'Hérault pense que si nous devons demain poursuivre notre collaboration avec des libéraux, collaboration qui doit être toujours exceptionnelle, ce n'est que dans la mesure où elle nous permettra de promouvoir une large politique sociale.
Je ne veux pas revenir sur ce qu'on dit certains camarades, ce que nous demandons, c'est que ce programme de justice sociale comporte des points très précis, comme, par exemple, l'établissement de l'échelle mobile des salaires, la suppression des zones de salaires, la parité antre les ouvriers agricoles et les ouvriers des villes, l'augmentation de la retraite des vieux et une politique d'habitation à loyers modérés. Bien entendu, pour nous, cette politique sociale devra s'accompagner également d'une lutte contre la hausse des prix.
Je n'ai pas le temps de développer ce que voudrait voir réalisé notre fédération, mais en terminant, je veux simplement dire que quelle que soit la politique que notre Parti pourrait avoir demain, nous disons que ce n'est pas en fonction de cette politique que nous ferons augmenter ou diminuer l'influence du Parti Socialiste, commençons donc par avoir confiance en nous-mêmes, et, certains camarades l'ont dit, commençons pas avoir la foi, ce qui ne signifie pas, bien entendu, simplement de se dire Socialiste, avoir la foi, c'est croire au Parti, c'est se battre pour lui, c'est le défendre en toutes occasions, c'est surtout perdre désormais cet esprit de dénigrement systématique que nous avons un peu trop eu dans le passé ; c'est ne pas simplement voir ce qui a été fait de mal par le parti pour oublier ce qui a été fait de bien, et cela malheureusement nous l'avons trop fait.

Mais, camarades, je ne veux pas revenir sur les erreurs du passé, nous disons aujourd'hui que nous sommes le premier parti républicain, c'est vrai, sachons ne pas l'être seulement par le nombre de sièges au Parlement. Il nous faut être le premier parti républicain par notre dynamisme et par notre action, et ce n'est que par ce dynamisme et cette action que, demain, notre Parti sera toujours plus fort et que malgré les menaces, malgré les mensonges, malgré les injures et les calomnies dont nous pourrons être abreuvés, nous ne serons pas seulement le premier parti républicain, mais le premier Parti de la 4ème République que nous pourrons construire alors à l'image que nous voulons, c'est-à-dire que nous pourrons en faire une République vraiment laïque et vraiment sociale.
(Applaudissements)

Le président - Le camarade Roiron n'est pas là ? La parole est à Lamarque-Cando à sa place.

Charles Lamarque-Cando

Camarades, je vais abréger autant que je le pourrai mon intervention, d'autant que Guy Mollet a dit une partie de ce que j'avais à vous exposer. Il a fait ce que le Secrétaire Général des Landes fait souvent devant ses délégués de sections, il a manié les verges, et il a eu raison, car le métier de notre chef de parti c'est quelquefois de dire des vérités, même si elles sont un peu désagréables. Il a dit, au fond, qu'on n'a souvent que le succès que l'on mérite, dans les fédérations et c'est vrai. On a le succès que l'on mérite, car pour toutes les fédérations les questions se posent de la même façon, l'action générale du parti est la même et si, dans certains milieux ouvriers, on a gagné comme dans la Seine - et j'ai souvent été assez désagréable pour nos camarades de la Seine pour rendre hommage à Gazier, à Daniel Mayer, à Depreux, à Le Troquer qui ont gagné des voix - et si, dans d'autres fédérations ouvrières, on en a perdu, cela prouve que de certains côtés on a fait ce qu'il fallait, et pas des autres. On peut en dire autant des fédérations rurales, certaines ont gagné des voix, se sont fort "bien défendues, d'autres en ont perdu.
Alors, camarades, le succès, à quoi tient-il ?
Il tient d'abord à la puissance de l'organisation de base, et si notre ami Brutelle a le temps, je l'invite à faire un graphique, le graphique de la proportion des adhérents par rapport à la corporation, et il verra qu'il y a une relation mathématique entre cette proportion d'adhérents par rapport à la population et la proportion des suffrages obtenus. La première chose à faire, c'est donc d'organiser à la base les sections, et on peut remarquer, par exemple, que les Bouches-du-Rhône, qui ont eu du succès, avaient marqué une très vive remontée dans la prise des cartes il y a peu de temps.
On peut remarquer aussi que certaines fédérations arrivent toujours en tête et, comme par hasard, ce sont celles qui ont proportionnellement le plus de mandats et aussi qui ont le mieux organisé leur presse, ce sont celles dont les parlementaires, savent s'occuper de façon très active des travailleurs de leur coin, ce sont aussi les fédérations dont le combativité ne s'est jamais démentie

Fondation Jean-Jaurès

et, en particulier, qui ont toujours été très courageuses à l'égard ou en face du Parti Communiste ; ce sont, par exemple, les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, de la Haute-Vienne ; ce sont aussi les fédérations des Landes, de l'Hérault ; là, le succès de Jules Moch le démontre bien, car c'est dans la mesure toujours où l'on s'est exposé au Parti Communiste qu'on a été les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière. N'oublions jamais que le Parti Communiste et le plus grand ennemi de la classe ouvrière, et c'est contre lui qu'il faut se battre si l'on veut sauvegarder à la fois le Socialisme et la 4ème République.

Les résultats qu'obtiennent certaines fédérations, je prétends qu'on peut les obtenir partout, à condition d'employer les mêmes méthodes, et je pense que l'occasion est bonne aujourd'hui, où le Parti Communiste vient de recevoir une tape magistrale, pour faire le nécessaire. Ce serait une faute que de ne pas continuer à démasquer le parti Communiste, à démontrer plus que jamais que c'est un parti fasciste, que c'est le parti de la guerre et que c'est le parti qui trahit la classe ouvrière.

Je regrette que notre camarade Commin ne soit pas là, car je lui demanderais qu'il veuille bien préparer le code de l'épuration. La fédération des Landes demande que l'épuration des administrations soit faite dans une certaine mesure, aussi bien dans l'administration de l'Éducation nationale que dans la Police ou ailleurs, et pas seulement pour les Communistes, mais aussi pour les RPF. Nous ne pouvons pas admettre, par exemple, qu'un professeur Communiste à l'École normale, comme nous l'avons vu à Dax se fasse huer par toute une population dans trois ou quatre réunions différentes et qu'à peu près la totalité du corps enseignant se soulève contre lui, que ses élèves ne veuillent plus assister à ses cours. Nous ne voulons pas que cela continue sans y porter remède, et nous ne voulons pas que, dans la police ou ailleurs, il y ait encore des Communistes qui fassent la besogne que vous savez.

Et puis, quand il s'agit de défendre les travailleurs, nous voudrions bien que le Parti Socialiste n'oublie pas toujours, comme il semble le faire, les paysans. On en a bien parlé, des paysans, aujourd'hui, et on nous dit qu'ils représentent plus de la moitié de la population active de la France. Alors, je voudrais que, dans la résolution, le Parti Socialiste dise qu'il entend que les intérêts légitimes des paysans soient défendus, ainsi que les prolétaires ruraux ouvriers agricoles ou autres, car le capitalisme foncier est encore plus réactionnaire que le capitalisme industriel et, par conséquent, le Parti Socialiste doit se préoccuper au premier chef de ces prolétaires.

Il faut répandre la propagande du Parti Socialiste, il faut dire comment il veut aménager l'accession à la petite propriété et, par conséquent, donner la terre à celui qui la gérera. Cela est possible et cela est nécessaire. Il ne faut pas que nous laissions aux autres le soin de parler de la réforme agraire, il faut que le Parti Socialiste aussi en parle et, en France, c'est possible et nécessaire.

A côté de la propriété rurale, il faut aussi défendre le petit propriétaire artisan et, pour tout le monde rural, donner la garantie des prix agricoles par le développement d'un syndicalisme véritable, par l'application d'une loi sur les calamités agricoles et aussi par l'extension de la sécurité sociale aux travailleurs

du monde rural.
Nous pourrons alors, je crois, reprendre dans les campagnes une portion importante des suffrages que le Parti Communiste, quelquefois, nous a pris du coté des prolétaires ruraux, et aussi une portion importante des suffrages que certains autres partis démagogues nous ont pris du côté des propriétaires ruraux.
En résumé, je pense qu'il faut que le Parti Socialiste s'intéresse d'une façon extrêmement active à tous ceux qui travaillent, à toutes les catégories de travailleurs ouvriers, paysans, fonction publique et autres, et qu'il sache faire connaître mieux qu'on ne l'a fait jusqu'à présent les résultats qu'il obtient.
Il est incontestable qu'au cours de la campagne électorale passée on n'a pas su utiliser ce que quelques camarades avaient réussi à faire, par exemple dans le domaine des anciens combattants ou victimes de la guerre, ou encore dans le domaine du inonde rural, cela parce que l'organisation de la propagande de notre parti est insuffisante. Je ne veux pas faire de reproches au Secrétariat qui a fait vraiment tout ce qu'il a pu et qui nous a donné des masses de documents qui, Je l'espère, pourront être utilisés d'une façon totale et complète pour les élections cantonales prochaines, mais je pense qu'il faut maintenant, avec ces documents qui leur ont été distribués, que nos militants fassent montre de courage pour aller de l'avant. La situation nous permet l'espoir de reconquérir la classe ouvrière tout entière, mais pour cala nous ne devons pas seulement avoir des positions de tactique passagère, de participation ou de non participation, "bien qu'elle soit importante, mais nous devons nous occuper de l'organisation L la "base, de l'organisation de la masse des travailleurs, et aussi nous préoccuper d'avoir une école de cadres.
En effet, il manque au Parti Socialiste une école de cadres, il faudrait que nous puissions envoyer tous nos jeunes dans des écoles où on leur apprendrait ce qu'est le Socialisme et quels sont les moyens du Socialisme, ainsi que le syndicalisme ou la mutualité sous toutes leurs formes. A ce moment là, nous aurions des jeunes enthousiastes et compétents.
Si nous pouvions, par ailleurs, leur payer quelques voyages dans des pays nordiques où ils verraient alors l'application de la doctrine Socialiste, je crois que tous les espoirs seraient permis, car la doctrine Socialiste est la plus belle et la seule, celle qui peut ouvrir au monde du travail les espoirs d'une vie meilleure dans la prospérité et dans la paix.
(Applaudissements)

(Pierre Commin donne connaissance au Congrès de la liste des inscriptions qu'il a déjà reçues pour la participation à la Commission des résolutions).

Le président - Camarades, je vous indique qu'il y aura demain matin séance publique à 10 h, pour l'étude des problèmes internationaux, la laïcité et à la même heure la Commission des résolutions tiendra séance.

Un délégué de l'Ariège - Je voudrais la parole dans la discussion générale.

Le président - Non, ce n'est pas ton tour, et la liste des orateurs étant close, je ne peux que t'inscrire pour la fin.
Camarade Garou ?
Camarade Gontier ?
Il renonce à la parole.
Andrieux ?
Il n’est pas là.
Humblot ?
Durot (?) ?

Le délégué de l'Ariège - Camarades, je m’excuse de prendre la parole à cette heure-ci n'ayant pas été inscrit dans la liste des orateurs, cependant, considérant que peut-être demain je n’aurai pas le temps d'intervenir dans la discussion générale, je dois remplir, au nom de ma fédération, au moins un devoir, celui de demander d’une façon instante l’exclusion du Parti de M. Paul Boncourt.

Le président - Il n’y a plus d'orateurs inscrits, la séance est levée ; je rappelle : demain 10 h, séance de la Commission des résolutions et séance plénière du Congrès.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national extraordinaire des 4 et 5 juillet 1951

Séance du jeudi 5 juillet 1951 (matinée)
La séance est ouverte sous la présidence de Paul Ramadier, assisté de Lucienne Notebard, (Nord) Amadou Doucoure, (Soudan), Roger Rigaux (Rhône), Jean Blanc du Collet (Hérault).

Le président (Paul Ramadier)
La séance est ouverte. Nous prenons le débat sur la laïcité et la parole est au camarade Collet, de la Sarthe.

Collet
Camarades, j'interviens, non pas seulement au nom de la fédération de la Sarthe, mais au nom des diverses fédérations de l'ouest qui ont constitué au Congrès de l'an dernier un comité interfédéral pour l'étude des questions laïques et m'ont fait l'honneur et l'amitié de me choisir comme secrétaire de ce comité,
Je crois que dans la réalité, malgré des paroles imprudentes, l'affaire du décret Poinso-Chapuis et la Commission scolaire n'ont pas eu présentement, je dis bien présentement, toutes les conséquences regrettables qu'on aurait pu redouter.
Cependant, je l'indique avec force, ces deux faits ont eu sur le plan de la propagande les effets les plus désastreux dans nos régions de l'ouest. Nous ne saurions plus accepter aucune atteinte, ni directe, ni indirecte, au principe de la

Fondation Jean Jaurès

laïcité de l'État, de la laïcité de l'école qui sont, au fond, l'aboutissement logique, l'aboutissement normal de toute la tradition humaniste de ce pays.
Mais ce n'est là qu'une attitude défensive et dan l'état actuel des choses, cette attitude ne suffit plus, l'Église catholique, oubliant sa mission strictement religieuse, qui est respectable, est descendue dans l'arène, reprenant ses buts immuables, permanents qu'elle a toujours poursuivis.
Jusqu'à la moitié du 19ème siècle, l'Église a exercé un monopole de fait sur l'enseignement en France, la 3ème République lui a enlevé ce monopole, l'Église a protesté aussitôt par la voix de Pie XI qui disait :
"Ce que nous voulons, c'est que l'enseignement soit régi par un esprit vraiment chrétien, sous la direction de l'Église, de telle façon que la religion soit le fondement de l'enseignement à tous les degrés."
La doctrine n'a pas changé. Gaston Tessier, un des leaders de la CFTC, écrivait récemment :
"Il s'agit d'un enseignement religieux complet, d'une formation qui doit orienter l'existence".
Le 19 janvier 1951, l'Osservatore Romano écrit :
"Il faut, avant tout, rappeler que l'enseignement même simplement ordinaire des souverains pontifes s'impose absolument à tout catholique. Il n'est permis à aucun fidèle de considérer comme dépassé un quelconque document pontifical, sous prétextes que les circonstances qui le firent naître sont changées. En tous cas, c'est l'Église qui en serait le seul juge. Il est faux de toute évidence qu'au cours du siècle dernier, sur le problème de l'éducation et de l'école, l'enseignement pontifical ait subi des transformations".
Alors, nous sommes en droit de penser qu'il est toujours valable l'article 1374 du Code du Droit canon qui précise :
"L'école unique qui établit une promiscuité entre catholiques et non catholiques, l'école neutre ou laïque dans laquelle on croit pouvoir éduquer la jeunesse en faisant abstraction de tout principe religieux sont également nocives. Là où les religions sont différentes, le meilleur est l'école libre, protégée et subventionnée par l'État qui a le devoir de respecter les droits et la liberté de conscience en distribuant sans obstruction ni préférence son aide à toutes les écoles".
Et dans un article du Monde,1'archevêque de Paris, Mgr Feltin, confirme :
"L'Église n'a jamais renoncé et ne renoncera jamais à son droit d'enseignement, nous tenons à ce droit comme à la prunelle de nos yeux".
Je pourrais multiplier les citations, je crois que celles-ci suffisent, nous sommes prévenus, nous sommes d'autant plus prévenus que la composition de la nouvelle Chambre n'est pas sans clous donner quelques inquiétudes.
Il faut nous défendre, et, comme ailleurs, la meilleure défense, c'est l'offensive. Il faut que devant le danger, le Parti rappelle avec force sa position doctrinale. Nous voulons la nationalisation de 1'enseignement, une nationalisation qui ne soit pas une étatisation, mais une nationalisation intelligence et souple qui fasse de toutes les écoles de France un grand et unique service public, seul digne d'un pays de vraie culture.
Nous voulons que l'argent de l'État, l'argent versé par tous, aille non seulement

aux seules écoles ouvertes à tous, mais aussi aux seules œuvres post et périscolaires, aux seules œuvres de jeunesse, aux seules colonies de vacances ouvertes à tous, dans une fraternité sans barrière et totale.
Certains camarades penseront peut-être que je viens d'énoncer des vérités premières. Mais, camarades, les fédérations de l'ouest, penseraient que je ne suis pas digne de la mission qu'elles m'ont confiée si je ne disais pas à l'heure où sur ce problème une bataille sans merci va s'engager leurs angoisses et leurs résolutions.
Sur ce terrain, il ne faut rien céder ; on reviendra peut-être sur des textes économiques mal conçus, mais lorsqu'il y aura une brèche dans l'édifice laïque de l'État et de l'école on ne reviendra pas en arrière, ce sera sans espoir de retour : l'école privée est l'école de la résignation, elle prépare des esprits qui sont prêts à accepter les contraintes sociales. C'est tout l'avenir du progrès social qui est en jeu, nous ne serions pas des Socialistes si nous n'étions pas totalement, profondément, agressivement, puisqu'on nous y contraint, des laïques têtus.
C'est dans est esprit que j'ai charge, au nom des fédérations de l'ouest, de vous présenter le projet de motion suivant :
"Le Parti Socialiste rappelle qu'en dépit de toutes les entreprises souvent déloyales qui ont été dirigées contre le statut scolaire actuel, qu'en dépit de toutes les affirmations légères ou intéressées qui ont été produites par certains de ces adversaires, la législation scolaire votée par la 3ème République a été maintenue intégralement, et même améliorée, grâce à l'action vigilante des Socialistes.
Il déclare avec force qu'il ne saurait accepter dans l'avenir aucune atteinte, directe ou indirecte, au principe de la laïcité et de la liberté de l'école qui sont 1'aboutissement de toute la tradition humaniste de ce pays.
Il déclare qu'en cas d'attaques, même indirectes, dirigées contre ces principes, les groupes parlementaires rappelleront fermement et fièrement la position doctrinale du Parti, en déposant un contre projet tendant à la nationalisation intelligente et souple de l'enseignement qui, loin d'être une inféodation de l'école à l'état ou h un parti, fera de cette école un grand service public, seul dignes d'un pays de vraie culture.
Il décide que des contacts seront pris dès à présent avec toutes les organisations laïques, afin de préparer ca texte et d'organiser la défense efficace de notre école contre ceux qui, au profit de dogmatismes adverses, veulent, soit la détruire, soit la confisquer.
Il rappelle que la meilleure défense de l'école laïque est d'intensifier au maximum la politique de constructions scolaires, de créations de postes et d'équipement culturels, entreprise avec fruit par les ministres Socialistes de 1'Éducation nationale.
N'ayant jamais oublié qu'il est et entend rester fidèle à l'action de classe dans tous les domaines, le Parti Socialiste n'hésitera pas à appeler à l'action directe la population laïque de notre pays, et en particulier le corps enseignant et toutes les associations qui s'inspirent du même idéal."

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Deixonne.

Maurice Deixonne

Camarades, nos fédérations de l'Ouest qui ont bien voulu m'annexer pour la circonstance, m'ont prié d'apporter devant vous une de leurs conclusions.

Tout d'abord, nous n'avons pas le droit de désespérer d'avance de l'Assemblée nationale qui se réunit ce soir. Il est bien certain que la majorité laïque, si elle y existe, sera extrêmement étroite, mais ce ne sera pas pour bous une surprise. Déjà, au cours de la précédente législature, faut-il rappeler que certains votes essentiels ont été enlevée à deux voix et pour le dernier à une voix de majorité ?

Je sais bien qu'il y a cette masse considérable d'Indépendants dont on ne connaît pas toujours la position, mais un Indépendant, par définition, doit l'être totalement, quelquefois même vis-à-vis de ses propres électeurs, et c'est à l'usage même que nous verrons quelle est l'opinion de ce groupe important, en matière de laïcité.

Au surplus, une des tâches les plus urgentes de la part du groupe parlementaire Socialiste, sera dans le cadre eu règlement de l'Assemblée nationale et de sa propre loi, de voir s'il n'y a pas lieu de grouper tous les députes laïcs, appartenant même à d'autres formations que le Parti Socialiste.

Je tiens toutefois à déclarer nettement qu'il ne s'agit pas, dans notre pensée, d'inclure dans un tel groupe les élus du Parti Communiste. Pas le moins du monde, il ne s'agit pas de ressusciter quelque organisation de front unique, où notre première tâche, sinon notre seule tâche serait de lutter contre l'obstruction du Parti Communiste.

La campagne électorale nous a apporté, d'ailleurs, quelques enseignements nouveaux. On a vu les candidats Communistes beaucoup moins pressés de servir la laïcité que de s'en servir, et de s'en servir contre nous. Ils ont commis ces crimes de diviser les laïcs tout au cours de la campagne, alors que les cléricaux n'avaient que trop tendance à s'unir, et chez nous, dans le Tarn, je puis vous donner cet exemple : il y eut des manœuvres électorales tentées par un prétendu cartel d'action laïque qui a abouti à sa dissolution et, pour ma part, je m'en félicite grandement, je suis très heureux que les Communistes se soient livrés à des manifestations de trucage de mandats et à des gymnastiques de ce genre, de telle sorte qu'il y a aujourd'hui, dans le Tarn, deux cartels d'action laïque dont un seul, à mon avis, peut se prévaloir d'un tel titre : celui dont les Communistes te sont exclus d'eux-mêmes.

Car, enfin, je n'ai pas besoin de traiter ce sujet, sinon à la faveur de quelques exemples récents, vous n'avez, camarades, aucun doute sur le fait que si les Communistes peuvent, dans certains scrutins, nous apporter en ce domaine l'appoint de leurs voix, on ne peut à aucun titre les considérer comme de véritables laïques. J'ai promené, pendant ma campagne électorale, quelques exemplaires de manuels scolaires en usage en URSS ; c'est quelque chose d'effrayant dont nous ne pouvons pas avoir idée. Il y a, à l'usage des gosses

d'une dizaine d'années, des textes qui, à la faveur d'une leçon de français, d'une leçon de grammaire, de n'importe quoi, comportent les engagements les plus précis de servir en toute occasion la politique Communiste ; il y a des serments de jeunes pionniers qui nous rappellent très exactement ceux qu'on exigeait des gosses sous Vichy, et je suis sûr que même les instituteurs qui se disent Communistes reculeraient d'horreur si on leur demandait de faire, en France, la moitié de ce qu'on exige de leurs collègues de l'autre côté du rideau de fer.

A vrai dire, je ne suis pas sur que tous auraient ce mouvement de recul car, au cours de nos réunions des fédérations de l'Ouest, on m'a cité, par exemple, ce cas d'un professeur d'école normale Communiste donnant comme pensum à un de ses élèves le devoir suivant : conjuguer le verbe "ricaner comme un Américain". Eh bien, quand on voit cela, on ne peut pas s'empêcher d'être quelque peu rêveur !

Il y a là non seulement un degré de ridicule mais, il faut bien le dire, d'abjection pour un enseignement qui fait que les propos de Le Bail devraient recevoir prochainement leur pleine application. Je veux dire par là que tout enseignant pris, si je puis dire, la main dans le sac, à violer outrageusement la laïcité et la neutralité de l'école, qu'il a la haute fonction de respecter, devrait être expulsé avec pertes et fracas de l'université.

(Applaudissements)

Vous pensez bien que ce n'est pas une garantie exceptionnelle pour les enseignants et les familles que de voir certains inspecteurs Communistes, comme on m'assure qu'il y en a encore, et là, véritablement, je demande que des garanties les plus expresses soient données aux pères de familles et aux membres de l'enseignement qui peuvent avoir le malheur de se trouver sous la coupe de gens qui, hélas, se révèlent sans scrupule.

Il y aurait lieu, camarades, de relire certains textes de Jaurès, par exemple, qui, lui, a poussé le scrupule à un point dont nous n'avons pas idée, quand je vois, quelquefois, de jeunes instituteurs venir nous dire que les Socialistes ont voté le décret Poinso-Chapuis, affirmer par exemple cette ineptie que le législatif est auteur des actes de l'exécutif, qui ne connaissent même pas l'instruction civique qu'ils sont chargés d'enseigner, nous sommes en droit de leur dire qu'ils ne feraient pas mal de lire Jaurès. Jaurès qui disait que "non seulement il faut fuir le mensonge, mais qu'il faut considérer comme tel toute opinion qu'on n'a pas pris la peine de faire sienne, qu'on n'a pas assimilée". Tout ce qu'on répète comme un perroquet c'est, selon Jaurès, un mensonge.

Eh bien, il y a là un enseignement dont ne ferait pas mal de s'inspirer un certain nombre de ceux qui se croient autorisés à éduquer notre jeunesse.

Oui, camarades, il faudra donc partir en guerre et, précisément, dans la mesure où nous aurons dénoncé ce double obscurantisme et des cléricaux de droite et du Parti Communiste, nous serons très à l'aise pour mener la campagne qu'exigent avec raison, de nous, les fédérations de l'Ouest, bien placées pour savoir l'intérêt, l'importance vitale de l'action laïque.

Je crois qu'i1 faudra, dans la motion de politique générale, inscrire en toutes lettres que nous n'acceptons pas d'avance une majorité de rechange, comme on

nous en menace sur les problèmes laïques.
Le problème scolaire sera pour nous un problème de gouvernement, c'est-à-dire que si, en dehors des ministres Socialistes, contre eux une majorité venait à se former à l'Assemblée pour modifier le statut scolaire, le Parti aurait à reconsidérer immédiatement la présence de ses membres au sein du gouvernement.
(Applaudissements)
D'autre part, Collet vous l'a dit, nous devons tenir tout prêt ce projet de nationalisation dont le président Ramadier rappelait avec raison, -je crois que c'était au lendemain du Congrès MRP - qu'il figure toujours dans notre programme. On l'oublie un peu, on fait semblant de l'oublier, sous prétexte que nous menons le jeu avec loyauté, que nous reconnaissons qu'entre MRP et nous le statu quo est le seul terrain possible de rencontre, on feint quelquefois d'oublier que nous sommes aussi demandeurs en ces matières et, comme le concluait Ramadier dans son article du "Populaire" : "l'abandon provisoire de la nationalisation est cependant, de notre part, une concession qui a son prix".
Collet avait raison de le rappeler, si nous sommes menacés de certains projets d'empiétement clérical sur notre école publique, nous aurons le devoir, de concert avec les grandes organisations laïques, de sortir un texte qui sera un moyen de réaliser, au moins par étape, l'école unique qui est le but vers lequel nous entendons toujours nous diriger et qui, nous sommes en droit de le rappeler aux cléricaux, est au fond la solution de tous les problèmes dans lesquels il se débattent.
Ils nous accusent de vouloir conduire leurs maîtres à la famine, nous leur disons : "Mais à condition qu'ils aient les titres nécessaires, qu'ils viennent donc chez nous, nous les prenons en charge comme nous l'avons fait récemment dans les écoles des Houillères, comme on l'a fait en 1886 à la naissance ce l'école publique, on l'on a recruté les membres de l'enseignement d'État parmi ceux de l'enseignement privé, on ne pouvait pas les prendre ailleurs, et nous n'avons jamais eu l'occasion de le regretter, ni ces maîtres non plus."
De même, pensez-vous que nous pourrons laisser dilapider les deniers publics en une multiplicité d'écoles, laisser les catholiques, qui ne te rendent pas toujours compte de ce qu'on leur fait faire donner des arguments aux Communistes pour qu’eux aussi, à leur tour, eux qui n'ont pas la même conception que nous de la neutralité scolaire, puissent être fondés à revendiquer le concours de l'état en faveur d'écoles Communistes ?
Est-ce que c'est cela que les catholiques peuvent normalement et raisonnablement désirer ?
Nous leur rappellerons, à ce sujet, leurs propos, quand M. Feuillet écrit dans son livre "Les Chrétiens au carrefour" : "Nous, catholiques, nous nous saignons aux quatre veines, nous perdons notre temps et notre argent à des œuvres en soi profanes, et qui intéressent en rien les intérêts majeurs de la foi".
Mais, ce sont des propos dont il convient vue nous parlions ! Nous voulons, nous aussi, décharger les catholiques de soucis qui ne sont pas normalement les leurs. Pour enseigner la géométrie, le latin, le français ou le grec, il n’y a pas

besoin de porter soutane !
Que ceux qui se sentent la vocation aillent évangéliser les populations ouvrières, ils auront du travail à faire dans la banlieue parisienne et ailleurs, et qu'on n'immobilise pas une trentaine de prêtres autour d'une demi-douzaine de cancres qui cherchent à décrocher péniblement leur baccalauréat.
(Applaudissements)
Voyez-vous, camarades, si on suivait certains mauvais bergers dans la voie où ils veulent nous engager, on arriverait très vite à cet état ce choses dont me parlait récemment notre camarade portugais Dosbassos (?) : dans son pays - et on peut ajouter en Espagne – le cléricalisme a tant fait qu'il est en train de dresser contre lui ceux-là même qui, peut-être 1'avaient appelé au pouvoir. En tout cas, au Portugal, le gouvernement en est à ce point qu'il est obligé de défendre les prêtres contre les injures qui, normalement, les accueillent quand ils passent dans la rue.
On en est à demander vingt jours de prison pour celui qui se sera permis une plaisanterie de mauvais aloi dans un pays qui est celui du catholicisme au pouvoir ! Eh bien, camarades, cela nous montre qu'il est parfois dangereux de confondre le temporel et le spirituel et pour notre part, nous qui n'avons pas besoin de nous forcer pour accorder à la religion le respect qui lui est dû, nous voudrions la rendre à sa véritable destination, c'est-à-dire au ministère des âmes et non point à la direction des affaires terrestres.
(Applaudissements)
De toute façon, camarades, nos amis de l'Ouest ont attiré notre attention sur un certain nombre de textes qu'en tout état de cause nous aurons le devoir de défendre devant le Parlement français.
En voici un : ne plus verser aux communes les dépenses d'intérêt général qui concernent l'école, et voici ce à quoi ils songent ; dans nos départements comme le Tarn ou ailleurs où nous avons un bon nombre de municipalités Socialistes, il n'y a aucun danger à confier aux maires la gestion des fonds normalement destinés à l'école, mais en Vendée, dans le Morbihan, dans le Finistère ou dans le Maine-et-Loire la situation n'est pas exactement la même et, par suite, l'école se trouve frustrée de l'effort que la nation entendait normalement, dans sa souveraineté, faire en sa faveur.
Par suite, demandent ces camarades, il aurait lieu de grever d'affectations spéciales ces dépenses d'intérêt général qui émanent de l'effort des contribuables et, par exemple, de les remettre à l'inspecteur d'académie entouré de sa Commission paritaire, ce qui présente d'autres garanties de laïcité qu'un conseil municipal acquis au choix.
De même, la taxe d'apprentissage, est-ce qu'elle n'est pas détournée d'une façon quelquefois scandaleuse en faveur de certains établissements libres, au lieu de revenir à l'enseignement technique dans ce qu'il a de plus large ?
Là encore, nous aurons des initiatives à prendre, mais s'est surtout, camarades, au sujet de la Commission scolaire que nos amis m'ont demandé d'intervenir à cette tribune.
Je voudrais rappeler brièvement que cette Commission n'a pas été de notre part

une concession, contrairement à ce que répètent un certain nombre de propagandes intéressées. L'origine en est laïque, c'est M. Albert Bayet qui, jadis, en a proposé l'idée. Il nous explique, aujourd'hui, que c'était, dans sa pensée, pour défendre la nationalisation de l'enseignement. D'accord, mais nous ajoutons que rien n'empêchait de défendre cette conception au sein de la Commission qu'il avait appelée de ses vœux.

A cet égard, je me permets de considérer comme une grosse faute que certains laïques authentiques aient cru devoir nous priver de leur collaboration et de leur aide pour défendre, à la Commission, les thèses oui sont les nôtres. Il n'y a pas lieu d'être tellement en état de doute vis-à-vis de notre propre idéal, il faut, au contraire, avoir confiance dans la vertu de notre argument qui, je vous l'assure, est capsule d'impressionnes les catholiques eux-mêmes, et on peut regretter que la majorité laïque, par suite de certaines défections, ne se soit pas trouvée plus large et plus solide au sein de cette fameuse Commission.

Cependant, j'ai la conviction profonde qu'elle nous a rendu de très réels services avant même de naître, puisque le camarade Lapie avait pris soin d'exiger, comme condition préalable, la cessation des grèves de l'impôt dans l'Ouest. C'est un résultat qu'il convient de porter à l*actif de cette fameuse Commission.

Ultérieurement, au cours des débats parlementaires, j'ai eu plusieurs fois l'occasion d'y recourir, menaçant le MRP de demander sa suppression s'il existait lui-même dans certaines revendications intolérables. C'est ainsi qu'au moment où nous avons discuté du statut des maitres auxiliaires de l'enseignement du premier degré, nous avons fini par obtenir de M. Pierre Henri Teitgen que le statu quo soit maintenu en ce qui concerne la recherche des antécédents laïques chez des candidats aux fonctions de maitres auxiliaires du premier degré. L'existence de la Commission nous a rendu service, toutefois je manquerais d'objectivité si je ne reconnaissais pas qu'au fur et à mesure que nous approchions du terme de la législature, un véritable flot de démagogie déferlait sur le Parlement, et la Commission, petit à petit, a cessé de remplir le rôle pour lequel elle avait été faite. Nous avons dû, Rachel Lempereur, moi-même, notre camarade Marcel David, d'autres encore, passer notre temps à faire front contre des demandes de la droite qui semblaient devoir être ajournées par l'existence même de la fameuse Commission car, camarades, quand on nous traite de sectaires, je voudrais bien qu'on me dise, je voudrait bien qu'on me cite, je dis un certain fait, où nous avons, nous, pris l'offensive pendant la précédente législature.

Ah ! Certes, nous avons nationalisé les écoles des Houillères et les Centres d'apprentissage ? Mais, pourquoi ? Les écoles des Houillères, elles étaient vacantes, il fallait bien en assurer la succession, et dans les conditions qui heurtaient le moins le statu quo. Les Centres d'apprentissage ? Organisation nouvelle ; je pourrais citer quelques cas douloureux, comme cet élève qui a trouvé la mort dans un Centre faute de surveillance, il était grand temps que la collectivité publique jette un regard sur la gestion de ces établissements nouveaux.

Mais, ayant fait ce geste de salubrité publique, je répète que pendant tout le

courant de la législature nous n’avons fait que nous défendre mais au contraire, le RPF poussant le MRP, le MRP désirant ne pas être en reste, nous ont, pendant les derniers jours de notre mandat, rendu la vie presque intenable.
Faut-il rappeler, camarades, ce dernier débat où M. Tinguy du Pouët a voulu nous arracher par surprise, à l'occasion d'un débat budgétaire, la subvention indirecte de l'enseignement privé par voie de dégrèvement, d'impôts ? Il a fallu, finalement, qu'à une voix de majorité, après avoir refait faire le budget par M. Queille, on arrache cette ultime victoire, mais véritablement, je le demande, à quoi nous a servi, en cette conjoncture, la Commission scolaire dont on pouvait espérer qu'elle assainirait l'atmosphère pendant toute la durée de son mandat ?
Non seulement son rôle s'est ainsi dégradé, non seulement on a voulu la placer et nous placer devant le fait accompli, mais, ce qui ajoute à notre, amertume, c'est une déclaration récente et, je dois le dire, inopportune de son président. Je ne vous dirai pas toutes les motions qui nous, arrivent et dont discute actuellement la Commission des résolutions. Beaucoup sont d'un ton très vil, quelquefois même violent, je ne crois pas que le Congrès, je l'ajoute, serait bien inspiré de suivre sur ce terrain tous les auteurs de ces motions, mais enfin, il y a là pour nous un surcroît d'amertume de voir que la Commission, qui a été allègrement enterrée par tous les éléments de droite qui prétendaient, en définitive, anticiper sur ses conclusions et se substituer à elle, il y a, dis-je, un surcroît d'amertume peur nous de constater que la Commission risque, par certaines imprudences, de se retourner contre nous et de servir d'argument contre le Parti Socialiste.
C’est pourquoi, après avoir pesé nos responsabilités, nous avons ensemble élaboré un texte que je soumets, camarades, à votre examen :
"Le Congrès extraordinaire félicite le Secrétaire général du Parti, seul qualifié pour définir la politique Socialiste en dehors de ses instances souveraines, d'avoir rappelé avec éclat, au lendemain des élections, la position laïque à laquelle il demeure indéfectiblement attaché.
Il prend acte que la Commission pour l'étude des problèmes scolaires, mise en place par la précédente assemblée, a terminé ses travaux et qu'elle a souligné la nécessité de promouvoir les constructions scolaires dans L’enseignement public.
Il demande à l'Assemblée nouvelle d’aborder, sans désemparer, la réalisation de ce programme de salut public".
Camarades, c'est en effet la seule conclusion, je le souligne en passant, à laquelle soit arrivée la fameuse Commission.
Après avoir longuement entendu une foule de témoins, elle s'est mise d'accord sur un point unique : multiplier les constructions scolaires dans l'enseignement public, c'est encore un point sur lequel nous pouvons être d'accord, il faut donc s'en emparer, mais sans prolonger une existence qui s'est révélée d’abord inutile et qui pourrait, à la lumière des déclarations auxquelles je faisais allusion, se révéler aujourd'hui dangereuse.
Camarades, je souhaite que notre Commission des résolutions, qui délibère en ce moment, vous rapporte favorablement cette motion, qui deviendrait ainsi

celle d'un Parti qui, depuis Jaurès, a toujours considéré que l'école publique était nécessaire à la République, nécessaire à l'émancipation des consciences et en rapprochement des hommes.
(Vifs applaudissements)

Le président - la parole est à Cottereau.

Cottereau

Chers camarades, la Commission qui s'est réunie hier pour examiner le problème laïque et qui comportait, en particulier, une grande majorité de délégués des départements de l'ouest, a envisagé que sur un sujet aussi grave que celui qui est posé ce matin, il était désirable qu'il y ait plusieurs orateurs, et l'on m'a fait le grand honneur, en raison d'une motion qu'avait présentée la fédération de la Seine, dont je suis ici le délégué, de me demander d'être le second orateur, alors que je suis devenu le troisième, dans l'ordre chronologique.
Parler après Deixonne, un des spécialistes de la question toujours sur la brèche, c'est une rude tâche, je vais tâcher de ne pas y être trop inférieur, d'abord parce que j'ai une attitude à définir, dans un certain sens, dans le Parti, et aussi parce pue, au moment où la question de l'école laïque s'agite entre les personnalités et les groupements divers, il est quand même bon que dans le sein d'un Congrès, en plus des voix des grands responsables du Parti, et je m'associe tout d'abord à la déclaration qu'a fait Deixonne pour une motion à laquelle j'ai travaillé avec lui, en faveur de la déclaration de Guy Mollet, il est bon, dis-je, qu'en plus des responsables du Parti, un militant de la base, qui est un peu connu pour son activité de défense laïque, fasse entendre sa voix dans le sens de l'idéal souhaité.
En effet, il y a, dans une certaine presse, une tendance curieuse à minimiser le problème et à le placer sur un terrain assez sordide, en ce qui nous concerne. Il s'agirait, à lire certains journaux, de vagues intérêts électoraux, pour ne pas dire électoralistes, et d'un certain souci de ménager sur le plan du gagne pain quotidien, c'est-à-dire du bifteck, une certaine clientèle électorale.
D'autre part, on nous invite à un certain nombre de conciliations, de concessions, on nous demande de fermer les yeux, sous prétexte qu'après tout le problème ne nous intéresse pas tellement, que c'est une vieille tradition, une vieille routine, quelque chose que nous avons trouvé dans un héritage plus ou moins dévalué, et que nous pourrions très bien, sans nous déjuger, laisser la question à l'écart et nous occuper de choses plus sérieuses.
Eh bien, il faudrait quand même que nous nous entendions une fois à ce sujet, nous les Socialistes, avec nos partenaires éventuels. Il faudrait qu'ils sachent bien que s'ils ont un idéal à défendre et des institutions à défendre, nous avons, nous aussi, à défendre un idéal et des institutions.
Ne croyez pas que ces tractations, que ces insinuations soient une invention pure de mon esprit plus ou moins obnubilé par des préoccupations journalières. Dans un récent article de Rémy Roure dans Le Monde, nous lisons ceci : "Obtenir que les Socialistes renoncent à leur intransigeance sur la laïcité

scolaire et laissent les mains plus libres, aux communes et au conseil général, puisque c'est là le premier obstacle à franchir".
Et un peu plus loin ; "le Parti Socialiste peut redouter de rejeter ses troupes dans les rangs ennemis du communisme, sa grande erreur est de n'avoir pas pris conscience de lui-même et de sa mission, cornue l'aurait désire Léon Blum, au lendemain de la libération, et de ne pas s'être placé à l'échelle humaine".
Enfin, plus loin, on nous avise que "les vieux horizons de 1'anticléricalisme d'autrefois devraient être mis au rancart."
En somme, il s'agit de critiquer la valeur de nos positions et de les dévaloriser. Eh bien, j'estime que c'est là une façon intellectuellement - peut-être inconsciemment - malhonnête de poser le problème, il faut que quelqu'un, à la tribune, dise que les choses ne se présentent pas du tout sous cet aspect là ; que nous défendions évidemment nos camarades instituteurs, que nous soyons soucieux de les maintenir au sein du Parti Socialiste, c'est dans la ligne de ce que disait Deixonne, tout à l'heure, non seulement dans l'intérêt de l'instituteur et de notre Parti, mais c'est l'intérêt de l'école laïque elle-même lui, si elle garde dans son sein des hommes laïques et soustraits à des idéologies totalitaires restera elle-même, alors qu'elle risque de n'être plus elle-même si elle se laisse entraîner par des totalitarismes politiques.
Maintenir notre Parti ? Mais oui, nous voulons le maintenir, notre parti, nous sommes soucieux de son avenir, non pas en raison d'un certain égoïsme partisan, mais parce que, après tout, nous pensons que si notre Parti, comme nos voisins du MRP le disaient récemment du leur, que si le Parti Socialiste, si l'idéal Socialiste disparaissait de la scène française, ce serait quand même un grand obscurcissement et une grande perte intellectuelle.
Tout cela, nous avons le droit de le dire, et nous avons le droit de dire aussi que nous avons, nous, un idéal positif à défendre. Il ne s'agit pas uniquement, comme on le prétend trop volontiers, de gêner les catholiques dans le litre développement ce leur idéal, il ne s'agit pas de défendre un champ de bataille vide, de se rallier autour d'un drapeau qui n'aurait qu'une hampe et qui aurait perdu tout pavillon, nous sommes une tradition de larges libertés de pensée qui s'annexe à ce marxisme dont on essaie, aujourd'hui, de faire un dogmatisme intellectuel soi-disant rationaliste, alors qu'en réalité, à son origine, il a posé le principe fondamental à ses yeux, de la relativité de la raison, dépendant de considérations économiques et sociales, ce qui est le contraire d'un dogmatisme.
Nous avons aussi la tradition d'un christianisme large d'esprit et non encore sclérosé, qui est monté vers nous par l'idéal de la laïcité, et que nous entendons conserver.
Mais alors, nous dira-t-on, vous êtes des dogmatiques, vous aussi ?
Nous ne sommes pas des dogmatiques. Au contraire, si nous avons un dogmatisme, nous, c'est la haine de tous les dogmatismes, et je dirai très sincèrement que nous ne vaudrions pas que l'école laïque se maintint pour devenir, demain, une école Socialiste où l'on apprendrait aux enfants, de très bonne heure, le catéchisme Socialiste, pour la simple raison que nous estimons notre idéal trop haut, trop majeur, trop digne d'hommes sûrs, pour être inculqué

à coup de slogans dans l'âme d'enfants qui pourraient pas se défendre contre lui et lui opposer leurs libres critiques, pour le choisir en toute liberté.
(Applaudissements)
Par conséquent, nous ne voulons pas imposer, nous, une école de dogmatisme, et c'est pour cela que nous ne pouvons qu'approuver certaines déclarations faites tout à l'heure sur le mauvais service que rendent à l'école laïque des maîtres qui se croient laïques et qui, en réalité, ont glissé sur une pente, évidemment très naturelle peut-être, mais infiniment regrettable, vers des affirmations d'un totalitarisme qui, pour n'être pas religieux, n'en est pas moins infiniment dangereux, même dans l'école dans laquelle ils prétendent s'inclure.
On nous a dit : " Il faut défendre la vérité, la vérité passe avant tout", mais cette formule là, qui a l'air très belle, pensez-vous à quoi elle peut mener ? Si chaque instituteur, dans le sein de sa classe, fait passer au premier plan sa vérité politique, sa vérité exclusive, où allons-nous ? Il pourra y avoir, en apparence, une école unique, il y aura, en réalité, autant d'écoles différentes qu'il y a de classes si chaque instituteur ne croit pas devoir faire une concession à l'unité française et à l'esprit laïque, et s'il estime que sa chaire de professeur est une chaire de prêtre d'où doivent tomber des paroles définitives et sans aucune limite.
C'est pour cela que quand on déclare : "l'école laïque doit être l'école du matérialisme historique, du marxisme intégral, de l'anti-américanisme", c'est aussi dangereux, il faut bien le dire, non pas sur le plan Socialiste, mais sur le plan laïque pur et simple, que d'inclure dans l'école laïque, comme font certains, les préoccupations confessionnelles, réactionnaires et politiques quelconques.
Eh bien, cette école, c'est celle-là que nous voulons maintenir, parce que nous voulons, nous qui sommes des esprits compréhensibles, qui voulons que l'évolution humaine se poursuive, nous voulons qu'elle se poursuive non seulement sur le plan économique et social, mais nous voulons qu'elle se poursuive aussi sur le plan intellectuel. On a, tout à l'heure, fait allusion à la grande figure de Jaurès, on a fait entendre ici les échos de cette grande voix qui s'est tue beaucoup trop tôt. Eh bien, Jaurès, lui, avait conçu le caractère inséparable qui lie essentiellement entre elles la libération intellectuelle et la libération économique : "Se résigner, pour demain, à des générations qui auront été formées dès leur début, dès leur entrée dans la vie par des formules apprises par cœur, c'est se condamner d'avance à des générations propres sur le plan économique, propres sur le plan social, à toutes les résignations, à tous les esclavages."
Si nous sommes des laïques, ce n'est pas dans le sens du vieux laïcisme radical - qui a peut-être eu son utilité, mais qui a fait son temps - ce n'est pas ce radicalisme laïque qui s'accrochait peut-être à certaines luttes périmées, je le reconnais moi-même, comme alibi à d'autres luttes utiles.
Notre laïcité, à nous, notre défense laïque, s'inclut sincère dans un plan immense de défense contre toutes les stagnations, contre tous les immobilismes, contre tous les conservatismes, qu'ils soient politiques, qu'ils soient sociaux ou qu'ils soient idéologiques.

Il faut bien que l'on s'entende, il faut bien que l'on comprenne que nous n'accepterons pas d'abandonner ce problème au plan parlementaire en excluant, pour faciliter certaines combinaisons, l'aspect gouvernemental du problème.
S'il y a une majorité, Deixonne l'a dit après Collet, sur le plan gouvernemental, cette majorité sera la même sur le plan parlementaire, et nous n'admettrons pas ces majorités de rechange dont il a été parlé, il n'y a pas longtemps dans un Congrès MRP.
Si l'on veut être avec nous pour la défense de certaines situations sociales respectables, il faudra qu'on soit aussi avec nous pour la défense d'une école laïque, que nous considérons comme aussi digne de considération et de défense et, cela, on doit l'entendre.
Nous n'accepterons pas non plus que le problème laïc soit découpé en un certain nombre de petits casiers sur le pan communal ou départemental, nous n'accepterons pas que les subventions se traient par l'intermédiaire de maires, de conseillers généraux et qu'ainsi on minimise, on localise un problème qui est d'un intérêt national, parce que l'école laïque est une institution nationale et non pas une institution uniquement communale.
Voilà des choses qu'il faut que l'on dise, il faut qu'on comprenne bien que nous avons des positions fermes, ce qui ne veut pas dire des positions externes.
Dans un article, M. Rémy Roure fait appel aux livres et à l'idéologie de notre très regretté Léon Blum ; il nous demande de nous placer à l'échelle humaine, mais nous ne sommes jamais descendus de l'échelle humaine. Au contraire, au cœur de l'humanisme intégral, mais l'humanisme doit être débarrassé de toutes les choses qui peuvent le gêner ; l'humanisme, c'est l'appel de tous les hommes à une œuvre commune sens distinction de race, de caste, de patrie et de religion ; l'humanisme, mais sa traduction la plus belle est dans l'école laïque et, à 1'échelle humaine, nous défendons l'école laïque. Je suis sur que si Léon Blum était là il dirait que nous la défendons dans ce sens, et uniquement dans ce sens.
L'échelle humaine ? Oui, mais au sommet de l'échelle. Ce qu'on voudrait nous demander, c'est de descendre aux plus bas échelons ; eh bien, descendre aux plus bas échelons, nous devons le dire à ce Congrès, et c'est pour cela que je vous demande de voter la résolution que vous a lue Collet tout à l'heure, ce sera pour descendre à l'action directe, et c'est, en particulier, ce que je suis venu dire à cette tribune, mandaté par l'unanimité de la fédération de la Seine, car enfin, pour permettre à cette fédération qui, par ses militants, est loin quand même de la lutte des premières lignes, des postes avancés que représente notre fédération de l'Ouest, mais qui est au cœur de la France - excusez-la d'avoir gardé cette prétention - qui est en ce point où palpite le cœur de la patrie, eh bien, cette fédération a cru quand même devoir dire son mot et demander à un de ses militants qui s'est le plus consacré à cette tâche, de le dire à la tribune.
Nous demandons évidemment à la Seine, et je pense que vous serez d'accord, d'adopter la motion que nous avons présentée, et qui a été incluse dans celle qui vous a été lue tout à l'heure, pour suivre notre idée. Ce n'est d'ailleurs plus l'idée d'une seule fédération que je défends, c'est l'idée, je l'espère, de toutes les fédérations qui ont pris part à la rédaction du texte lu tout à l'heure et aussi, je le

souhaite, dans un instant du Congrès tout entier, parce que, enfin, il ne faudrait pas qu'en face d'une certaine profession de foi unanime de nos adversaires - car ce n'est pas parce que ce sont nos adversaires qu'il ne faut pas leur reconnaître une certaine logique - nous ne manifestions pas un courage égal : si deux armées se battent pour le même fortin, pour le même bastion, s'il y en a une qui a le courage et l'autre qui est animée de l'esprit de la défaite, il est évident qu'ipso facto c'est la première qui emportera le bastion.

Ce que nous voulons donc, nous tous, Deixonne nous en a parlé tout à l'heure, c'est que toujours l'arme au pied sans vaine forfanterie, sans démagogie forcenée, le Parti Socialiste reste là pour empêcher les petits coups de main plus ou moins habiles, subtiles, des adversaires de la laïcité.

Je suis convaincu que nos parlementaires, maintenant que la bataille va être plus difficile, maintenant que les positions vont être plus menacées, seront encore plus vigilants, seront encore davantage solides, auront encore plus de courage, de présence d'esprit et de vaillance.

Il faut que tout le peuple laïque soit derrière lui, il faut, en particulier, que l'on cesse de laisser courir, dans notre pays, cette accusation intéressée émanant de certains, voisins qui ont une conception de la laïcité singulièrement différente, de la nôtre, puisque, pour eux, la laïcité c’est le glissement vers une religion intérieure nouvelle et un impérialisme international nouveau.

Pour nous, la laïcité, c'est quelque chose de différent, et il faut que nous trouvions dans l'âme française qui n’est pas morte, dans la vieille tradition du pays des Voltaire et des Michelet, la grande unité laïque qui est, dans un sens, Socialiste, et non pas d'un totalitarisme étranger quelconque. Il faut que nous fassions entendre notre voix et que nous appelions à l'action les masses laïques, le corps enseignant d'abord et puis, aussi les innombrables pères de famille ; même croyants, il y en a beaucoup qui considèrent que l’école laïque qui est si calomniée, si attaquée, si tournée est quand même une bonne école, et qu'après tout c'est là qu'il vaut mieux aller, qu'il vaut mieux mettre ses enfants pour en faire, au choix, d'excellents libres penseurs ou même, quelquefois, d'excellents croyants, parce que j'ai eu souvent à la tribune des contradicteurs catholiques qui m'ont dit : "Je n'ai pas de mal à dire de l'école laïque puisque j'en sors", ce qui prouve que d'excellents catholiques peuvent sortir de l'école laïque, preuve supplémentaire de la largeur d'esprit, de la nuance indéfinie de la doctrine qu'on y enseigne.

Nous devons faire un appel, nous Socialistes, pour dissiper les brouillards dont on essaie d'envelopper notre esprit laïque, ensuite parce que devant nous cet appel sera, pour toutes les masses laïques qui sont encore foncièrement Socialistes, qui sont quelquefois traversées d'un courant de scepticisme, une sorte de bouffée d'air pur qui va passer sur elles, ce sera la preuve que notre parti est resté un parti de masses, un parti près du peuple, un parti, dans un sens, révolutionnaire, un parti qui ne se borne pas, si intéressante soit-elle, à l'action gouvernementale et parlementaire, mais qui n'a pas oublié ses origines populaires et ses possibilités d'action dans la masse.

Rappelez-vous, mes chers amis, l'exemple que nous ont donné les Socialistes

belges à l'appel de leurs dirigeants. Menacés par une question qui n'était pas plus grave que la notre, ils se sont tous dressés, ils ont mobilisé des foules dans les grandes villes de la Belgique, ils ont obtenu une résistance unanime du peuple sans violence, digne et ferme.
Eh bien, je vous demande de faire cela, il ne s'agit pas de prêcher une guerre civile quelconque, il s'agit de dire, à ceux qui ne comprennent pas l'intérêt de maintenir l'école laïque, non pas comme une borne immuable et impossible à remuer, mais infiniment capable dévolution, d'adaptation et de rajeunissement ; il faut qu'ils le sentent, que cette école, au lieu d'être la pierre d'achoppement qu'on veut en faire aujourd'hui est un terrain d'entente, un point d'unification entre les Français, qu'ils se disent qu'au lieu d'abandonner cette école à des idées divergentes qui risqueraient de diviser les enfants, et plus tard les adultes entre deux camps adverses, traduction dans notre pays des blocs idéologiques internationaux, il faut défendre l'unité française d'abord sur les bancs de l'école pour la défendre et la maintenir ensuite dans les bureaux, dans les ateliers, sur les lieux de travail, sur les places publiques.
Voilà ce qu'il faut que nous disions, et si nous faisons comprendre cela il ne sera pas utile de faire cet appel aux masses. Mais qu'il soit bien entendu que si nous envisageons de traiter le problème de très haut, au sommet de l'échelle humaine, ce que notre grand Léon Blum nous a demandé de ne jamais perdre de vue, nous restons quand même un parti qui, refusant de se perdre dans les nuages, est capable de descendre aux réalités du jour et aux batailles.
Nous n'avons pas d'autre église à défendre, nous, que notre école ; eh bien, cette école, cette église nous la défendrons non pas en vertu d'un sectarisme contre d'autres institutions, mais parce c'est un héritage que nos aînés nous ont donné à transmettre à nos successeurs, et parce que la France ne sera demain ce que nous rêvons qu'elle soit : généreuse et fraternelle à tous ses enfants, que si ses enfants ont commencé à pratiquer, sur les bancs de l'école laïque, la fraternité laïque et Socialiste.
(Vifs applaudissements)

Le président - le débat sur la laïcité est clos, nous allons maintenant aborder le débat sur la politique internationale, mais notre rapporteur n'étant pas dans la salle, je donne la parole au camarade Chazeille.

Chazeille

La fédération de la Creuse s'est réunie dimanche dernier et a fait le bilan de la campagne électorale. Le nombre des voix obtenues par le Parti depuis la Libération a toujours été décroissant : 26 000, 23 000, 21 000, 20 000 voix. Si nous ne perdons, cette fois-ci, que 850 voix au lieu de plusieurs milliers, nous le devons uniquement à la présence, comme tête de liste, chez nous, d'un paysan authentique, et aussi beaucoup de ruraux qui n'auraient pas voté Socialiste, mais ont voté pour le paysan Florand. Ceci a déjà été, pour notre fédération de la Creuse, un enseignement dont le Parti pourrait s'inspirer.
Nous avons été amenés à faire une constatation plus grave, après ce contact, de

plus en plus rare pour le Socialisme, avec la masse des électeurs, c'est que nous ne trouvons plus de jeunes pour venir au Socialisme, et de moins en moins de militants ouvriers ; dans toutes les classes laborieuses, c'est pour le Socialisme la disparition de militants les plus actifs, et nous pouvons craindre dans les années, sinon dans les mois à venir, une véritable hémorragie par le départ massif de beaucoup de ceux-ci, de beaucoup de maires Socialistes ou socialisants qui ont mis en minorité dans leur commune.

Je ne suis pas de l'avis du camarade Boutbien, qui a dit hier que nous voyons davantage de petits commerçants, davantage d'artisans venir au Parti. Je puis affirmer qu'au contraire, dans le milieu artisanal dont je suis et que je connais bien, nous ne sommes pas en train de gagner ce milieu, mais de le perdre.

Est-ce que le Parti finira par comprendre que ceux-ci sont, dans leur immense majorité, des prolétaires ?

Est-ce que le Parti va ignorer plus longtemps que dans un département rural comme le nôtre, en l'absence des sections Socialistes disparues, c'est dans la boutique du coiffeur ou devant l'enclume du maréchal que les candidats ont trouvé un appui sûr, et seulement là, et que c'est aussi seulement là que s'est ébauché la seule action efficace contre la démagogie Communiste ?

Est-ce que vous ignorerez plus longtemps que la majorité des maires, dans les départements ruraux, et en tout cas dans le nôtre, sont des artisans ou des petits commerçants, et que ceux qui restent ont des attaches familiales directes avec l'artisanat et le commerce ?

Est-ce que vous allez ignorer plus longtemps aussi qu'il existe des fédérations ou confédérations artisanales qui groupent plusieurs centaines de milliers de membres, et que j'ai pu voir, il y a quelques mois à peine, à la place d'honneur, pendant le Congrès d'une de ces fédérations, un grand nombre de personnalités, dont M. Pierre de Gaulle, et que tous ces gens là, qui se défendaient d'ignorer l'artisanat, de toute évidence, l'avaient ignoré jusqu'à ce jour l'importance numérique et surtout l'importance politique qu'ils représentent dans ce pays.

Dans le département de la Creuse dont je suis et que j'aime, où l'immense majorité de la population est composée de petits paysans et d'artisans qui sont tous des prolétaires, et souvent quels prolétaires, nous avons quand même nous, artisans, quelques titres de noblesse à rappeler au passage.

Nous sommes, en effet, les descendants de ceux qui avant et avec Martin Nadaud et tous les maçons du Limousin ont construit ces édifices, ces cathédrales qui depuis des siècles font la beauté de bien des villes.

Est-ce qu'ils n'ont pas des titres de noblesse ces tapissiers d'Aubusson qui, depuis douze siècles, ont porté et portent encore le génie de la France dans tous les pays du monde ?

Est-ce qu'ils n'ont plus le droit à la vie et à se perpétuer tous ces artisans d'art qui devront, demain, dans une société meilleure, mettre dans la maison et sur la table faite de leurs mains, ces fleurs dont parle Jaurès ?

Est-ce que le Socialisme, est-ce que les partis républicains vont continuer longtemps à livrer pieds et poings liés à l'âge où se forme le caractère et l'opinion, et sous prétexte d'apprentissage, l'élite de notre jeunesse rurale aux

Collection Fondation Jean Jaurès

agitateurs Communistes ?
Le premier résultat constaté, c'est la disparition de cette élite des milieux ruraux où elle est si nécessaire.
Le deuxième résultat, il est lui, d'une importance plus grande encore. Camarades, vous avez sûrement comme moi dans les réunions électorales d'hier rencontré quelques uns de ces produits nouveaux des officines Communistes ; n'avez vous pas, comme moi, eu le cœur rempli de tristesse en constatant le visage haineux de ces jeunes fanatiques qui, avant même que vous ayez parlé, réunissaient déjà l'injure à le menace ?
Alors, je vous dis, camarades : "Prenez garde" ; nous nous préparons par notre aveuglement, par notre insouciance, par notre manque de courage aussi, de terribles réveils avec cette jeunesse qui n'a plus que des droits et pas de devoirs, cette jeunesse dont on meuble le cerveau, à qui on cherche à donner un métier et à qui on n'apprend plus ce que c'est qu'un citoyen et ce qu'est la République.
J'affirme que demain ce ne seront pas ces jeunes fanatiques que vous trouverez sur votre chemin, mais des centaines et des milliers de ces jeunes à qui on aura faussé l'esprit, dont aura fait sciemment d'éternels insatisfaits et d'éternels révoltés qui iront, avec quelle force et quel élan grossir le Parti du mécontentement dont parlait Daniel Mayer hier.
Je prendrai maintenant la thèse développée par Georges Lamousse dans notre journal Socialiste, Le Populaire du Centre, sur les travailleurs libres que nous sommes, thèse qui nous a valu, à elle seule, dans sa simplicité, bien plus de voix que des heures et des heures de discours.
Georges Lamousse disait, en ce qui nous concerne, qu'il y avait bien du mérite et un certain courage pour ceux qui, dans une société comme la nôtre, et avec ses difficultés énormes, osaient encore se lancer seuls dans la vie sans aucune des garanties sociales et qui auraient des enfants qui seraient considérés pomme des inférieurs par cette société qui leur doit tant, cette société qui leur impose des charges lorsqu'ils veulent apprendre à un jeune un métier, son métier.
Georges Lamousse disait qu'ils avaient leur place dans la société, ces travailleurs libres que sont les artisans et les petits paysans.
Est-ce que vous donnez, vous comme moi, le même sens profond à ces deux mots accolés : travailleur libre ? Est-ce que vous ne croyez pas que c'est justement parce que je suis un de ces travailleurs libres que j'ai trouvé en moi-même la force de vous dire ce que je pense ?
Nous croyons, nous, artisans, qu'à côté de 1'apprentissage dans les centres, apprentissage qui est nécessaire, je le souligne, il y a pour ces milliers de jeunes qui vous tendent en vain les mains pour que vous y mettiez un outil de travail, une façon plus harmonieuse, plus souple, plus efficace d'enseigner et de garder les jeunes ruraux à la terre ou près de la terre qui a besoin d'eux, ce moyen c'est la prolongation de la scolarité et de l'enseignement primaire sur le plan professionnel, et ceci sur place, grâce à l'instituteur, grâce à l'artisan qualifié, et sur des bases précises et contrôlées, sanctionnées par un examen.
La voilà aussi sans doute la défense de la laïcité et de la République, car ne croyez-vous pas que ce serait là un sûr moyen de laisser au monde rural ces

éléments jeunes et évolués dont il a tant besoin, au lieu de les emmener en masses vers la ville où vous n'êtes pas assurés de leur donner du travail ?
Vous permettrez ainsi, par ce moyen, à cet apprentissage familial vieux comme le monde de s'adapter et d'évoluer en lui laissant son caractère éminemment utile sur le plan géographique, sur le plan social, sur le plan humain.
Il a en plus le mérite, cet apprentissage, de soustraire bien des jeunes à cette propagande de révolte et de haine dont je vous parlais il y a un instant.
Voici pour la question apprentissage, et maintenant voyons pour le Socialisme.
Guy Mollet a dit hier, dans son exposé : "beaucoup ne sortent de leur apathie que pour venir nous reprocher de n'avoir pas fait assez pour eux". Qu'il me soit permis de lui dire, ainsi qu'au Comité directeur, que si dans ce domaine, au moins, rien n'a été fait, c'est parce que le Comité directeur et lui-même n'ont pas voulu s'intéresser à nous.
Au lendemain de la libération, nous étions quelques uns à nous dire dans ce milieu artisanal que si le Parti souffrait de son inorganisation, nous étions, nous aussi responsables, pour cette part, de cette situation.
Nous nous sommes réunis une dizaine de fois à Paris, nous avons créé un Comité national dans lequel figuraient des hommes comme Brixy, responsable des Comités d'entreprises, Mercier, maire adjoint du 3ème, Draveny, député artisan de la Marne, Chemin, Delage, et plus de 400 dirigeants syndicaux répartis dans toute la France.
Nous avons voulu présenter le résultat de ce travail énorme à Guy Mollet, et nous ne demandions pas autre chose. Guy Mollet et le Comité directeur n'ont pas daigné nous entendre ; j'ai ici les documents prouvant l'exactitude de mes affirmations.
Délégué de la Creuse, à Montrouge, en 1946, j'ai fait un appel de ce genre au Congrès, mon appel est resté sans écho, et la réponse de Daniel Mayer est venue aussitôt courte et froide. Daniel Mayer a dit :"Camarades, le Congrès s'amuse !".
Quelques instants plus tard, un délégué de l'Algérie a lancé, lui-aussi, un appel en faveur du Socialisme algérien et des positions clés que le Parti était en train de perdre là-bas. Cet appel a trouvé, comme le mien, l'indifférence générale, si bien que ce dernier nous a lancé à tous ces paroles prophétiques : "Pleure en femme le royaume que tu n'as pas pu conquérir en homme !".
Ces appels et ces paroles sont plus que jamais, hélas, d'actualité. Il s'agit de savoir si le Parti, avec son journal, est décidé, après la terrible leçon qu'il vient de recevoir, terrible leçon qui n'est non pas dans la perte de voix mais dans la désaffection de plus en plus grande de la jeunesse, d'abord, des ouvriers et travailleurs, ensuite, pour le Parti Socialiste.
Il s'agit de savoir, donc, si le Parti est décidé à accepter dans son sein toutes les catégories de travailleurs, et s'il est décidé à les défendre. C'est le seul moyen, à mon sens, de donner dans le pays, et aussi à cette tribune, sa véritable figure au Socialisme.
J'ai été, à Montrouge, le seul artisan à vous tenir ce langage, je voudrais bien que vous me disiez aujourd'hui où je suis au même point, si je dois être le

dernier et pour la dernière fois.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Grumbach, sur la politique internationale.

Salomon Grumbach

La politique internationale de notre point de vue Socialiste, c'est l'ensemble des problèmes qui se posent sur tous les continents et dans chacun des pays, ce qu'on appelle, en général, la politique extérieure.
Je n'aurai pas le temps, et je ne peux pas avoir la prétention de vouloir traiter tous les problèmes face auxquels le monde se trouve et cherche des solutions, à travers l'atmosphère de tension et de guerre qui existe.
Je ne peux pas envisager de parler comme je le voudrais de la situation actuelle, au moment où apparait un espoir de voir la guerre de Corée se terminer, à un moment où l'on peut espérer un relâchement de la tension qui existe entre ce qu'on appelle l'ouest et l'est et qui pèse sur le monde tout entier comme la plus grande incertitude.
Je ne peux pas imaginer avoir le temps nécessaire non plus, ou de trouver suffisamment de délégués pour s'y intéresser, pour traiter le problème du réarmement mondial, qui, cependant, est organiquement lié à toutes les questions sociales et économiques qui se posent mondialement et au sein de chaque nation.
Je ne pourrai pas, et je le regrette profondément, traiter la question du réarmement qui nous intéresse particulièrement, celui de l'Allemagne.
Je ne pourrai pas, et c'est regrettable, démontrer pourquoi en juillet 1951, je me sens rempli de plus d'inquiétude face à toute possibilité de réarmement de l'Allemagne qu'en juillet 1950.
Je ne pourrai pas non plus développer pour quelle raison la tactique des États-Unis de l'Amérique du Nord pousse à ce réarmement rapide de l'Allemagne ; je ne peux pas dire pourquoi les États-Unis, ayant de très bonnes intentions, et ayant soin de tirer les conclusions de l'examen d'une situation dont la Russie soviétique est responsable avant tout, veulent que l'Allemagne rentre dans le rang des pays qui ont des armées.
Non, je n'examinerai pas tous ces problèmes, mais j'attire votre attention sur leur grande importance, ce sont des problèmes que la nouvelle Chambre, que les nouvelles majorités, que ce soient celles d'hier ou d'autres, que le nouveau gouvernement, quelle que soit sa composition, que le Parti Socialiste soit dans le gouvernement ou en dehors, ou dans le soutien, rencontreront et trouveront sur le plan des responsabilités de tous les jours.
Mais si j'ai rappelé l'existence de tous ces problèmes auxquels on peut encore ajouter celui posé par la ratification ou la non ratification de ce qu'on appelle le plan Schumann, c'est pour vous rappeler les conditions mondiales dans lesquelles nous venons, à Francfort-sur-le-Main, de reconstituer l'Internationale.
C'est en ayant conscience de la portée immense qu'auront les solutions qu'on donnera aux différentes questions que j’ai soulevées, que les représentants de 34

pays de 34 partis, de tous les partis de l'Europe comme de ceux de l'Amérique, du Canada, ou de l'Asie - dont il faut souligner la composition très importante - du Japon, composés de parlementaires Socialistes japonais, de l'Inde, qui a 300 millions d'habitants et où le Socialisme, sans doute, a des chances de jouer bientôt un très grand rôle, venant de pays qui connaissent des situations différentes, qui ont des structures différentes, dont la mentalité est différente, dont la tactique ne peut pas être toujours la même, dont les problèmes ne sont pas toujours identiques, mais qui sont liés par une conception de base et par la communauté du but qu'il s'agit d'atteindre et qui se trouve formulé avec une clarté simple dans l'article n°1 du chapitre 2 de la déclaration votée à l'unanimité, ont abouti à la constitution de l'Internationale.
Cet article 1 du chapitre 3 proclame que le but du Socialisme, c'est l'abolition du système capitaliste pour le remplacer par un système Socialiste plaçant les intérêts collectifs au-dessus de tout intérêt privé.
Depuis six ans, nous nous sommes contentés d'un titre modeste, et sciemment nous avons renoncé à celui d'Internationale, parce que nous n'avons pas voulu nous tromper nous-mêmes ou tromper l'opinion publique sur le caractère du lien qui existait entre les différents Partis Socialistes.
Les premières tentatives ont commencé avant la guerre et ont été terminées en la fin de l'année 1944. En mars 1945, à Londres, a été tenue une première réunion, mais ce n'est vraiment qu'en 1946 qu'un pas en avant été fait et c'est en 1947, à la Conférence Internationale de Zurich qu'on a décidé de resserrer les liens et de donner une organisation plus solide ; c'est de cette décision et des motions votées en décembre 1947, à la Conférence Internationale d'Anvers, en Belgique, qu'on a appelé le COMISCO, qu'est intervenue la convocation d'une conférence Socialiste internationale.
Nous n'étions pas encore suffisamment d'accord sur une série de principes fondamentaux pour pouvoir réclamer dès le début ce nom si fier, si riche en souvenirs, seiche aussi en responsabilités d'Internationale.
C'est nous, la Parti SFIO - et l'on a bien le droit de le souligner sans fausse modestie - et le Parti Belge en la personne de son Président, Max Buzet, qui avons demandé les premiers la reconstitution de l'Internationale.
Nous avons quand même attendu encore quatre années en 1947, une nouvelle crise s'est produite et les Partis Socialistes de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie, de Hongrie, qui avaient un grande position dans l'histoire du socialisme et un beau passé ont adhéré à notre propre COMISCO, alors qu'un an après, tous ces Partis avaient disparu, absorbés, emportés par la terreur du Communisme qui existait dans ces pays, et de nouveau, nous avons vu arriver en exil les représentants responsables de ces différents partis.
Ce n'était pas pour nous une raison de nous arrêter. C'était, au contraire, une raison de plus de vouloir réorganiser l'Internationale et c'est pour cela qu'il y a deux ans, le Parti SFIO a proposé au COMISCO et à tous les Partis y adhérant d'envisager le renforcement de l'organisation d'abord et de faire ensuite un effort pour rédiger un texte qui devait nous permettre de voir en quoi nous étions tous d'accord et comment nous pourrions donner à cet accord une expression simple,

compréhensible pour tout le monde, non seulement pour les initiés, non seulement pour les membres du Parti Socialiste, et des Partis Socialistes en général, mais même et surtout pour l'immense foule, pour les innombrables gens qui peuvent avoir plus ou moins de sympathie pour nous, mais ne peuvent pas suivre nos directives de tous les jours et ne connaissent pas nos doctrines et nos réactions dans les différents pays.
C'est au Congrès de 1950 que le Secrétaire général du Parti Socialiste, Guy Mollet, a, en sa qualité de rapporteur, proposé la nomination d'une Commission spéciale chargée de la rédaction du projet. Guy Mollet, en sa qualité même de Secrétaire général du Parti a été nommé président, mais il a ensuite été nommé vice-Président du Conseil et pris déjà par les obligations du Conseil de l'Europe, il n'a pas été en état de s'occuper lui-même de cette Commission qui, cependant, l'intéressait passionnément, aussi m'a t-il demandé de le remplacer, et c'est ainsi que j'ai eu l'honneur de présider depuis le mois d'octobre 1950, - date à laquelle nous avons commencé le travail de rédaction - cette Commission,
Nous avons eu cinq ou six sessions, elles étaient composées de représentants désignés, en ce qui concerne leur pays, par la Conférence internationale de Copenhague, et la première a eu lieu à Paris même, en octobre 1950.
Le travail a été difficile, mais passionnément intéressant....

Le président - Je vous en prie, camarades, un peu de silence !

Salomon Grumbach - Camarades, on a un sentiment, et je dois le dire quel que soit le mouvement d'antipathie que je vais provoquer, d'étonnement à voir que dans ce débat, ou plutôt au moment où j'essaie de vous informer, votre intérêt me parait très limité. Je ne reproche rien à ceux qui écoutent, mais je voudrais rappeler aux autres qu'ils pourraient au moins aller bavarder ailleurs !

Le président - Un peu de silence, je vous prie ; asseyez-vous et cessez les conversations particulières

Salomon Grumbach - Vous devriez d'autant plus écouter que nous nous flattons d'être en flèche dans le Mouvement Socialiste international !
Je vous disais donc que le débat avait été ardu et difficile. On n'était plus dans la même position que celle qu'avaient connue des hommes très forts, très intelligents, qui avaient du génie il y a un siècle, et qui s'appelaient notamment Karl Marx. L'adresse inaugurale qui date de 1864, le manifeste Communiste qui date de 1867 (?) mais n'a été rendu public que l'année suivante, n'ont pas connu cette façon démocratique de discuter entre représentants de tous les Partis ; ce sont des textes qui reflètent ce que les cerveaux de ces hommes ont créé, ce que leurs propres réflexions, leurs études, les ont poussés à coucher noir sur blanc, et ont une très grande valeur, mais c'est cela.
J'ajoute que depuis cette époque, il n'y a eu aucun effort de tenté en vue de la rédaction d'une déclaration commune de tous les Partis formant les "Internationales" qu'il s'agisse de la 1ère, qu'il s'agisse de la 3ème, ou qu'il

s'agisse de la nôtre, sans chiffre, l'Internationale Socialiste.
C'est la première fois que les Partis Socialistes se sont réunis pour discuter vraiment ensemble de la rédaction d'un texte inspiré du même esprit, dirigé vers le même but du Socialisme, définissant les méthodes d'actions, indiquant les chemins à prendre, et c'est un fait très important que je voulais tout de suite vous signaler.
On peut dire que la déclaration qui a été votée à l'unanimité, il y a deux jours, à Francfort-sur-le-Main, est la première dans les temps modernes sur laquelle on a pu se mettre d'accord.
C'est une Internationale qui n'est pas à comparer avec celle qui a eu le courage de se donner comme nom Komintern, l'Internationale Communiste, qui, depuis, porte des masques différents selon les pays, pour essayer, à travers des airs de gentillesse et de séduction, de cacher son véritable caractère.
Nous, nous n'avons jamais porté de masque, nous nous appellerons Internationale Socialiste, il ne peut pas y avoir d'ordres donnés par en haut, il ne peut pas y avoir obligation d'obéir ou de renoncer, pour chaque Parti, pour chaque membre, à sa propre réflexion, afin de contribuer à l'ensemble des idées qui sont les nôtres, c'est-à-dire à la réalisation du Socialisme.
En ma qualité de rapporteur, du statut, j'ai formellement souligné, que ces liens internationaux étaient basés sur le consentement de tous et sur l'examen de toutes les questions qui se posent et sont à examiner.
On ne soulignera jamais suffisamment combien la rédaction de ce statut doit répondre à la redoutable confusion créée par la scission de la classe ouvrière ; par l'existence d'une autre Internationale qui essaie de camoufler le mécanisme gigantesque qu'elle a su créer, mécanisme qui broie l'idée libre de chaque section national- et qui obtient une sorte de discipline qui permet de considérer les différentes sections de l'Internationale Communiste comme des sections obéissant, non en vertu de leur âme et conscience, mais pour ne pas être en conflit avec la discipline obligatoire.
Oh ! il y a chez nous, en vertu du nouveau statut, une discipline, mais une discipline tendue vers un effort maximum pour tomber d'accord, pour coordonner nos actions, pour resserrer les liens, je vous lirai à ce sujet certains articles du texte.
J'ai rappelé dans mon rapport sur le statut qu'aucune des Internationales, ni la 1ère, ni la 2ème, ni la 2ème et demie, n'ont connu une règle obligeant, une fois les décisions prises, les membres à s'y soumettre. Le jour où nous serons arrivés à ce stade, il y aura une unité organisée, nous ne nous battrons pas dans le cadre d'une société capitaliste, nous ne connaîtrons plus de différences entre les pays, mais nous n'y sommes pas ! Notre Internationale est un instrument puissant de bataille en vue de la réalisation du Socialisme, mais pas encore un instrument dans un état, dans un monde Socialiste.
J'ai souligné que sans discipline, il y avait eu dans l'histoire de l'Internationale des exemples qu'on ne devait pas oublier, notamment celui du Congrès d'Amsterdam, où le Socialisme français était encore représenté par des délégations qui n'étaient pas unifiées, et où l'Internationale avait demandé à ces

Sections du Socialisme français de s'unifier.- ces délégations avaient comme chef Jaurès, c'était le moment où il y avait le bloc de gauche et le gouvernement Combes - Jaurès a senti alors, sans y être obligé, qu'il devait se soumettre dans l'intérêt du Socialisme national en France et du Socialisme international dans son ensemble.

Il est rentré, il a respecté ces disciplines et rien n'a pu donner à l'unité française, à ce moment, en 1905, une place plus solide ; rien n'a pu donner alors au Socialisme international plus d'autorité que ce grand acte de compréhension, et quoi qu'on pense des conséquences qu'a eu ce dévouement à la cause, c'est un exemple qu'il faut citer, c'est dans ce sens que le libre consentement, aujourd'hui encore, doit être interprété, et c'est cette interprétation que j'ai citée et que j'ai fait applaudir par le Congrès International de Francfort,

En ce qui concerne la déclaration, nous avons rédigé un texte dont vous aurez connaissance, mais qui n'est pas encore sorti, vous avez pu voir qu'aucun journal n'a pu donner un texte complet, même pas le Populaire, parce qu'il faut le mettre au clair et le terminer. Gela a eu des conséquences, c'est que beaucoup de journaux ont publié à ce sujet des commentaires qui ne sont pas strictement conformes à la réalité, mais nous ne pouvions aller plus vite.

J'ai vu notamment un journal, à Paris, un grand journal, dont je ne mets pas en doute la loyauté, mais qui a jugé sur le vu des extraits qu'il a eus sous les yeux, publier un article qui est peu exact - voyez comme je suis capable de m'exprimer poliment - qui ne rend rien du caractère réel de notre déclaration ; j'ai vu dans d'autres journaux des extrait» qui, lorsqu'on connait le texte, ont même quelque chose de pénible.

Cette déclaration - dont je vais maintenant vous parler un instant - a pour titre : "Buts et tâches du Socialisme démocratique".

On avait d'abord envisagé le titre de "Déclaration de principes", et je ne trahis aucun secret, même devant la presse, si je dis que ce mot de "principes", a provoqué des réactions contradictoires. Tout le monde peut savoir que les uns ont vu dans cette déclaration, une déclaration des principes fondamentaux, de doctrine et de théorie, et que les autres, nous en particulier, ont pensé que pour cela, elle n'était pas suffisante, et qu'il y avait lieu, quant à présent, de se contenter du titre de "Déclaration".

Cela ne veut pas dire que dans cette déclaration qui compte 3500 mots à peu près, qui est composée de cinq chapitres : le préambule, le chapitre démocratie politique, le chapitre démocratie sociale, le chapitre démocratie économique, le chapitre démocratie internationale, il n'y ait pas une série de conceptions fondamentales, mais ni le préambule, ni l'ensemble de la déclaration n'ont la prétention de vouloir être considérés comme une analyse scientifique, approfondie du système capitaliste, de sa complexité, de ses origines - je vous répète intentionnellement ce que j'ai dit et ce que j'ai fait approuver par le Congrès - de son mécanisme, de son fonctionnement ou de son nom fonctionnement. Non, le préambule, notamment, n'a pas cette prétention, il se borne à constater des faits,

à résumer simplement, très simplement, les origines, les buts du Socialisme, les

phénomènes plus évidents qui caractérisent le stade de développement où est arrivée la société humaine actuellement.
La déclaration elle-même, je vous la résumerai rapidement : elle montre le chemin qu'il faut prendre pour arriver au but, elle dénonce les méfaits du communisme bolchevick, elle établit,- et c'est un de ses aspects les plus importants, afin de faire disparaître toute confusion possible - clairement en quoi le Socialisme démocratique se distingue profondément du Communisme.
Elle fait appel à la participation active de tous et à l'effort personnel de chacun pour la réalisation du Socialisme.
Elle dénonce les dictatures, toutes les dictatures, dans des termes qui fixent définitivement nos sentiments de base, notre conception de base, à savoir qu'aucune dictature ne peut être considérée comme riche en possibilités Socialistes.
Elle proclame les vertus de la liberté, du droit à l'opposition, du respect de la minorité.
Elle assure les Nations Unies qui ont pris la succession de la Société des Nations, qu'elles sont un pas en avant vers une organisation mondiale.
Elle pose encore d'autres conditions essentielles, et demande à ce que son contenu soit mis en œuvre et ne reste pas seulement inscrit sur le papier.
J'ai notamment ajouté dans mon commentaire ceci : "Si la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen était vraiment mise en œuvre et respectée, cela seul pourrait servir pour résoudre, et les problèmes que nous rencontrons dans les relations internationales, et les problèmes sociaux".
La déclaration se prononce également pour un système de planification dès maintenant, dans la société actuelle, mais la je veux répéter une observation que j'ai déjà faite : il faut éviter toute confusion entre la planification organique d'une société Socialiste et la planification conçue et proposée dans l'immédiat par les Socialistes, dans le cadre d'une société encore largement capitaliste...

Le président - Un peu de silence, camarades, cessez les conversations particulières.

Salomon Grumbach - Elle proclame la transformation de 1a société comme moyen et la suppression des classes comme but. En effet, la suppression des classes, c'est la revendication traditionnelle des formules de Karl Marx, et lorsque j'ai mi ce qu'on en disait dans certains commentaires, je me suis dit qu'il n'y avait pas seulement un rideau de fer entre l'est et l'ouest, mais qu'il y en avait aussi un entre les cerveaux de beaucoup de gens de l'ouest !
Je vous mets en garde, camarades, contre les commentaires que vous pouvez lire avant d'avoir le texte réel entre les mains.
Comment pourrions-nous abandonner cette revendication de la suppression des classes ? Nous ne pourrions le faire que dans la mesure où le Socialisme serait réalisé, et ce n'est pas le cas, nous le savons bien. Nos stupides adversaires qui nous taxent et nous accusent d'être alors des excitateurs de la lutte de classes oublient que c'est la misère qui la provoque !

Fondation Jean-Jaurès

Rien n'est changé, et nous disons, d'ailleurs, dans un des premiers articles du préambule que - je vous lis la phrase - "l'avènement du capitalisme moderne, en développant d'immenses forces productives, a privé les travailleurs de toute influence sur la production. Il a fait prévaloir le droit de produire des sociétés sur les droits de l'homme, il a créé une classe nouvelle de salariés n'ayant pas de biens propres ; il a rendu plus aiguë la lutte entre les classes".
Sur ce sujet, existe une vieille étude du grand philosophe russe, Lékanof (?) faite dans un style très clair et qui a toujours un grand intérêt.
Dans un autre chapitre de cette déclaration, nous mettons en garde contre les dangers d'une bureaucratisation des administrations publiques et du syndicalisme, en général, appelé de jour en jour à un rôle capital dans la gestion du monde, dans la période que nous traversons.
Elle réclame la participation de tous aux richesses matérielles, aux richesses culturelles créées par l'esprit ; elle insiste sur l'importance capitale du relèvement du niveau de vie des pays arriérés, sous-développés, et là je me suis permis de dire dans mon commentaire qu'il ne fallait pas croire qu'on se trouvait en face d'un problème qui supportait des ajournements, car si l'on n'arrive pas très rapidement, par un effort gigantesque, et qui dépassera de très loin ce qui est prévu et ce qu'on appelle l'article 4 du plan Truman, à assurer à ces centaines et centaines de millions de gens qui en Asie surtout vivent dans un état de misère et de décomposition physique et moral indescriptibles, alors d'autres opinions que celles du Socialisme démocratique pourront triompher et le chaos du monde pourrait devenir inévitable.
La déclaration place enfin la lutte pour la paix au premier rang des tâches les plus urgentes, et les plus brûlantes.
Pour tous ces buts immédiats, de même que pour le but final du Socialisme, dans sa dernière partie, la déclaration fait appel aux collectivités, fait appel à chacun.
Elle fait appel à chacun, car l'appel au collectivisme, ne doit pas faire disparaître ce désir qui domine tout, à savoir que celui-ci ne devienne pas la fin de la pensée libre de l'individu. La dignité de chacun - et c'est là où est la séparation totale entre l'entreprise gigantesque, à l'est, de la Russie soviétique et nous - nous disons qu'elle est indispensable, et c'est pour cela que l'acte même du document peut se résumer ainsi : "pas de Socialisme sans démocratie, mais pas de démocratie sans Socialisme".
On sait en quoi le Socialisme se distingue d'hommes qui voudraient faire croire qu'ils sont des Socialistes, mais qui ne laissent à l'homme plus rien de son "soi" et de son "moi" ; nous voyons, nous, comme but du Socialisme, non seulement la disparition du capitalisme, non seulement la création de plus de justice sociale, mais surtout la possibilité pour chacun, ensuite, de trouver son plein épanouissement individuel dans la société, et nous avons la conviction que dans 50 ans - cela n'ira pas beaucoup plus vite - ou plus, il y aura une nouvelle génération, une société humaine qui ne souffrira plus des conséquences d'une société capitaliste dont elle sera née.
Lorsque ce sera réalisé, lorsque l'organisation internationale des travailleurs

dans les bases nécessaires de la communauté internationale sera créée, répondant à tous nos désirs depuis la naissance du Socialisme, alors seront révélées la vérité créatrice et la continuité de notre pensée, de cette conception démocratique qui est à la base même de toute notre action.
Et je vais maintenant conclure par la lecture d'un texte voté en 1919, après l'autre guerre, lorsque, à Berne, en Suisse, en février 1919, s'est reconstituée 1'Internationale qui avait cessé ses fonctions du fait de la guerre de 1914/18, comme la première du fait de 1a guerre de 1870, comme la nôtre par la guerre de 1939 à 1945.
Il y avait encore à cette conférence de Francfort deux hommes qui avaient assisté à la conférence de Berne : Camille Huysmans qui, malgré ses 80 ans, était venu avec toute la jeunesse que le diable, avec lequel il a certainement un accord, lui a laissée et lui laissera jusqu'à la fin de ses jours, et moi, et j'ai pu relire cette motion où on lit :
"La Conférence salue les grandioses révolutions politiques - nous sommes février 1919 - qui, en Russie, en Autriche-Hongrie, en Allemagne, ont brisé l'ancien régime militariste et renversé le gouvernement ; la Conférence invite les masses ouvrières et Socialistes de ces pays à développer les institutions démocratiques et républicaines dans le cadre desquelles puisse s'accomplir l'œuvre de transformation Socialiste en ces heures décisives, alors que le problème de refonte Socialiste du monde revêt un caractère d'actualité brûlante qu'il n'avait jamais eu jusqu'ici, les masses ouvrières doivent arriver, dans leur unanimité, à la pleine lumière, sur les voies qui les conduiront au but.
"En plein accord avec les Congrès de l'Internationale, la Conférence de Berne demeure inébranlablement sur le terrain de la démocratie".
Il était important de souligner, par ce texte, la continuité de notre pensée, tout en préparant l'action d'aujourd'hui et celle de demain.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marceau Pivert.

Marceau Pivert

Sur la reconstitution de l'Internationale, à propos de laquelle on nous a proposé tout-à-1’heure, à la Commission des Résolutions, de voter des félicitations pour le travail accompli, j'ai quelques réserves à faire»
Nous nous félicitons, en effet, des réunions internationales, mais nous sommes obligés de constater, salon la formule d'André Philip, que la nationalisation qui a le mieux réussi depuis la libération, c'est celle des Partis Socialistes, et ceci est mis en évidence par le discoure de Guy Mollet à Francfort qui a démontré que le Parti Socialiste était essentiellement un parti national.
Pour nous, pour les militants qui ont eu l'honneur comme je l'ai eu, d'être associés avec Grumbach et d'autres à l'Internationale, ce qui nous a toujours frappés, c'est la survivance des nationalismes quand il s'agit d'aborder las problèmes fondamentaux de notre époque sous un angle qui devrait être le même pour tous les Socialistes, s'ils sont vraiment Socialistes ! Or, nous avons

aggravé depuis quinze ans cette tendance chez les différents Partis Socialistes, et c'est pourquoi nous n'avons pas le droit, honnêtement, de dire que nous avons reconstitué une Internationale quand nous voyons que sur des problèmes fondamentaux comme ceux de la planification des économies, il y a une position britannique, une position allemande, une position française, mais qu'il n'y a aucune, ou du moins il n'y a pas de position Socialiste.

Chaque Parti Socialiste a été, en effet, consciemment ou non, en raison même de la décomposition de la société bourgeoise, entraîné à adopter de plus en plus la responsabilité de la gestion des affaires publiques dans le cadre national. Il a été amené à se substituer à la classe dominante, même pour défendre l'indépendance nationale et il est incontestable que, sur le continent tout au moins, les classes dominantes capitalistes, aussi bien en Italie qu'en France, ou en Allemagne, ont été beaucoup moins nationales à partir du moment où leur sort a été mis en jeu par la crise profonde de la société, et c'est ce qui explique que le fascisme était un phénomène international, et demeure encore une possibilité internationale.

Une grande partie de la bourgeoisie française a déserté son caractère national pour se réfugier sous la protection de la contre-révolution hitlérienne dans une formule qui sacrifiait dès intérêts nationaux a des intérêts de classe supérieurs au cadre national. Ceci explique l'effondrement de la France, de l'Italie et la décomposition sociale de l'Allemagne.

On comprend, quand on est marxiste, en vertu de quelles causes profondes, historiques, sociologiques, des Partis Socialistes comme le nôtre, ont été amenée à se substituer à la bourgeoisie pour défendre l'indépendance nationale, mais ils ont, par là même, en reprenant la succession de la classe dominante, qui n'était plus nationale, exagéré dans un sens qui est dépassé par l'histoire. Eh effet, les problèmes ne sont plus nationaux, et déjà au début de ce siècle, Jean Jaurès écrivait : "Le nationalisme, voilà l'ennemi". Nous pouvons dire aujourd'hui qu'il faut revenir à. cette perception, et qu'il faut substituer à cette sorte de mouvement lent d'obéissance aux événements, une volonté de dépasser le cadre dans lequel le Socialisme a jusqu'à maintenant exercé son action politique qui était un cadre national, un cadre libéral bourgeois et un cadre de conservation.

C'est seulement à partir du moment où les forces Socialistes internationales prendront conscience de l'identité profonde des problèmes qu'elles ont à résoudre dans chaque pays, problèmes de l'abondance et de la distribution, problème de l'augmentation de la productivité, problème de l'élévation constante, dans la démocratie, du niveau de vie de la classe ouvrière, c'est seulement à partir de ce moment là qu'on aura le droit de dire qu'on est sur la voie d'une véritable Internationale.

Nous travaillons en internationalistes depuis un certain temps, en liaison avec des camarades qui pensent comme nous dans tous les pays d'Europe, dans tous les pays du monde, et je regrette, je le dis avec un peu de déception, d'être moins associé au travail international du Parti, aujourd'hui, en 1951, que je l'étais en 1930, 1931, 1932 et jusqu'en 1937, peut-être parce que je suis resté

trop fidèle à une conception internationaliste du Socialisme qui m'a opposé et qui m'oppose peut-être encore, dans le Parti, à des camarades qui voient les problèmes sous l'angle du nationalisme, qui m'oppose aussi aux leaders du Parti travailliste quand ils prennent des positions purement britanniques ou aux leaders de la social-démocratie allemande quand ils prennent des positions purement allemandes.

Il y a des exemples nombreux : vous n'oubliez pas, par exemple, les camarades qui voulaient limiter la production allemande de charbon et d'acier - article de Jousse dans Le Populaire-Dimanche - parce qu'ils avaient inconsciemment adopté une position de classe française, la sidérurgie française ayant cherché à profiter de la décomposition de la situation économique allemande pour prendre les positions dominantes en Europe. Et, de la même manière, Schumarer et le Parti de la Social-démocratie allemande sont trop exclusivement encastrés dans les nécessités nationales de la renaissance de leur pays lorsqu'ils refusent de faire, avec nous, l'effort nécessaire pour la planification des industries du charbon et de l'acier, pour déposer l'étape purement technique dans laquelle nous nous trouvons et arriver à une étape de gestion ouvrière qui devrait être l'objectif commun, non pas de tel ou tel Parti Socialiste, mais qui devrait être, et qui sera, l'objectif fondamental de l'ensemble de la classe ouvrière européenne, et même internationale, car les problèmes que Grumbach évoquait il y a un instant de cette moitié de l'humanité qui meurt de faim, qui continue à proliférer et qui voit descendre son niveau d'existence en Asie ou en Afrique, ce problème du déséquilibre fondamental du monde, il n'y a que les Socialistes qui soient capables de les résoudre, non seulement en doctrine, mais aussi en fait, car le Socialisme est né dans cette partie du monde profondément industrialisée et cultivée politiquement avant les autres, l'Europe, et c'est seulement dans la mesure où le Socialisme européen gérera, au bénéfice de l'humanité et non pas au bénéfice d'un impérialisme quelconque, les richesses naturelles et la technique concentrées dans nos régions, qu'il y aura possibilité d'apporter une solution rapide au problème du pain et de la liberté dans l'immense Asie qui est en révolution.

Par conséquent, je veux conclure par là : je demande aux camarades qui ont pris la responsabilité de reconstituer ce qu'ils appellent l'Internationale, de ne pas exagérer dans l'étape qui a été parcourue et à laquelle nous nous associons, car, pour ma part, j'aurais préféré qu'on réserve cette étiquette Internationale pour ne la donner qu'à la suite d'un grand Congrès, véritablement international, où, après une préparation de plusieurs mois, peut-être un an ou deux, les Socialistes du monde auraient été appelés à discuter, dans leurs sections, dans toutes les langues, des perspectives qui étaient offertes, plutôt qu'aujourd'hui dans la situation où nous nous trouvons.

Alors, dans un débat qui aurait opposé des tendances idéologiques tout à fait naturelles, car les problèmes ne se posent pas en Angleterre travailliste de la même manière qu'en Italie, à l'Inde de la même manière qu'au Canada, on aurait dégagé une solidarité et une perspective communes au-delà des désignations nationales.

Je me sens particulièrement près, en ce qui me concerne, de la manière de voir le problème exprimée, aussi bien par le Parti Socialiste hindou que par un Bevan qui, dans une brochure qui va sortir, explique à l'ensemble des travailleurs Socialistes, placés devant la responsabilité d'une politique qui doit détourner l'humanité de la guerre: "la lutte contre la guerre reste pour moi le motif fondamental du Socialisme international". Or, cette lutte contre la guerre ne peut avoir d'efficacité qu'à partir du moment où les travailleurs Socialistes ont autre chose à proposer à l'humanité et aux masses populaires que l'intégration dans une course aux armements qui est dans la nature même de l'opposition fondamentale entre totalitarisme stalinien et capitalisme américain.
Si nous ne trouvons pas le moyen de sortir de ce cercle vicieux, c'est à la fois parce que nous avons adopté un peu trop tôt, il me semble, les conditions nationales inévitables dans lesquelles le Socialisme a été obligé de se battre, mais c'est aussi, parce que nous avons été un peu trop résignés à considérer qu'il n'y avait pas d'autres moyens de lutter contre la menace totalitaire que de recommencer la course aux armements.
J'appelle donc de tous mes vœux, et je souhaite que le Congrès aide le Parti SFIO, à continuer à être en avance sur les autres Partis, car nous sommes d'accord, n'est-ce pas Grumbach, pour être un peu en avance sur les autres Partis dans cette direction générale,
Nous devons devenir le plus rapidement possible une avant-garde de la véritable Internationale qui doit se faire demain, mais pour cela :
1- il faut que les Socialistes prennent conscience qu'ils sont responsables de la manière dont se posent les problèmes dans le monde entier ;
2 - il faut qu'ils n'aient pas l'illusion de pouvoir résoudre ces problèmes de stratégie Socialiste entre quelques camarades responsables nationaux qui constitueraient entre eux une équipe internationale, mais qui jusqu' à présent n'ont rien modifié, au fond, aux véritables problèmes, parce qu'ils n'ont pas associé à la construction de la nouvelle Internationale, l'enthousiasme des travailleurs, solidaires a travers toutes les frontières, pour conquérir le pouvoir politique et transformer la base économique de la société moderne.
(Applaudissements)

Le président - Ries (?) inscrit renonce à la parole et se réserve de poursuivre la discussion dans La Revue Socialiste.
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, je n'avais pas l'intention d'intervenir dans le débat sur la politique extérieure de notre Parti, sur sa position dans la dernière Internationale, mais notre ami Marceau Pivert, pour aboutir d'ailleurs, à des conclusions qui sont très proches des nôtres, a employé un argument au moins étonnant.
Il s'est appuyé sur ce qu'il a dû lire dans la presse bourgeoise et sans même avoir demandé aux intéressés si cela correspondait à quelque chose on non, il a conclu que cela devait être vrai.

C'est ainsi que reprenant une formule malheureuse et fausse, il a, à son tour, pu dire que parmi les nationalisations les mieux réussies, la plus belle c'est celle Parti du Parti Socialiste !
Je dis que c'est impossible, que c'est intolérable ; qu'il y ait un certain nombre de Partis Socialistes qui aient des positions trop préoccupées par leurs intérêts nationaux, c'est vrai, mais dire cela au Congrès de la SFIO, dire cela alors que s'il est un parti, soyons honnête, deux partis qui, dans l'Internationale, se battent le plus dans le sens de l'internationalisme, c'est le parti belge et le nôtre, dire cela ici ce n'est pas admissible, Marceau, et le dire en étayant cela sur l'affirmation donnée par la presse, à savoir que "Guy Mollet, à Francfort, a fait un discours dans lequel il a démontré que le Parti Socialiste était essentiellement un Parti national" c'est vraiment faire aux militants que le Parti envoie dans les Conférences internationales, un mangue de confiance totale.
Je vais vous redire, et j'ai des témoins, - le texte paraîtra d'ailleurs dans le prochain numéro du Populaire-Dimanche - en gros ce qu'au nom de la SFIO, j'ai dit à Francfort.
Pourquoi d'abord ai-je pris ce thème ? A Francfort, nous avions à parler à un public de quelques 20 000 sociaux démocrates allemands qui sont peut-être un peu troubles par la tonalité donnée à la propagande chez eux par le SPD et peuvent être amenés à confondre préoccupations nationales et préoccupations nationalistes.
Alors, au lieu de faire ce qu'ont fait beaucoup de représentants de l'Internationale et de dire ce qui se passe dans chaque pays respectif, je ne leur ai pas dit ce qui se passait en France, je leur ai dit :"l'une des raisons pour laquelle la SFIO - la seule a avoir gardé son titre de section de l'Internationale - se félicite de la reconstitution de l'Internationale, tout en ayant conscience que cette reconstitution est loin d'aller jusqu' au bout de ce que nous voudrions, c'est parce qu'un Parti Socialiste, c'est un parti national, évidemment, mais la reconstitution de l'Internationale nous démontre qu’ au-delà, que par-dessus de la solidarité qui existe dans le cadre d'une nation, il demeure la prééminence de la solidarité internationale de classe.
Il est ma formule même, et je leur disais : "Certes, nos Partis Socialistes sont essentiellement des partis nationaux, parce qu'il n'y a pas de travail libre dans une nation asservie ou sujette, parce que les travailleurs que les amis du capitalisme tentaient de rejeter hors la patrie s'y sont réintégrés eux-mêmes par un siècle et demi d'efforts et de sacrifices, et que la Patrie est aujourd'hui leur bien et en grande partie leur œuvre et qu'ils sont déterminés à la défendre".
"Mais, ajoutai-je, pour être ainsi des Partis nationaux, nous sommes néanmoins contre les nationalistes" - et j'établissais la différence entre un parti national et un parti nationaliste.
C'était peut-être utile à faire là-bas !
Je continuais ensuite en leur montrant la solidarité internationale et en leur disant : "vous, travailleurs allemands qui êtes en train de mener une bagarre magnifique et qui l'avez concrétisée par ce slogan de la cogestion, rendez-vous compte que votre bataille n'est pas seulement la vôtre, mais qu'elle est la nôtre,

celle de tous les travailleurs du monde".
Alors, quel est le passage auquel fait allusion Marceau ?
C'est celui dans lequel je dis : "Le Parti Socialiste est un Parti national."
Mais, alors, camarades, si vous avez un mot à retirer à cela, il faut le dire. Je viens de lire, en effet, un des passages de la déclaration de principe du Parti Socialiste qui figure dans notre carte rouge, et je dis à Marceau qu'il faut qu'il la déchire si ce n'est pas vrai !
Ce n'est pas un autre langage que j'ai tenu là-bas, et je n'aurais pas permis qu'il en soit tenu un autre, au nom de la SFIO. Alors, ne prêtez jamais à des camarades des intentions qui ne peuvent pas être les leur.
Quelle est la vérité ? Comme je l'ai dit tout à l'heure, dans l'Internationale nous sommes à l'avant-garde, nous nous battons bien dans le même sens que celui que Marceau souhaitait voir prendre au Parti, nous allons vers l'idéal qui consiste à donner à une Internationale les pouvoirs réels d'une Internationale seulement nous avons aussi les pieds dans le réel et c'est parce que nous avons agi ainsi que nous avons fait des progrès et de tels progrès. Celui qui, il y a cinq ans, nous aurait dit qu'il y aurait une Internationale aujourd'hui, serait passé pour un fou. Or, c'est en marche, c'est en train de se faire.
Pendant trois jours, nous nous sommes battus sur la déclaration de principe qui, à son départ, était inacceptable pour des Socialistes français, qui mettait l'accent sur le caractère Socialiste démocratique, mais pas Socialiste, qui ne comportait pas une condamnation du capitalisme, qui ne condamnait que les erreurs et les échecs.
Quand vous aurez en mains le texte de la déclaration, vous verrez si la délégation française n'a pas réussi à introduire des choses essentielles, et cependant nous n'avons pas encore satisfaction, à, telle enseigne que nous avons obtenu qu'elle ne fut pas cette déclaration, une déclaration de principes, mais une déclaration actuelle de ce qu'il y a de commun entre les Partis Socialistes et sociaux-démocrates.
Alors, Marceau, c'est à la fois très injuste et très dangereux de parler comme tu le fais, car si dans les partis Socialistes internationaux, on avait cette impression que la section française manque de sérieux, nous ne serions plus pris au sérieux !
En réalité, sur ce problème il doit y avoir unanimité dans le Parti, car s'il y a un domaine dans lequel l'ensemble du Parti doit se regrouper, c'est bien pour que nous gardions et pour que nous affirmions à l'intérieur de l'Internationale, ce titre qui ne nous est contesté par personne, celui, non pas d'un Parti national, mais d'une section de l'Internationale Ouvrière.
(Applaudissements)

Le président - Le débat sur la politique internationale est clos.
Au début de l'après-midi, nous avons encore 15 orateurs d'inscrits sur les questions de l'Union Française, des Jeunesses Socialistes, etc..
La séance commencera à 17 h. précises sous la présidence de notre camarade Defferre.

La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès international des 4 et 5 juillet 1951

Séance du jeudi 5 juillet 1951 (après-midi)
La séance est ouverte sous la présidence de Defferre, assisté de Muller (Haut-Rhin), Montalat (Corrèze) et Diof Babakar (Sénégal).

Le président (Gaston Defferre)
La séance est reprise. La Commission des résolutions aura bientôt terminé ses travaux. En attendant, nous allons épuiser le reste de l'ordre du jour, et je donne la parole à Malacrida, en sa qualité de secrétaire aux Jeunesses.

Henri Malacrida
Camarades, c'est bien plutôt le Secrétaire national des Jeunesses que vous allez entendre mais, auparavant, je requiers de votre part votre affection pour tous les jeunes, et la plus grande attention pour l'exposé qui va vous être fait par le Secrétaire national des jeunes, Pierre Mauroy (?).
Son geste représente l'aboutissement d'une période de réorganisation des mouvements des Jeunesses, et l'utilisation d'un droit reconnu aux jeunes de faire un exposé à la tribune, par le Congrès de 1946.
En exposant devant vous, ce que pourrait être la participation des jeunes à une vaste résolution du Parti, notre camarade va vous apporter le fruit du travail d'une équipe que j'ai l'honneur et la joie de voir travailler sous ma conduite et qui, pendant une année, a marqué par son effort studieux et aussi toujours discipliné, son appartenance fidèle au Parti.
Je vous demande, camarades, d'accorder aux jeunes votre meilleure attention, à ces jeunes qui méritent, de votre part, compréhension et affection.

Pierre Mauroy
Camarades, le problème des Jeunesses est un problème crucial pour le Parti qui ne se renouvelle plus, alors que, chaque année, des centaines de milliers de jeunes gens vont gonfler les rangs des Chrétiens ou des Communistes. Il faut absolument que le Parti s'intéresse à cette question. Hier soir, Guy Mollet vous disait qu'il y avait du travail à faire, dans ce secteur, je voudrais, d'une façon très trêve, vous entretenir de ce problème.
Je sais bien que vous parler des Jeunesses, par conséquent, vous parler des possibilités d'avenir, c'est, par un certain paradoxe, vous rappeler votre passé, vous rappeler vos luttes, vous rappeler votre enthousiasme, et je sais aussi que, dans votre jeunesse, vous pensiez que ces Jeunesses étaient indispensables, au Parti, que ces Jeunesses étaient la vie du Parti, que ces Jeunesses, bien plus, étaient l'espoir du Parti. Léon Blum disait : "Un parti sans jeunesse est un parti sans avenir".

Fondation Jean-Jaurès

Bien sûr, je sais aussi que certains partis n'ont pas de jeunesse, mais je sais que ces partis font de la politique à la petite semaine, que ces partis ont pris le monde tel qu'il est et qu'ils n'ont pour but que de donner aux jeunes générations un monde tel qu'ils l'ont trouvé.
Pour un homme, voyez-vous, qui se consacre au travail, qui consacre ses loisirs, sa vie à un idéal, il n'est sans cloute pas de plus belle récompense que d'amener un jeune à cet idéal.
Que sont les Jeunesses Socialistes ?
Je le sais, les Jeunesses Socialistes ne sont pas assez nombreuses, mais le mouvement des Jeunesses Socialistes existe, et ce qui existe est solide. Les événements de ces dernières années, vous les connaissez : la scission de 1947, cette folle chevauchée qui fut un désastre pour ceux qui l'ont faite et aussi pour ceux qui l'ont subie.
Au lendemain de la scission, il a fallu tout reconstituer et, en reconstituant les JS, on a essayé de donner au mouvement une autre structure. Les Jeunesses Socialistes sont maintenant un mouvement spécialisé du Parti, et elles acceptent la ligne politique et la discipline du Parti, d'autant plus facilement, d'ailleurs, que dès l'âge de 18 ans les jeunes ont la possibilité d'assister aux délibérations et à la vie des sections adultes. Plus question, pour nous, de refaire à l'échelon national des Congrès d'un Parti Socialiste autonome, voire même d'un autre Parti Socialiste.
Les difficultés étaient grandes, bien sûr, 1948 et 1949 furent des années difficiles, des années pénibles, certains même pensaient que cette structure, que cette Nouvelle orientation ne permettrait pas aux Jeunesses de vivre, et qu'elle constituerait un obstacle insurmontable.
Eh bien, camarades, notre Congrès de Nîmes a été édifiant à ce sujet. A Nîmes, il y a eu de l'ardeur, à Nîmes, il y a eu de l'enthousiasme, et même à Nîmes, il y a eu de la passion sur un problème aussi noble et aussi important que celui de l'occupation des loisirs pour les jeunes ouvriers.
D'ailleurs, ces efforts nous ont conduits à des résultats essentiels. Le premier, 1e lancement et le développement d'un organe national JS, le second la création et l'animation de la fédération nationale des foyers Léo Lagrange.
Vous allez me dire : "Pourquoi la fédération nationale Léo Lagrange ?" C'est un fait, les jeunes ne s'intéressent pas, ne s'intéressent plus à la politique. A cet état de choses, il fallait apporter un remède.
Oui, avant guerre les mouvements étaient spécialisés, et j'entends par là que certains s'occupaient de tourisme, que les autres s'occupaient d'AJ, que les troisièmes, étaient des mouvements politiques, mais il s'établissait une espèce de circuit fermé entre ces mouvements, si bien que la plupart des jeunes avaient dans leur poche plusieurs cartes. Hélas ! Les temps sont changés, maintenant un jeune qui a plusieurs cartes dans sa poche c'est presque un jeune pestiféré, on le suit dans les mouvements où il va.
Par conséquent, les jeunes Socialistes avaient le droit d'apporter un remède et ont apporté un remède à cela en créant et en animant cette fédération nationale des foyers Léo Lagrange, fédération nationale qui est à la fois à caractère

éducatif, à caractère touristique, à caractère sportif, et bien sûr aussi à caractère politique et, pour mieux dire, à caractère Socialiste.
Voilà des résultats qui ont été obtenus, et Georges Brutelle notait, il y a quelques semaines, que l'effort entrepris sans tapage mais avec tant de sérieux depuis deux ans avait porté ses fruits.
Certes, je ne vous cacherai pas qu'il y a eue oie un écueil, et que c'est celui du recrutement. On voit souvent les mêmes têtes ou, mieux, on ne voit pas assez de nouvelles têtes chez nous. Il est vrai que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique ; la génération qui a 20 ans maintenant est une génération qui n'a pas connu la vie, elle a connu l'humiliation de la défaite, elle a été élevée dans l'insécurité, elle a été élevée dans le mensonge, elle veut vivre maintenant en allant au stade, en faisant au football, en allant au cinéma, en allant au bal, elle veut vivre sans se soucier des problèmes politiques.
Mais, il y a un autre aspect au problème, et je le dirai, parce que si je ne le disais pas je ne serais pas sincère : la politique du Parti n'a certes pas permis d'amener énormément de jeunes à nous. Je ne veux pas dire qu'elle n'est pas été courageuse, elle a été très courageuse, mais je veux dire par là que l'aspect défensif de l'action Socialiste, qui a été mené dans ces dernières années, n'a pas permis d'amener à nous tous les jeunes qu'on aurait pu amener par une autre politique.
Voyez-vous, quand on est jeune, c'est peut-être un tort, mais parce qu'on a 20 ans en aime être en avant-garde, on aime l'enthousiasme, on aime l'offensive, et même je dirai qu'on aime un peu de passion. Ce sont, évidemment, des éléments que l'on n'a pas trouver ces dernières années.
Il y a d'autres raisons car, pour moi, les deux que je viens de citer ne sont pas pertinentes : trop d'adultes - et je m'excuse de faire ici un peu le censeur - étalent trop souvent, vis-à-vis des Jeunesses, du scepticisme ; trop d'adultes, non seulement n'ont pas confiance en leurs Jeunesses, ce qui ma fois serait un moindre mal, mais étalent parfois devant des jeunes en manque de confiance vis-à-vis de leur Parti.
Il est utile de rappeler les grandes journées d'avant-guerre, bien sûr, il est utile de rappeler 1936, mais mettez-vous dans l'idée que tout ce que vous lui racontez, pour lui, c'est quelque chose de passé, c'est quelque chose qui l'intéresse, mais il faudrait lui montrer, et c'est facile, que la politique actuelle est la continuation, dans d'autres conditions, de celle de 1936.
On ne doit pas s'arrêter à 1936, on doit, pour le jeune, lui montrer comment la politique actuelle, défensive du Parti Socialiste ces dernières années, est la continuation de celle de 1936, autrement il ne comprend pas, le jeune.
(Applaudissements)
Enfin, camarades, il y a une autre raison, c'est que pour certaines fédérations, hélas ! on a considéré que les jeunes étaient un produit de luxe, que les jeunes étaient un produit trop encombrant, et que l'on ne pouvait s'occuper des jeunes que lorsqu'on avait les reins solides.
Or, amener les jeunes fait partie de la politique quotidienne, fait partie de la politique militante de chaque jour, plus que jamais, de par sa structure même, le

Mouvement des Jeunesses Socialistes s'appuie sur les fédérations, s'appuie sur les Sections et, par conséquent, il dépend surtout des camarades adultes de ces fédérations et de ces Sections d'animer le mouvement des Jeunesses Socialistes.
En tout cas, camarades, soyez, sûrs que nous sommes animés, les uns et les autres, par l'ardent désir de faire quelque chose, que ce quelque chose nous le ferons et que, bien sûr, nous le ferons d'autant plus facilement et d'autant mieux que nous aurons votre appui et eue nous aurons votre confiance.
J'ai parle du problème des Jeunesses Socialistes, mais le Parti doit aussi s'intéresser, détordant le cadre interne de ces. Jeunesses, de la politique en général.
Les jeunes doivent occuper une place plus importante dans la vie de la nation, 4 millions de jeunes ont voté le 17 juin, soit un sixième du corps électoral, le nombre ne cessera de grandir pour atteindre dès 1956 environ un tiers des électeurs, un tiers du corps électoral. Beaucoup d'adultes considèrent le Parti à travers une certaine continuité, à travers beaucoup de souvenirs ; ces jeunes, eux, ne considèrent le Parti que par sa politique de l'heure, que par sa politique actuelle, et pas tellement par sa politique de 1936, camarades.
C'est pourquoi on peut affirmer que l'importance de l'influence du Parti, dans les années futures, dépendra beaucoup de son importance et de son influence au sein de cette Jeunesse, c'est pourquoi, camarades, le Bureau national a soumis à la Commission des résolutions, pour étude et pour utilisation, le programme suivant :
"Conscient des difficultés que rencontre la jeunesse meurtrie par les événements particulièrement douloureux et confus de la dernière décade et dont l'influence néfaste l'atteint dans ses forces vives.
Décidé à ressusciter chez les jeunes la vitalité et l'optimisme qui leur sont propres et à leur redonner confiance en un avenir meilleur, le Parti Socialiste SFIO s'attachera, au cours de la prochaine législature parlementaire, à faire prévaloir le programme minimum suivant :
Questions ouvrières. - Développement de l'orientation professionnelle, révision du statut de l'apprentissage, reconnaissance pratique du CAP, relèvement du salaire du débutant, amélioration du pouvoir d'achat du jeune travailleur, nouveaux centres professionnels, échelle mobile appliquée au salaire interprofessionnel minimum garanti, promotion des jeunes dans les comités d’entreprise.
Questions agricoles. - Création de nouvelles écoles professionnelles : écoles agricoles saisonnières, développement des stages nationaux agricoles, extension de la politique coopérative, amélioration t'u statut du fermage et du métayage qui favorise actuellement les grosses exploitations, suppression des zones de salaire, développement des échanges de jeunes travailleurs sur le plan international.
Questions militaires.- Augmentation sensible du prêt, gratuité des transports, notamment pour la permission de détente et pour la correspondance, école de formation professionnelle et civique conduisant à une armée européenne.
Questions de l’enseignement. - Extension de la laïcité à l'Alsace, respect

intégral de 1a constitution et de son préambule, construction scolaires massives, présalaire aux étudiants.
Sports et Loisirs.- Réduction ces transports pour les congés payés, collectif à 50%, prime de vacances, promulgation d'une loi consacrée à la pratique du camping qui favorise son développement, réouverture des centres d'éducation populaire.
Persuadé que les jeunes saisiront toute la portée de l'aide qu'il est décidé à leur apporter, le Parti Socialiste fait appel à la jeunesse française pour se joindre à son Mouvement des jeunes Socialistes, et pour intensifier- ainsi son action tendant à élever le niveau de vie de la jeunesse ouvrière et étudiante.
Camarades, voici le programme que nous avons déposé devant la Commission des résolutions et, pour terminer, je voudrais vous rappeler quelques mots de Léon Blum :
"C'est à la fin de la jeunesse et dans les tous premiers moments de l'âge mûr, pendant ce court intervalle de quelques années, que toutes les pensées fécondes de la vie se formulent, que les résolutions efficaces d'action se fixent en nous. Si nous savons inoculer le Socialisme à cette période de la vie à de nombreux jeunes, alors nous sortirons vainqueurs, alors l'avenir nous appartiendra, camarades".
(Vifs applaudissements)

Le président - la parole est au camarade Silvandre, pour rapporter sur l'action française.

Jean Silvandre

Camarades, dans la dernière consultation électorale, les populations d'Outremer ont été conscientes du danger qui menaçait les institutions et la République. Là-bas comme ici a été mené le combat sur les deux fronts : le front Communiste ou cryptocommuniste, et le front néogaulliste.
Aussi, nous réjouissons-nous de la victoire remportée par le Groupement des Forces Républicaines, et félicitons-nous tous nos camarades et le Parti d'avoir soutenu cette bataille pour les libertés civiques et la démocratie.
Cependant, en présence d'une assemblée axée un peu plus à droite, subsister chez nos populations d'Outremer certaines appréhensions. C'est ainsi que les conceptions que nous connaissons du RPF, concernant l'Union Française, ne sont pas faites pour nous rassurer, et nous comptons sur le Parti Socialiste pour s'opposer irréductiblement au retour en arrière eue rêvent des insensés et qui serait funeste à l'Union Française, nous savons quel a été, dans le passé, le rôle du Parti dans la défense de nos droits et de nos libertés et dans la mise en place des institutions de l'Union Française. Le peuple soudanais, qui avait fait de Marius Moutet un de ses représentants, n'oublie pas que la plupart des projets de loi et des décrets qui ont réalisé les réformes marquant la marche en avant des territoires d'Outremer dans le chemin de l'égalité réelle et des améliorations sociales, que ces textes portaient, dis-je, la signature Socialiste, celle de Paul Ramadier, de Marius Moutet, pour ne citer qu'eux.

Collection Jean Jaurès

(Applaudissements)
A cet égard, vous me permettrez de dire, bien que nous ne soyons pas intervenus dans le débat sur la participation au gouvernement, que nous n'y sommes pas indifférents pour autant. L'expérience nous a montré que la présence Socialiste permettait de défendre, et souvent de sauvegarder les intérêts des pays d'Outremer. C'est un hommage que nous tenons à rendre à nos camarades ministres, nous tenons à les remercier, car leur présence au gouvernement, même lorsque nous ne possédions par la présidence ou le portefeuille des territoires d'Outremer, a souvent permis de faire une action efficace.
Nous savons mieux que personne que ce qui a été réalisé est imparfait et incomplet ; nous n'étions pas assez nombreux au Parlement pour imposer une politique économique et sociale audacieuse, qui aurait pu rallier définitivement à la patrie et à la démocratie la fraction des travailleurs de France et d'Outremer qui persiste à chercher sa voie dans le sillage empoisonné de l'impérialisme stalinien.
Nous savons que demain la situation ne sera pas meilleure, mais nous sommes sûrs que le Parti soutiendra plus fermement que jamais la cause des pays d'Outremer.
Aussi bien, de vastes problèmes restent-ils à résoudre sur le plan constitutionnel, sur le plan de l'organisation politique et économique de l'Union Française. C'est ainsi que les pouvoirs respectifs des Assemblées métropolitaines et des Assemblées des territoires d'Outremer doivent être aménagés pour en finir avec une centralisation stérilisante, et doivent aménager un large mouvement de déconcentration des pouvoirs. Nous souhaitons aussi que s'accroissent et se fortifient ces liens politiques puissants qu'assure la présence dans les assemblées législatives métropolitaines, de représentants de territoires d'Outremer, lorsque ces représentants sont élus au suffrage universel et par un collège unique de citoyens égaux.
(Applaudissements)
Un aménagement comparable des rapports entre la métropole et les territoires d'Outremer doit intervenir dans le domaine de l'économie. Il faut faire disparaître les vestiges, trop nombreux encore, hélas, du pacte colonial, et instaurer une véritable politique économique d'Union Française qui réalise, sur le plan des échanges, une égalité effective des différents territoires de la communauté.
Là encore, souder cette communauté par des liens solides fondés sur des avantages et des concessions réciproques, au lieu de la dissocier par les ressentiments que provoque un régime fondé sur l'exploitation des territoires d'Outremer.
(Applaudissements)
Nous avons, en effet, été victimes, à diverses reprises, de ces opérations à sens unique, dont la scandaleuse taxation de la machine est un des plus récents et plus frappants exemples. Nous ne voulons plus, que l'on oblige les territoires d'Outremer à acheter les produits de la métropole au-dessus des cours mondiaux

et à vendre leurs produits à la métropole au-dessous des cours mondiaux… (applaudissements)… et sans même avoir l'assurance de leur placement.
Notre cause est une cause juste, camarades, nous demandions au Parti de prendre l'initiative d'une grande conférence économique de l'Union Française qui jette les bases et détermine les modalités de la politique que nous souhaitons. Cette égalité effective, enfin, nous voulons la faire triompher dans tous les domaines et partout où elle n'existe pas encore, entre tous les citoyens de la République dans l'exercice de leurs droits politiques, de leur métier, de leurs devoirs de soldat, de leur droit à la propriété et de leur droit à l'administration d'une saine justice.
Les travaux du récent Conseil national ont été, en partie, consacrés à l'amélioration de la condition humaine d'Outremer. Nous devons la rechercher obstinément. Nous la rechercherons notamment par le développement des coopératives de distribution et de consommation, qui affranchiront le producteur et le consommateur du joug des intermédiaires et des trusts par la législation du travail, par le développement du Crédit agricole, etc… Nous la rechercherons en poursuivant l'effort d'équipement économique, en dotant l'ouvrier africain de cet outillage perfectionné seul capable, en améliorant les conditions de la productivité, de transformer la condition des masses.
Nous devons poursuivre aussi l'effort d'équipement social, et doter nos territoires des hôpitaux, des maternités, des dispensaires gui lui manquant, d'écoles pour les enfants sur qui repose l'avenir de l'Afrique, nous devons poursuivre cet effort pour donner une maison digne d'eux à ceux qui sont contraints de vivre dans des conditions déplorables, pour donner un foyer à ceux qui n’en ont pas.
Camarades, dans cette tâche, nous savons que nous pouvons compter sur le Parti. Vous savez que nos cœurs sont proches des vôtres, notre camarade Phili Dabo Sisoko, parlant lors du dernier Conseil national, vous disait combien le Socialisme soudanais évolue dans un milieu physique et intellectuel différent de celui de la métropole, mais n'en est pas moins du Socialisme authentique, car c'est à l'intérieur des doctrines Socialistes que les noirs d'Afrique trouvent le maximum, de garanties, le maximum de sincérité.
(Applaudissements)
Ce qui leur faut le plus, c’est la sincérité : "le Socialisme est né, disait Léon Blum, de la compression et de la colère que suscite dans tout cœur honnête le spectacle intolérable de la misère, du chômage, du froid, de la faim, alors que la terre fournit assez de pain pour nourrir tous les hommes, alors que la subsistance et le bien être de chaque créature vivante devaient être assuré par son travail, alors que la vie de chaque homme devrait être garantie par tous les autres.
Le Socialisme n'est pas, comme on l'a dit, le produit de l'envie qui est le plus vain des mobiles humains, mais de la justice et de la pitié qui sont les plus nobles".
(Applaudissements)
Mais, cette morale de justice, de solidarité, n'est-elle pas précisément celle de la

masse africaine ? Ne répond-elle pas exactement à l'instinct de ce peuple où quiconque le pratique et qui est la plus naturelle, la plus constante et la plus quotidienne ?
Oui, le peuple africain retrouve dans la morale Socialiste ses aspirations les plus profondes et les plus nobles, il retrouve de même, dans la doctrine Socialiste, les conceptions les plus caractéristiques de son organisation économique et sociale traditionnelle.
Phili Dabo Sisoko pouvait donc dire tout naturellement, au cours de l'exposé : "le fondement de la société africaine est Socialiste, nous savons, nous noirs, que tous les hommes sont frères et qu'en toutes les circonstances de la vie ils doivent porter aide et assistance à leurs frères".
(Applaudissements)
C'est sur ces sentiments de solidarité et de fraternité Socialistes qui existent en vous, camarades, que nous comptons, et nous vous disons à notre tour d'avoir confiance en vous-mêmes car, enfin, comment ne pas constater les extraordinaires progrès accomplis par les idées Socialistes ? Non seulement la plupart des partis, même les lus réactionnaires, en arrivent à se réclamer d'elles, mais certaines sont à ce point entrées dans les mœurs qu'on a peine à imaginer qu'elles n'aient pas de tous temps été reconnues, on a peine à imaginer que ces idées, qui ne tendent qu'à réaliser la fraternité, l'égalité, n'aient pu triompher que longtemps après des privilèges, des usurpations qu'elles faisaient cesser.
On oublie que ces privilèges et ces usurpations sont consacrés par les lois, protégés par les puissances de propagande et de contrainte, perpétués par toutes les formes des habitudes sociales et que seule leur contradiction avec la moralité générale du monde, avec les lois et les besoins généraux de la production, que seul le prix de la conscience humaine peut les faire tomber.
Ayons donc confiance, camarades, dans les progrès du Socialisme, réaffirmons notre foi Socialiste, notre espoir en notre Parti ; notre foi aussi dans ses efforts pour organiser la paix, en particulier en travaillant à la création d'une Europe unie ; "Europe unifiée, idées Socialistes", vieil idéal de Jaurès, celui qui faisait alors traiter ses hommes incorruptibles et valeureux de sans patrie, alors que leur conception de la patrie était plus haute et plus pure que celle des patriotes par profession ou par intérêt.
(Applaudissements)
L'Internationale Socialiste n'est nullement le mépris de la patrie, mais le sentiment de 1'amour de sa patrie. Un patriotisme sain n'est pas incompatible avec l'amour que l'on peut avoir pour son prochain, au-delà des frontières, avec le sens d'une solidarité ces hommes au-delà des limites des états.
Le malheur est que, chez beaucoup, la sauvegarde de cette idée saine de patrie fondée sur la caractéristique d'une langue, d'une culture, d'une manière de vivre se conjugue avec une défense périmée de privilèges et de prérogatives sur le plan économique, avec un besoin insensé de maintenir ces barrières dans lesquelles chaque économie nationale étouffe et périt.
L'Europe est devenue minuscule face au formidable et potentiel militaire et économique de l'URSS et des États-Unis. l'Europe doit avoir le souci de

défendre son esprit sur les deux fronts, contre le nivellement à la russe dégradant l'homme et faisant fi des libertés démocratiques traditionnelles et contre la primauté de la machine et contre le mépris des choses de 1'esprit et la supériorité de la civilisation américaine, uniquement fondée sur la notion de confort matériel. Elle ne peut le faire qu'en réalisant son unification économique, unification qui n'est concevable que dans la mesure où chacun des états abandonnera, au profit d'une autorité supranationale, une partie de ses prérogatives nationales.

Les efforts tentés par l'Assemblée européenne de Strasbourg, à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir, dans la voie de cette unification rencontre des obstacles, les problèmes qui se posent et qui se posent avant tout sur le plan économique étant singulièrement ardus. Il ne s'agit pas de faire n'importe quelle Europe, comme certains voudraient nous en persuader. L'Europe est un amalgame d'états qui sont loin d'être parvenus au même stade de développement économique et social, il s'agit de savoir si le sort de l'ensemble des travailleurs de l'Europe va être aligné cornue le voudrait M. Churchill et tous les prétendus libéraux réactionnaires sur le sort de ceux qui sont, actuellement les plus défavorisés, qui perçoivent les plus bas salaires, qui ne bénéficient pas de la sécurité sociale, c'est-à-dire des travailleurs allemands, ou bien si leur sort va être aligné sur celui des plus favorisée : les travailleurs anglais et français.

Il s'agit de savoir si les grands cartels industriels vont pouvoir conclure à nouveau des ententes pour freiner la production et faire monter les prix, ce qui accroît leurs profits, ou si cette production va être développée au maximum et être mise au plus bas prix à la disposition de tous.

Pour les Socialistes, il n'y a qu'une réponse : la communauté économique européenne doit se faire sous le signe de planifications qui rendent son avènement profitable à tous les travailleurs. Dans ce domaine, la signature du plan Schuman, reprise d'une vieille idée Socialiste marque un pas décisif, si les dernières réticences peuvent être vaincues.

Mais, me direz-vous, camarades, en quoi la construction de l'Europe intéresse-t-elle l'Afrique ?

Eh bien, je répondrai que la constitution d'une Europe unie intéresse l'Afrique au premier chef.

L'Europe ne peut pas se passer de l'Afrique, l'Afrique est, pour l'Europe, cet espace nécessaire aux grandes puissances industrielles modernes, cet espace que les États-Unis et l'URSS ont à l'intérieur de leurs frontières, le marché complémentaire qui lui apporte les matières premières qui lui font défaut et qu'absorbe la production de ses usines. L'extension européenne en Afrique est liée, ne l'oublions pas, à la poussée industrielle. L'Europe ne peut pas se passer de l'Afrique, sans elle, elle étoufferait dans ses limites trop étroites.

Mais, de son côte, l'Afrique ne peut pas se passer de l'Europe, non pas tant, peut-être, pour ce qu'elle lui apporte dans le domaine économique et qu'à la rigueur elle pourrait trouver ailleurs, mais pour tout ce quelle ne trouverait pas ailleurs, et d'abord cet esprit européen qui se définit, et s'est toujours défini à chaque stade de son évolution comme le volonté de libérer l'homme en le

rendant à lui-même.
(Applaudissements)
Cet esprit européen, qui ne prend jamais l'homme pour un moyen, pour un animal à produire, qui ne prend, jamais le progrès technique comme une fin en soi que l'on peut poursuivre en méprisant l'homme, cet esprit européen part de la valeur et de l'universalité de la raison pour affirmer l'égalité de tous les hommes et prôner la démocratie véritable ; pour cet esprit européen, le progrès social est la justification même de la vie, et toute aggravation de la fonction humaine, toute menace qui pèse sur l'homme est un défi à la raison.
Par esprit européen, vous entendez bien que je veux exprimer l'esprit de ceux qui ont fait 1a grande œuvre de l'occident, de ceux qui ont toujours rêvé d'une grande fraternité humaine, l'esprit des hommes de 1789 et de ceux qui, aujourd'hui, veulent bâtir l'Europe. En ce sens, beaucoup d'Africains ont sans doute l'esprit plus européen que bien des Européens d'origine, hélas, que nous rencontrons là-bas… (applaudissements)… déformés par les préjugés de caste, par des intérêts mesquins.
C'est pourquoi, quand nous pensons bâtir l'Europe, cela signifie, pour nous, bâtir l'Eurafrique, construire cette communauté qui, le jour où elle sera unie, sera peut-être la plus grande puissance du monde, et sera capable d'imposer la paix aux blocs belliqueux.
Mais, cette communauté, il faut la construire pour le bonheur des peuples qui la composent, mettre ses forces et ses ressources en commun, bien sûr, mais à la condition que, comme je le disais tout à l'heure, il n'en résulte pas un alignement sur le sort des défavorisés, mais un alignement sur le sort des plus heureux.
Nous, Socialistes, sommes persuadés que la protection du standard de vie des travailleurs ne peut tenir de je ne sais quels privilèges illusoires. Nous sommes persuadés que la France et 1'Union Française ne peuvent défendre leur situation relativement privilégiée qu'autant qu'elles se trouveront en mesure de supporter la concurrence extérieure, nous n'y voyons que le moyen d'équipement dont je parlais tout à l'heure, et c'est pourquoi nous remercions particulièrement Guy Mollet - qui en avait fait une des conditions de son investiture - de nous avoir aidée dans cette bataille de l'équipement.
La lutte n'est pas finie dans ce domaine, les ressources qui permettent la continuation des programmes d'investissement dans l'Union Française ne sont pas encore assurés, nous comptons sur le Parti pour nous appuyer et nous aider à aboutir.
Camarades, je ne voudrais pas davantage retenir votre attention, ce sont quelques considérations que je devais vous présenter au nom de nos camarades d'Outremer ; je veux vous dire, en terminant, que nous sommes à vos côtés.
C'est avec, non pas une mentalité ce vaincus, mais, bien au contraire, avec une âme de vainqueurs, avec la fierté de l'effort accompli et des sacrifices consentis, avec la volonté d'aller de l'avant, de conquérir les cœurs et les esprits en disant l'atmosphère de mensonges et de craintes répandu par le stalinisme, véritable cinquième colonne au service d'un nationalisme étranger, de dissiper pour la démocratie le danger que constitue la tentative du néogaullisme, c'est avec cette

volonté que nous poursuivrons l'effort accru qui, dans la métropole aussi bien qu'Outremer inspirera confiance dans notre idéal et redonnera à tous des motifs d'espérance et d'enthousiasme.
(Vifs applaudissements)

Le président - la parole est à Georges Brutelle qui va vous faire une communication.

Georges Brutelle

La Commission des résolutions n’a pas terminé ses travaux.
(Protestations)
Quand nous protesterons, ça n'y changera rien du tout. Le travail a été longuement préparé ; pour une fois, il y avait des textes préparés à l'avance par un certain nombre de camarades et ça n'a pas permis d'aller plus vite. Il semble qu'il y en ait encore pour une heure. Je crois que le plus simple serait de suspendre maintenant la séance et de la reprendre à 21 heures si vous êtes d'accord.
(La séance est suspendue)

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire des 4 et 5 juillet 1951

Séance du jeudi 5 juillet 1951 (soirée)
La séance est présidée par le camarade Defferre.

Le président (Gaston Defferre)

Camarades, je déclare la séance ouverte. Vous entendrez successivement Collet sur la question de la laïcité, et Mollet sur la politique générale.
Collet a la parole.

Collet

Camarades, la Commission des résolutions m'a chargé de lire la motion définitive sur la laïcité. Cette motion est fort différente du texte du projet que j'avais présenté ce matin ; la Commission des résolutions a pensé qu'il valait mieux, que d'exprimer dans une déclaration publique les modalités d'action, en revenir simplement aux propres paroles du Secrétaire général du Parti dont la technique vous a donné hier entière satisfaction.
Voici donc la motion de laïcité telle qu'elle a été adoptée par la Commission des résolutions :
"Le Congrès national extraordinaire du Parti Socialiste constate qu'à l'initiative du cléricalisme, le problème de l'école est posé. Forte de quelque 270 députés ayant signé des engagements en faveur de l'école privée, l'Église veut essayer de marquer des points.
A la Libération, les laïcs de ce pays ont fait preuve de beaucoup de modération ;

Fondation Jean Jaurès

alors que la conduite de la plus grande partie de l'Église française était injustifiée et ait permis de prendre une position très dure contre l'enseignement catholique, les Socialistes et les laïcs du Conseil national de la résistance ont voulu tenir compte du courage incontestable de nombreux catholiques et, plus encore, de rien faire qui puisse porter atteinte à l'unité à peine reconstituée de la nation. Ils ont accepté le statu quo de 1939. Depuis, tout a changé. le crédit de l'école laïque a été quelquefois terni. Certains maîtres staliniens non laïcs font du tort à l'école ; les destructions, 1'augmentation du nombre d'élèves posent des problèmes de locaux. L'Église croit venue l'heure du succès. Cette attitude est une folie.
Au moment où le monde et la France affrontent les dangers actuels, doit-on rouvrir ce vieux conflit quelque peu oublié et peut-être même un peu apaisé ? Si cette bataille devait être engagée, le Parti se battra sur tous les terrains pour empêcher les cléricaux de remporter ces premières batailles. Même s'il devait en sortir provisoirement victorieux, il perdrait ensuite les batailles définitives. St ce n'est plus alors au statu quo que les Socialistes et les laïcs s'arrêteraient, ils reprendraient leur action en faveur de la nationalisation de l'enseignement, de l'introduction des lois laïques dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Et personne ne peut ignorer que de cette bataille qu'ils ne cherchent pas à engager, les Socialistes et les laïcs sortiraient définitivement vainqueurs.
(Applaudissements)

Le président - Notre camarade Reeb demande la parole ; je rappelle qu'il ne peut que déposer et soutenir un amendement…
(Protestations)

Un camarade dans la salle - Ce sera facile…

Le président - Reeb a la parole.

Eugène Reeb - Voilà, c'est marqué : la fédération du Finistère... j'ajouterai la suite tout à l'heure. Camarades, la fédération du Finistère...

Guy Mollet - S'il a quelque chose à dire, je regrette vivement, d'autant plus qu'il y a beaucoup de chances tout à l'heure, sans savoir ce qu'il a à dire, que nous pourrons nous trouver d'accord, il ne faut pas que le président permette de créer de semblables précédents. Une fin de Congrès doit se dérouler conformément aux règles du Congrès. Un camarade ne peut prendre la parole à la tribune sur un projet de résolution que s'il dépose un amendement écrit.

Le président - Il a posé la question, je l'ai cru sur parole... s'il n'a pas d'amendement...
(Protestations dans la salle)
Camarades, il n'a pas la parole.

Fondation Jean Jaurès

Je vous demande du calme, camarades. Il y a une procédure qui a toujours été appliquée et un amendement qui a toujours été appliqué. Je sais combien la question de la laïcité tient à cœur aux camarades. La Commission des résolutions en a délibéré longuement ; un rapporteur est venu et a donné lecture du texte, je dois maintenant, comme président, appliquer les règlements. Je ne donnerai la parole qu'aux camarades qui auraient fourni un amendement au bureau. J'ai eu tort tout à l'heure de faire confiance à notre ami Reeb qui m'a dit qu'il avait rédigé un amendement, alors qu'il ne l'avait pas rédigé. Je ne donnerai plus désormais la parole aux camarades qui n'auront pas déposé un amendement sur le bureau.
(Protestations)
Camarades, le texte n'est pas un amendement ; par conséquent, je ne veux pas donner comme amendement un texte qui a été lu et, dans ces conditions, je mets le rapport aux voix.
(Protestations)
Mollet a la parole.

Guy Mollet

Camarades, je vous demande un instant d'attention. Le Congrès a adopté lui-même un règlement. Tous les camarades qui avaient des propositions à faire sur le problème laïc devaient déposer ces propositions ; ils l'ont fait. Elles ont été étudiées d'abord par une sous-commission spéciale. Cette sous-commission a rapporté sur la Commission des résolutions. La Commission des résolutions a été unanime, si bien qu'il n'y a qu'un rapport et qu'un rapporteur au nom de la majorité. On se trouve donc dans le cas très simple qu'il y a à ce moment-là le règlement approuvé par le Congrès, par ceux qui étaient présents. Ce règlement précise que nul ne peut prendre la parole, sauf pour soutenir pendant cinq minutes un amendement.

Un camarade - Il faut laisser le temps de le connaître, enfin !

Guy Mollet - Tous les camarades avaient des représentants à la Commission.

Eugène Reeb - Écoute tout de même deux secondes... ah ! je vais me fâcher... Comment veux-tu que le Congrès se prononce avant de connaître la proposition de résolution, et c'est quand on la connait que nous avons le droit de déclarer si nous avons quelque chose à dire.

Guy Mollet - Je demande à Reeb de bien vouloir l'écrire ; n'importe qui peut venir déposer un amendement écrit...
(protestations)... sur le texte qui vous est communiqué.

Le président - Je propose une résolution, étant donné l'importance de la question, étant donné qu'alors tous n'étaient pas représentés à la Commission des résolutions, et je propose que nous renvoyions à la fin de la séance le vote

Fondation Jean-Jaurès

sur le texte de laïcité et que la Commission des résolutions sur la laïcité se réunisse à nouveau, mais je demande alors
aux camarades qui ne se sont pas fait représenter ou qui, pour des raisons que j'ignore, ne sont pas allés à la Commission des résolutions, de "bien vouloir y aller, de façon à ne pas reprendre au Congrès un débat parce que les camarades n'étaient pas présents. Alors c'est renvoyé à la fin de la séance et je demande au Rapporteur ainsi qu'aux camarades qui se sont occupés particulièrement de la Commission des résolutions de se réunir dans la salle qui est ici et de reporter le texte à la fin du Congrès.
(Applaudissements)
La parole à Guy Mollet sur la politique générale.

Guy Mollet - Camarades, le texte que la Commission des résolutions m'a demandé de rapporter est un texte qui a été adopté à l'unanimité par la Commission des résolutions. Je souligne, avant même de passer à la lecture du texte, que le fait pour celui-ci d'avoir été adopté à l'unanimité est à déduire du fait même de la composition de 1a Commission des résolutions, puisque tous les membres du Congrès qui, hier soir, ont demandé à faire partie de la Commission des résolutions ont sans aucune réserve, sans aucune restriction, été inscrits dans la Commission des résolutions.
Ce texte pourra à l'audition, et pour moi à la lecture, paraître peut-être un peu long. Si nos camarades, cependant, ont tenu à faire le texte complet, c'est parce qu'ils voulaient répondre à l'éventuel reproche de ne proposer comme programme d'action que des têtes de chapitres, des rubriques vagues, qu'ils ont voulu, au contraire, faire quelque chose de très précis. Voici ce texte :
"Le Congrès national extraordinaire du Parti Socialiste adresse aux
2 800 000 françaises et français de la Métropole et aux centaines de milliers d'électeurs des Territoires d'Outremer qui ont fait confiance au Parti Socialiste, lors de la consultation populaire du 17 juin, pour défendre sans défaillance la démocratie, la justice sociale et la paix dans la liberté, l'expression de ses sincères remerciements.
"Le Parti Socialiste trouve dans la fidélité de la grande masse de ses électeurs la récompense de la droiture de
sa politique, de la justesse des solutions qu'il n'a cessé de préconiser et du courage dont il a témoigné en proclamant presque seul la nécessité de la lutte sur deux fronts qui a permis de sauver la République.
"Il leur demande de confirmer leur acte de confiance en rejoignant ses milliers de sections.
"Il salue tous les élus et tous les militants qui ont participé à cette grande bataille politique et leur adresse ses vives félicitations pour la part active qu'ils ont prise dans l'organisation de cette campagne.
"Le Parti Socialiste exprime sa satisfaction de voir que l'objectif qu'il s'était assigné, conjointement avec d'autres formations républicaines, a été atteint : l'accès au pouvoir a été barré aux staliniens comme au néo-gaullisme. Non seulement le RPF n'a pas obtenu la majorité absolue qu'il convoitait mais il a

perdu par rapport à 1947 près de 2 millions de voix.
Le Congrès national extraordinaire du Parti Socialiste enregistre le recul électoral du bolchevisme en France. Bien qu'un trop grand nombre de Français soient encore égarés ou mystifiés par la tactique des staliniens, par leurs impostures permanentes et par leur action constante en faveur de l'impérialisme soviétique, le Parti Socialiste se considère comme leur seule expression politique valable pour traduire, dans la vie quotidienne, leurs légitimes aspirations vers un régime de bien-être, de progrès et de liberté. Il renouvelle solennellement l'appel que le 42ème Congrès national a adressé à tous les travailleurs de France pour leur demander de rejoindre les rangs du Socialisme afin de mettre un terme à une division ouvrière plus néfaste que jamais en face des menaces convergentes de dictature et de réaction sociale.
La France, en condamnant en même temps le totalitarisme stalinien et l'aventure néogaulliste, s'est prononcée en majorité pour des partis ou des formations qui ont affirmé leur fidélité au régime démocratique.
Le Parti Socialiste constate avec satisfaction que le suffrage universel l'a placé en tête des partis républicains : il s'avère ainsi non seulement le plus fort du point de vue numérique mais du point de vue de son influence dans le pays et des espérances qu'il incarne dans le monde du travail.
Cette situation l'autorise à proclamer qu'il revendique la charge de former un gouvernement dont la composition serait à l'image de la majorité républicaine qui s'est affirmée dans la lutte sur les deux fronts, et à laquelle il appartient de se déclarer prête à reprendre la bataille sur le troisième front : celui de la misère.
Le Parti Socialiste estime qu'une telle action gouvernementale doit comprendre les mesures suivantes :

Défense et amélioration du niveau de vie populaire
Les mesures ci-après proposées ont pour objectif :
a) de faire face immédiatement au danger social qui résulte de la hausse permanente du coût de la vie.
b) d'assurer une redistribution du revenu national en vue d'améliorer le pouvoir d'achat de toutes les catégories de travailleurs ;
c) de lutter contre l'inflation des prix et l'inflation monétaire, causes essentielles de la dégradation du niveau de vie des travailleurs des villes et des champs, des économique ment faibles, des pensionnés et retraités.
1) Mesures sociales
1-Réajustement immédiat du salaire minimum interprofessionnel garanti au niveau strict de la hausse du coût de la vie.
2-Modification de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives par l'introduction de dispositions :
a) appliquant l'échelle mobile à ce salaire minimum interprofessionnel garanti chaque fois qu'une variation d'ensemble du coût de la vie supérieure à 5% aura été constatée. En outre, les bases de calcul de ce salaire pourront être modifiées en fonction du volume global de la production ;
b) prévoyant dans les conventions collectives l'augmentation automatique des

Fondation Jean-Jaurès

salaires en fonction de l'accroissement de la productivité.
3- Toutes ces dispositions seront appliquées à toutes les catégories de salariés, pensionnés et retraités et étendues aux vieux travailleurs, aux économiquement faibles, aux victimes de la guerre, selon des modalités à déterminer par la législation.
4 - En conséquence, les rémunérations des fonctionnaires, des agents de l'État, des collectivités publiques et des secteurs publics devront être réglées ou adaptées suivant les mêmes principes,
5 - Les zones de salaires doivent être progressivement supprimées, leur suppression étant liée au rétablissement des commissions départementales du coût de la vie. Comme première étape, l'écart maximum entre les zones doit être immédiatement ramené à 10%,
6 - L'égalité des prestations en matière d'allocations familiales entre toutes les catégories de Français doit être réalisée avant le 1er Janvier 1952. Parallèlement, le régime de cotisations en matière agricole devra être révisé et comporter désormais un abattement à la base et une progressivité à l'égard des gros revenus.
2) Plan d'expansion économique
1 - Maintien du volume global des investissements dans le secteur civil. La répartition interne peut être modifiée en vue d'accroître le développement des industries énergétiques et de transformation. Un plan d'investissements de cinq ans devra être soumis au Parlement dans les délais les plus courts.
2 - Un plan complémentaire de reconstruction et construction massives de, logements et d'écoles devra être soumis rapidement au Parlement.
3 - Le projet de loi anti-trust déposé par le Groupe Socialiste doit être voté dès la rentrée parlementaire. Ce projet, tout en respectant l'organisation professionnelle saine, a pour objet la lutte contre les abus des coalitions professionnelles permanentes qui, par le malthusianisme économique, tendent à freiner la production pour préserver et accroître les profits.
4 - Répartition des matières premières. En vue d'assurer une meilleure utilisation des richesses disponibles, répartition sur le plan national des matières rares lorsque la même répartition est prévue sur le plan international.
5 - Refonte du système de distribution du crédit en fonction des nécessités de la production socialement utile et non de l'importance des entreprises.
6 - Politique économique et douanière de stabilité et d'harmonisation des prix intérieurs en vue de briser toute hausse spéculative. En particulier, les exportations doivent contribuer à l'augmentation de la production intérieure par l'abaissement des prix de revient, sans pour autant raréfier les disponibilités du marché intérieur.
3) Mesures financières
1 - Les dépenses civiles courantes et les dépenses d'armement doivent être financées par l'impôt; le niveau des armements étant d'ailleurs déterminé d'un côté par l'importance de l'aide que nous consentiront nos alliés, et de l'autre par la nécessité d'assurer à la population un niveau de vie décent, la défense sociale et la défense militaire constituant les deux formes de la défense nationale.

Collection Jean Jaurès

2 - Les dépenses de reconstruction et de construction de logements et d'écoles et celles d'équipement seront financées, dans toute la mesure du possible, par l'Emprunt et les moyens de crédits.
3 - Les recettes du budget de 1952 devront comporter un abaissement substantiel de la proportion des impôts ayant une répercussion sur le prix des produits essentiels à l'existence. A cet effet, un premier effort de réforme fiscale devra être proposé au Parlement dans les délais les plus courts, pour être inclus dans la prochaine loi de finances.
Les projets essentiels de cette réforme doivent être :
a) Création de deux taux différents pour l'impôt sur les sociétés.
Le taux réduit serait appliqué, à due proportion, à celles qui moderniseraient leur outillage dans le cadre du plan d'expansion économique général.
En outre, l'impôt sur les bénéfices des sociétés serait progressif.
b) Aménagement de l'impôt sur les grands revenus.
Amélioration de l'assiette, de manière à établir une plus juste répartition des charges.
Mesures sévères contre les fraudeurs fiscaux qui augmentent indûment la charge supportée par les contribuables honnêtes.
Abattement à la base correspondant au minimum vital.
Suppression de la taxe sur les transactions et report sur la taxe à la production de la fraction d'imposition indirecte nécessaire à 1'équilibre budgétaire.
Le gouvernement saisira le Conseil supérieur de la comptabilité en vue de l'application d'un plan comptable aux grandes entreprises.
4) Mesures concernant les prix
1 - L'abaissement des prix de revient doit être obtenu par le rééquipement industriel et une meilleure organisation du travail.
2 - Dans l'immédiat s'impose une remise en ordre générale des prix de l'ensemble des produits de consommation, obtenue au besoin par la taxation de certains prix-pilotes.
3 - L'État doit, soit directement, soit indirectement, prendre toutes mesures correspondant aux deux paragraphes précédents.
5) Mesures agricoles
1- Organisation des marchés agricoles en vue d'augmenter la production et de défendre l'agriculture contre la spéculation.
2 - Extension des lois sociales aux exploitants et ouvriers agricoles, ainsi qu'aux marins-pêcheurs.
3 - Amélioration du statut du fermage et du métayage.
4 - Développement du crédit agricole et maritime.
5 - Mise en œuvre, dans le cadre du plan, d'une politique d'équipement et d'habitat.
6) Nationalisations
Le Parti Socialiste n'admettra aucune diminution de l'étendue du secteur nationalisé. Il ne tolérera aucun recours des capitalistes à la gestion des sociétés nationales, quelle qu'en soit la forme. Il proposera les modifications de structure reconnues nécessaires, propres à améliorer la gestion des entreprises publiques,

Collection Jean Jaurès

à en éliminer toute ingérence politique et à en accroître l'efficacité.
7) Sécurité sociale
Il importe d'assurer l'équilibre de la Sécurité sociale sans réduction des prestations.
8) Défense des institutions républicaines
1 - Réforme des méthodes de travail parlementaires et gouvernementales.
La modernisation des méthodes de travail du Parlement et du gouvernement est une tâche essentielle qu'il importe de mener à bien par priorité. Le règlement de l'Assemblée doit être immédiatement modifié afin d'empêcher toute obstruction et tout sabotage. Le Parlement doit se consacrer aux seules lois de principe et laisser au pouvoir exécutif le soin d'en fixer les mesures d'application. Les débats parlementaires doivent être organisés et limités à l'essentiel.
Le gouvernement devra s'engager à faire voter avant le 31 décembre prochain le budget de l'année 1952.
La nouvelle législature doit entreprendre la révision de la Constitution en fonction des leçons de l'expérience en assurant toujours le dernier mot à l'assemblée désignée par le suffrage universel.
2 - Sauvegarde des libertés démocratiques. Maintien strict des libertés républicaines et ouvrières couvrant l'action politique et syndicale des fonctionnaires comme de tous les autres citoyens, sous réserve des sanctions prévues par la loi en cas d'activité politique sur le lieu du travail.
3 - Défense de l'École laïque. Intangibilité des lois laïques - Respect du statu quo scolaire en matière de subventions.
- Une motion spéciale est d'ailleurs prévue sur ce texte.
9) Union Française
Le Parti Socialiste estime qu'un effort persévérant doit être poursuivi et accentué en vue de réaliser le progrès économique et social dans les territoires et départements d'Outremer. Il faut que les libertés démocratiques puissent s'y exercer plus pleinement et que la réalisation du programme d'équipement nécessaire à leur développement soit, dans toute la mesure du possible, améliorée.
Toutes les occasions doivent être saisies pour utiliser les négociations internationales en vue de rétablir la paix en Indochine.
10) Politique internationale
Le Parti rappelle et confirme sa déclaration du 43ème Congrès National de mai 1951 qui reste toujours actuelle et qui précisait notamment :
"Le devoir de la France est d'assurer sa sécurité dans la solidarité des peuples libres, de rechercher un nouvel équilibre rendant possible un règlement pacifique, de garder en toute circonstance son sang-froid, d'éviter les provocations, de saisir, toujours, toutes les chances de paix."
Dans le cas où les circonstances ne permettraient pas à un gouvernement à direction Socialiste de prendre la responsabilité de l'application du programme ci-dessus défini, le Congrès donne mandat aux organismes d'exécution du Parti, délégation mixte, Comité directeur et Groupe parlementaire de refuser la participation à tout chef de gouvernement qui ne prendrait pas publiquement

l'engagement :
1 - de mettre immédiatement en œuvre les mesures destinées à améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs, notamment l'échelle mobile du salaire minimum interprofessionnel garanti, et à assurer une plus juste répartition du revenu national ;
2 - de ne pas porter atteinte aux prestations de la Sécurité sociale et aux nationalisations ;
3 - de ne pas laisser mettre en cause, sous quelque forme que ce soit, la laïcité de l'État et le régime scolaire.
En tout état de cause, il donne mandat au Groupe parlementaire de déposer, dans les plus courts délais possibles, les propositions de lois destinées à traduire en actes les articles du programme du Parti.
Voici, camarades, le texte de la résolution votée à l'unanimité. Le Parti va s'engager dans une nouvelle et grande bataille ; il doit en mesurer l'ampleur, il sait les difficultés qu'il va affronter ; c'est à cause de cela que les camarades de la sous-commission des résolutions ont fait, dans tous les sens, l'effort nécessaire pour réaliser entre eux l'unanimité. Au nom du Parti, je les en remercie. Je demande au Congrès d'accepter cette résolution avec le même souci d'unanimité ; de la même façon, qu'au-delà du Congrès, j'appelle tous nos militants à réaliser, eux aussi, dans le combat qui s'engage, la même unanimité, la même splendide unité fraternelle. Certes, camarades, les difficultés sont grandes, mais il n'est pas de difficulté qui puisse résister à l'assaut des Socialistes quand ils sont unis.
(Applaudissements)

Le président

Camarades, j'ai, de la part de notre camarade Rachel Lempereur, un amendement qui est de pure forme et qui tend à substituer aux mots "le courage dont il a témoigné" se trouvant dans le texte, les mots "le courage dont il a fait preuve".
(Rires)
Je mets l'amendement aux voix. Je demande à ceux qui en sont partisans de le manifester en levant la main.
Camarades, je vais maintenant mettre l'ensemble du texte, dont Guy Mollet vient de donner lecture, aux voix. Vous savez qu'aux termes du règlement, le vote par mandat est de droit s'il est demandé par plus de 1/10ème des délégués.
Je pose la question au Congrès de savoir si les délégués veulent voter par mandat ou à main levée, et je demande à ceux qui désirent voter par mandat de le manifester en levant la main ? Baissez les mains.
Épreuve contraire. Baissez les mains.
Le Congrès a donc précisé de ne pas voter par mandat, mais simplement à main levée.
Je vais maintenant mettre le texte aux voix. Je demande aux camarades de prendre la carte rosé à la main. Je demande à ceux qui sont partisans de l'adoption du texte rapporté par Guy Mollet de le manifester en levant la main.

Fondation Jean Jaurès

Baissez les mains
Contre. Baissez les mains.
Abstentions ? Le texte est adopté par une très large majorité. J'ai noté simplement cinq mains qui se sont levées contre, et une abstention.
(Applaudissements)
Je vais maintenant, camarades, être obligé de suspendre pendant quelques instants la séance en attendant que les camarades qui sont réunis pour discuter la question de la laïcité puissent rapporter.
Camarades, la séance est reprise, je donne la parole à Collet pour rapporter devant vous le texte de la motion sur la laïcité dans sa nouvelle rédaction.

Collet

Je tiens à dire tout de suite que lorsque nous nous sommes trouvés dans la salle à côté, nous nous sommes aperçus qu'il n'y avait pas tellement de désaccord profond entre nous et qu'il s'agissait surtout de modalité de forme.
Je vais vous lire la motion sur la laïcité dans sa nouvelle rédaction :
"Le Parti Socialiste rappelle qu'en dépit de toutes les entreprises souvent déloyales qui ont été dirigées contre le statut scolaire actuel, qu'en dépit de toutes les affirmations légères ou intéressées qui ont été produites par certains de ses adversaires, la législation scolaire votée par la 3ème République a été intégralement maintenue et même améliorée grâce à l'action vigilante des Socialistes.
Il affirme que la meilleure dépense de l'école laïque est intensifiée au maximum, la politique de construction scolaire:, de création de postes et d'équipement culturel entreprise avec fruit par les ministres Socialistes de l'éducation nationale.
Il félicite le Secrétaire général du Parti, seul qualifié pour définir la politique Socialiste en dehors de ses instances souveraines, d'avoir pris avec éclat, au lendemain des élections, la position laïque à laquelle il demeure indéfectiblement attaché.
Aujourd'hui, les cléricaux font preuve d'une offensive nouvelle, attitude de folie, au moment où le monde et la France affrontent les dangers actuels, doit-on rouvrir ce vieux conflit quelque peu oublié et peut-être même un peu apaisé ? Si cette bataille devait être engagée, le Parti se battra sur tous les terrains pour empêcher les cléricaux de remporter cette première bataille ; même s'ils devaient en sortir provisoirement victorieux, ils perdraient ensuite les batailles définitives.
Ce n'est plus alors au statu quo que les Socialistes et les laïcs s'adressaient, ils reprendraient leur action en faveur de la nationalisation de l'enseignement et de l'introduction des lois laïques dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, qui resté le programme pour tous les laïcs, et personne ne peut ignorer que de cette bataille qu'ils ne cherchent pas à engager, les Socialistes et les laïcs sortiraient vainqueurs."
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Je mets aux vois le texte rapporté par Collet. Que ceux qui sont partisans de l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main ?
Baissez les mains.
Épreuve contraire ? Il n'y en a pas.
Le texte est adopté à l'unanimité.
Je suis enfin saisi d'un dernier texte ainsi conçu :
"Le mandat extraordinaire du Parti Socialiste SFIO, se félicite de la récente constitution de l'Internationale Socialiste, et envoie à tous les partis frères ses cordiales salutations".
Je mets ce texte aux voix.
(Applaudissements)
Que ceux qui sont partisans de l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main ? Baissez les mains.
Épreuve contraire ? Il n'y en a pas.
Le texte est adopté à l'unanimité.
Camarades, le Congrès est terminé. Vive le Parti Socialiste, vive la République.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès